LE LIVRE NOIR DE L'OCCUPATION ISRAÉLIENNE

LES SOLDATS RACONTENT

autrement

BREAKING THE SILENCE

LE LIVRE NOIR DE L'OCCUPATION ISRAÉLIENNE

Les soldats racontent

Préface de Zeev Sternhell

Traduction de l’anglais par Samuel Sfez

Éditions **Autrement**

Le livre noir de l'occupation israélienne

ISBN : 978-2-7467-3507-1

Préface de Zeev Sternhell

Traduction de l’anglais (États-Unis) de Samuel Sfez

Préface – Les briseurs de glace

par Zeev Sternhell

Les auteurs des textes que l'on va lire sont connus en Israël sous la dénomination *shovrei shtika*, en hébreu « briseurs de silence ». Pour ma part, je préfère dire « briseurs de glace », ce glacier qui recouvre les Territoires occupés et en fait un monde aussi éloigné d'Israël (à l'ouest de la Ligne verte) que le pôle Nord. Ces hommes et ces femmes, soldats, sous-officiers et officiers de l'armée israélienne, ne se distinguent de leurs compatriotes que par une chose : ils ont choisi de dire tout haut ce que tout le monde sait mais ne pense que tout bas. C'est cette conspiration de conformisme, de silence et de refoulement qui règne dans une classe politique qui préfère ne pas voir et ne pas comprendre pour ne pas avoir à réagir que ces soldats sont venus rompre. Mais en forçant tous leurs compatriotes à se regarder dans le miroir, ils suscitent un malaise qui en dit long aussi bien sur le mal que leurs témoignages contribuent à mettre en lumière que sur les faiblesses de notre société. Car trop nombreux sont parmi nous, Israéliens, surtout au sein de nos élites, ceux qui voudraient faire comme si les Territoires occupés n'existaient pas. C'est pourquoi ce livre que les éditions Autrement mettent aujourd'hui sous les yeux du public français est le bienvenu : en montrant que l'occupation des territoires conquis lors de la guerre des Six Jours de juin 1967 constitue le plus grand désastre de l'histoire du sionisme, ce livre dérange, il sonne le tocsin et nous presse de nous ressaisir.

Voilà pourquoi la droite dure israélienne voit en ces témoins, qui

mettent à jour sa vraie nature à la face du monde, des traîtres. Pour ma part, ces hommes et ces femmes, soldats d'une armée dans les rangs de laquelle j'ai combattu et à laquelle j'ai appartenu pendant plus d'un tiers de siècle, affichent les plus hautes vertus de citoyen, au premier rang desquelles vient le courage. Et le courage intellectuel et moral se place à un échelon plus élevé encore que le courage physique. Les auteurs des témoignages que l'on va lire n'ont pas hésité à nous présenter un miroir : nous nous sommes regardés dans la glace et n'avons pas aimé l'image qu'elle nous renvoyait. C'est la raison de l'hostilité que ces combattants rencontrent souvent, à droite mais aussi dans certains milieux du centre et de la gauche particulièrement conformistes. Mais l'essentiel réside non seulement dans la réalité que décrivent ces textes mais dans le défi qu'ils nous posent : quel avenir voulons-nous pour notre pays et pour les générations futures ? Quelle existence nous attend si l'occupation se poursuit, si la colonisation se développe et réduit à néant les chances de la société israélienne de préserver les quelques vertus et valeurs d'antan ? Peut-on prétendre aux qualités d'une société ouverte, libre et démocratique tout en acceptant le statu quo ? Car la situation qui fait, en Cisjordanie, la réalité de tous les jours est une situation coloniale, et c'est contre ce malheur que se lèvent les briseurs du silence. Cela signifie que l'on ne pourra jamais mettre fin aux pratiques ici décrites si l'on ne met pas fin à la colonisation et à l'occupation. Mais pour pouvoir mettre un terme aux comportements dénoncés dans ces pages, il faut se pencher sur leur raison d'être, il faut comprendre ce qu'est le grand dessein de la droite israélienne au pouvoir mais également la nature profonde du conflit israélo-palestinien et ses implications pour chacune des deux sociétés.

Je dirai tout de suite que mettre fin au conflit entre Israël et ses voisins palestiniens est possible, à la condition que les Arabes et les Israéliens acceptent le principe de l'irréversibilité de la situation créée à la fin de la guerre de 1948-1949, cette guerre d'indépendance israélienne qui est aussi la Nakba, ou le désastre palestinien.

Une telle reconnaissance est capitale pour les deux peuples et capitale pour la région dont l'importance mondiale n'est pas à démontrer. Il en est ainsi d'autant plus que c'est cette question qui déchire les deux sociétés comme aucune autre.

En ce qui concerne la société israélienne, si l'on va au fond des choses, en laissant de côté la phraséologie habituelle, si l'on essaie de comprendre pourquoi les négociations sont au point mort depuis l'arrivée d'Ariel Sharon au pouvoir, en 2001, il faut se pencher sur le grand dessein de la droite nationaliste aux deux facettes, l'une laïque et l'autre religieuse. On s'aperçoit ainsi que l'objectif essentiel poursuivi par cette droite dure est la destruction du statut fondateur de la guerre d'indépendance et de la création de l'État d'Israël. Pour la droite nationaliste, c'est seulement quand ce but aura été atteint que sera possible la poursuite de la conquête du sol et que, ipso facto, la création d'un État palestinien deviendra impossible. Il ne faut pas tomber dans le piège du jargon diplomatique de Benjamin Netanyahu, revenu au pouvoir en 2009 et reconduit en 2013 : quand on l'écoute bien et quand on connaît les codes de la langue de bois qu'il utilise souvent, ses intentions apparaissent clairement. On comprend ainsi pourquoi la colonisation de la Cisjordanie se poursuit sans répit depuis le jour où il a franchi pour la troisième fois le seuil du bureau du Premier ministre.

Car, si la guerre d'indépendance, qui a coûté aux Juifs de Palestine la mort de un pour cent de la population et a permis cette révolution dans la condition juive que constitue l'accession à la souveraineté, n'était perçue que comme une guerre de plus dans la longue lignée des combats qui émaillent l'histoire du sionisme, notre perspective changerait radicalement et deux des grands résultats de cette guerre perdraient leur statut spécial dans l'histoire du mouvement national juif. Or, les deux produits majeurs de cette guerre sont d'abord l'acquisition des frontières à l'intérieur desquelles les Juifs ont accédé à la souveraineté, ensuite la création du concept de citoyen. Pour la première fois, à la qualité de Juif, défini par son histoire, sa culture et sa religion, se superpose un concept politique et juridique, porteur de valeurs universelles et donc de droits de l'homme : le concept de citoyen. Ce sont ces acquis de la fondation de l'État que la droite au pouvoir s'efforce aujourd'hui de remettre en cause. À première vue, cela peut paraître un paradoxe, mais en réalité, cette démarche affiche une grande logique.

En effet, la droite comprend fort bien que si l'on regarde la créa-

tion de l'État et l'accession à la souveraineté comme une véritable césure dans l'histoire juive – aussi bien grâce au nouveau concept politique et juridique qui venait d'être créé que par le fait que, pour la première fois, la nouvelle entité nationale se donnait des frontières –, le long processus de conquête de la terre semble parvenu à sa fin. Une telle vision du sionisme constitue pour la droite nationaliste un danger existentiel, et c'est pourquoi défaire aussi rapidement que possible les acquis de 1948-1949 devient une priorité absolue. Mais ce n'est pas pour elle le seul danger... Cette normalisation de la condition juive, qui a été le grand objectif du sionisme des fondateurs, depuis la création du mouvement sioniste par Théodore Herzl, porte en elle une autre menace : celle de la conception utilitaire et libérale de l'État, libérale dans le sens classique et noble du terme, celui des droits de l'homme et de la primauté de l'individu. Car, pour la droite, la fonction de l'État n'est pas de garantir les droits de l'individu, la démocratie, l'égalité devant la loi, ni même d'assurer à sa population une vie décente : l'État existe pour poursuivre la conquête de la terre d'Israël, aussi loin que possible au-delà de ces malheureuses lignes de cessez-le-feu de 1949, dites lignes de 1967, et de ce fait rendre impossible l'existence d'une autre entité politique sur cette terre. Assurément, Netanyahu et certains des siens – à l'exception du très influent nouveau ministre de la Défense, le général Moshé « Bougui » Yaalon, qui, lui, ne craint pas l'opinion publique internationale et s'exprime honnêtement –, tout comme les nouveaux arrivants prétendument centristes aux fauteuils ministériels en février 2013, acceptent le principe de deux États pour ne pas se couper de leurs alliés américains et européens, mais en même temps ils font tout pour que l'État palestinien ne puisse voir le jour ou, dans le meilleur des cas, pour qu'il devienne un vassal d'Israël. Avec la Cisjordanie découpée en peau de léopard par la colonisation israélienne, cette entité palestinienne n'aurait d'État que le nom.

Cependant, il faut tout de suite mettre les points sur les i. Si l'acceptation du caractère définitif du cadre territorial acquis en 1949 constitue la seule base sur laquelle puisse être envisagé le règlement du conflit israélo-palestinien, ce principe ne saurait être à sens unique. Depuis la conférence de Madrid de 1991 et les accords d'Oslo de 1993 jusqu'à ce jour, en passant par la réunion de Camp David de l'an 2000,

la conférence d’Annapolis de 2007 et les quatre années investies par Hillary Clinton au nom de la première administration Obama dans la recherche d'un début de solution, tous les efforts de paix ont échoué : ni les uns ni les autres ne possèdent l’énergie intellectuelle et morale nécessaire pour accepter les résultats de la guerre de 1948-1949.

Évidemment, un tel consentement est objectivement plus douloureux pour les Palestiniens que pour les Israéliens : après tout, on leur demande d’accepter définitivement leur défaite historique. Concrètement, cela signifie pour eux l’abandon de leur revendication majeure : le retour en Israël des réfugiés de 1948-1949. Si les Palestiniens pouvaient accepter le caractère définitif des frontières de 1949 et de ce fait abandonner cette revendication, la droite dure serait rapidement balayée.

De leur côté, les colons israéliens et leurs représentants au gouvernement soulignent à raison l’absence de fondement historique et de racines de la Ligne verte. Mais l’épée est à double tranchant : si Israël annulait la ligne de 1949, à son tour le monde arabe ne serait plus lié par elle. Quel intérêt aurait donc Israël à saper lui-même les fondements d’une légitimité acquise lors de la création de l’État-nation juif ? Pour la gauche israélienne, la tâche urgente consiste donc à renforcer la position de la ligne de cessez-le-feu dans l’esprit des jeunes Israéliens, victimes du lavage de cerveau des gouvernements de droite, afin d’établir, une fois pour toutes, que l’on ne saurait revenir sur les résultats de la guerre d’indépendance. En d’autres termes, une telle démarche sous-entend que les Israéliens ne tenteront pas d’étendre leur frontière à l’est, tandis que les Palestiniens renonceront aux velléités du retour à l’ouest de la ligne de cessez-le-feu de 1949.

Cela étant dit, je voudrais insister une nouvelle fois sur le fait que les raisons véritables du refus du cadre territorial de 1949 de la part de la droite israélienne ne résident pas dans une quelconque conjoncture politique ou des considérations de sécurité, mais dans sa conception même du sionisme. Comme je l’ai déjà mentionné plus haut, la droite au pouvoir voit dans la reconnaissance de la situation créée en 1949 le point d’arrivée de la conquête du sol, le grand ennemi du sionisme. Pour elle, le sionisme n’a pas été un mouvement de sauvetage d’un

peuple en danger, comme cela le fut déjà avant la Seconde Guerre mondiale, ce n'est pas la conquête de l'indépendance et de la souveraineté, c'est un mouvement en devenir constant, et le critère de son succès ou de son échec est sa capacité d'imposer sa volonté à son environnement. Il s'ensuit que les lignes d'armistice de 1949, auxquelles on se réfère le plus souvent (en les appelant « frontières de 1967 » ou « Ligne verte »), ne sont en aucune façon des frontières mais, comme leur nom l'indique, des lignes de cessez-le-feu. Ces lignes, ainsi va l'argument, ont été emportées par la guerre des Six Jours. Ce qui fait que la colonisation des territoires conquis en juin 1967 n'est pas moins légitime que la colonisation, dans un passé plus ou moins éloigné, du Néguev, de la Galilée, des vallées agricoles du Nord, ce berceau du kibboutz et du paysan-soldat, ou, si l'on préfère, de la renaissance nationale juive.

Cependant, l'essentiel est ailleurs. Au mois de juin 2011, en visite chez son grand ami Berlusconi, alors au pouvoir à Rome, Netanyahu lança une nouvelle idée : le conflit est insoluble parce que ce n'est pas un conflit territorial. Sa racine est ailleurs. Aussi longtemps que le président de l'Autorité palestinienne, Abu Mazen, ne reconnaît pas Israël comme un État juif, il n'y a pas moyen de parvenir à un accord. Quelques jours plus tard, il est revenu sur cette idée à la tribune de la Knesset et il la répète de nouveau à satiété en ce début de mai 2013, pour mettre des bâtons dans les roues du nouveau secrétaire d'État américain, John Kerry, occupé à relancer les négociations. En effet, à la suite de la visite de Barack Obama à Jérusalem en mars 2013, la politique américaine commence quand même à porter des fruits : la Ligue arabe vient d'offrir à Israël reconnaissance et normalisation, contre un retour aux frontières de 1967 améliorées, avec des échanges de territoires. Cette dernière clause signifie que les grosses colonies proches de la Ligne verte resteraient en place. Par ailleurs, cette nouvelle initiative de la Ligue arabe, qui vient après celle du sommet de Beyrouth de mars 2002, implique un abandon de fait du « droit de retour ».

Depuis un certain temps déjà, la droite se prépare à ce genre de « malheur » qui lève l'obstacle majeur à la fin du conflit. Au début du mois d'août 2012, alors que l'on sait déjà que de nouvelles élections

approchent, un groupe de quarante députés de droite et du centre soumet un projet de loi constitutionnelle en vertu duquel Israël serait défini comme « l'État-nation du peuple juif ». L'objectif de la loi, selon le texte explicatif qui l'accompagne, est clair : obliger les tribunaux à reconnaître, chaque fois que la définition en vigueur de l'État – « juif et démocratique », le concept « démocratique » impliquant l'égalité de tous les citoyens – n'est pas compatible avec « juif », que la préséance revient au national. Ainsi est établie une hiérarchie sans appel : alors que la loi fondamentale de l'État cherche à tenir la balance égale entre le national, c'est-à-dire le particulier, et l'universel, la droite subordonne l'universel au particulier. À la suite des dernières élections législatives de février 2013, une nouvelle coalition se forme. En dépit de son caractère plus centriste, elle reprend à son compte le projet que la Knesset précédente n'avait pas eu le temps de codifier. Mais, de fait, la situation s'est encore détériorée : au soi-disant projet centriste, quelque peu plus modéré, s'ajoute fin mai une seconde proposition de loi rédigée par Yariv Lévine, le leader de la majorité parlementaire à la Knesset, qui, si elle finit par être adoptée, introduira l'apartheid dans la législation israélienne.

Parvenus à ce point, les gens raisonnables et rationnels se demanderont : en quoi au juste et pourquoi la question de « l'État juif » se pose-t-elle tout à coup avec une telle acuité ? Et d'ailleurs, en quoi est-ce l'affaire des Palestiniens ? Pourquoi est-ce une condition préalable à tout accord ? La réponse se trouve dans le fait que, dans l'esprit des leaders de la droite, la reconnaissance d'Israël par les Palestiniens comme un État juif équivaudrait à l'acceptation par les Palestiniens de ces deux grands principes que sont, d'une part, la reconnaissance des droits historiques inaliénables des Juifs sur la Palestine, ou plutôt sur la terre d'Israël, sur toute la terre, et, d'autre part, le consentement des Arabes, de tous les Arabes, y compris les citoyens d'Israël, à un statut d'infériorité. Ce qui en clair signifierait que les Palestiniens admettent non seulement la légitimité du sionisme mais la suprématie juive. Ce qui signifierait aussi que toute personne née de mère juive à Paris, à New York ou à Buenos Aires, possède un droit de propriété sur la terre d'Israël, alors que le Palestinien né dans un village de Cisjordanie, à Jérusalem ou à Naplouse ne peut jamais prétendre à la propriété de la

terre sur laquelle il vit.

Ici, pour comprendre la profondeur de l’impasse, il faut regarder les choses sur la longue durée. Comme dans d’autres mouvements nationaux, dans le sionisme, de tout temps, la primauté revenait à la culture et à l’idéologie. Comme partout en Europe centrale et orientale, où le sionisme a vu le jour, ces régions où des communautés ethniques et religieuses se déchiraient et combattaient pour leur survie culturelle et pour leur indépendance politique, dans notre cas aussi la nation a précédé l’État. Partout la conquête de l’indépendance et de la souveraineté venait en premier lieu, partout l’entité nationale se définissait par la culture, la langue et la religion. Tout le reste était secondaire. Par tout le reste, j’entends les grandes idéologies politiques de l’époque : libéralisme, socialisme, marxisme, y compris l’austro-marxisme, cette synthèse de marxisme et de nationalisme à laquelle s’était aussi employé Ber Borochov, le plus important penseur sioniste.

En Palestine, le nationalisme juif représentait une version relativement modérée de nationalisme, au sens où il n’a jamais développé de sentiment de supériorité ethnique ou de haine raciale envers les Arabes. Mais, comme pour tous les autres nationalismes, les piliers du nationalisme juif étaient l’histoire et la religion, non pas le droit des peuples à disposer d’eux-mêmes, droit universel et en tant que tel valable aussi bien pour les Arabes que pour les Juifs. Notre nationalisme n’a pu échapper à la contradiction essentielle propre à tout nationalisme, entre les valeurs universelles et le particularisme inhérent à la spécificité culturelle et historique. À cela s’ajoutait évidemment le combat pour le sol.

Voilà où se trouve à mon sens le cœur du problème : aussi longtemps que se poursuivait la guerre pour la conquête du sol sur lequel serait fondée l’indépendance juive et sur lequel les Juifs se donneraient un toit qui leur avait si cruellement manqué tout au long de la première moitié du XXe siècle, les droits historiques prenaient fatalement le pas sur les droits de l’homme. Le nationalisme conquérant ne pouvait accepter le principe de l’égalité des droits pour les Arabes

sur la même terre. Mais si la conquête du sol était parvenue à son point final en 1949, le partage de la terre par la Ligne verte aurait pu créer une situation nouvelle et servir de nouveau départ. C’est là que se situe l’échec historique de la génération de 1949, puis des deux générations qui ont suivi, la mienne et celle qui est aujourd’hui au pouvoir.

Il importe d’insister sur ce point : si l’on ne saisit pas la dimension historique et intellectuelle des problèmes politiques actuels, la réalité que nous avons sous les yeux perd toute cohérence et ces problèmes paraissent insolubles. En effet, la véritable origine du mal réside dans le fait que le triomphe de la guerre d’indépendance ne soit pas devenu dans notre histoire une ligne de partage des eaux, et que la création de l’État n’ait pas produit un bond en avant sous forme de nouvelles idées et d’une nouvelle mentalité. Au lieu de considérer la création de l’État comme la fin du processus de fondation et comme le premier pas vers la normalisation, l’élite politique israélienne se trouva prise dans un engrenage qui la conduisit à poursuivre l’action menée tout au long de la période préétatique. La solidité du cadre conceptuel tout comme celle des structures institutionnelles héritées de cette période était telles que la transition de la communauté combattante à l’État constitué fut à peine ressentie.

Éclate le coup de tonnerre de juin 1967 : comment l’interpréter et que faire de cette victoire ? Faut-il y voir un simple accident, fruit d’un mauvais calcul égyptien et jordanien, qu’il conviendrait d’exploiter pour faire la paix en utilisant les territoires conquis comme monnaie d’échange, ou au contraire ne faut-il pas en faire une suite logique de la guerre d’indépendance ? Doit-on considérer l’issue de cette nouvelle guerre comme une occasion de poursuivre l’œuvre de conquête inachevée en 1949 ou, au contraire, annoncer à la face du monde arabe que tous les objectifs du sionisme ayant été atteints dans les lignes du cessez-le-feu de 1949, la conquête de la terre et sa colonisation, qui étaient une nécessité existentielle jusqu’à la création de l’État, ont cessé de l’être après 1949 ? En d’autres termes : ce qui était bon et juste dans le passé a cessé de l’être dès le moment où les Juifs ont pu se donner un toit et, en appelant au droit des peuples à disposer d’eux-mêmes, devenir un peuple comme les autres.

Ce principe véritablement révolutionnaire dans l'histoire d'Israël, et dont la signification immédiate aurait été la reconnaissance de la Ligne verte de 1967 comme la frontière définitive du territoire national, les Israéliens, à quelques exceptions près, ont été incapables de l'énoncer. Pour le faire, il eût fallu que la gauche au pouvoir à l'époque soit nourrie de valeurs universelles, de l'idée de droits de l'homme et non seulement du particularisme culturel et politique du nationalisme. Mais puisqu'elle plongeait ses racines dans le nationalisme intégral, ce langage, aucun homme politique ne savait le tenir ; ce principe, les élites politiques travaillistes au pouvoir, à quelques exceptions près, n'étaient pas armées pour le poser. Il ne s'agissait pas seulement de principes, mais de la capacité de résister à la tentation de saisir l'occasion pour mettre à profit la faiblesse arabe. Ainsi l'accident de juin 1967 a-t-il engendré la colonisation qui s'est développée en ce qu'elle est aujourd'hui, c'est-à-dire le grand désastre de l'histoire du sionisme et une menace réelle sur l'avenir de l'État juif. Ce ne sont pas les Palestiniens qui menacent l'existence d'Israël mais les colons fanatiques de Cisjordanie.

En règle générale, les nationalistes, tous les nationalistes, y compris les Palestiniens, s'intéressent davantage au passé qu'à l'avenir. Du côté de la droite israélienne, le refus d'accepter le caractère définitif de la situation créée en 1949 est aussi lié à la crainte que la reconnaissance des droits nationaux des Palestiniens ne finisse par saper les droits historiques des Juifs. Car si nous nous refusons le droit de coloniser les territoires conquis en 1967, sur quoi exactement repose la légitimité de la colonisation d'avant 1949 ? Les Palestiniens tiennent le même raisonnement, seulement en sens inverse : puisque la colonisation d'après 1967 est illégitime, il en est exactement de même en ce qui concerne celle d'avant 1949.

Ce type de raisonnement fut à la base de la paralysie de ces quelques « pragmatistes » qui, dans les années 1960 et 1970, avec les travaillistes au pouvoir jusqu'en 1977, sentaient instinctivement que la colonisation des territoires récemment conquis constituait une erreur colossale. Mais ces hommes manquaient cruellement d'alternative idéologique à opposer à tous ceux, de loin plus nombreux et plus puissants, qui exigeaient l'implantation immédiate des droits histo-

riques du peuple juif sur la terre de la Bible, des prophètes, des rois et des juges, La mystique de la terre et de l'histoire commençait ainsi à dicter la politique territoriale de l'État, et il en est ainsi jusqu'à ce jour. La dialectique de la force commençait, elle aussi, à jouer pleinement son rôle : la puissance militaire israélienne, le développement économique remarquable, l'intégration d'un million de nouveaux immigrants venus de l'ancienne Union soviétique, l'incapacité totale de la communauté internationale d'infléchir les positions israéliennes les plus dures sont considérés encore et toujours comme autant de preuves de la solidité de l'argumentation nationaliste.

La majorité de nos compatriotes sait que la situation actuelle mène non pas vers une coexistence de deux États mais, à long terme, soit vers une situation coloniale qui ne dit pas son nom, soit vers un État binational en guerre civile permanente. Tout le monde sait également que le conflit reste une source de malheurs sans fin. Mais mettre un terme à l'occupation et à la colonisation exige que l'on accepte l'affrontement nécessairement violent avec les colons. Menacés d'une guerre civile, les Israéliens préfèrent encore combattre les Palestiniens.

Les réalités décrites dans les témoignages que l'on va lire expriment bien ce choix. Les colons dictent la loi dans les Territoires occupés et le droit israélien n'y est pas appliqué. Cette situation est bien connue en Israël. En 1982 déjà, le rapport remis par une commission nommée par le procureur général de l'État, Yitzhak Zamir, et présidée par Judith Karp, procureur général adjoint, décrivait le vide juridique dans les Territoires occupés : la loi israélienne était bafouée au vu et au su de tout le monde. En fait, aucun lecteur de ce rapport ne pouvait se tromper : les forces de l'ordre étaient au service d'une politique de colonisation et d'annexion de fait, qui n'osait dire son nom par crainte de sanctions internationales. Le rapport étant resté lettre morte, Judith Karp présenta sa démission. Près d'un quart de siècle plus tard, en 2005, un second rapport fut soumis par Talia Sasson, conseillère spéciale du Premier ministre pour les colonies illégales (sic), et allait dans le même sens : la colonisation se poursuivait, contrairement aux dispositions de la législation israélienne et de la politique officielle du gouvernement, mais elle était en fait fi-

nancée par divers ministères dans des conditions de quasi clandestinité.

En effet, une culture maffieuse s'est développée en Cisjordanie, depuis les premiers jours de la colonisation, quand ministres, généraux et hauts fonctionnaires la favorisaient en sous-main, malgré les directives officielles et la loi qui protégeait la propriété privée. Ces directives avaient pour seul objectif d'infléchir les critiques étrangères. Une fois sur place, une colonie nouvelle, qui officiellement n'existait pas, jouissait automatiquement de la protection de l'armée, puis se trouvait comme par miracle branchée sur les réseaux d'eau et d'électricité. Une route dont l'armée avait tout à coup un besoin impératif, comme par hasard au pied d'une colline nouvellement occupée, était tracée, les terres arables convoitées par les colons étaient confisquées pour des besoins de sécurité, et ainsi de suite. Ainsi se créa une atmosphère où tout était permis, où le colon armé était roi et où le pays tout entier se pliait à ses volontés. Mais en réalité, ces volontés étaient aussi celles du pouvoir en place : de ce cercle vicieux, nous ne sommes pas encore sortis. En cette fin mai 2013, quatre colonies dites « sauvages » allaient être blanchies en dépit des protestations de Washington, c'est-à-dire allaient acquérir une existence légale : ce vocabulaire appartenant au langage maffieux, comme le note un éditorial du journal Ha'aretz du 19 mai 2013, est celui du gouvernement et de l'Administration de notre pays.

Il serait donc naïf de s'attendre à un effort de l'État qui entraverait la construction illégale de logements, de routes ou la liberté de manœuvre des colons. Dans la perspective des colons, dans la liberté dont ils jouissent s'inscrit également le droit de rendre misérable la vie des villageois arabes dont on convoite encore et toujours les terres ou à qui on tient seulement à montrer qui sont les maîtres. En réalité, la société israélienne est aujourd'hui prisonnière des colons. Ce qui fait que le seul résultat tangible de ces deux rapports fameux fut la démission, forcée de fait, de leurs auteurs. Les deux juristes militent aujourd'hui dans les rangs d'organisations de défense des droits de l'homme. D'autres organismes de défense des droits de l'homme comme B'Tselem, Yesh Din, ainsi que l'équipe de La Paix maintenant, qui depuis de longues années suit le développement de la colonisation

dans les Territoires occupés, sont les porte-drapeaux des valeurs universelles. C'est au service de ces mêmes valeurs que se mettent les auteurs des témoignages ici présentés. Ces femmes et ces hommes sont l'honneur de notre société.

Introduction

En juin 2004, une soixantaine de vétérans des forces de défense israéliennes présentaient au public des témoignages écrits et des photographies de leur service militaire à Hébron et en Cisjordanie occupée. Cette exposition a donné naissance à Breaking the Silence, une organisation dont le but est de faire connaître la réalité quotidienne de l’occupation des Territoires à travers les témoignages des soldats qui la mettent en œuvre. L’organisation interroge des hommes et des femmes ayant servi dans les forces de sécurité israéliennes depuis le début de la seconde Intifada, en septembre 2000, et publie leurs témoignages en ligne, sous forme imprimée et dans les médias. Breaking the Silence organise également des événements, des conférences et des visites guidées en Cisjordanie afin d’exposer les méthodes d’Israël dans les Territoires et d’encourager le débat quant à la véritable nature de l’occupation.

145 témoignages

Cet ouvrage contient 145 témoignages représentatifs de ceux qu’a recueillis l’organisation depuis sa création (soit plus de 700). Les témoins représentent toutes les couches de la société israélienne et pratiquement toutes les unités de l'armée de défense d’Israël (Tsahal) engagées dans les Territoires occupés. Il s’agit à la fois d’officiers, de soldats du rang, d’hommes et de femmes.

Tous les témoignages publiés par Breaking the Silence – y compris ceux contenus dans ce livre – ont été recueillis par des vétérans de l’armée et vérifiés. Sauf mention contraire, ils émanent de témoins

oculaires et sont reproduits mot pour mot, à l'exception d'altérations mineures pour empêcher l'identification des parties ou clarifier le langage militaire. L'organisation garde l'identité des témoins confidentielle. Sans anonymat, il serait impossible de rendre ces informations publiques.

Bien que les récits des soldats se limitent à leur expérience personnelle, leur accumulation donne une vue d'ensemble des méthodes de Tsahal et de la politique israélienne dans les Territoires occupés. Breaking the Silence considère que mettre à nu cette politique constitue un devoir moral et une condition nécessaire à l'établissement d'une société plus juste. Pour les citoyens israéliens, ignorer ces témoignages directs, clairs et sans ambiguïté, équivaut à renoncer au droit fondamental de connaître la vérité sur leurs actions et celles de ceux qui agissent en leur nom. Breaking the Silence demande des comptes sur les opérations militaires israéliennes dans les Territoires occupés, menées par des citoyens et en leur nom. Dans ce livre, le lecteur se trouvera immergé dans le discours ordinaire des soldats israéliens, truffé de jargon et d'expressions définies par le cadre de référence de leur expérience particulière. Les témoignages originaux en hébreu[1], transcrits en préservant les mots des soldats tels qu'ils ou elles les ont prononcés, ont d'abord été traduits en anglais, et certaines clarifications ont été ajoutées lorsqu'elles étaient absolument nécessaires à la compréhension. La traduction française est aussi fidèle que possible à l'original.

Les dessous de la politique israélienne

Dix ans après le début de la seconde Intifada était publié le rapport sur lequel s'appuie ce livre, Occupation des Territoires : témoignages de soldats israéliens, 2000-2010. À partir des témoignages directs de centaines de soldats, hommes et femmes, le rapport présente le mode opératoire de l'armée israélienne en Cisjordanie et dans la

---

[1] L'ouvrage a été édité en hébreu par Mikhael Manekin, Avichai Sharon, Yanay Israeli, Oded Naaman et Levi Spectre.

bande de Gaza ainsi que son impact sur ceux qui le vivent au quotidien – les Palestiniens, les colons, les soldats eux-mêmes. Les membres de Tsahal chargés de mener à bien la mission du pays dans les Territoires y révèlent en détail les principes et les conséquences de la politique israélienne, mettant ainsi en lumière la logique sous-jacente des opérations israéliennes en général.

Les témoignages ne laissent planer aucun doute : si l'appareil sécuritaire a indéniablement dû répondre à des menaces concrètes au cours des dix dernières années, notamment des attaques terroristes contre les citoyens, les actions d'Israël ne sont pas uniquement d'ordre défensif. Au contraire, elles ont systématiquement conduit à l'annexion effective de grandes parties de la Cisjordanie à travers l'expropriation de résidents palestiniens, un contrôle resserré de la population civile et une politique d'intimidation. L'idée, communément admise dans la société israélienne, que le contrôle des Territoires vise exclusivement à protéger les citoyens est incompatible avec les informations fournies par des centaines de soldats de Tsahal.

Dans les médias, les discussions internes ou les briefings militaires, les forces de sécurité et les entités gouvernementales font constamment référence à quatre composantes de la politique israélienne : la « prévention du terrorisme » ou « prévention de l'activité terroriste hostile » (sikkul) ; la « séparation » entre les populations israélienne et palestinienne (hafradah) ; la préservation de la « trame de vie » palestinienne (mirkam hayyim) ; et l'« application de la loi » dans les Territoires (akifat hok). Ces termes donnent une représentation partielle, voire distordue, des politiques qu'ils incarnent. Bien qu'originellement descriptifs, ils sont rapidement devenus des noms de code pour des activités sans aucun lien avec leur sens original. Le présent ouvrage révèle les aspects de cette politique que les institutions ne rendent pas publics. Les soldats qui témoignent constituent une source d'information particulièrement fiable. Ce ne sont pas de simples témoins : on leur a confié la tâche de mettre en œuvre ces politiques, mais on leur a aussi demandé – implicitement ou explicitement – de les dissimuler.

Ce livre s'articule en quatre parties, correspondant aux termes «

prévention », « séparation », « trame de la vie » et « application de la loi ».

Dans la première, intitulée « Prévention », les témoignages montrent que presque tous les usages de la force militaire dans les Territoires sont considérés comme préventifs. Derrière cette interprétation large du terme se cache la présomption que chaque Palestinien, homme ou femme, est suspect et constitue une menace pour les citoyens et les soldats israéliens. En conséquence, intimider la population palestinienne dans son ensemble réduira les possibilités d'opposition et limitera l'activité terroriste. Vu sous cet angle, maltraiter les Palestiniens, confisquer leurs propriétés, imposer des punitions collectives, modifier et entraver la libre circulation (en établissant des checkpoints temporaires ou autre), voire changer les règles de manière arbitraire (par exemple selon les caprices d'un officier lors d'un contrôle)... tout cela peut être qualifié d'action préventive. Si le terme « préventif » s'applique à presque toutes les opérations militaires, la différence entre action offensive et défensive s'estompe graduellement. Ainsi, la plupart des actions militaires dirigées contre les Palestiniens peuvent être justifiées comme défensives.

La deuxième partie traite d'un autre terme de cette politique, la « séparation ». À première vue, le principe de « séparation » désigne la protection des Israéliens en Israël par la création d'un fossé entre eux et la population palestinienne des Territoires. Cependant, les témoins montrent que cette politique s'applique non seulement entre les deux populations, mais aussi au sein même de la communauté palestinienne. Cela permet à Israël de contrôler la population des Territoires, dont les mouvements sont canalisés par des systèmes de surveillance qui dessinent de nouvelles frontières sur le terrain. Les nombreux permis et autorisations dont ont besoin les Palestiniens pour se déplacer en Cisjordanie limitent leur liberté de mouvement et créent des divisions internes à leurs communautés. Les régulations souvent arbitraires et le dédale bureaucratique ne sont pas moins efficaces que les barrières physiques. La politique de séparation apparaît alors comme un moyen de diviser pour régner. Les témoignages des soldats révèlent également un troisième phénomène : la séparation entre les Palestiniens et leur terre. Les colonies israéliennes et leurs environs

constituent une barrière en soi. Les Palestiniens ont interdiction de pénétrer dans ces territoires, qui englobent souvent leurs propres terres agricoles. L'emplacement de ces barrières ne semble pas être déterminé par les seules considérations défensives liées aux concentrations de population palestinienne, mais par des calculs offensifs visant à incorporer certaines zones à la juridiction d'Israël. En Cisjordanie, les checkpoints, les routes fermées à la circulation, l'interdiction de se déplacer d'un endroit à un autre sont autant de mesures qui chassent effectivement les Palestiniens de leurs terres au profit d'une expansion de la souveraineté israélienne. Les témoignages de soldats regroupés dans cette partie exposent clairement que la « séparation » n'a pas pour but un retrait de l'armée des Territoires occupés, mais représente au contraire un moyen de contrôle, de dépossession et d'annexion.

La réalité palestinienne sous l'occupation israélienne constitue le sujet de la troisième partie, « La trame de vie ». Les représentants israéliens soulignent régulièrement le fait que, dans les Territoires, les Palestiniens reçoivent toutes les denrées de base, qu'ils ne connaissent pas de crise humanitaire et qu'Israël assure même le maintien d'une certaine « trame de vie ». Un tel discours, ainsi que les propos évoquant une prospérité économique en Cisjordanie, suggère que la vie sous occupation étrangère peut être tolérable, voire bonne. Sur la base de ces affirmations, les partisans de la politique israélienne arguent que l'occupation est un moyen de défense légitime et que si la souffrance endurée par la population est certes regrettable, les dommages subis sont « proportionnés » à la sécurité des citoyens israéliens. Mais, comme le confirment les témoins, le fait que la vie des Palestiniens dépende au quotidien du bon plaisir d'Israël montre à quel point ces derniers en sont tributaires. Israël maintient certes la « trame de vie » en Cisjordanie, mais cela atteste surtout le contrôle absolu que le pays exerce sur les Palestiniens. Chaque jour, les autorités israéliennes décident quels biens peuvent être transférés d'une ville à une autre, quel magasin peut ouvrir, qui peut franchir les checkpoints et les barrages de sécurité, qui peut envoyer ses enfants à l'école, qui pourra atteindre les universités et qui recevra les soins médicaux dont il a besoin. Israël détient également les biens privés de dizaines de milliers de Palestiniens. Parfois, ces biens sont conservés pour de supposées

considérations de sécurité, parfois afin d'exproprier des gens de leur terre. Dans un nombre de cas significatif, la décision de confisquer des biens paraît entièrement arbitraire.

Maisons, terres agricoles, véhicules à moteur, appareils électroniques, animaux de ferme – tout cela peut être saisi à la discrétion d'un commandant régional ou d'un soldat sur le terrain. Parfois, des soldats de Tsahal « confisquent » même des individus pour un exercice : afin de s'entraîner à mener une arrestation, des troupes peuvent faire irruption dans une maison en pleine nuit, arrêter l'un des résidents puis le relâcher plus tard. Ainsi, comme le montre cette partie, la trame de vie des Palestiniens est soumise à l'arbitraire et à l'instabilité.

Dans la quatrième partie, les témoignages de soldats montrent comment, au nom de l'« application de la loi », Israël maintient un double système légal : d'un côté, les Palestiniens sont gouvernés par la loi martiale, mise en œuvre par les militaires et sujette à de nombreux changements ; de l'autre, les colons israéliens sont généralement soumis aux lois civiles, votées par une législature démocratiquement élue et appliquées par la police. Dans les Territoires, l'autorité légale israélienne ne représente pas les Palestiniens et leurs intérêts, qui se voient soumis à ce système par des menaces visant à renforcer la supériorité militaire israélienne. Les témoins de cette partie révèlent également le rôle actif des colons dans l'application de la loi martiale. Certains d'entre eux occupent des postes publics et participent aux délibérations et aux décisions militaires qui gouvernent la vie des Palestiniens habitant la zone de leur colonie. Beaucoup de colons travaillent pour le ministère de la Défense en qualité de coordinateurs de sécurité pour leur colonie ; ils exercent alors une influence accrue sur la région, notamment en matière de transports, d'accès aux routes, de patrouilles de sécurité. Il peut même arriver qu'ils participent au briefing des soldats. Les forces de sécurité ne considèrent pas les colons comme des civils assujettis à la loi, mais comme une puissante entité avec laquelle elles partagent des objectifs communs. Même quand les souhaits des colons et de l'armée ne coïncident pas, ils se considèrent partenaires dans une même lutte et règlent leurs désaccords par un compromis. Les forces de sécurité valident généralement les objectifs des colons, ne serait-ce qu'en partie. Les violences des

colons contre les Palestiniens ne sont pas traitées comme une infraction à la loi : c'est au contraire un moyen supplémentaire pour Israël d'exercer un contrôle sur les Territoires. On prétend parfois que la police israélienne est trop faible pour faire respecter la loi aux colons. Les témoignages de cette partie suggèrent, au contraire, que la loi n'est pas appliquée parce que les forces de sécurité traitent les colons comme des partenaires et non comme des citoyens ordinaires. De cette manière, les forces de sécurité servent également les visées politiques des colons : l'annexion de vastes étendues des Territoires occupés pour leur usage propre.

« Prévention », « séparation », « trame de vie » et « application de la loi » sont des termes que les autorités israéliennes emploient pour qualifier certains aspects de leur politique dans les Territoires. Mais au lieu d'expliquer cette politique, ces mots la dissimulent sous une terminologie défensive dont le rapport à la réalité est ténu. Les témoignages de soldats cités ici montrent que les actions d'Israël dans les Territoires n'ont pas pour effet de préserver le statu quo politique, mais au contraire de le bousculer. Tandis qu'Israël exproprie de plus en plus de Palestiniens, sa supériorité militaire lui permet de contrôler tous les aspects de la vie palestinienne. Contrairement à l'image d'un retrait progressif et sécurisé des Territoires que souhaite véhiculer le gouvernement, les soldats peignent le tableau d'un effort continu pour resserrer l'emprise israélienne sur la terre et la population palestinienne.

Malgré son ampleur, ce livre se limite aux informations apportées par les témoignages des soldats. Il ne décrit pas tous les moyens par lesquels l'État d'Israël contrôle les Territoires et ne doit pas être considéré comme un portrait exhaustif de l'occupation. Il manque au tableau les actions menées par les Services de sécurité générale (Shabak) et autres agences de renseignements, par les tribunaux militaires, qui constituent une part importante du pouvoir de l'armée, ainsi que par d'autres administrations. L'objectif est plutôt de substituer aux mots d'ordre qui stérilisent le débat public une description précise de la politique israélienne en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Les faits sont clairs et accessibles ; les témoignages nous forcent à regarder en face les actions d'Israël et à nous demander si elles

reflètent les valeurs d’une société humaniste et démocratique.

Première partie

Prévention : intimider la population palestinienne

Depuis le début de la seconde Intifada, en septembre 2000, plus de mille Israéliens et six mille Palestiniens ont été tués. L'escalade de la violence, tant dans les Territoires occupés qu'en Israël, a poussé les tenants du système de sécurité à développer de nouvelles méthodes, plus agressives, afin d'écraser l'opposition palestinienne et de prévenir les attaques contre civils et militaires israéliens des deux côtés de la Ligne verte de 1949.

Les témoignages figurant dans la première partie concernent la stratégie offensive de Tsahal dans les Territoires occupés au cours de la dernière décennie. Bien que les forces de sécurité affirment « prévenir le terrorisme », les témoignages de soldats révèlent l'interprétation élargie du mot « prévention », qui est devenu un code pour désigner toutes les actions offensives dans les Territoires. Comme l'attestent les témoins, une proportion significative de ces actions offensives n'ont pas pour but de prévenir un acte de terrorisme spécifique mais plutôt de punir, de décourager ou de mieux contrôler la population palestinienne. Le terme « prévention du terrorisme » légitime toutes les actions dans les Territoires, sans distinguer l'usage de la force contre les terroristes ou contre les civils. Tsahal justifie ainsi des méthodes visant à intimider et opprimer la population dans son ensemble. Ces témoignages montrent également les conséquences de cette confusion sur la vie, la dignité et les biens des Palestiniens.

Les actions concernées incluent notamment les arrestations, les assassinats et la destruction de logements. Nous verrons quels principes guident les responsables qui décident ces actions, tant sur le terrain qu'aux plus hauts niveaux de la hiérarchie. L'un de ces principes, adopté au début de la seconde Intifada, consiste à « marquer les

consciences », l'idée étant que la résistance s'estompera quand les Palestiniens auront compris que toute résistance est inutile. En pratique, « marquer les consciences » se traduit par des intimidations et des punitions collectives contre la population civile. Elles sont devenues la pierre angulaire de la stratégie de Tsahal.

Une action souvent assimilée à l'effort de prévention de l'armée israélienne retient particulièrement notre attention : l'assassinat ciblé. Tsahal proclame qu'il s'agit là d'un dernier recours, d'une mesure défensive contre ceux qui planifient ou exécutent des attaques terroristes. Cependant, les témoignages de soldats révèlent que, au cours des dix dernières années, les initiatives militaires ne correspondent pas aux déclarations faites dans les médias et devant les tribunaux. En plusieurs occasions, des unités ont été envoyées pour tuer des gens quand d'autres options étaient à leur disposition, par exemple l'arrestation. Il devient également clair que certains assassinats ont pour but la vengeance ou la punition, pas nécessairement la prévention d'une attaque terroriste. Un témoin décrit l'assassinat d'un policier palestinien désarmé que l'on ne soupçonnait pas de terrorisme. Selon le soldat qui raconte cette scène, ce meurtre visait à venger la mort de plusieurs soldats la veille, imputée à des militants palestiniens de la même région. D'autres témoins décrivent la stratégie qui consiste à « faire payer le prix » de l'opposition aux Palestiniens : des missions dont l'objectif est, pour reprendre les termes d'un commandant, d'« empiler les corps ».

Les arrestations sont un autre moyen de « prévenir le terrorisme ». Ces dix dernières années, des dizaines de milliers de Palestiniens ont été arrêtés lors d'opérations quasi quotidiennes menées jusqu'au fin fond des Territoires. Selon les témoins, les arrestations s'accompagnent fréquemment de mauvais traitements envers des détenus, attachés, frappés ou humiliés par des soldats et des officiers. Les arrestations se pratiquent pour toutes sortes de raisons, qui bien souvent restent obscures pour les prisonniers. Par exemple, lors de l'invasion de certaines villes ou de certains villages par l'armée israélienne, tous les hommes ont été enfermés, alors même que l'armée n'avait pas connaissance de leurs intentions. On les retenait, ligotés et bâillonnés, parfois pendant plusieurs heures. Sous couvert de

« prévention du terrorisme », les arrestations de masse servent à faire régner la peur au sein de la population et à resserrer le contrôle militaire d'Israël.

L'invasion et l'appropriation des domaines palestiniens sont également devenues monnaie courante au cours des dix dernières années. Presque chaque nuit, les forces armées israéliennes envahissent des maisons habitées par des familles pour y prendre position pendant des jours, voire des semaines. Ces actions, qui consistent à créer ce que l'on appelle une « veuve de paille », visent à mieux contrôler le territoire grâce à des observatoires cachés. Comme le soulignent les témoignages, prendre le contrôle d'une maison a plus souvent pour effet de créer un conflit que de le prévenir. Dans ce chapitre, nous décrirons des missions « leurre », dont le but est de faire sortir des Palestiniens armés à découvert afin de les frapper.

Outre les assassinats, les arrestations et la destruction, les témoins décrivent une méthode d'intimidation et de punition appelée « démonstration de présence ». Sa forme la plus répandue consiste à patrouiller la nuit dans les villes et les villages palestiniens. On envoie les soldats dans les rues, où ils « marquent leur présence » en tirant en l'air, en lançant des grenades incapacitantes, aveuglantes ou des gaz lacrymogènes, en investissant des maisons ou en interrogeant les passants. Les commandants de terrain appellent cela des « patrouilles violentes », du « harcèlement » ou de la « perturbation du quotidien ». Selon les témoignages des soldats, cette « démonstration de présence » a lieu chaque jour, indépendamment des renseignements relatifs à une activité terroriste. Ce type de mission prouve que Tsahal considère tous les Palestiniens – qu'ils participent ou non à l'opposition – comme des cibles à intimider et à harceler.

Les « fausses opérations » sont un autre exemple de « perturbation du quotidien ». Au cours de leur entraînement, les forces militaires investissent des maisons et arrêtent des Palestiniens, occupent des villages entiers pour se préparer au combat urbain. Bien que les Palestiniens concernés vivent ces incursions comme réelles, les témoins racontent qu'il ne s'agit en fait que d'exercices.

Enfin, le terme « prévention » est également employé pour dis-

créditer l'opposition non violente à l'occupation. Au cours des dernières années, un certain nombre de mouvements de protestation populaires se sont développés dans les Territoires, souvent avec la coopération d'activistes israéliens ou étrangers. Ces mouvements s'expriment par le biais de manifestations, de publications et autres actions légales et non violentes. Pourtant, le concept de « prévention » de Tsahal la pousse à user de violence contre les manifestants, à arrêter des activistes et à imposer un couvre-feu aux villages où l'on constate une activité politique.

Les méthodes décrites ici participent à la logique de l'armée israélienne dans les Territoires au cours de la dernière décennie, le raisonnement sous-jacent étant qu'il n'est pas utile de distinguer les civils des combattants ennemis. « Marquer une présence » et « marquer les consciences » sont les meilleures expressions de cette logique : nuire aux Palestiniens dans leur ensemble rendra la population plus obéissante et plus facile à contrôler.

1. Grenades incapacitantes à trois heures du matin

UNITÉ : PARACHUTISTES

LIEU : RÉGION DE NAPLOUSE

ANNÉE : 2003

On faisait toutes sortes de boulots très limites en Zone A[2]. Par exemple, ça pouvait vouloir dire entrer à Tubas un vendredi, quand le marché est bondé, pour établir un checkpoint surprise au milieu du village. Une fois, on est arrivés pour mettre en place un checkpoint un vendredi matin, puis on a commencé à se déployer : on inspectait les

---

[2] Selon les termes de l'accord de Washington de 1995, la Zone A couvre les territoires dans lesquels les questions de sécurité et les affaires civiles sont à la charge de l'Autorité palestinienne ; en Zone B, l'Autorité palestinienne ne contrôle que les affaires civiles ; la Zone C, qui inclut les colonies israéliennes, la vallée du Jourdain, les zones tampons, les routes d'accès et de contournement – la majorité des Territoires –, reste exclusivement sous contrôle israélien.

véhicules, la moindre voiture qui passait. À trois cents mètres de là, quelques gamins ont commencé à manifester. Ils nous ont jeté des pierres, mais elles atterrissaient à dix mètres de nous, sans nous toucher. Pendant ce temps, une foule s'est rassemblée. Bien sûr, on a pointé nos armes vers les gamins – on peut appeler ça se défendre.

Quel était le but de ce checkpoint ?

Simplement montrer notre présence, déclencher une fusillade – on ne savait pas si ça arriverait ou non. Pour finir, on s'en est sortis sans une égratignure, sans qu'il se passe rien, mais le commandant de la compagnie a pété un plomb. Il a demandé à l'un de nos grenadiers de lancer une grenade antiémeute en direction des manifestants, des gamins. Le grenadier a refusé, et après ça le commandant l'a traité de manière horrible. Il n'a pas été puni parce que le commandant savait qu'il lui avait donné un ordre illégal, mais tous les officiers l'ont traité de façon écœurante. Voilà ce qui s'est passé. Une autre fois, on est entrés à Tubas à trois heures du matin dans un Safari pour jeter des grenades incapacitantes dans la rue. Sans raison, juste pour réveiller les gens.

Quelle était l'utilité ?

Dire : « On est là. Tsahal est là. » En général, on nous expliquait que si des terroristes entendaient Tsahal dans le village, ils sortiraient peut-être pour se battre. Personne n'est jamais sorti. On aurait dit que le but était simplement de montrer que Tsahal était là, que c'était un fait acquis : « Tsahal est dans les Territoires et on vous gâchera la vie jusqu'à ce que vous décidiez de mettre un terme à la terreur. » Tsahal n'a aucun problème pour faire ça. Mais nous, on ne comprenait pas pourquoi on lançait des grenades. On en jetait une, on entendait « boum », on voyait les gens se réveiller. Quand on rentrait, ils nous disaient « Super opération », mais on ne comprenait pas pourquoi. On faisait ça tous les jours – une section différente de la compagnie à chaque fois, ça faisait partie de la routine, de nos vies.

2. Empêcher le village de dormir

UNITÉ : ARTILLERIE

LIEU : GUSH ETZION

ANNÉE : 2004

Normalement, le but d'un « Joyeux Pourim[3] » est d'empêcher les gens de dormir. Ça consiste à débarquer dans un village au milieu de la nuit, à tourner en jetant des grenades incapacitantes et en faisant du bruit. Pas toute la nuit, mais à une heure précise. Peu importe combien de temps on reste, ils ne nous fixent pas d'heure limite. Ils disent :

« OK, ils vous ont jeté des pierres aujourd'hui à Husan, allez faire un Joyeux Pourim là-bas. » Ça n'arrivait pas si souvent.

C'est ce qu'on appelle « marquer sa présence » ?

Je suis sûr que vous avez déjà entendu le terme « Joyeux Pourim ». Sinon, vous l'entendrez. Oui, marquer sa présence. Parfois, on recevait des instructions du bataillon pour faire quelque chose de ce genre-là... Ça fait partie des actions qui arrivent avant...

Quel est le raisonnement derrière ce genre d'opérations ?

Si une action part du village, alors on répond par une privation de sommeil. Je n'ai jamais vérifié à quel point ce genre d'opérations empêche réellement les gens de dormir, parce qu'on ne reste pas quatre heures à jeter des grenades incapacitantes toutes les dix minutes – il suffirait de faire ça trois fois pour que Tsahal tombe à court de grenades incapacitantes. Ces opérations sont déclenchées à une heure précise, et si on lance une seule grenade incapacitante à un point X dans Nahalin, ça ne fait sans doute pas grand bruit à cent ou deux cents mètres de là. Ça crée peut-être l'impression que Tsahal est dans le village la nuit sans avoir besoin de faire grand-chose, mais je ne pense

---

[3] Pour célébrer la fête de Pourim, les enfants israéliens font du tapage et sèment la pagaille dans la rue.

pas que ça aille plus loin.

3. Ils sont arrivés devant une maison et l'ont démolie

UNITÉ : BRIGADE KFIR

LIEU : RÉGION DE NAPLOUSE

ANNÉE : 2009

Pendant votre service dans les Territoires, qu'est-ce qui vous a le plus secoué ?

Les fouilles que nous avons faites à Hares. C'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Ils nous ont dit qu'il fallait fouiller soixante maisons. J'ai pensé qu'ils devaient avoir des infos des services de renseignements, j'essayais de me justifier la chose.

C'était le jour ou la nuit ?

La nuit.

Vous êtes partis avec une patrouille ?

Non, toute la division. C'était une opération de bataillon. Ils se sont déployés dans le village, ils ont investi l'école, ont détruit les serrures et les salles de classe. Ils ont réservé une salle au Shin Bet[4], une pour les prisonniers, une autre pour que les soldats se reposent. Je me rappelle que ça m'a particulièrement agacé qu'ils aient choisi une école. Nous sommes allés de maison en maison frapper à la porte de familles à deux heures du matin. Ils étaient terrorisés, les filles se faisaient pipi dessus de peur. On cognait aux portes avec un sentiment de « on va leur montrer », c'était hallucinant. On entrait dans la maison et on mettait tout sens dessus dessous.

---

[4] Les termes « Shin Bet » et « Shabak » sont interchangeables. Ce sont deux acronymes pour Sherut Bitachon Clali, les Services généraux de sécurité chargés du renseignement intérieur.

Quelle est la procédure ?

Rassembler la famille dans une pièce, placer un garde à la porte, lui ordonner de braquer son arme sur eux puis fouiller toute la maison. On a reçu un autre ordre selon lequel tous ceux nés après 1980 jusqu'à... tous ceux entre seize et vingt-neuf ans, on devait les emmener menottés, les yeux bandés. Les soldats criaient sur les personnes âgées, l'une d'entre elles a fait une crise d'épilepsie. Ils ont continué à lui crier dessus. Il ne parlait pas hébreu, mais ils continuaient à hurler. L'infirmier l'a soigné. On a continué notre tournée. Dans toutes les maisons où on est entrés, on a emmené les jeunes entre seize et vingt-neuf ans à l'école. Ils sont restés attachés dans la cour.

On vous a expliqué le but de l'opération ?

Trouver des armes. Mais à la fin, nous n'en avons trouvé aucune. Ils confisquaient les couteaux de cuisine. Ce qui m'a le plus choqué, c'est qu'il y avait également des vols. Quelqu'un a pris vingt shekels. En entrant dans les maisons, les soldats cherchaient des choses à voler. Le village était très pauvre. À un moment, les gars disaient : « Merde, y a rien à voler. » « J'ai pris des stylos juste pour pouvoir dire que j'avais piqué quelque chose. »

C'était une conversation entre soldats ?

Entre soldats, après l'action. On se réjouissait beaucoup du malheur des gens, les gars étaient contents d'en parler. À un moment, un type qu'ils savaient malade mental a crié sur les soldats, mais l'un d'entre eux a décidé de le frapper quand même, et ils l'ont tabassé. Ils l'ont frappé à la tête avec la crosse d'un fusil, il saignait. Ils l'ont amené à l'école avec les autres. Il y avait un tas d'ordres d'arrestation signés par le commandant du bataillon, prêts, avec une seule zone en blanc. Ils écrivaient que la personne avait été arrêtée pour avoir entravé la paix. Ils remplissaient simplement le nom et le motif de l'arrestation. Je me rappelle que certains avaient des menottes en plastique trop serrées, je les coupais et j'en remettais des plus lâches. J'ai eu l'occasion de parler un peu avec les gens. Il y en avait un qui travaillait treize heures par jour, un autre qu'un colon avait amené travailler pour lui en Israël, puis au bout de deux mois il avait arrêté de

le payer et l'avait livré à la police[5].

Tous ces gens venaient du même village ?

Oui.

Vous vous rappelez autre chose de ce soir-là ?

Qui m'a dérangé ? Un petit truc, mais ça m'a gêné. Une maison qu'ils ont juste démolie. Il y a un chien pour trouver les armes, mais ils ne l'ont pas fait venir, ils ont simplement détruit la maison. La mère regardait en pleurant sur le côté, ses enfants se tenaient autour d'elle, ils la caressaient. Je vois les efforts que ma mère fait dans chaque recoin de la maison, et soudain ils viennent tout détruire.

Comment ça, ils ont juste détruit une maison ?

Ils défoncent le sol, renversent les canapés, jettent les plantes et les photos, retournent les lits, cassent les placards, le carrelage. Il y a eu d'autres petites choses, mais celle-là m'a vraiment dérangé. Le regard des gens chez qui on entre. Ça fait vraiment mal à voir. Après ça, ils les laissent pendant des heures attachés, les yeux bandés dans l'école. L'ordre de les libérer est arrivé à quatre heures de l'après-midi. Ça faisait donc plus de douze heures. Des enquêteurs des services de sécurité les interrogeaient un par un.

Il y avait eu une attaque terroriste dans la région ?

Non. Nous n'avons même pas trouvé d'armes, Le commandant de brigade prétendait que le Shin Bet avait des informations, qu'il y avait plein de gars qui lançaient des pierres et que maintenant nous pourrions les arrêter... Des détails de l'opération à Hares me reviennent sans cesse à l'esprit.

Par exemple ?

Les regards qu'ils nous jetaient, ce qui se passait dans leur esprit,

---

[5] Les Palestiniens des Territoires n'ont pas le droit de travailler en Israël sans permis.

dans celui de leurs enfants. Comment on peut emmener le fils d'une femme au milieu de la nuit, le menotter et lui bander les yeux.

4. Le sous-commandant de brigade a frappé un prisonnier attaché

UNITÉ : UNITÉ DE RECONNAISSANCE DE L'ÉTAT-MAJOR

LIEU : RÉGION DE NAPLOUSE

ANNÉE : 2000

C'était à Kfar Tal, on cherchait plusieurs suspects, un certain Nassar Asaida et son frère, Osama Asaida. On était près de la maison où Osama devait se trouver, on l'a encerclée puis on s'est approchés. La procédure veut qu'on crie, qu'on fasse du bruit... Si ça ne suffit pas, on jette une pierre contre la porte pour qu'ils se réveillent, et si ça ne marche pas, on tire en l'air ou contre les murs... À la fin, on jette des bombes sur le toit, mais la procédure est claire, on commence le... l'action avec...

Pas avec des tirs ?

Pas avec des tirs mais... tout à la fin... il y a eu des tirs de mitrailleuse, peut-être un Negev, je ne me rappelle pas, contre le mur. Une salve, vous savez, cinq ou six coups : ra-tat-tat-tat, comme ça... mais ils ont beaucoup tiré et encore une fois, c'était contraire à la procédure et à...

Qu'est-il arrivé au suspect ?

Le suspect est sorti... on l'a interrogé, c'était bien lui, ils lui ont attaché les mains derrière le dos et lui ont bandé les yeux, je ne me rappelle pas ce qu'on lui a mis, euh... Puis je l'ai emmené dans le coin nord-est de la cour et une sorte de... ils ont envoyé une sorte de jeep blindée du sous-commandant de brigade, à l'époque le commandant s'appelait XXX, mais il n'était pas là. Je ne sais pas qui était le sous-commandant. Il est arrivé avec un chauffeur, un opérateur radio

et un autre gars, et quand j'ai saisi [le prisonnier], je n'ai pas été brusque, mais certainement pas doux, je me suis montré très directif. Je l'ai emmené et j'ai mis les choses au clair, on savait parfaitement qui était le chef dans cette situation. Mais quand je suis arrivé devant le sous-commandant, il a décidé qu'au lieu de simplement se montrer agressif, il lui rappellerait aussi qui était le chef, qui était le Juif et qui était l'Arabe, qui était le prisonnier, et il lui a donné deux, trois, quatre coups, un coup de coude dans les côtes, un coup de pied au cul, toutes sortes de...

Le sous-commandant lui-même ?

Le sous-commandant lui-même. Ce n'était pas juste : « Qui c'est le chef ? », ce qui aurait voulu dire le frapper une ou deux fois pour lui faire comprendre. Je ne sais pas, c'était peut-être juste le gars, une manière d'évacuer la tension. Le sous-commandant évacuait la tension avec le... ce fils de pute qui envoyait probablement des commandos suicide... Dans cette situation, je me retrouvais entre ces deux personnes, le terroriste ou terroriste présumé et le sous-commandant de brigade, pour qu'il ne... pour empêcher le mauvais traitement d'un prisonnier. Je me suis retrouvé à menacer le... à deux ou trois reprises j'ai menacé le chauffeur et l'opérateur radio, quand ils l'ont mis à l'arrière de la jeep, en leur disant que si j'apprenais qu'il lui était arrivé quoi que ce soit, je m'occuperais d'eux personnellement. J'ignore où il est, voilà comment ça s'est terminé. Mais je me rappelle que, plus tard, j'ai pensé qu'en tant que soldat censé protéger l'État d'Israël, au fond, je me suis retrouvé à me demander quelle est la différence entre le commandant de brigade qui maltraite un... un prisonnier palestinien, peu importe ce qu'il a fait, attaché, les yeux bandés ? Bien sûr, je l'ai signalé, mais ça n'a mené à rien.

5. Ils ont frappé un homme menotté à coups de pied dans le ventre et à la tête

UNITÉ : CORPS BLINDÉ

LIEU : GÉNÉRAL

ANNÉE : 2000

Il y a une loi qui dit qu'il est interdit de frapper un Palestinien quand il est menotté, quand il a les mains attachées. Quand les gars du Shabak arrêtent les gens chez eux au milieu de la nuit, ils leur bandent les yeux et les frappent au ventre alors qu'ils sont menottés. À trois heures du matin, ils ouvrent la porte, déboulent dans la maison. La mère est hystérique, toute la famille aussi... le Shabak envoie quelqu'un vérifier, il ne s'agit pas toujours d'un terroriste, mais ils le prennent, l'emmènent dehors – on n'imagine pas ce qui peut se passer dans la tête du type – il a les yeux bandés, deux soldats le tiennent par-derrière, d'autres les suivent. C'est l'armée de métier, quinze personnes dans la compagnie qui posent problème, une minorité. Et cet homme menotté, ils le frappent au ventre et à la tête…, ces gars aiment vraiment ça.

L'incident a-t-il été rapporté à l'état-major ?

C'était un officier ! Un officier sérieux, membre de l'état-major ! Pendant le service habituel, on ne comprend pas ce qui se... Si ce gars n'avait pas le droit de le faire, il ne l'aurait pas fait ! Parce que c'est comme ça que les choses se passent. C'est le Far West et tout le monde... fait ce qu'il veut.

Et la plupart des soldats considèrent ça comme acquis ?

... La vérité, quand j'y pense, c'est que j'aurais dû faire quelque chose. J'aurais vraiment dû les arrêter... mais on ne pense pas comme ça... On se dit que c'est la réalité, que les choses ne doivent pas se passer comme ça, qu'ils se comportent comme des merdes... mais on ne sait pas vraiment quoi faire. On n'a pas l'impression de pouvoir s'adresser à qui que ce soit.

En rentrant chez vous, vous en avez parlé à vos parents ?

Vous plaisantez ? On refoule.

Vos parents ne savent rien du tout ?

Qu'est-ce que vous... ? On participe à tout ça. Il n'y a vraiment

pas grand-chose à faire. Surtout quand ce sont des officiers et que vous êtes dans le corps blindé sur lequel ils ne daigneraient même pas pisser. Alors quoi ? Tu vas te battre ? Tout arrêter ? On ne peut pas jouer avec la loyauté de la compagnie ou du groupe comme ça, on ne peut pas commencer à se disputer avec les gens en plein milieu. Ça n'arriverait plus maintenant. Je ne laisserais pas faire, mais ça ne veut pas dire grand-chose parce que je suis réserviste.

6. Il frappe un Arabe et je ne fais rien

UNITÉ : NAHAL

LIEU : HÉBRON

ANNÉE : 2009

Les gars de l'équipe de commandement avancé... nous disaient tout le temps qu'ils frappaient des Arabes pour rire. En patrouille... ils les frappent tout le temps, mais il y a eu une fois en particulier... Un jour, on a reçu une alerte. On s'est levés, on a commencé à s'équiper, l'infirmier et moi on a commencé à rassembler le matériel pour la jeep, puis le commandant de la compagnie est sorti de son bureau et a lancé : « Tout le monde dégage, j'y vais seul avec XXX. » Il m'a dit de laisser mon barda et de venir tel que j'étais. Il ne portait pas de gilet pare-balles ni rien, juste son uniforme et son arme. On s'est rendus au checkpoint de la pharmacie. Il y avait deux ou trois gamins qui refusaient de passer par le détecteur de métaux. On a arrêté la jeep, il est descendu et a emmené un garçon dans une ruelle.

L'un des garçons qui ne voulaient pas passer sous la machine ?

Oui. Et puis il a fait ce qu'il a fait.

Quoi ?

Il... Je le vois comme dans un film. Il s'est mis face au gamin, qui était tout près du mur, il s'est mis face à lui, l'a regardé une seconde puis il l'a étranglé avec le... il l'a tenu comme ça avec son coude.

Contre le mur ?

Il l'a étranglé contre le mur. Le gamin s'est enragé, le commandant lui hurlait dessus, en hébreu, pas en arabe. Puis il l'a relâché. Le gamin a levé les mains pour s'essuyer les yeux, et le commandant l'a frappé. Le gamin a laissé retomber ses bras, il a arrêté de se frotter les yeux. Il a gardé les mains le long du corps, puis les gifles ont commencé. De plus en plus. Des coups. Et des cris. Le gamin s'est mis à hurler, ça faisait peur, les gens se sont mis à contourner le checkpoint pour regarder dans la ruelle. Je me rappelle que le commandant est sorti en disant : « C'est bon, tout va bien. » Il a crié au gamin : « Bouge pas, reste là. » Il est sorti en disant que tout allait bien, il a appelé le commandant d'escouade du checkpoint, il s'est mis face au gamin et il a dit : « Voilà comment on s'occupe d'eux. » Puis il a encore donné deux claques au gamin et l'a laissé partir. C'est une histoire folle, je me rappelle que je suis resté dans le véhicule, à regarder, et que je me suis dit : J'ai attendu une situation comme celle-là pendant trois ans. Depuis le jour où je me suis engagé, je voulais empêcher ce genre de chose, et voilà que je ne fais rien, que je choisis de ne rien faire. Est-ce que c'est acceptable ? Je me rappelle que je me suis répondu : Oui, c'est acceptable. Il frappe un Arabe et je ne fais rien. J'avais vraiment conscience de ne rien faire parce que j'avais peur du commandant, et puis qu'est-ce que je pouvais faire ? Sauter de la jeep et lui dire d'arrêter, parce que ce qu'il faisait était stupide ?

Quel âge avait le garçon ?

C'était un ado. Il n'avait pas dix-huit ans. Plutôt treize, quatorze, quinze ans.

Combien de temps ça a duré ?

Les coups ? Je ne me rappelle pas.

Dix minutes ? Une heure ?

Ce n'était pas... Plutôt dix minutes de coups. Ensuite il a appelé le commandant d'escouade.

Le commandant d'escouade du checkpoint ?

Dix, quinze minutes, puis il est remonté dans son véhicule et il est reparti.

Le gamin est resté dans la ruelle ?

Ouais. Dans la ruelle. Vous voyez de laquelle je parle ? La ruelle en face du checkpoint de la pharmacie.

Quand on vient de Gross ?

Oui.

À gauche ?

À droite. Il y a le checkpoint à l'entrée du vieil Abu Sneina.

Dites-moi, vous en avez parlé avec quelqu'un, un autre officier, un ami ?

Je me rappelle que je suis rentré au poste, je suis descendu du véhicule, je me sentais... En descendant, je suis entré dans la pièce où se trouvait le reste de la section et j'ai dit : « Vous allez pas croire le truc de fou qui vient de se passer, il est arrivé et s'est mis à le frapper. » C'est tout.

Ils ont dit quelque chose ?

En fait, j'étais en très bons termes avec le sous-commandant. Je lui en ai parlé une fois qu'il a quitté l'armée, alors que j'avais été transféré au centre d'entraînement de la brigade. Je lui ai raconté et il m'a dit, en tant que civil : « Pourquoi tu n'as rien dit ? Tu sais qu'on aurait fait quelque chose, on n'aurait jamais laissé passer ça. » Voilà comment ça s'est passé.

7. On envoyait leurs voisins désamorcer des explosifs

UNITÉ : CORPS DU GÉNIE

LIEU : RAMALLAH

ANNÉE : 2002

Il y a eu un sacré bazar quand les Kassam[6] sont arrivés en Cisjordanie. Ils nous ont appelés à un endroit, ils avaient trouvé des Kassam dans le minaret d'une mosquée. Qu'est-ce qu'on fait ? On cherche quelqu'un pour monter là-haut et descendre les Kassam parce que c'est dangereux pour nous. Alors ils ont frappé aux portes du quartier. On a toujours quelqu'un qui parle arabe avec nous. Il y a une unité d'arabophones qui servent de médiateurs, ils viennent avec les troupes et font les annonces. Donc ils ont frappé aux portes et ont trouvé quelqu'un. Il était attardé mental. Ils lui ont dit : « Monte à la mosquée. Il y a des tuyaux dans le minaret. Descends-les. » Ils ne lui ont même pas dit que c'étaient des explosifs. En fait, il s'agissait de moteurs pour Kassam. Ce n'était pas si dangereux, mais ce n'était pas un travail pour une personne comme lui. C'est arrivé parce qu'on employait couramment la « procédure de voisinage ». Je pense qu'aujourd'hui encore, c'est une procédure de base...

Vous l'avez beaucoup employée ?

Beaucoup. Tout le temps.

Vous l'avez vraiment utilisé comme bouclier humain ?

Oui, un bouclier humain, dans le sens où s'il y avait eu quelque chose de dangereux...

Pourtant vous avez un robot.

Mais il faut un temps infini pour le mettre en route et l'amener sur place. Il faut un véhicule spécial. Les nôtres ne sont pas blindés et le mettre dans un véhicule blindé, c'est encore une autre affaire. Ensuite, il faut le faire bouger, il y a un tas de défaillances. Un robot qui monte à un minaret, même les meilleurs ingénieurs ne peuvent pas créer ça. La « procédure de voisinage » restait centrale quand il s'agissait de manipuler des objets suspects.

C'est étrange. La base de votre métier consiste à savoir appro-

---

[6] Le terme désigne les roquettes envoyées sur Israël par les Palestiniens durant la seconde Intifada.

cher une bombe et à la neutraliser.

Notre travail consiste à neutraliser la menace. OK, je pouvais aussi tirer. Dire à tout le monde de se mettre à couvert et... Quand ils envisagent quoi faire, dans des conditions optimales ça aurait pu marcher, mais commencer à tirer sur un minaret en plein Ramallah à une heure du matin ou faire monter un voisin... On n'est pas une unité de commandement... on va voir le commandant et on lui présente les options dans notre ordre de préférence : « Soit vous amenez un tank et on tire sur le minaret, soit on appelle un voisin, soit je monte. » J'ai du mal à me rappeler ce que nous avons dit dans cette situation-là.

Quelle était votre préférence ?

Qu'un voisin le fasse.

Vous aviez peur ?

Quoi ? Sans doute. Avec les explosifs improvisés, la moindre erreur est extrêmement dangereuse. Si vous avez un téléphone sur vous, c'est extrêmement dangereux, l'électricité statique aussi. Les explosifs sont très, très dangereux, la friction à proximité aussi. Quand on sait à quel point c'est dangereux, on n'a pas envie de s'en approcher. Alors souvent ils utilisaient... Je me rappelle une fois où il y a eu une grosse dispute dans l'unité. C'était près d'Hébron. Ils avaient tiré sur quelqu'un qui portait un gilet pare-balles[7]. J'essaie de me rappeler s'ils lui ont retiré le gilet. Je pense que oui, mais il fallait le détruire parce qu'on ne sait jamais ce qu'il y a à l'intérieur, on n'a pas envie de se blesser en l'ouvrant. Il vaut mieux le faire exploser.

Vous parlez d'un terroriste ?

Oui. Alors l'un des soldats de l'unité a donné à un voisin un bloc d'explosifs prêt à détoner... il a pris le pain avec le fil électrique, à moins qu'il ait été sans fil, il y en a de toutes sortes. « Prends ça, pose-le et tire-toi. » J'étais... En tant qu'armée, on ne prend pas le moindre risque. Il y a eu une grosse dispute pour savoir si c'était juste

---

[7] Un gilet bourré d'explosifs.

ou pas. Je ne pense pas qu'il y ait eu beaucoup de cas comme ça. Mais [le soldat] a dit : « Je ne m'approche pas d'explosifs sans raison. »

S'il y a quelqu'un d'autre pour le faire.

Oui. S'il y a quelqu'un d'autre. Ils faisaient systématiquement la même chose avec l'Armée du Liban Sud. Je ne sais pas si vous êtes au courant. L'Armée du Liban Sud a créé une unité de soldats... très peu entraînés. Ils leur donnaient les bases... pour s'occuper des explosifs au Liban. C'est la même routine ici, si quelqu'un d'autre est préparé à le faire.

Préparé ?

Oui.

Sur quoi portait la dispute alors ?

Si d'un point de vue professionnel il était juste de laisser quelqu'un d'autre le faire. Il s'agit d'un travail de professionnel.

Donc c'était une dispute professionnelle ?

Oui.

Ce n'était pas au niveau éthique ?

Non.

C'est ce que vous avez appris lors de votre entraînement ?

Oui, tout à fait.

S'il n'existe aucune possibilité de recourir à la procédure de voisinage, vous faites les choses vous-mêmes ?

Comment peut-il y avoir une situation où ce n'est pas une option?

S'il n'y a personne ?

Comprenez simplement que c'était une dispute purement professionnelle, pour savoir s'il était professionnel d'envoyer quelqu'un à votre place à un endroit où on soupçonne la présence d'explosifs. S'il

risquait d’activer ou de faire exploser quelque chose. Rien à voir avec l’éthique.

8. Je n’arrivais pas à croire que l’ordre de tuer puisse avoir été exécuté en une minute

UNITÉ : FORCES SPÉCIALES

LIEU : BANDE DE GAZA

ANNÉE : 2000

L’histoire qui m’amène ici s’est passée à Gaza. Après ces deux incidents, je pense qu’il y a eu une période, au début de l’Intifada, où ils menaient des assassinats depuis des hélicoptères, un scandale médiatique car ils rataient parfois leur cible et tuaient d’autres gens. Ils ont décidé d’envoyer des troupes au sol, alors nous nous sommes préparés.

C’était au début de l’Intifada ?

Oui, au début de l'Intifada. Jusqu’à ce moment-là, il y avait eu quelques assassinats avec des missiles depuis des hélicoptères... d’un point de vue médiatique... Je me rappelle que ça a provoqué un sacré tumulte parce qu’il y a eu des erreurs, ils ont touché d’autres personnes et ils nous ont informés qu’on allait effectuer une opération d’élimination au sol.

C’est la terminologie qu’ils employaient ? « Opération d’élimination au sol » ?

Je ne me rappelle pas. Mais je me souviens que nous savions que ce serait la première opération de l’Intifada. C’était très important pour les commandants et nous avons commencé à nous entraîner pour l’opération. Le plan prévoyait d'intercepter un terroriste sur la route de Rafah, de le bloquer au milieu de la route et de l’éliminer.

Pas de l’arrêter ?

Non, élimination directe. Ciblée. Cette opération a été annulée et

quelques jours plus tard, ils nous ont informés qu'elle était maintenue, mais qu'il s'agirait d'une arrestation. Je me rappelle la déception de devoir l'arrêter au lieu de faire quelque chose d'innovant, d'inhabituel au combat, de changer le paradigme – au lieu de ça, on allait l'arrêter. L'opération était prévue... Je peux avoir un papier et un stylo ?

Oui.

[Il dessine.] Voilà la route, c'est ici que sont toujours stationnés les VTT[8]. On devait relever les gars dans les VTT. Quand la voiture arrive, puis les renseignements du drone, on avance ici avec le camion blindé, on traverse la route, il y a aussi des chemins de terre ici qui partent des bases. Dans le camion blindé, il y a un trou en haut et une marche pour que les soldats passent la tête hors du camion, comme dans L'Agence tous risques. En gros, on bloque la route ici, il s'arrête là et on lui tire dessus depuis ici.

Vous l'arrêtez ou vous lui tirez dessus ?

Je parle du premier plan – l'arrêter. Tout le monde descend [du camion] avec son arme pour l'arrêter, on lui dit : « Sors de la voiture », et c'est tout. Très simple. Quand il y a des jeeps ici, c'est généralement de gros véhicules. C'est tout, on est partis pour l'opération, quand je...

Vous êtes dans quelle unité ?

Je suis dans celle-ci, deux soldats et le commandant de l'opération – ici.

Vous avez un fusil sniper ?

Non, un M16. Il y a un autre véhicule ici, mais je ne me rappelle pas où il se trouvait.

Quel genre ?

Une jeep ou un VTT. En tout cas, on attend à l'intérieur du VTT, il y a des agents du Shin Bet avec nous, on entend les mises à jour des

---

[8] Véhicule de transport de troupes blindé. (N.D.T.)

renseignements, c'était incroyable : « Il est chez lui, il boit un café, il descend, dit bonjour au voisin » – rien que des trucs comme ça. « Il remonte, redescend, il dit ça et ça, il ouvre le coffre » – des infos vraiment détaillées – « il ouvre le coffre, prend un ami ». Ce n'était pas lui qui conduisait et ils disaient que son arme se trouvait dans le coffre. Nous savions qu'il n'était pas armé dans la voiture, ce qui facilitait l'arrestation. En tout cas, ça me stressait moins, car je savais que s'il courait vers le coffre pour prendre son arme, ils lui tireraient dessus. On pouvait raisonnablement supposer qu'il ne le ferait pas.

Avec quelle unité se trouvait l'agent du Shin Bet ? Avec les jeeps?

Avec moi. Dans le VTT. Il ne voyait rien. Peut-être qu'il y avait un autre gars du Shin Bet, je ne me rappelle pas. Nous étions en contact avec le commandement qui nous informait qu'ils arriveraient dans cinq minutes, quatre minutes, une minute. Puis il y a eu un changement d'ordre, apparemment du commandant de brigade : opération d'élimination. Une minute avant. Ils ne s'y étaient pas préparés. Ils s'étaient préparés à quelque chose d'inattendu, par exemple s'il n'avait pas d'arme – à une minute de son arrivée, ça devient une opération d'élimination.

Pourquoi dites-vous « apparemment du commandant de brigade»?

Je crois que c'était le commandant de brigade. En y repensant, toute l'opération ressemble à un coup politique de notre commandant, qui essayait de se faire bien voir en menant la première opération d'élimination, notre commandant de brigade essayait aussi... Tout le monde avait envie, tout le monde était chaud pour ce genre d'action. La voiture arrive, mais pas comme prévu : en fait, leur voiture s'arrête là, devant il y en a une autre, ici. Il nous faut celle-là, et il y a une autre voiture qui arrive dans ce secteur. D'après mes souvenirs, il fallait qu'on tire, après qu'ils ont arrêté les .voitures j'ai tiré de trois mètres avec le viseur, les coups de feu ont fait un bruit incroyable, c'était fou. Dès qu'on a commencé à tirer, cette voiture est partie à toute allure dans cette direction.

La voiture devant ?

Non, la voiture des terroristes est partie. Apparemment, quand ils ont tiré sur le chauffeur, sa jambe est restée coincée sur l'accélérateur et il est parti. Les coups de feu ont augmenté en intensité, le commandant à côté de moi hurle : « Stop, stop, cessez le feu », mais je vois qu'ils n'arrêtent pas de tirer. Ils n'arrêtent pas de tirer. Ils descendent et se mettent à courir, ils courent depuis la jeep et le camion blindé, tirent quelques balles dans ces voitures puis reviennent. Une pluie de balles pendant quelques minutes. « Stop, stop, cessez le feu », puis ils arrêtent. Dans cette voiture, celle de devant, ils ont tiré des dizaines, sinon des centaines de balles.

Vous dites ça parce que vous avez vérifié après ?

Parce que j'ai porté les corps. Le camion blindé les a ramenés. Il y avait trois personnes dans la voiture, mais le passager arrière s'en est sorti indemne. Il est sorti de la voiture, a regardé autour de lui comme ça, il a levé les mains. Les deux corps devant lui étaient réduits en charpie. Il est resté derrière.

Dans la voiture avec le suspect ?

Oui. Après, j'ai vérifié, j'ai compté les balles qui me restaient – j'ai tiré dix coups. C'était terrifiant : du bruit, du bruit et du bruit. Ça s'est passé en l'espace d'une seconde et demie. Puis ils ont sorti les corps, on les a portés, je ne sais pas pourquoi. On a eu un débriefing. Je n'oublierai jamais quand ils les ont ramenés à la base, je ne sais plus laquelle, ils ont sorti les corps, on se tenait à deux mètres, en demi-cercle, les corps étaient couverts de mouches et nous, on faisait un débriefing. Le message était : « Bon boulot, belle réussite. Quelqu'un a tiré sur la mauvaise voiture, on fera le reste à la base. » On est retournés à la base, j'étais complètement choqué par toutes ces balles, par le bruit hallucinant. On a vu la vidéo, tout a été filmé pour le débriefing. C'est à ce moment-là que j'ai vu tout ce que je vous raconte, les gens qui couraient, c'est clair, la minute de mitraille, je ne sais pas si c'était vingt secondes ou une minute, mais il y a eu des centaines de balles, il était évident que tout le monde était mort, mais les coups de feu ont continué et les soldats descendaient en courant du camion,

tiraient quelques balles avant de remonter. Ils nous ont montré ça au débriefing, mais tout ce que j'ai vu, c'est une bande de mecs assoiffés de sang qui tirent un nombre hallucinant de balles, sur la mauvaise voiture en plus. La vidéo était horrible. Ensuite, le commandant de l'unité se lève, on entendra beaucoup parler de lui.

Qu'est-ce que ça veut dire ?

Un jour, il deviendra commandant régional ou chef d'état-major. Il dit : « L'opération n'a pas été parfaitement menée, mais la mission a été accomplie, on a reçu un coup de fil de l'état-major, du ministre de la Défense et du Premier ministre » – on est tous contents, on reçoit des compliments, c'est bon pour le prestige de l'unité et les opérations qu'on lui confie –, et puis : « Bon boulot. » Le débriefing n'était que couverture sur couverture.

C'est-à-dire ?

C'est-à-dire qu'ils ne se sont pas arrêtés pour dire : « Trois innocents sont morts. » Peut-être qu'il n'y avait pas le choix pour le chauffeur, mais les deux autres ?

De qui s'agissait-il, en fait ?

À cette époque, j'avais un copain en formation au Shin Bet, je me rappelle qu'il m'a raconté les blagues qui circulaient, comme quoi le terroriste était un loser. Il avait sans doute participé à une embuscade, les deux autres n'avaient rien à voir dans l'affaire. Ce qui m'a choqué, c'est que le lendemain de l'opération, les journaux ont écrit qu'« une unité secrète avait tué quatre terroristes », il y avait un article sur chacun d'eux, d'où il venait, avec qui il était impliqué, les opérations auxquelles il avait participé. Mais moi, je sais qu'au Shin Bet on plaisante sur le fait qu'on a tué un tocard et que les deux autres n'avaient rien à voir, et qu'au débriefing – je reviens un peu en arrière – ils n'en ont même pas parlé.

Qui a fait le débriefing ?

Le commandant de l'unité. Ils n'en ont pas parlé. C'est la première chose que je m'apprêtais à entendre, qu'il s'était passé quelque

chose de grave, que nous avions mené cette opération pour éliminer une personne mais que nous avions fini par en tuer quatre. Je m'attendais à ce qu'il arrête tout et qu'il dise : « Je veux savoir qui a tiré sur la première voiture. Je veux savoir pourquoi A, B et C sont sortis du véhicule pour se joindre à la fusillade. » Rien de tout cela ne s'est produit. À ce moment, j'ai compris que ça ne les gênait pas. Ces gens font ce qu'ils font, et ça ne les dérange pas. Le lendemain, quand l'opération a été publiée dans les journaux – j'étais choqué.

Les gars en ont parlé ?

Oui. Il y en avait deux autres à qui je pouvais parler, dire que je ne comprenais pas ce qui s'était passé... Le deuxième était très choqué, mais ça ne l'a pas empêché de continuer. Moi non plus, d'ailleurs. C'est seulement une fois que j'ai quitté l'armée que j'ai compris. Non, même à l'armée, je me rendais compte qu'il s'était passé quelque chose de grave, mais j'ignorais comment ça allait m'affecter. Quand j'ai quitté l'armée, je n'arrivais pas à croire que j'en sois arrivé à tirer sur des gens. Ce n'est pas logique, il s'agit de sécurité sur le terrain, mais je ne m'imaginais pas recevoir l'ordre de tuer quelqu'un sans savoir qui il était. Je ne sais pas comment j'en suis arrivé là. Aujourd'hui, je peux dire que même si c'était Oussama ben Laden, je ne lui tirerais pas dessus. Les agents du Shin Bet étaient heureux comme des gamins qui rentraient de colonie.

Comment ça ?

Tout contents, ils se tapaient dans la main, se prenaient dans les bras. Satisfaits d'eux-mêmes. Ils souriaient, ils n'ont même pas participé au débriefing, ça ne les intéressait pas. Je n'arrivais pas à croire que l'ordre de tuer puisse avoir été exécuté en une minute. Quelle était la politique derrière cette opération ? Pourquoi aucun de mes commandants n'a-t-il reconnu qu'elle avait échoué ? On a tellement échoué, on tirait tellement dans tous les sens que ceux qui se trouvaient dans le camion ont reçu des éclats de balles. Ils leur ont tiré dessus, sur le camion. C'est un miracle qu'on ne se soit pas entretués. Ils n'en ont pas dit un mot.

9. Peine de mort pour un homme désarmé

UNITÉ : PARACHUTISTES

LIEU : NAPLOUSE

ANNÉE : 2002

On a investi une maison du centre-ville, établi notre position et un tireur d'élite a repéré un homme sur un toit, deux maisons plus loin, sans arme. J'ai regardé l'homme avec la vision nocturne : il n'était pas armé. Il était deux heures du matin. Un homme sans arme qui marchait sur le toit, il se promenait. On l'a signalé au commandant de la compagnie. Il a dit : « Descendez-le. » [Le tireur d'élite] a tiré, il l'a descendu. En gros, le commandant XXX a décidé et ordonné par radio la peine de mort pour cet homme. Un homme désarmé.

Vous avez vu qu'il était désarmé ?

De mes propres yeux. Le rapport aussi disait : « Un homme sans arme sur le toit. » Le commandant de la compagnie a déclaré que c'était un guetteur, c'est-à-dire qu'il comprenait que l'homme ne représentait aucune menace pour nous, il a donné l'ordre de le tuer et on a tiré. Je n'ai pas tiré moi-même, mon ami l'a tué. En gros, on se dit, aux États-Unis il y a la peine de mort, pour chaque condamnation il y a des milliers d'appels, d'accusations, ils prennent ça très au sérieux, là-bas les juges sont des gens éduqués, il y a des manifestations, etc. Ici, un type de vingt-six ans, mon commandant de compagnie, a condamné un homme désarmé à mort. Qui est-il ? Comment ça, un guetteur ? Et quand bien même. Alors quoi, il faut le tuer ? Comment savait-il que c'était une sentinelle ? Il n'en savait rien. Il a reçu un rapport par radio concernant un homme désarmé sur un toit et il a ordonné de le tuer, ce qui est illégal à mon avis, et nous, on a exécuté l'ordre, on l'a tué. L'homme est mort. Écoutez, pour moi, c'est un meurtre. Et ce n'est pas le seul cas. On en rigolait, on avait des noms de code : « le guet », « le batteur », « la femme », « le vieux », « le garçon », et c'était quoi l'autre ? Ça me reviendra plus tard.

Ce sont les gens que vous avez tués ?

Ce sont tous ceux qu'on a tués. Ah, « le boulanger ».

10. Le commandant de bataillon a ordonné de tirer sur des gens qui essayaient de récupérer des corps

UNITÉ : PARACHUTISTES

LIEU : NAPLOUSE

ANNÉE : 2002

Il y a autre chose : tirer sur des gens qui tentent de récupérer des corps. Je me souviens de ça à Naplouse. C'était sur la route principale, ils ont tué deux hommes armés. Ils ont repéré deux hommes armés à Naplouse, vers la fin de l'opération, ils les ont tués, puis ils ont tiré sur les gens qui venaient les récupérer.

C'étaient les instructions ?

J'étais avec le commandant de bataillon sur place. Il est colonel maintenant.

Comment s'appelle-t-il ?

XXX. Il a clairement donné l'ordre de tirer sur ceux qui venaient récupérer les corps.

Ces gens étaient-ils armés ?

Je crois, mais je n'en suis pas sûr.

Ont-ils mis quelqu'un en danger ?

Ils n'ont mis personne en danger, mais là-bas, les ordres sont généralement de tirer sur tous ceux qui portent des armes. Toute personne armée devait...

Être tuée ?

Oui. Donc ça me paraissait raisonnable.

Vous ne saviez pas s'ils étaient armés ?

Je ne me rappelle pas s'ils étaient armés ou non, mais je me souviens que des gens sont venus récupérer les corps et qu'ils leur ont tiré dessus. À l'époque, ça ne m'a pas semblé si terrible, mais aujourd'hui ça me paraît un peu, c'est... Je comprenais que c'est aussi quelque chose, une procédure logique. On laisse les cadavres sur le champ de bataille – on m'a dit qu'ils faisaient beaucoup ça au Liban –, on laisse un cadavre sur le champ de bataille et on attend que d'autres viennent le récupérer pour leur tirer dessus. C'est comme organiser une embuscade autour du cadavre. Mais ce sont des choses que j'ai entendues sur le Liban. Donc c'est arrivé ici aussi. Je me rappelle que quelque chose m'a choqué, comme si on en était arrivé à mépriser la vie humaine. On avait reçu un ordre à la radio qui nous disait de nous rendre à la brèche. Donc on le reçoit, c'est : vous traversez ce tunnel, le tunnel donne sur une route, vous tournez à gauche, puis au fond à droite. Et là, vraiment, quelqu'un avait écrit, marqué la direction à suivre avec des flèches parce que c'est un endroit où ils se retrouvent, se séparent, etc., et chaque compagnie avait sa propre flèche, quelqu'un vient et dessine une flèche : →

Et ceux qui venaient chercher les corps ? Quelqu'un est allé les tuer ?

Oui, on a vérifié qu'ils étaient morts. Si c'est un corps qui est étendu depuis longtemps sur le terrain, alors non, mais même une fois qu'il est tombé, ils tirent pour tuer, alors c'est un vrai problème.

C'est à Naplouse ?

On est de nouveau à Naplouse. Après avoir tué quelqu'un – quand il est déjà étendu par terre –, on tire à nouveau avec le viseur pour être sûr de l'éliminer.

Et les gens qui sont venus récupérer les corps sur qui vous avez tiré, vous avez vérifié qu'ils étaient morts ?

Je pense, c'était la procédure.

Vous ne vous êtes pas retrouvé dans cette situation ?

Je ne l'ai pas vu. J'étais dans la même pièce que le gars qui tirait,

mais je n’ai...

Vous n’avez pas pris la peine d’aller à la fenêtre...

On essaie de rester à couvert, si on peut.

11. Il a descendu un garçon de onze ans

UNITÉ : PARACHUTISTES

LIEU : DJÉNINE

ANNÉE : 2003

Il y en a que ça affecte d’une manière ou d’une autre. Certains disent : « OK, j’ai tué un gamin aujourd’hui. » Ils rient... « Ouais, maintenant je peux dessiner un ballon sur mon arme, à la place d’un X. Ou un smiley[9]. » D’autres le prennent mal. Je me rappelle, j'étais à Djénine pendant l’entraînement de commandants d’équipe, mettons que nous étions en train de mettre en place une veuve de paille et ils nous ont dit : « Si quelqu’un monte sur le camion ou le VTT – tirez pour tuer. » Le truc, c’est que les gens allaient forcément monter dessus, parce qu’il y a tout le temps des VTT devant la maison. Bien sûr, ils nous disent que le but est de faire sortir les hommes armés. Mais qui va tirer comme ça sur un véhicule blindé ? Ils disent que si quelqu’un grimpe sur le VTT et prend les mitrailleuses... tirez pour tuer. Alors un copain à moi est arrivé avec son M24, une arme de sniper, quand un gamin est monté. Il lui a tiré dessus, tout content : « J’ai descendu quelqu’un. » Ensuite, ils lui ont annoncé qu’il venait de descendre un gamin de onze ans ou quelque chose comme ça. Il l’a très mal pris.

Il était heureux d’avoir tué quelqu’un ? Pourquoi ?

Parce qu’on se prouve quelque chose. On est un homme.

---

[9] Souvent, les soldats mettent une croix sur leur arme pour chaque personne qu’ils tuent.

Ils savaient qu'il n'était pas armé ?

Bien sûr, il n'était pas armé et il est monté sur le VTT... Personne ne vous demande pourquoi vous avez deux X, s'ils étaient armés, si tout s'est fait dans les règles. Ça aurait pu être des types en train de jeter des cocktails Molotov.

12. Ses membres étaient étalés sur le mur

UNITÉ : BRIGADE GIVATI

LIEU : BANDE DE GAZA

ANNÉE : 2008

Il y a eu une opération, dans la compagnie voisine de la mienne, pendant laquelle, à ce qu'on m'a dit, une femme avait explosé à cause d'un furet[10], ses membres étalés sur les murs, mais ce n'était pas fait exprès. Ils ont frappé et frappé à la porte, sans réponse, alors ils ont décidé de l'ouvrir mouillé[11]. L'un d'eux a posé un furet, et juste à ce moment-là, la femme a ouvert la porte. Ses enfants sont arrivés et l'ont vue. J'en ai entendu parler au dîner après l'opération, quelqu'un a dit que c'était drôle, tout le monde a éclaté de rire, que les gamins aient vu leur mère étalée sur le mur. C'est un exemple. Je me suis aussi fait crier dessus par ma section dans notre Achzarit[12] quand j'ai eu l'idée de donner aux prisonniers que nous transportions de l'eau de notre bidon – un bidon de combat, vingt-quatre litres. Ils ont dit « Quoi ? Mais t'es malade ? » Je ne sais pas quelles étaient leurs raisons, mais ils ont dit : « Les microbes. » À Nahal Oz, il y a eu un incident avec des gamins que leurs parents avaient apparemment envoyés en Israël pour essayer de trouver de la nourriture parce que leur famille avait faim. Des trucs comme ça, c'est l'ouverture de la chasse, des dindes

[10] Explosifs utilisés pour passer à travers les portes et les murs.

[11] Avec des tirs à balles réelles.

[12] Un Achzarit, littéralement « méchante femme », est un transport de troupes lourdement blindé, principalement utilisé par la brigade Golani.

fraîches. On a fait une patrouille à Nahal Oz. Il y avait des gamins de quatorze, quinze ans, je pense. Je me rappelle que l'un d'eux était assis, les yeux bandés, et un type dont tout le monde savait que c'était un connard est venu le frapper, là.

Sur les jambes.

Ensuite il lui a renversé de l'huile dessus, le truc qu'on utilise pour nettoyer nos armes, je ne me rappelle pas où.

Il s'est passé quelque chose ?

Il a fait ça devant toute la compagnie, mais il n'y avait aucun officier pour le voir. Je lui ai dit quelque chose sur le moment, mais je ne lui ai pas crié dessus et je n'ai rien rapporté à mon officier. Le vol aussi était courant. Souvenirs, drapeaux, cigarettes.

Les commandants et les officiers ne remarquaient rien alors que c'était si fréquent ?

Je pense que si, mais de toute manière le commandant de ma compagnie le savait parce que je le lui ai dit.

Et qu'a-t-il répondu ?

Que j'avais bien fait de le prévenir.

Ça s'est arrêté ?

Je ne pense pas. Rien n'a été fait.

Tout à l'heure, vous parliez d'animaux abattus.

C'était pendant une opération dans l'Achzarit, la première, même, je crois. Le sergent-major de la compagnie commandait l'un des VTT, il y avait des chevaux, des moutons, peut-être même des ânes, et il les a mitraillés avec le MAG par la fenêtre ; peut-être même qu'il les a écrasés, je ne me rappelle pas. En tout cas, il a tiré sur les animaux.

Quelqu'un a posé des questions ?

Non. Ce n'était pas mon VTT, mais je suis au courant.

Comment êtes-vous au courant ? Vous pouvez répéter l'histoire ?

Toute la compagnie était dans les VTT là-bas, ou bien dans les maisons où se déroulait l'opération – au début, je crois que j'ai vu des moutons morts, les choses se mélangent dans ma tête. Quelqu'un m'a dit qu'on leur avait tiré dessus. Pendant l'opération, on a parlé de ce qui s'était passé et il m'a raconté que les moutons avaient été abattus. Je n'avais pas besoin de vérifier, ça ne me paraissait pas illogique.

C'est arrivé une seule fois ?

Je crois.

13. Une procédure bien connue

UNITÉ : PARACHUTISTES

LIEU : NAPLOUSE

ANNÉE : 2004

Il y a eu quelques opérations où nous sommes entrés à Balata pendant la journée, dans les ruelles, sur le marché, pour descendre des types armés. C'est la cible. Une fois, on a fait une fausse arrestation dans une boutique du marché. Celle qui paraissait la plus commode. En même temps, des snipers sont entrés dans des maisons voisines, on est restés quarante minutes dans la boutique comme des idiots, en espérant que personne ne nous tire dessus en plein centre de Balata. C'est très... C'est un camp de réfugiés... Le sous-commandant d'une compagnie de parachutistes avait été tué là-bas un mois plus tôt... et on est dans la même ruelle, à espérer que nos snipers les descendent avant...

Attendez, pourquoi est-ce que vous faisiez ça ?

Je ne sais pas. Il n'y avait aucun renseignement ni rien, c'est juste le commandant de la compagnie qui a décidé.

Comment ça, en route ?

Non, non, non. Il y a une procédure de bataille de trois jours. On regarde les photos aériennes et on dit : « Si je choisis ce magasin, alors c'est dans cette maison que je me placerai », donc, stratégiquement, cette boutique est la plus pratique. C'est celle qui a la meilleure entrée, la meilleure sortie de secours.

Il y a un couvre-feu ou pas ?

Non, pas de couvre-feu. C'est un an plus tard.

Il y a des gens dans la ruelle ?

Des gens partout. C'est ça, le truc. Partout. Les allées du marché en pleine journée, pleines de gens. Comme dans n'importe quel marché...

Et vous y allez.

On y va avec des grenades incapacitantes, on tire en l'air. La boutique est à peu près grande comme ça, avec tout un mur ouvert sur la rue. Il y a une porte là, une porte là et tout ça est ouvert sur la rue. Dès qu'on entre, les gens s'enfuient.

À quoi ça sert ?

À faire sortir les hommes armés, pour que nos gars les descendent. On sert d'appât.

OK, et en attendant, qu'est-ce que vous faites ?

Rien, on prend position dans la boutique, on essaie de se mettre à couvert. Au cas où ils arriveraient par la ruelle en face de nous et...

Ça fait peur ?

Oui.

Combien de temps ?

Quarante minutes. Le but est de faire croire à une arrestation jusqu'à la fin. Pour qu'ils ne comprennent pas notre méthode. Alors il

faut aussi arrêter quelqu'un dans le magasin, suivre la procédure de... l'emmener les yeux bandés jusqu'au quartier général de la brigade régionale où on l'interrogera avant de le relâcher. Pour qu'ils croient que c'était une vraie arrestation et qu'on s'est trompé de cible. Une fois, on est entrés et la boutique était vide, une autre il n'y avait que trois personnes, deux hommes de soixante-dix et cinquante ans et une femme de soixante ans.

Vous n'aviez personne à arrêter, juste...

Oui, mais ça n'a pas empêché le commandant de section de bander les yeux et de menotter le vieux de soixante-dix ans et de l'emmener avec nous.

Et de le garder prisonnier et...

Oui, mais finalement on ne l'a pas emmené, on a vu que ce n'était pas nécessaire. Au lieu de ça, on l'a envoyé ouvrir la maison pour nous.

Je ne comprends pas.

Ils disent qu'on ne fait plus la « procédure de voisinage ». Alors ils ne l'appellent plus comme ça. Ils disent « appeler un ami » ou quelque chose comme ça. Il y a un nom...

Qu'est-ce que ça veut dire ?

Ça veut dire que si je viens arrêter quelqu'un, que je sais qu'il est dangereux, armé et tout, alors rien ne m'empêche d'aller voir son voisin... J'arrive mais je ne connais pas le lieu exact – mettons que j'aie cinq maisons dans la casbah de Balata. Mes renseignements disent que le type doit se trouver dans ce pâté de maisons. Alors je frappe à la porte : « C'est quelle famille ici ? » OK, ce n'est pas la bonne. « Venez avec moi. » Je le fais frapper à la porte, mettre tout le monde dehors.

Alors il fait le tour du quartier pour frapper à toutes les portes ?

Non, il va dans une maison, puis on prend quelqu'un d'autre. De la deuxième maison.

Et pendant qu'il fait ça, vous êtes où ?

Un peu en retrait, derrière lui. Il passe en premier.

Vous braquez votre arme sur lui ?

Non. Il passe en premier, vous visez, mais pas lui en particulier. Il sait qu'il n'a nulle part où aller. Il frappe à la porte : « Ya Salaama... » Il les fait venir.

Quoi... ça se passe encore ?

Oui, c'est une procédure d'arrestation bien connue en cas de...

Quand avez-vous fait ça pour la dernière fois ?

En avril... je ne me rappelle pas exactement.

Ça vous paraissait bizarre de faire ça ?

Il est clair pour moi que ce n'est pas bien, mais pas bizarre. Ça arrive tout le temps. Une procédure bien connue.

14. Tu as envie de le tuer mais il pleure

UNITÉ : BRIGADE NAHAL

LIEU : HÉBRON

ANNÉE : 2009

Une fois, on a fait une arrestation. Ils jetaient des pierres place Gross, on a été alertés et ce gamin est apparu. Par radio, le guet nous a dit de nous arrêter, il était juste à côté de nous.

Quel âge avait le garçon ?

Quinze ans, il s'appelait Daoud. Donc on l'a arrêté. On est descendus de notre véhicule, on lui a couru après, il était complètement sous le choc. On l'a emmené à Gross, du côté juif, et il s'est mis à pleurer, à hurler en se roulant par terre, tout plein de sueur et de larmes. On ne pouvait rien faire de lui, d'un coup on se retrouvait avec

un gamin en pleurs sur les bras, alors que quelques secondes plus tôt il jetait des tuiles à Gross, tu meurs d'envie de le réduire en bouillie, on t'a appelé dans cette chaleur démentielle. Tu as envie de le tuer mais il pleure. Comme on ne savait pas quoi faire, on l'a gardé à tour de rôle parce que tout le monde craquait quand on restait avec lui, alors on tentait quelque chose puis on partait. À un moment, j'étais avec lui, j'essayais de le calmer parce qu'il était attaché, les yeux bandés, il pleurait, ça lui coulait sur le visage. J'ai commencé à le secouer : « Tais-toi, tais-toi, ça suffit, maintenant ! » Puis on l'a emmené au poste de police, il pleurait encore et les flics ne voulaient pas l'interroger. Ils ne voulaient pas de lui, c'était tellement agaçant, absurde. Au milieu de cette pagaille, alors qu'il se roule par terre, le type des communications sort son Motorola. Vous savez ce que c'est, un Motorola ?

Pour les communications ?

Boum, un coup sur la tête. Il ne voulait pas lui faire de mal. C'était juste après deux heures de pleurs insupportables.

C'était toujours à Gross ?

Non. À Givat Avot.

Au commissariat ?

Oui.

Dans un coin écarté ?

Non, dans la cour où toutes les voitures de police... Où... Devant la salle d'interrogatoire. Voilà. J'étais avec lui à ce moment-là. Et puis le gars des communications m'a pris en photo. Je ne voulais pas, c'était tordu. Tu ne sais pas quoi faire. On était complètement perdus. En colère, aussi. Parce qu'on l'a vu jeter des pierres, on sait ce qu'il a fait, on sait que c'est dangereux. Encore une fois, on traverse de sales moments, mais les gens qui le font sont, je sais pas...

Combien de temps est-il resté à Gross avant que vous l'emmeniez à Givat Avot ?

Je ne me rappelle pas si c'était un quart d'heure ou une heure. Un

moment, en tout cas. Le problème, c'est qu'il est resté longtemps à la base. Le pire, c'est d'entrer en contact avec ces gens-là. À chaque fois que quelqu'un, un Arabe, fait quelque chose de grave, on l'emmène à Givat Avot et il disparaît. On l'emmène dans un camp ou un autre pendant trois ou quatre jours.

Vous savez où ?

Je ne sais pas. On nous a toujours dit que c'était quelque part dans les Territoires occupés.

La base d'Ofer ?

Peut-être. Je ne sais pas. On les amenait au commissariat, puis on les oubliait. Au bout d'un moment, ils revenaient. Ils ne vont nulle part, en fait.

Tout à l'heure, vous avez dit qu'à Gross, le sous-commandant avait secoué le garçon.

Oui. On l'a tous secoué. Il a craqué.

Comment ça ? Pourquoi ?

Parce qu'à un moment, ils se changent en vermisseaux. Je me rappelle, on les détestait. Je les détestais. J'étais tellement raciste, là-bas, J'étais en colère contre leur saleté, leur misère, toute la putain de situation : « Tu as jeté une pierre, pourquoi ? Pourquoi est-ce que je dois être ici et toi là, ne fais pas ça. » Il se traîne par terre, à te pleurer dessus. Il a les mains attachées. On a fini par le détacher parce qu'il pleurait, il nous suppliait. Il criait, il était trempé de sueur, de morve et de larmes. Tu ne sais pas quoi faire. On l'a secoué par désespoir. Ce n'était pas particulièrement violent. Je pense qu'on s'est même mis à rire, même maintenant quand j'y repense, dans cette situation tu es complètement perdu.

Vous dites qu'il n'y avait pas que vous et le gars des communications ? Il y avait aussi le sous-commandant ?

Bien sûr. Qu'est-ce que vous voulez dire ? Ce n'est pas comme si on l'avait secoué pour... C'était pour qu'il s'arrête. On n'arrêtait pas

de lui crier : « Arrête ! Tu nous rends fous ! » On lui disait des trucs en arabe, tous les mots qu'on connaissait.

15. Le commandant de brigade nous a expliqué : « Tu t'approches du corps, tu mets le canon entre les dents et tu tires »

UNITÉ : BRIGADE GIVATI

LIEU : BANDE DE GAZA

ANNÉE : 2008

Il y avait un schéma. Ça a commencé avec l'opération « Hiver chaud[13] », qui était la plus grande opération jusqu'alors, pas la plus longue, mais celle de plus grande envergure. Avant ça, il y a eu l'opération « Nuages d'automne » en 2006, au moment de la guerre du Liban[14]. C'était une opération de quarante-huit heures, puis une opération de cinq mois avec tout le bataillon et une partie d'une autre compagnie...

Tous les combien ?

Une fois par semaine. Mais ce n'était pas avec tout le bataillon. Pendant ces cinq mois, il y. a peut-être eu six opérations avec tout le bataillon, le reste, c'étaient des opérations de compagnie, généralement des fouilles pour essayer de débusquer des terroristes.

Vous êtes allés loin ?

En général, pas trop, mais pas non plus à quatre maisons de la frontière. Je dirais que les opérations les plus profondes étaient à un kilomètre et demi, deux kilomètres de la ligne.

Je voudrais vous interroger sur les préparatifs. Par exemple,

---

[13] Campagne militaire lancée le 29 février 2008 dans la bande de Gaza.

[14] Lancée le 1er novembre 2006, également dans la bande de Gaza.

qu'en était-il des règles de combat, des civils ?

Ils ont dit que l'objectif était de fouiller des maisons pour trouver des armes. Bien sûr, le but était aussi de voir... Il y avait des opérations où ils tiraient délibérément, sans raison, mais le commandant du bataillon disait qu'on tirait pour faire sortir les terroristes, qu'on puisse en tuer quelques-uns.

Où tiriez-vous ?

Il y a eu une opération en particulier où je me rappelle qu'avec des lance-grenades, des mitrailleuses et même une mitrailleuse lourde calibre .5, ils se sont entraînés à tirer sur des maisons. On ne visait pas les maisons, ils tiraient au hasard, autour des maisons. Ils ne visaient rien en particulier, ils essayaient de faire sortir les terroristes. Quant à la préparation, je ne me souviens pas vraiment s'ils nous ont dit :

« Tout n'est pas noir et blanc », en tout cas ils ne nous, ont pas dit de tirer sur tout ce qui bouge, ce n'était pas comme l'opération « Plomb durci[15] », où tout le monde était complètement excité.

Comment était dirigée l'opération ? Vous avez fini les briefings...

Il y a des opérations à pied, des VTT lourds, tu arrives au point d'entrée, peu importe si c'est une compagnie ou un bataillon, il y a un ordre de marche, tu y vas et à un moment tu atteins la cible, chaque équipe capture une maison précise. Tu arrives la nuit, tu entres dans la maison, tu vérifies que personne n'est armé, tu n'entres jamais mouillé, il n'y a pas non plus de couverture mouillée, à part quelques opérations spécifiques où on tirait pour le spectacle, pour essayer d'appeler une riposte. On n'a jamais utilisé les grenades, sauf peut-être pendant « Hiver chaud ».

Quand vous tiriez pour le spectacle, où visiez-vous ?

Je ne sais pas, je n'étais pas dans cette section. Je sais que le but était de ne toucher personne, mais ils ont tiré vers les maisons. J'avais

---

[15] Une incursion de trois semaines dans la bande de Gaza pendant l'hiver 2008-2009.

un bon ami dans le bataillon, dans l'équipe du commandant de bataillon, pas avec lui personnellement, mais pas loin, et il l'a entendu parler à quelqu'un à la radio, il disait : « Écoute, mon pote, tu n'as aucune idée de ce qui se passe ici », pendant qu'on tirait. Il y a eu une opération où ils étaient tellement excités à l'idée de tirer des grenades ou d'utiliser le petit lance-grenades qu'ils avaient reçu de la patrouille des parachutistes ou de je ne sais pas qui, qu'ils l'ont emmené pour l'opération – le petit lance-grenades est plus léger, c'est mieux.

Vous entriez dans les maisons, et ensuite ?

Dans la plupart des cas, ils fouillaient les maisons puis établissaient des positions. Ils cherchaient des armes et des hommes armés, puis ils postaient des snipers ou des tireurs d'élite, des fois ils devaient casser le carrelage pour remplir des sacs de sable et ils faisaient 2/4 ou 2/2[16], selon le nombre d'hommes dans l'équipe ou la section. Ça restait flexible jusqu'à ce qu'ils plient bagage.

Que faisaient-ils avec les gens qui vivaient dans les maisons ?

Ils les rassemblaient dans une pièce, généralement avec les mains attachées. Je ne me rappelle pas s'ils avaient les yeux bandés, peut-être rarement, et ils mettaient un garde. Je ne me rappelle pas s'il y a eu des violences contre les gens sauf... il n'y avait aucune résistance de leur part. Je me souviens de scènes dures sur la frontière, en périphérie, dans des zones entièrement rurales dont l'administration se fout complètement, ils vivent dans des cabanes, ça pue. En termes de pauvreté, il n'y a rien de comparable en Cisjordanie.

Qui menottaient-ils ?

Pas les femmes, je pense.

Juste les hommes. Ils menottaient une certaine tranche d'âge ?

Je ne pense pas les vieux. Pendant « Hiver chaud », il y avait une maison avec toute une tribu – on ne les a pas menottés, on les a juste

---

[16] Heures de service : 2/4 signifie deux heures de service, quatre heures de repos.

mis dans une pièce avec un garde.

Et un garçon de douze ans ?

Je ne pense pas. Peut-être que j'exagère, la plupart n'étaient pas menottés. Il y avait des opérations où ils partaient avec des VTT lourds et revenaient à pied. Il y a eu une opération où ils ont ramené un tas de gens pour que le Shin Bet les interroge, pas des suspects, juste pour obtenir des informations et recruter des collaborateurs, à mon avis. Ils chargeaient les hommes d'un certain âge dans un grand camion et les emmenaient en Israël. Apparemment, le Shin Bet les interrogeait.

Qui les sélectionnait ? Un agent du Shin Bet vous accompagnait ?

Le plus souvent, non. C'est peut-être arrivé une fois, je me souviens d'une opération où on est rentrés à pied avec quelques prisonniers. Ce qui est dingue, c'est qu'ils sont revenus les yeux bandés, je ne sais pas trop pourquoi, quels secrets pouvaient-ils surprendre, ce n'est pas comme s'ils s'étaient trouvés dans un Merkava Mark IV, non[17] ? Ils étaient menottés ensemble, c'était dur de marcher, même pour nous. Certains ont perdu leurs sandales en route, ils ont continué pieds nus dans un endroit où ce n'est pas agréable de marcher pieds nus. C'était un cauchemar. Pour moi aussi... Dans toutes ces opérations, je voulais juste que ça se finisse, c'était dur, pas seulement physiquement, c'était juste dur. Je me sentais mal pour eux.

Combien y en avait-il ?

Pas beaucoup, pas un long convoi, mais il n'y avait que ma compagnie. L'opération dont je parle regroupait tout le bataillon, alors peut-être que dans d'autres compagnies...

Ça vous a surpris ?

Non, c'était l'objectif, amener les prisonniers pour l'interrogatoire.

---

[17] Tank fabriqué en Israël.

Qui a fait le débriefing ?

Un commandant de section.

Au cours du briefing, quand ils ont annoncé que vous reviendriez avec des prisonniers, qu'est-ce qu'ils ont dit ?

Qu'on arrêtait des gens pour les interroger, je ne sais pas s'ils ont parlé du Shin Bet. Parfois, ils définissent ça comme un objectif secondaire. En gros, dans les briefings, ils ne parlaient pas d'objectifs généraux, ils vous expliquaient plutôt ce que vous deviez faire, ils vous expliquaient aussi les choses au fur et à mesure. Le but était de fouiller et « peut-être qu'il y aura des terroristes à tuer », la plupart du temps il s'agissait de chercher des armes et de voir s'il y avait quelque chose pour les renseignements.

Je voulais vous demander si la technique d'appeler la riposte fonctionne.

Je ne me rappelle pas que ça ait fonctionné. Il y a eu plusieurs opérations comme ça. C'est un changement qui est arrivé au bout de deux mois, à cette époque, ils ont commencé à faire ça. C'était une période d'opérations à pied, puis des opérations avec les VTT lourds et vers la fin, des fois on le faisait à pied, d'autres fois avec les véhicules.

Quand vous vous teniez à la fenêtre d'une maison, vous aviez besoin d'une autorisation pour tirer ?

Ça dépend. Si je vois quelqu'un d'armé, non. Je dis non parce que je me rappelle seulement les choses en général. Si tu vois quelqu'un d'armé, alors non. Si je vois quelqu'un qui me paraît suspect parce qu'il cherche à se cacher, parce qu'il a des jumelles ou un téléphone portable, alors oui. C'est ce que j'ai compris, du moins.

Quand vous reveniez, ils vous disaient s'il y avait eu des tués ?

En général oui, surtout s'il y avait quelque chose à dire sur l'effet de l'opération. Après « Hiver chaud », ils ont pris soin de dire que c'était un succès, que plein de terroristes avaient été tués et que l'effet dissuasif avait fonctionné. Après [une] opération où nous croyions que

les terroristes avaient été tués mais où ils n'avaient été que blessés, nous avons été surpris et frustrés. Surpris parce que, par exemple, un commandant d'équipe de ma section avait tiré sur un terroriste qui marchait avec une Kalachnikov et un téléphone portable dans la rue, sans savoir que l'armée israélienne était là. Il l'a touché en plein milieu du corps, il est tombé, puis ils lui ont jeté deux grenades pour être sûrs qu'il était mort, mais ensuite on nous a dit que le terroriste n'avait pas été tué. Au fait, pendant cette période, c'était légal de « confirmer une mort » ?

Je n'en sais rien. Pourquoi ?

Après l'incident où ils ont renvoyé le commandant de section, on a eu un briefing du commandant de brigade, accompagné du commandant de bataillon, et il a interrogé notre section pour mieux comprendre ce qui s'était passé. Ensuite, il a donné des ordres clairs sur la manière dont devaient se résoudre les échanges de coups de feu : « Vous vous approchez du corps, vous mettez le canon entre les dents et vous tirez. » Ensuite, j'ai entendu que vérifier une mort était illégal.

C'est ce que j'ai entendu aussi.

Je sais qu'ils ont inventé un terme plus édulcoré : « Vérifier une neutralisation. »

16. Ils ont ordonné à l'unité de tirer sur tout le monde dans la rue

UNITÉ : CORPS DU GÉNIE

LIEU : RAFAH

ANNÉE : 2002-2003

Pendant les opérations à Gaza, si quelqu'un se promenait dans la rue : tirer au torse. Pendant une opération dans le couloir de Philadelphie, si quelqu'un se promenait la nuit : tirer au torse.

Combien y avait-il d'opérations ?

Quotidiennement. Dans le couloir de Philadelphie, tous les jours.

Quand vous cherchez les tunnels de contrebande, comment font les gens pour se déplacer ? Après tout, ils vivent là.

Ça se passe comme ça : on amène une unité au troisième ou au quatrième étage. Une autre s'occupe de la fouille. Ils savent que pendant qu'ils fouillent, un tas de gens vont chercher à les attaquer. En général, on partait du principe qu'ils s'en prendraient à l'unité qui s'occupait de la fouille. Alors ils l'ont renforcée et ils tiraient sur tous ceux qui passaient dans la rue.

Il y avait beaucoup de tirs ?

C'était sans fin.

Je suis prêt, au troisième étage. Je tire sur tout ce qui bouge ?

Oui.

Mais c'est une rue à Gaza, l'endroit le plus peuplé du monde.

Non, non, je parle du couloir de Philadelphie,

C'est une zone rurale ?

Pas exactement rurale, c'est une route, ce n'est pas comme le centre. Pendant les opérations dans les quartiers de Gaza, c'est la même chose. Tirer, pendant les opérations de nuit – tirer.

Il n'y a pas d'annonce pour dire de rester à l'intérieur ?

Non.

Ils ont vraiment tiré sur des gens ?

Ils ont tiré sur tous ceux qui marchaient dans la rue. Ça se finissait toujours par : « On a tué six terroristes aujourd'hui. » Tous ceux que tu descends dans la rue sont des « terroristes ».

C'est ce qu'ils disent dans les briefings ?

Le but est de tuer des terroristes.

Non, quelles sont les règles d'engagement ?

Si quelqu'un se promène la nuit, tirer pour tuer.

Pendant la journée aussi ?

Voilà ce qu'ils disaient dans les briefings : si quelqu'un se promène pendant la journée, cherchez un détail suspect. Un détail suspect peut aussi être... une canne.

17. Si vous voyez un gamin avec une pierre, vous pouvez tirer

UNITÉ : PARACHUTISTES

LIEU : BRIGADE ETZION

ANNÉE : 2002

Ça a été le comble – le commandant de brigade se trouve en face de nous pendant un briefing, on est en pleine hudna[18], c'est une situation fragile, il nous parle de ça, puis une minute plus tard il nous donne les instructions : « Si vous voyez un gamin avec une pierre, vous pouvez lui tirer dessus. » Genre, tirez pour tuer. Une pierre !

Qui a fait le briefing ?

Le commandant de bataillon ou le commandant de brigade, je ne me rappelle plus. Le briefing donnait ça : « Bon, la situation est très fragile et une pierre est une arme mortelle, vous savez ce que ça veut dire. J'ai vu quelqu'un blessé par une pierre. » Je pense que notre commandant de bataillon, du... Il a vu que le commandant de brigade était là. La brigade Etzion, c'était XXX.

XXX vous a donné l'autorisation de tirer sur un enfant qui jette des pierres ?

Oui, parce que c'est une arme mortelle, parce qu'ils les jettent sur

[18] Cessez-le-feu.

la route. C’était pendant la hudna.

Il n’y a eu aucune protestation ?

Non. Je vous ai dit, de mon point de vue, j’avais déjà un pied hors de l’armée dans ma tête. Ce qui m’a le plus dérangé, c’est que les gars de l’état-major ne pensaient qu’au fait qu’ils devaient porter des bottes réglementaires pour le briefing, à cause du commandant de brigade.

Ils se sont disputés à propos de ça pendant des heures, quelqu’un a crié sur le commandant de la compagnie, puis ils se sont crié dessus pendant une demi-heure après le briefing. Alors personne ne lui a rien demandé... Bien sûr, je voulais lui poser la question, mais j’étais tellement désespéré par tous ces abrutis et puis je savais qu’à chaque fois que je posais une question, tout le monde se liguait contre moi... des gens qui disaient : « Allez, encore plus de questions, encore plus de bla-bla, on veut jouer au foot. » Ou : « Ta gueule, avec tes questions. » C’était tout le temps comme ça, mon groupe pensait toujours le contraire de moi, alors je savais que je n’aurais pas de réponse, comme d’habitude. Pour moi, ça dépassait les bornes, c’était vraiment trop. Pour rigoler, les soldats disaient : « On n’a qu’à descendre quelqu’un pour mettre un terme à cette saloperie de hudna, qu’on arrête avec les embuscades et qu’on retourne faire des arrestations. » Et voilà que ça vient du plus haut commandant, qui a l’air d’en avoir tout aussi marre, alors il veut qu’il se passe quelque chose.

18. On a rassemblé tous les hommes dans le stade

UNITÉ : BATAILLON NACHSHON

LIEU : TULKAREM

ANNÉE : 2002

Je me souviens qu’une fois ils ont confié des actions à Tulkarem à notre compagnie. Ces actions ont provoqué un tas de critiques, même de la presse étrangère, parce qu’ils avaient rassemblé tous les hommes. Ce qu’ils faisaient ? À chaque fois qu’ils entraient dans un village ou dans une ville, ils les attrapaient et les rassemblaient. Ce

qu'ils disaient ? Ils passaient, faisaient une annonce, c'était un ordre d'en haut. Et ce n'était qu'un bataillon parmi tant d'autres...

L'ordre venait de plus haut que le bataillon ? Du commandant de brigade ?

Oui, au moins du commandant de brigade. C'était une opération sérieuse de Tsahal, il n'y avait pas que le bataillon Nachshon.

Quel secteur ?

Dans la ville de Tulkarem. En gros, l'ordre était de rassembler tous les hommes sur un terrain de foot géant, comme ça il n'y aurait plus d'hommes dans la ville et ce serait plus facile de mener les fouilles, vous voyez ? Moins d'inquiétudes à avoir, parce que si vous voyiez un homme il vous paraissait suspect, automatiquement. Alors ça a vraiment... vous pouvez imaginer.

Combien d'hommes y avait-il ?

Ils ont rassemblé tous les hommes de Tulkarem pendant quarante-huit heures. C'était... Ça a fait une sérieuse tempête médiatique sur le moment. Comme les camps de concentration, bla-bla-bla, vous savez. Ils les ont rassemblés sur un terrain central.

Ils ont fait une annonce ?

Oui.

Qui a fait l'annonce, vous ?

Non. Je ne sais pas. Les blancs, je crois, les jeeps blanches.

Le bureau de coordination du district.

En tout cas, ils nous ont assigné un secteur et on est allés de maison en maison pour chercher des armes. C'était la mission. Avant, pendant le briefing, ils nous ont dit : « Tous les hommes ont été informés qu'ils doivent se rassembler dans un lieu central, vous ne devriez en rencontrer aucun. Si vous en croisez, ils sont suspects. » Ils nous ont expliqué ce qui s'était passé pour que nous comprenions la mission.

Vous avez vu le terrain ?

Non. Mais je me rappelle qu'ils ont dit... Ça faisait quarante-huit heures qu'ils étaient là, alors il y a eu plein d'incidents. Il n'y avait même pas de toilettes.

Vous savez qui montait la garde ?

Non. Mais je crois que pendant le débriefing approfondi... Réfléchissons un peu à la date, au moins le mois, c'était environ un an et demi après le début de mon service, peut-être un peu plus, vers septembre 2002, je dirais. Mettons en gros trois, quatre mois, peut-être un peu plus. En tout cas, on y va... Vous savez, au début, tu es comme euphorique... tu sens vraiment la peur. Tu entres dans la première maison, tu la fouilles et tout, tu vérifies vraiment que personne ne se cache, que tu ne vois aucune arme, mais ça reste dans les limites du raisonnable. Et puis il y a la fatigue et tout. Ensuite, il y a eu le moment où on entrait dans la maison, on mettait tous les gens qui restaient, généralement la femme et les enfants, parfois une grand-mère ou autre, dans une pièce et on investissait le salon pendant deux, trois heures.

Vous fouilliez la maison ?

Ils fouillaient pour s'assurer qu'il n'y avait vraiment aucune arme, vous savez, chacun à son niveau. Il y avait ceux qui inspectaient et sortaient tous les vêtements. Les maisons n'avaient pas la même allure après notre passage.

Vous avez fouillé tout Tulkarem maison par maison ?

Je vous dis, c'était une opération très sérieuse. Tout le monde avait un secteur. Vous savez, vous ratez une maison par-ci, par-là, vous n'en faites pas une maladie, mais en gros on passe de maison en maison pour s'assurer qu'il n'y a pas d'hommes et pas d'armes.

Il y avait des hommes ?

Un tas de vieux. « Qu'est-ce que vous faites ici ? » Un vieil homme, vous savez. Et puis il y a eu une maison où la femme avait une photo de son homme avec une arme, sur le frigo.

Une photo avec une arme ?

Oui. « Qu'est-ce que c'est que ça ? » Et puis vous savez... Enfin, les gens étaient fous. « Où il est ? Qu'est-ce qu'il fait ? » Comme ça. Elle a tenté d'expliquer que c'était une photo, sa fierté, un policier palestinien. Comme nous. Pourquoi comparer ? Ouais, des photos, comme on en avait à l'époque de... vous savez... c'est un truc militant, c'est leur fierté nationale, vous voyez, et la nôtre, OK. Donc voilà, les autres étaient comme des fous : « On va trouver des armes ici. » Pour moi, il était clair que nous n'allions rien trouver, mais peu importe. Je ne vous raconte pas, ils ont retourné la maison comme s'il y avait eu un ouragan. Ils n'ont rien laissé tel quel. Bon, d'accord, ils avaient aussi retourné les autres maisons, mais dans celle-là ils sont devenus fous, ils ont tout cassé. Il est clair que le sergent a tout vu, mais au bout d'un moment j'ai dit stop. J'ai dit au sergent : « Regardez ce qu'il est en train de faire. » Alors une sorte de tension s'est installée, comme de la délation dans l'air. Mais je vous dis, les étagères avec des objets fragiles, tout a valsé.

Vous avez vu qu'ils n'avaient pas d'armes ?

Non. Il s'agissait clairement de vandalisme pur et simple.

Vous n'aviez pas l'impression de mener une fouille ?

Non. J'avais l'impression de mener une fouille, mais en même temps il y avait du vandalisme. Tu ouvres un placard et sur le chemin tu vois une étagère, alors tu envoies tout valser. Ouais, cette maison a pris un sacré coup. À mesure que la journée avançait, la sensibilité de l'unité baissait et ils retenaient [les familles] pendant quatre, cinq heures. C'était une longue action, vous savez. Les gens étaient vraiment fatigués.

Combien de temps a-t-elle duré ?

Quelque chose comme vingt-quatre heures, je pense. La préparation était plus longue, mais à mon avis tout le boucan autour du rassemblement des hommes a changé quelque chose, parce que quand on est arrivés, ils nous ont annoncé que ça durerait trois jours. Je me rappelle qu'on est aussi tombés sur... – vous savez, personne n'osait

s’impliquer, en plus il n’y avait pas d’hommes, les routes étaient censées être vides – et puis il y avait deux femmes de l’une de ces organisations internationales pour la paix, comment ça s’appelle ?

Il y en a beaucoup.

Il y en a beaucoup, mais celle-là est la plus connue. Peu importe, vous voyez de quoi je veux parler. En gros, ces deux femmes arrivent, on est dans une maison avec la famille enfermée dans une pièce depuis des heures, peut-être bien que c’était la maison avec l’arme, celle où on a vu la photo.

Combien d’heures ?

On est resté au moins trois heures.

Il y avait un couvre-feu dans la rue ?

Oui, oui.

Donc ils sont enfermés dans une pièce. De toute manière, ils sont enfermés dans la maison.

Oui, vous avez raison. Ils sont enfermés dans une pièce dans la maison. Donc ces deux femmes devenaient folles. Du coup, à chaque fois, quelqu’un gardait la porte de la maison. Je me rappelle que j'étais là et elles arrivent, ces deux fêlées – des fêlées, je vous dis –, elles me disent.., elles me crient dessus en anglais pendant des heures. Et moi je dis : « La dernière chose dont j’ai besoin maintenant, c’est de me disputer avec quelqu’un avec qui je suis d’accord, au fond. » Tout est complètement fou ici. Alors je les ignore, comme si elles étaient folles, et l'une d’elles hurle : « Il comprend l’anglais, il comprend. » Je ne sais pas, peut-être qu’elle a lu dans mon regard que je comprenais tout ce qu’elles disaient et que je faisais juste comme si elles parlaient chinois. C’était vraiment dur. Vraiment, c’est comme si elles le sentaient, elles voyaient ce que je voyais.

Qu’est-ce que vous voyiez, tous ?

Tout ce que je vous ai dit, c’est comme mettre un miroir face à votre visage. C’était vraiment dur pour moi. Les gens sont à cran. «

Ces putes. » On quitte la maison, elles continuent à nous suivre. Et les [soldats] leur crient : « Dégagez ! » Finalement, ils ont réussi à leur faire suffisamment peur pour quelles s'en aillent. Je me rappelle, juste au moment où elles partaient – j'étais le dernier, je ne sais plus pourquoi mais je me suis retrouvé à la fin –, je leur ai dit : « Vous devez raconter au monde ce que vous voyez. »

Comment ont-elles réagi ?

Je ne sais pas, elles m'ont regardé d'un air, je ne sais pas, je ne pense pas qu'elles aient été impressionnées, à juste titre pour être objectif. Vous savez, si je voyais quelqu'un comme moi de l'extérieur – je ne suis pas un héros, au contraire, j'ai assisté à toutes ces choses. Elles ont fait l'effort, elles sont venues d'ailleurs, ce sont elles qui essaient de sauver le monde. Moi, qu'est-ce que je fais ? Je suis là à ne rien faire. Je me suis engagé dans cette armée, j'accomplis toutes les missions qu'ils me donnent. Penser que ce qu'elles font est bien ne fait pas de moi... mais je ne sais pas ce qu'elles pensaient. Ces choses-là sont dures pour moi aussi, personnellement, mais c'est ce qui est arrivé. Eh oui ! je me rappelle que je suis allé là, je suis rentré chez moi pour le week-end et à la radio ils parlaient des opérations à Tulkarem, ils disaient qu'on avait trouvé ci et ça, des engrais qu'ils soupçonnaient d'être utilisés...

Comme explosifs.

Ouais. Je me rappelle que je me suis dit : « Quelles conneries. » On était en voiture avec le père de XXX, je crois. Son père a des opinions modérées, mais il dit : « Quoi ? Juste de l'engrais ordinaire ? Allez... » Moi, je dis de l'arrière : « Qui sait s'il y avait même de l'engrais. » Puis il dit : « Quand même. » J'imagine que si j'étais chez moi je dirais aussi : « Allez » et « N'importe quoi », mais vous savez, après tout ce que j'avais vu, c'était juste... Vous savez, à la fin du reportage radio, c'est incroyable, à la fin ils disaient : « Lors d'une opération à Tulkarem, Tsahal a capturé » genre « vingt suspects, dix armes et de l'engrais soupçonné d'être utilisé dans la fabrication [d'explosifs], une tonne et demie d'engrais ». Donc c'est un succès parce qu'on entend ça à la radio et tu dis : « Eh, écoute, on est allés

là-bas, voilà ce qu'on a trouvé, c'est ce qu'on doit faire. » Mais ce qu'on a fait, c'est le contraire. Parce que, qu'est-ce qu'on a fait ? On a commis des crimes. On a détruit des maisons. Aucune maison dans laquelle on est entrés n'était la même après notre départ.

Combien de maisons avez-vous fouillées ?

On a fouillé des rues entières. Je vous dis, à chaque maison, quelqu'un lançait l'idée que, attends, peut-être qu'ils cachent quelque chose dans la citerne d'eau sur le toit, vous voyez, ils ont ces gros réservoirs noirs sur chaque maison. Donc ils ont retourné chaque citerne.

L'eau a coulé ?

Ils l'ont retournée, oups. Dans notre folie.

Vous avez laissé les habitants sans eau courante ?

Je ne sais pas, ils ne pensaient pas à ça, ils cherchaient des armes. Peut-être qu'il y a une arme sous toute cette eau. Tout y passait, il n'y avait pas d'informations spécifiques sur la maison, mais il fallait toutes les fouiller comme le quartier général du Hamas.

19. Perturber la vie quotidienne des habitants

UNITÉ : BRIGADE NAHAL

LIEU : HÉBRON

ANNÉE : 2005

Normalement, quand on parle de perturbations, on fait référence aux activités terroristes, on perturbe l'activité terroriste. Quand on réfléchit à ce que ça veut dire – pourquoi perturbation, pourquoi ne pas dire empêcher, prévenir ? Qu'est-ce que ça veut dire, perturbation ? Vous savez, il y a empêcher, prévenir, perturber, répondre à l'activité terroriste, tout ça. Ouais, on fait plein de choses. Alors c'est quoi exactement, la perturbation ? En général, ce qu'on... les réponses qu'on se donne, ou bien les réponses que nous donne le haut com-

mandement, c’est que ça consiste un peu à ne pas créer de routine.

Pour qui ?

Même dans nos propres opérations, pour qu’ils ne puissent pas nous suivre et nous attaquer. Une seule fois, c’est clair, c’est normal, pour protéger la patrouille. Mais aussi avec le... c’est-à-dire qu’on a soudain mis en place un checkpoint, comme un checkpost[19], pendant vingt-cinq minutes sur une route, celle qui mène au quartier Avraham Avinu[20]. Dès qu’on commence à faire des trucs comme ça, les [Palestiniens] pensent qu’ils ne peuvent plus rien prévoir parce que ça sera perturbé. Si vous arrivez au milieu de la nuit pour faire des repérages, alors un type qui est recherché ou qui dirige le quartier d’Abu Sneina, par exemple, ne va pas dormir de la nuit, à moins qu’il ne décide de quitter Abu Sneina pour un quartier plus éloigné. Voilà ce qu’est la perturbation. Perturber la vie quotidienne des gens qui vivent là. Je ne me rappelle pas, mais je ne crois pas que nous ayons eu de directives écrites. Peut-être que c’était une politique écrite à d’autres endroits.

20. Des coups, des bousculades, toutes sortes de choses comme ça. Tous les jours

UNITÉ : BATAILLON LAVI

LIEU : RÉGION D’HÉBRON

ANNÉE : 2002-2003

Il s’est passé un truc avec un gamin attardé, vraiment attardé, qui jetait des pierres depuis une colline près du carrefour de Kvasim. À la fin ils l’ont arrêté, avec le sous-commandant de compagnie, qui a dit à l’un de mes soldats : « OK, emmenez-le à la jeep. » Le soldat, qui était assez petit, l’a attrapé par l’épaule. Il était tranquille, ce soldat, mais le

---

[19] Checkpoint surprise temporaire.

[20] Le quartier juif d’Hébron.

gamin a commencé à se débattre et le petit soldat avait du mal à contrôler ce gars de seize ans. Alors je l'ai jeté par terre. Pendant la mêlée, mon arme l'a frappé à la bouche et lui a cassé une dent ou je sais pas quoi. Il s'est mis à saigner, il est devenu fou. Finalement, je l'ai maîtrisé. Tous ses cousins, ses oncles et ses parents ou je sais pas qui sont venus, tout le clan, quatre hommes, des adultes, et le sous-commandant de compagnie s'est mis à les menacer : la prochaine fois qu'il voit le gamin, il dit, « qu'il jette des pierres ou non, je le tue ». Et le gamin a du sang plein le visage. Ils disent : « Vous ne voyez pas qu'il est attardé et que sa main ne marche pas » – sa main droite, qui était très, très forte allait bien, mais la gauche avait une sorte de malformation, elle ne fonctionnait pas – « il ne peut pas jeter de pierres », etc., etc. Le sous-commandant a menacé les parents. Puis on a relâché le gamin et il a attrapé une énorme pierre, comme ça, et il a failli toucher le sous-commandant. Lui et le gamin se sont battus un peu, le jeune s'est pris une dérouillée et pendant tout ce temps sa bouche saignait à cause de l'entaille que je lui avais faite. Le problème avec la violence, ce n'était pas son degré, mais la fréquence à laquelle elle se manifestait. C'en est arrivé au point où il ne se passait pratiquement pas une journée sans que quelqu'un se fasse frapper ou menacer. La plupart du temps, c'étaient des coups, des bousculades, toutes sortes de choses comme ça. Tous les jours.

21. Des arrestations inutiles

UNITÉ : BRIGADE NAHAL

LIEU : RAMALLAH/ZONE D'HÉBRON

ANNÉE : 2008-2009

Nous étions fatigués de faire des arrestations. Nous avions l'impression qu'elles étaient inutiles, par exemple chercher des gens qui coupaient des barbelés, qui jetaient des pierres, des provocateurs ou des hommes identifiés lors de manifestations contre le mur. Ça paraissait inutile. Si à Hébron tu avais l'impression d'arrêter un pauvre loser, ici on avait l'impression de ne rien faire. Il y a eu une arrestation,

je ne me rappelle pas dans quel village, où ça a chauffé, c'était la pagaille et je me souviens que le commandant de compagnie a pointé son arme en disant qu'il fallait se calmer maintenant, puis le Shin Bet est arrivé dans le village, dans deux maisons qui appartenaient à la même grande famille.

Que s'est-il passé finalement ?

Ils ont emmené ceux qu'ils voulaient, c'est tout.

Quel âge avaient les garçons ?

Entre quinze, seize ans et vingt-trois, vingt-quatre.

Vous dites qu'ils coupaient des barbelés, jetaient des pierres et avaient été vus dans des manifestations ?

Oui.

Des manifestations à Ni'lin[21] *?*

Non, dans la région. Je me rappelle que l'une de mes expériences les plus dures là-bas – je devais souvent amener des prisonniers à la base d'Ofer et, comme j'ai dit, la main gauche de l'armée ignore ce que fait la droite... J'ai dû emmener ce type à la base du bataillon pour une nuit jusqu'à ce que le véhicule arrive, le Safari. Entre-temps, je suis allé me coucher. Le gars est resté là menotté, les yeux bandés. J'ai dit au garde de ne pas faire de connerie, on lui a donné de l'eau, on l'a couvert avec un sac de couchage parce qu'il faisait froid. Je me rappelle que c'était horrible parce que Ofer n'ouvre qu'à une certaine heure et on a attendu, le chauffeur était malade et c'était horrible de le regarder comme ça, il avait envie de pisser, je me tenais à côté de lui avec mon arme.

Combien de temps est-il resté comme ça, menotté, les yeux bandés ?

---

[21] Pour empêcher l'expansion du Mur de séparation, qui doit traverser une bonne partie de la ville.

Quelques bonnes heures. Jusqu'à ce qu'ils l'emmènent et que tout soit terminé. Personne ne savait me dire quoi faire de lui. Un bazar sans nom. On a attendu à Ofer, il est resté dans le Safari. Après l'arrestation, je n'ai pas réussi à dormir pendant des heures.

Il y avait des gens que vous laissiez sécher[22] ?

Il y a toujours des tensions, tant à Hébron qu'à Rantis. Les trucs basiques qu'on fait toujours – les gens qui restent seuls dans une pièce avec un garde, les menottes, les yeux bandés, leur donner de l'eau, de la nourriture ou une couverture. Personne ne posait de questions. Il y avait des gars de droite qui trouvaient que c'était trop, et ceux de gauche qui... et tu te demandes si tu n'es pas trop gentil. C'est là que la notion de bien et de mal commence à se détériorer, je trouve que c'était le plus dur, à Hébron, c'était absolu, entier, il y avait le noir et le blanc, le bien et le mal, mais le quotidien est tellement gris. Chaque personne que tu arrêtes, son gamin n'a rien fait, mais tu as l'impression de le détruire.

Des gens que vous arrêtiez ?

Le dilemme, c'est que chaque jour tu pars en patrouille, c'est la base de ta présence ici. J'étais devant un dilemme. Mais dans ces endroits-là, il s'agit plutôt des limites de ton respect. Ce que signifie faire preuve d'humanité n'est pas clair.

Ma question est : votre dilemme, il concernait ces gens que vous emmeniez en détention ou que vous laissiez sécher ?

À Hébron ce n'était pas... je ne sais pas, parce qu'à Hébron il y avait aussi des gens qui volaient du métal, des enfants de sept ans qui essayaient de voler du métal pour le revendre, ils ne faisaient rien d'autre parce qu'il n'y avait pas d'argent chez eux, alors ils traversaient la rue Shuhada, ce qui leur est interdit. Shuhada sépare la colonie juive de la casbah. Ils ont le droit d'aller à Abu Sneina et dans la

---

[22] Le terme fait référence à un prisonnier que l'on retient sans l'arrêter officiellement.

casbah, mais pas entre les deux. On les attrape mais la police ne peut rien faire d'eux[23], alors on les garde deux heures au poste. Il n'y a rien à faire avec eux, aucune solution, alors tu les laisses sécher. Peut-être que je vois les choses de manière déformée comparé à leur manière d'être au quotidien. Je ne sais pas. Ma tante est psychologue, elle m'a dit que pour comprendre, il faut en être complètement sorti, et je ne peux pas vous dire ce qui est bien ou pas parce que je n'ai pas les outils.

22. Les gars ont pissé dans la cour

UNITÉ : BRIGADE NAHAL

LIEU : HÉBRON

ANNÉE : 2002

Il y a cette maison qu'on a investie à Hébron... on l'a prise. Vous connaissez la procédure : la famille descend d'un étage. Qu'est-ce qu'on a fait ? On était... au troisième étage, les gars ont installé un tuyau pour pouvoir pisser dehors. Ils ont mis le tuyau, on l'a installé exactement de manière à ce que la pisse coule dans la cour de la maison en dessous de nous. Il y avait quelques poulaillers, ça coulait dessus. Tous les jours, c'était la blague, attendre que le père ou l'un des gamins aille au poulailler et tout le monde se mettait à pisser. Ou bien je me rappelle un ami qui aimait se laver les dents et la bouche avec le bidon puis attendre que quelqu'un passe en bas pour leur cracher dessus.

Ça fait partie de...

Ça fait partie des choses que tu peux faire, ouais, tu peux faire ça. Personne ne t'en empêchera, pas même les gradés sur le terrain, parce que en général ils font partie du consensus, pas des exceptions. C'est un truc qu'on peut faire. Tu peux, à toi de décider si tu le fais ou pas. Il

---

[23] Dans les Territoires occupés, les colons israéliens sont sous la juridiction de la police israélienne, pas les résidents palestiniens.

n’y a pas de juge, pas de jugement. Personne ne te jugera pour ça.

23. Prendre le contrôle d’une famille

UNITÉ : RENSEIGNEMENTS SUR LE TERRAIN

LIEU : GÉNÉRAL

ANNÉE : 2004-2006

Au début, quand j’étais officier, j'étais très concentré sur les missions qu’on me confiait. S’ils me donnaient une mission, c’est là que j’étais, tout le temps. Ensuite, il y a eu une période où mes soldats étaient... j’étais sûr qu’ils contrôlaient parfaitement la mission et je me sentais très... je m’écartais dans la pièce où on rassemblait la famille, je restais avec eux.

Avec la famille ?

Oui, je leur parlais, vous savez, de... Je leur donnais même un peu de notre nourriture. Vous savez, les rations sont précises, chacun a un demi-sandwich au thon, on ne peut pas transporter trop parce qu’on est là pour trois jours, et je leur apportais de la nourriture parce qu’ils n’avaient rien.

Pour la famille ?

Ouais. Ils n’avaient rien. Alors tu restes avec la famille; tu vis avec eux. Tu es avec eux pendant trois jours, c’est long. Pas juste une heure ou deux. Peut-être que l’infanterie reste quelques heures, je ne sais pas.

Ils restent tout le temps dans la pièce, ou vous les laissez sortir, parfois ?

Exactement, c’était ça le problème, comment faire quand il n’y a pas de toilettes dans la maison ? Normalement, un soldat les accompagne un par un quand ils veulent aller aux toilettes. Il y va, il reste avec eux dans les toilettes. Pareil quand la mère veut cuisiner – il l’accompagne à la cuisine. En réalité, il faut que ce soit une pièce

intérieure pour qu'ils ne puissent pas s'approcher des fenêtres, s'échapper, crier ou je ne sais quoi, pour que personne ne puisse rien entendre à l'extérieur.

Vous êtes entrés discrètement dans la maison, ou bien vous avez mis une sentinelle au risque d'être repérés ?

Non, c'est discret. Personne ne sait qu'on est là[24].

C'est comme prendre des otages, en gros.

Oui.

Pendant trois jours.

C'est comme si l'armée disait que... c'est le dernier recours. OK – donc la famille est confinée quelques jours.

Mais ils en parlent après.

Ouais, ils racontent aux gens après, même s'ils ne savent pas ce qu'on a fait. On est entrés chez eux puis on est repartis, mais ils ne savent pas ce qu'on a fait. Ils sont dans une pièce et nous dans une autre où on accomplit notre mission. Ils ne voient rien, ils ne savent rien, ils n'ont rien à voir là-dedans.

Quelqu'un s'est-il déjà plaint, ont-ils refusé que vous entriez ?

Jamais... Ça n'arrive pas. On entre, c'est tout.

Si vous veniez chez moi, je...

Bien sûr. Mais vous entrez avec toute une équipe en plein milieu de la nuit, avec des armes, OK ? Et ils ne savent pas ce que... On a le visage camouflé, alors pour commencer, ils restent sous le choc pendant quelques heures. Puis toute la famille va dans une pièce. Il n'y a pas... je n'ai jamais rencontré aucune résistance.

Comment faisiez-vous quand les toilettes étaient à l'extérieur ?

---

[24] Un exemple de veuve de paille.

Il fallait... Je ne sais pas, ils devaient se soulager quelque part.

À l'intérieur ? Dans la pièce ?

Voilà, c'est ça, je ne me rappelle pas exactement notre solution. Mais généralement c'est... même si on prévoyait de rester deux jours, des fois au bout d'une journée on n'en pouvait plus, c'était impossible à cause des toilettes ou d'un autre problème. C'est ça, et puis tu vois qu'il y a quelque chose, tu comprends, tu commences à te poser des questions, tu prends du recul Ensuite, tu évalues la situation, quand tu as connu plein d'incidents de ce type, alors...

Plus tard, quand vous êtes devenu officier, ou seulement au bout de quelques jours ?

Tu es officier, tu traverses toutes ces situations avec cette pauvre famille, tu vois qu'ils n'ont rien, ce sont les gens les plus innocents que tu puisses rencontrer, ils parlent à peine hébreu, rien. Tu sais, des fois tu vas dans une ville, ils connaissent quelques mots. Mais ces gens-là n'ont pas... ils sont illettrés. Ils ne savent rien, ils n'ont aucun contact avec personne. Alors tu te dis : « Prends du recul. » Quand tu vas évaluer la situation et que le commandant de brigade dit : « Alors tu vas prendre cette maison, celle-là, celle-là et celle-là. » Alors tu dis : « Je sais pas, on ne pourrait pas trouver autre chose ? » Peut-être, je sais pas, mais qu'est-ce qu'on fabrique ici ? Que fait l'armée ici ?

Ce n'est pas leur travail de se demander pourquoi l'armée est là.

Oui, évidemment. Non, mais rapidement on... s'ils décident qu'ils marquent juste leur présence, non ? Dans ce cas, fais des patrouilles ou autre, il y a des tas d'options militaires. Personne n'a décidé que tu dois prendre le contrôle d'une famille pour marquer ta présence.

Entrer chez les gens, c'était pour marquer votre présence ?

Oui, bien sûr.

24. Un bouclier humain ambulant

UNITÉ : ADMINISTRATION CIVILE

LIEU : RÉGION DE BETHLÉEM

ANNÉE : 2002

Je ne vais pas vous donner un compte rendu du quotidien, parce que si vous avez parlé à des soldats qui ont servi sur le terrain, vous savez tout sur les jeux – le village a de l'électricité, n'a plus d'électricité, tirer sur les citernes d'eau, les heures aux checkpoints[25] et autres trucs du genre. Tous les soldats qui ont servi dans les Territoires sont au courant et savent que c'est devenu la norme. Mais il y a eu deux épisodes qui m'ont dérangé, d'abord parce qu'à mes yeux ils étaient très graves, ensuite parce qu'ils ont été provoqués par des officiers des parachutistes. L'un était le capitaine XXX, l'autre un premier lieutenant, quand le capitaine était commandant de compagnie chez les paras. La plupart des plaintes nous sont parvenues à la fin, ils sont venus nous voir. Je vous parle d'une plainte qu'on a reçue un jour à l'entrée de Takua, où on n'était pas stationnés, c'est pour ça que c'est arrivé, parce qu'on n'était pas à l'entrée. Les soldats sont entrés sans rien nous dire, ce qui est contraire à la procédure. La plainte était incroyable : des soldats de Tsahal avaient attaché un Palestinien sur le capot de leur jeep et avaient traversé le village comme ça. La plainte paraissait insensée. On a interrogé le central d'opérations [palestinien], ils nous ont dit : « On va se renseigner et on revient vers vous. » Ça n'a pas pu se passer. On leur a dit : « Ça ne s'est jamais produit. » Ils nous ont répondu : « Si, il s'est passé quelque chose, renseignez-vous. » Ça n'avait pas de sens, mais une plainte comme ça, ça ne s'invente pas. On peut inventer une plainte sur un retard au checkpoint, mais là c'était tellement scandaleux qu'ils ne pouvaient pas l'avoir inventé. Mon commandant, un lieutenant-colonel et un autre officier se sont rendus sur place.

---

[25] Retenir les Palestiniens aux checkpoints par caprice.

Vous y étiez ?

J'étais au bureau de coordination du district [BCD], je participais à l'enquête, je connais le gars qui a fait ça et tout. Il a fini par avouer. On y est allés et on nous a répété qu'il ne s'était rien passé. On a mené l'enquête, interrogé les soldats. Apparemment, le capitaine s'était rendu à Takua, un village plutôt hostile – ils jetaient des pierres sur la jeep. Alors il a juste arrêté un Palestinien qui passait par là, la quarantaine, il l'a attaché sur le capot de la jeep et ils sont entrés dans le village avec le type ligoté sur le capot. Plus personne n'a jeté de pierres.

Un bouclier humain.

Oui. Mais pas seulement – un bouclier humain, c'est déjà assez grave –, c'était un bouclier humain ambulant. Attaché au capot de la jeep. Ils ont traversé le village comme ça, c'est horrible. D'ailleurs, cet officier... un mois plus tôt, on était entrés dans le même village, Takua, et il avait ordonné à ses soldats de se tenir au sommet d'une colline, à nouveau, le même capitaine. Je ne veux pas m'acharner contre lui personnellement, mais tous ces incidents sont écrits, documentés, il y a des témoins, un dossier au BCD, c'est passé dans les journaux, en tout cas l'histoire de la jeep. Il a avoué, il a été condamné à deux semaines de prison et déchu de son poste de commandement.

C'était quel bataillon ?

Je ne veux pas dire un nom au hasard. C'était un bataillon stationné à Betar Illit, je ne me rappelle pas lequel.

C'était quand ?

Au milieu de mon service, quelque chose comme mars, avril. Mais c'était un capitaine des paras, l'incident est passé dans les médias, dans les journaux. Je suis presque sûr que c'était le bataillon 101, mais je ne veux pas le dire juste pour parler. Je me rappelle que c'est avec eux que je travaillais le plus, ils étaient là la plupart du temps. Quoi qu'il en soit, un mois plus tôt, le même gars était allé à Takua. Il avait rassemblé tout le monde et avait dit : « Les gars, je place trois snipers au sommet de la colline et je gare la jeep en plein milieu du

village. » Il faut comprendre, ils allaient patrouiller à Takua, c'est légitime. Pour placer des véhicules et marquer notre présence. Mais ce qu'il essayait de faire, c'était pousser les [Palestiniens] à se rassembler et à jeter des cailloux. Il a dit : « Je ne réponds pas aux pierres. Quand il y aura suffisamment de monde, les soldats sur la colline leur tireront dans les jambes. » Les Palestiniens ne savaient pas qu'il y avait des soldats derrière eux qui leur tireraient dans les jambes. Ça a été évité seulement parce que j'étais là avec un autre officier, on les a empêchés. On l'a signalé, mais l'affaire a été étouffée. C'était épouvantable. Son seul but était d'attirer des enfants palestiniens, de leur couper les jambes. Affreux. C'est le même capitaine qui a dirigé l'incident dont nous parlons.

25. On agitait notre arme pour montrer au garçon quoi faire

UNITÉ : CORPS BLINDÉ

LIEU : BAKA EL-SHARKIA

ANNÉE : 2000

J'étais sur le front de Baka au tout début de l'Intifada – vraiment, une semaine vous voyiez un village plein de vie, rempli d'Israéliens qui faisaient leurs courses pour le Shabbat, et soudain tout bascule, l'endroit se transforme en ville fantôme, personne n'ose sortir de chez soi... On était généralement à un checkpoint, la rue principale du village mène aussi à Mevo Dotan et Hermesh[26], alors il fallait garder la route ouverte pour que [les colons] puissent aller et venir, et de temps en temps les Palestiniens laissaient des pneus brûler près du checkpoint. Ils ajoutaient tout ce qui leur tombait sous la main : pneus, meubles, n'importe quoi... ils faisaient un barrage... parfois plusieurs, à quelques centaines de mètres du checkpoint, pas trop grands, alors il fallait les enlever. La logique derrière tout ça était qu'on ne le ferait pas parce que c'était trop dangereux pour nous, parce qu'on ne pouvait

---

[26] Colonies israéliennes.

pas savoir s'il y avait des explosifs à l'intérieur ou si un sniper nous attendait sur l'une des collines... Donc la réponse logique était de prendre des gens au hasard dans la rue et de leur dire de le faire. On prenait toutes sortes de gens, selon qui se trouvait là sur le moment. Parfois, c'étaient des vieux, d'autres fois juste des passants... Un jour, on a pris un gamin, pas un grand, un garçon de dix ou douze ans, quelque chose comme ça, et on lui a expliqué ce qu'il devait faire en agitant le canon de notre arme, c'est-à-dire qu'on agitait notre arme pour lui montrer quoi faire. Ça a créé une situation... Il y a ce petit garçon, une jeep de patrouille et trois soldats qui braquent leur arme sur lui, il doit bouger le barrage, plusieurs barrages. Il travaille et il pleure... et il enlève les barrages, on avance en pointant nos armes, il passe au suivant, comme ça... Puis le commandant de la jeep décide qu'il y a peut-être quelque chose plus loin sur la route, ce qui n'a pas de sens parce que c'est la route pour quitter le village, alors c'est improbable, mais il insiste et dit qu'il y a peut-être un autre barrage plus loin, donc on l'emmène avec nous. Il n'y a pas de place pour le garçon dans la jeep, alors il le jette à l'arrière avec mon ami et moi, on a le gamin sur les jambes, notre équipement, nos grenades, il pleure tout le temps, étendu sur nous et notre matériel à nos pieds. Je sentais à travers son pantalon qu'il s'était pissé dessus de peur... Quand on est arrivés à dix kilomètres du village et qu'il est devenu clair que personne n'avait marché dix bornes avec des meubles pour faire un barrage, le commandant décide que ça suffit, on peut le faire descendre. Il arrête la jeep... il prend le gamin et le jette au bord de la route, le gamin pleure à nouveau, maintenant il a le pantalon mouillé et dix kilomètres à marcher pour rentrer, nous, on continue vers la colonie au bout de la route.

26. Tu pouvais faire ce que tu voulais, personne ne posait de questions

UNITÉ : PARACHUTISTES

LIEU : NAPLOUSE

ANNÉE : 2002

... Il y avait une autre mission avec un VTT, imposer le couvre-feu, tourner, aller où tu as envie. Détruire leurs rues, juste pour le plaisir...

Comment ça, détruire leurs rues ?

Quand le VTT passe, il détruit les rues.

Quoi, les voitures et tout ?

Parfois oui, parfois non. Parfois ils écrasent les voitures, parfois...

Pour les besoins de l'opération ?

Non, pas pour les besoins de l'opération.

Je veux dire, si vous voulez aller quelque part et qu'il y a une voiture sur le chemin, c'est pour les besoins de l'opération.

Non, non, par erreur... Tu ne vois pas que c'est trop étroit... et à l'époque on faisait ce qu'on voulait. On tirait... on restait au barrage routier, dans cette maison abandonnée, on voyait les gens arriver à un kilomètre, cinq ou six cents mètres. Ils ne peuvent pas t'entendre et tu n'as pas la force de leur crier de partir, tu n'as pas la force de leur parler, de les chasser. Alors tu essaies de les repousser d'une manière ou d'une autre pour qu'ils ne s'approchent pas trop. Donc qu'est-ce que tu fais ? Tu tires près d'eux.

À balles réelles ?

À balles réelles. À l'époque, on n'utilisait que des balles réelles. On est en ville, on tire sur tout ce qu'on veut. On tirait sur les lampadaires... on tirait à côté... on tirait des coups de semonce, en l'air – on n'avait pas besoin de l'autorisation d'un plus haut gradé que le commandant sur le terrain, rien. Ils te demandaient ce qui se passait par radio, la compagnie, le bataillon. Tu disais : « Hé, c'est moi, tout va bien. » Personne ne demandait jamais pourquoi, rien. À un moment, on était dans des Hummer, des Hummer blindés. On avait imposé un couvre-feu à une ville où personne ne le respectait vraiment. Alors on rentrait dans des voitures...

Je ne comprends pas.

Tu... Des voitures passent, puis le conducteur te voit, comprend qu'il doit faire demi-tour, qu'il n'a pas le droit de conduire. Alors il fait marche arrière, tu accélères, tu arrives sur lui. Avec ton Hummer blindé. Tu lui rentres dedans.

Ça vous est arrivé à vous, dans votre Hummer ?

J'étais dans un Hummer quand c'est arrivé.

Combien de fois ?

À moi personnellement, une seule fois. Et à part le sergent qui était avec moi dans le Hummer, personne n'était au courant.

Vous savez si ça arrivait souvent dans la compagnie ?

Pas ça exactement, mais tirer les gens de leur voiture pour les frapper, ça arrivait souvent, pour qu'ils comprennent qu'il y a un couvre-feu.

Comment ça, les frapper ?

Vous savez, quelques gifles, des coups de pied. « Viens là, tais-toi ! Qu'est-ce que tu fais ici, pourquoi... » Et puis : « Y'allah, casse-toi, rentre chez toi ! »

Vous savez si l'incident du Hummer s'est reproduit ?

Avec le Hummer ? Non.

Qui était présent lors de cet incident ?

On était dans un Hummer blindé. Quatre personnes : le commandant, le chauffeur, moi et un autre type. Je tiens à dire qua l'époque je n'avais commencé mon service que depuis huit ou neuf mois... Je n'avais pas conscience. Tout ça me paraissait normal. Avec tout ce qui se passe autour de toi, ça te paraît normal, tu n'as pas du tout conscience... On a descendu la colline, il est arrivé au carrefour, il a passé la marche arrière pour essayer de nous échapper.

C’est le sergent qui a donné l’ordre ?

Oui. « Poursuis-le, poursuis-le. » Le chauffeur n’a pas eu la moindre hésitation. Un chauffeur de la compagnie, un vrai soldat de combat. Et puis la voiture s’est retrouvée coincée, parce qu’il y a de la circulation en ville... nous, on arrivait en face et on a continué de rouler droit dessus.

Et donc le Hummer est passé sur la voiture ?

Il n’a pas écrasé la voiture. Il est monté sur le capot. Ensuite on a sauté du Hummer, on a sorti le gars. Je ne pense pas qu’il ait perdu sa voiture. Tu attrapes le type, tu le colles contre le mur, tu commences à... et puis le chauffeur de la voiture derrière s'est approché. C’était un photographe. Il a aussitôt commencé à prendre des photos. Mon sergent s’est énervé, il a pris sa pellicule et ses papiers.

Quel genre de photographe ? Étranger ?

Non, arabe. Mais ouais, il a pris sa carte de presse. Et sa pellicule. Personne n’a su, personne... Il n’y a pas eu de débriefing après la mission, tu ne... C’était une époque... comme le Far West. Tu pouvais faire ce que tu voulais, personne ne te posait la moindre question, rien.

Et dans ce cas précis, vous n’avez rien dit au sergent, comme : « Vous savez, ce truc avec la voiture... ce n’est pas juste... et... » ?

Non, je ne comprenais pas que je faisais quelque chose de mal. Je veux dire, tu n’as pas conscience. Je... Je ne sais pas. Ça paraît idiot, mais tu ne sais pas que ce que tu fais est mal. Seulement plus tard, peut-être au bout de deux ans, une fois que tu es officier, que tu commences à grandir un peu, à te calmer. Tu commences à réaliser ce que tu as fait. Je ne dis pas que c’est moi qui ai... mais j'ai vu mon ami les aligner contre le mur, ces gens de trente, quarante ans, sans... J’ai dit : « Allez », mais ça ne l’a pas alerté. J’ai dit : « Cette situation pue », c’est tout. Tourner dans la ville sans rien faire, en criant. Des fois on avait la police des frontières avec nous, en jeep. Juste comme ça. Ils s’arrêtaient, voyaient un magasin ouvert et frappaient tout le monde. Juste pour qu’ils se lèvent. C’était incroyable, je me rappelle. On s’est arrêtés devant un magasin ouvert pendant le couvre-feu. Tout de suite,

les gars de la police des frontières, le commandant ouvre sa portière et aligne tout le monde... Ils disent, « Qu'est-ce que tu... » et paf, paf, deux claques, rentre chez toi. Comme ça. Onze personnes ! Deux gifles.

27. Ils lui ont jeté une grenade, puis ils lui ont tiré une balle dans la tête

UNITÉ : PARACHUTISTES

LIEU : NAPLOUSE

ANNÉE : 2002-2003

Pendant le ramadan 2002 ou 2003, c'était à un moment pendant le ramadan, on est allés faire une arrestation. Il y avait les règles d'engagement habituelles pour l'arrestation d'un suspect.

Qui les a fixées ?

Le commandant de compagnie, pendant le briefing. Ça dépend de son humeur. Le commandant de brigade du secteur donne les ordres pour ouvrir le feu. Il a une ou deux procédures de combat et il donne l'ordre d'ouvrir le feu quand il le juge opportun. Parfois c'est le... dans le meilleur des cas, c'est le commandant de brigade. Quand la situation est plus urgente, c'est le commandant de bataillon. C'est lui qui décide. Il n'y a pas de procédure claire concernant les ordres d'ouvrir le feu.

Mais quels étaient les ordres pour ouvrir le feu lors de cet incident particulier ?

Les règles d'engagement pour l'arrestation d'un suspect. La procédure d'arrestation est : « Stop, arrêtez ou je tire », tirer en l'air, bla-bla-bla... On ne l'utilise jamais pendant les opérations. La procédure d'arrestation d'un suspect est la même qu'une arrestation expéditive, c'est-à-dire : « Waqf-stop », boum. S'il ne s'arrête pas les mains en l'air dès que tu cries « waqf», tu tires pour tuer.

C’est-à-dire que vous ne lui tirez pas dans les jambes ? Vous ne tirez pas en l’air ?

Stop, boum. Et souvent, le stop est juste pour le protocole.

Boum, stop ?

Quelque chose comme ça. En gros, on est venus faire une arrestation pendant le ramadan. Il y avait une certaine confusion — l'une des équipes n'était pas à la bonne position, ce qu’on a su seulement après, lors du débriefing. Quand on fait une arrestation, plusieurs équipes encerclent la maison et une équipe opérationnelle entre. L'équipe opérationnelle a repéré un homme dans la ruelle, il tenait quelque chose à la main. Ils ont crié « waqf». L’homme s’est mis à courir, alors ils ont ouvert le feu sur lui et l’ont poursuivi. L’homme s’est enfui dans la ruelle où l’équipe avait pris une mauvaise position, et en gros on s’est retrouvés en situation de feu ami, où l’équipe qui poursuivait l’homme et lui tirait dessus tirait en réalité vers une autre équipe. Cette autre équipe a cru qu’on les attaquait, ils ont vu une silhouette, ont tiré dessus, sur ce type. Ils l’ont descendu. Ensuite, ils ont vérifié qu’il était mort avec des grenades.

Où étiez-vous quand ils lui ont tiré dessus ?

J’étais dans une autre équipe.

Et vous savez tout cela par le débriefing et parce que vous en avez parlé ensuite avec ceux de votre groupe ?

Oui. En plus, je n’étais qu’à quelques mètres de là. Je ne l’ai pas vu de mes yeux, je surveillais le coin de la maison, mais l’incident a eu lieu quand j’étais là.

Ils lui ont tiré dessus par erreur parce qu’ils croyaient...

Qu’on leur tirait dessus. Et ils ont vu quelque chose dans sa main, ils avaient peur que ce soient des explosifs. Ils lui ont tiré dessus puis ont vérifié qu’il était mort.

Qui a vérifié ?

Des gars de l'équipe, selon la procédure de vérification qu'ils connaissent – ils ont jeté une grenade et lui ont tiré une balle dans la tête. Il s'est trouvé que le type tenait un tambour. Plus tard, on a appris qu'il y a une tradition pendant le ramadan : à quatre heures du matin, les gens sortent et frappent sur un tambour pour réveiller tout le monde pour le petit déjeuner, avant le jeûne. On ne savait pas. Si on avait su, si quelqu'un avait su, vous voyez ? Ce n'est pas juste que nous ne savions pas, nous, simples soldats, mais personne d'autre dans la section ne le savait. Personne de Tsahal n'a pris la peine de nous dire que pendant le ramadan, à telle et telle heure, les gens se promènent avec quelque chose à la main, un tambour, et que peut-être il faut assouplir un peu les règles d'engagement, peut-être qu'il faut être plus prudent. Personne n'a pris la peine de nous le dire et à cause de ça cet homme est mort. Par ignorance.

28. Le commandant a dit : « Je veux des cadavres criblés de balles »

UNITÉ : BRIGADE GOLANI

LIEU : GÉNÉRAL

ANNÉE : 2003-2004

On avait un commandant dans l'unité qui disait ces mots, c'est horrible, il nous disait : « Des cadavres, voilà ce que je veux. »

Vous vous rappelez un cas précis où il l'a dit ?

Je me rappelle dix cas, dix... Dès son premier discours, avec ces mots-là, il a dit : « Je veux des cadavres criblés de balles. » C'était juste affreux. Plus tard, je l'ai rencontré en dehors de l'armée, chez un ami qui avait été blessé. II a dit : « Oui, on a tué vingt-huit personnes. Mais ce ne sont pas des personnes, ce sont des terroristes, ça va. » Oublions qu'il y a aussi eu des erreurs, mettons ça de côté, on parlera des erreurs plus tard, pas trop dans cette région, mais mettons ça de côté. C'est ce qu'il voulait. C'est ce qu'il disait qu'on devait faire. Avant de partir pour une mission importante, il disait : « Je veux des

corps criblés de balles. » Et bien sûr, si on revenait après avoir tué quelqu'un, il était content. C'était comme ça.

Comment l'exprimait-il ?

En disant « Bon boulot » quand on revenait d'une opération où on avait tué quelqu'un.

29. Le commandant de division a dit : « Vous êtes classés selon le nombre de personnes que vous tuez »

UNITÉ : PARACHUTISTES

LIEU : NAPLOUSE

ANNÉE : 2007

Quel genre de missions avez-vous menées pendant cette période ?

Pendant cette période, ça changeait. Je trouve important de préciser, je me rappelle quand je me suis engagé dans une unité de patrouille, le raisonnement était – j'entendais toujours des amis dire ça – que la patrouille, la différence entre une unité de patrouille et un bataillon, c'est que la patrouille fait des arrestations. On part arrêter des gens et tout, alors j'ai dit OK, ça a l'air intéressant, allons-y, je n'ai pas envie de rester sur un checkpoint, allons faire des arrestations. À un moment, pendant mon service, il y a eu un changement inconscient et les unités sont devenues plus extrêmes. Ce que j'entends par « l'unité n'était plus notée en fonction du nombre d'arrestations »? On a eu une discussion avec un commandant de division quand on est arrivés à la brigade centrale de Samarie. Il a dit : « Vous n'êtes pas classés en fonction des arrestations – vous êtes classés selon le nombre de personnes que vous tuez. »

Qui vous a dit ça ?

Le commandant de division. L'homme le plus important, au-dessus du commandant de brigade.

Quel commandant de division, celui de Cisjordanie ?

Le commandant de division de... Je ne sais même pas comment c’est divisé. Probablement la Cisjordanie.

Vous vous rappelez quel commandant c’était ?

Non... C’était quand j’étais sergent, après la fin de mon entraînement. C'était en 2007. Il a clairement dit : « C’est comme ça que vous serez classés. Avec des X. Tous les soirs, je veux que vous cherchiez le contact, c’est comme ça que vous serez évalués. » C’est aussi comme ça qu’étaient classés les commandants de compagnie. À ce moment-là, j’ai compris que pour réussir il fallait lui apporter des cadavres... Inutile de lui ramener des prisonniers. « Les arrestations, c’est de la routine. C'est pour les bataillons, les arrestations. Vous êtes le fer de lance, l’armée a investi des années sur vous, maintenant je veux que vous me rameniez des terroristes morts. » Je pense que c’est ça qui nous motivait. On sortait nuit après nuit, on appelait une riposte, on entrait dans les ruelles qu’on savait être dangereuses. Il y avait des arrestations, toutes sortes d’arrestations. Mais le clou de la soirée consistait à appeler une riposte, à créer des situations où ils nous tiraient dessus. Il y avait de « mauvais » Arabes, ceux qui ne nous tiraient pas dessus. En général, on sortait la nuit, on menait une mission, on tentait d’exploiter les capacités de chacun, on entrait dans une maison, bien sûr toutes ces maisons appartenaient à des gens qui n’avaient rien à voir avec quoi que ce soit, vous voyez, même moi je dis ça maintenant. Des innocents. « Entrez dans la maison, faites ça, on va essayer d’attirer... » On était une nouvelle équipe dans l’unité de patrouille. Ils essayaient vraiment... Il voulait vraiment qu’on... que les snipers tuent. Il était tout feu, tout flamme. « On s’occupe de tout, vous restez sur la brèche et on attirera des hommes armés sur les toits. » C’était le but. C’est une situation complètement folle, quand tu te retrouves dedans, c’est difficile à expliquer. Tu regardes dans les jumelles, tu cherches quelqu’un à tuer. C’est ce que tu as envie de faire. Tu veux le tuer. Est-ce que tu veux vraiment le tuer ? C’est ton boulot. Tu cherches avec tes jumelles et tu commences à t’embrouiller. Est-ce que j’ai envie ? Est-ce que je n’ai pas envie ? Peut-être que je veux qu’ils ratent leur coup. Et je me tiens à côté d’eux, je dis : « Allez », mais je prie pour qu’ils ratent. Qu’ils les

manquent et ne les tuent pas. Je ne voulais pas qu'ils tuent un homme.

Ils ont raté ?

Ils ont raté. Il a été blessé. Mais ils ont raté...

Et quand vous cherchiez à attirer des coups de feu, vous en receviez ?

Ouais.

Que se passait-il ensuite ?

D'abord, tout dépend à quel point tu en es. Le temps qu'on passe à l'intérieur d'une maison est très court.

Au fait, en ce qui concerne la riposte à des tirs, quand vous parlez d'identifier la source des coups de feu, vous voulez dire que vous voyez un homme armé sur un toit ou à la fenêtre d'un appartement, ou bien est-ce que ça signifie que vous tirez sur une maison quand vous savez que quelqu'un a fait feu depuis une fenêtre ? Quel est le degré de précision ?

Non, je ne pense pas qu'il y ait eu de situation où ils ont arrosé une maison d'où on avait reçu des coups de feu. On ne faisait pas des choses comme ça. Par contre, ils faisaient tout leur possible pour appeler les coups de feu. La situation, le but était... vous savez, vous entrez dans leur quartier. Votre but est de les faire sortir, qu'ils sortent pour qu'on puisse les tuer. Si tu vois un reflet, on discute, est-ce qu'un reflet suffit ? Oui. Un reflet suffit s'il vient d'une fenêtre. Il y a toutes sortes de subtilités, je ne me rappelle plus, si tu identifies une silhouette, tu as le droit, si tu vois un reflet puis une silhouette, tu as le droit – tout pour autoriser ce qui est interdit. En gros, on faisait tout pour provoquer une riposte. Le plus souvent, on n'était pas particulièrement en mission, on se faisait tirer dessus par hasard. Il arrivait souvent qu'on parte pour une fouille et si on nous tirait dessus en chemin, on laissait tout tomber pour chercher le tireur, parce que là, on a quelqu'un avec une arme, pourquoi chercher plus loin ? Le commandant de compagnie précédent n'était peut-être pas un saint, mais quand il s'était fixé un objectif, on y allait. Mais peut-être qu'il y a eu

un changement conceptuel dans l'armée, je ne sais pas comment c'est maintenant. L'ancien commandant était concentré sur sa mission, s'il y avait des tirs périphériques, tant pis, il fallait les ignorer et continuer la mission. Quand j'ai fini avec lui, l'autre était... c'est ce qui l'attirait. Il se laissait attirer par les coups de feu et faisait tout pour y répondre.

30. On a seulement tué quatre enfants

UNITÉ : PARACHUTISTES

LIEU : NAPLOUSE

ANNÉE : 2003-2004

On était stationnés à la brigade régionale et à chaque fois on entrait en ville pour des embuscades.

Quand vous dites « à chaque fois », vous voulez dire...

Quelque chose comme quatre ou cinq fois par semaine. Arrestations, veuves de paille, stratégies de diversion.

Combien de X a la compagnie ?

Euh... onze armés, je crois. Et quelque chose comme quatre ou cinq gamins.

Quatre ou cinq gamins ?

À un moment, ils nous ont dit que puisqu'on n'avait descendu que quatre enfants, ils allaient confier des missions à notre compagnie parce qu'on était connus pour ne pas toucher les civils.

Qui vous a dit ça ?

Le commandant de compagnie a dit que c'était le commandant de brigade. On nous confiait certains boulots parce qu'on savait être sélectifs et qu'on ne faisait pas de mal aux innocents.

Et ce n'était « que » quatre enfants...

Que quatre enfants...

Quand ont été tués les enfants ?

Entre décembre et mai.

Entre décembre et mai – quatre enfants.

C'est une compagnie de soixante hommes qui savent faire la distinction entre... Il y a eu une opération, « Eaux calmes », qui a duré deux semaines et demie, toute la brigade est entrée à Balata. À chaque fois, on restait quelques jours. On entrait, on repartait. À mon avis, rien que pendant notre séjour là-bas, notre brigade a descendu plein de civils. Ensuite, en lisant les journaux, j'apprenais qu'un vieil homme avait été tué. On n'en avait pas du tout conscience. Ils ne nous disaient pas qu'une unité voisine avait tué quelqu'un. « Un vieil homme et quatre enfants ont été tués à Balata, car ils se trouvaient dans la zone de combats. » Maintenant, imaginez-vous là-bas, vous savez ce que c'est qu'une zone de combats.

Qu'est-ce qu'une zone de combats ?

Je ne sais pas. D'après les journaux, Balata est une zone de combats. Il n'y a pas eu tant d'incidents là-bas. Mais c'est une zone de combats... Je ne sais pas... Les soldats tirent, alors ça devient une zone de combats.

31. Ils détruisaient délibérément leur maison

UNITÉ : CORPS DU GÉNIE

LIEU : RÉGION DE BETHLÉEM

ANNÉE : 2001

La vérité, c'est que la brigade Shimshon a fait les pires choses que j'ai vues. Cette maison dont ils ont détruit un mur, ils sont devenus fous, ils l'ont pillée...

Comment ça, « pillée » ?

Ils... par exemple, ils ont chié sur les... ils ont chié sur les canapés, ils ont volé.

Ils ont chié sur les canapés ?

Chié sur les canapés avant de partir, juste comme ça. Ils ont volé des costumes, ils ont piqué tous les costumes dans le placard.

Vous avez vu ça ?

J'y étais. J'ai quitté la maison avec eux.

Ils ont juste mis un costume dans un sac à dos ?

Non, ils les jetaient dans le VTT.

OK.

Ils laissaient derrière eux une maison entièrement détruite, délibérément. Ils retournaient la maison, par exemple, quand... quand la famille est enfermée dans une pièce... ils mettent tout sens dessus dessous... Et puis ils... leurs procédures d'arrestations étaient très, très violentes...

Comment ça ? Donnez-moi un exemple précis.

On a croisé des... les unités étaient séparées pendant un moment, on arrivait d'un endroit et ils étaient coincés avec, avec le tank dans une ruelle, ils ne pouvaient pas sortir... Donc ils étaient avec le tank et il y avait quelque chose comme quatre voitures devant eux qui les bloquaient, et un porche. L'entrée d'une maison, une vieille maison arabe, et ils ont avancé avec le... ils ont écrasé les voitures avec le tank. Bien sûr, ils auraient pu sortir en faisant marche arrière mais... ils ont décidé qu'ils devaient faire demi-tour et ils ont arraché toute l'entrée de la maison avec l'arrière du tank. Ils ont à moitié démoli la maison avec le tank, puis ils sont partis. Et dire que... Quand je suis arrivé, ils avaient arrêté des gens, il y avait, on rassemblait tout le monde et les hommes devaient venir à... avant qu'on entre dans la Mukata'a[27], le quartier commerçant, ils annonçaient que tous les hommes devaient se rendre quelque part pour être contrôlés, puis on entrait dans la Mukata'a, après quoi ils étaient autorisés à revenir. Quand ils ras-

---

[27] Les bureaux administratifs de l'Autorité palestinienne.

semblaient tous ces hommes, ils... ils les faisaient déshabiller... ils les mettaient tout nus. Si quelqu'un hésitait un peu, ils commençaient à le frapper, à le pousser, à le taper, à tirer en l'air... des trucs comme ça. Ensuite, ils relâchaient les hommes. Ces gens sont venus, on leur a dit de venir et ils sont venus volontairement. Et puis, quand on est entrés dans la Mukata'a, c'était censé être comme le commandant de la Shimshon avait défini la mission pendant le briefing, il avait dit : « Certains d'entre vous ne reviendront pas », juste comme ça. « Certains ne reviendront pas, il y aura des combats acharnés. » Quand on est entrés, ils ne nous ont pas tiré dessus une seule fois, mais les gars du Shimshon mitraillaient partout, de peur. Avec les... ils se conduisaient comme s'ils étaient dans leur VTT.

32. On entre chez des innocents. Tous les jours, tout le temps

UNITÉ : RENSEIGNEMENTS SUR LE TERRAIN

LIEU : GÉNÉRAL

ANNÉE : 2004-2006

La chose qui m'a choqué, qui m'a vraiment marqué, c'est que chaque jour, tu pars en mission et tu entres dans des maisons et c'est juste... chez des familles... Et on a cette famille qui ne... ils n'avaient même pas de salle de bains – c'était choquant. C'est pour ça que... que ça me pèse vraiment. Parce que j'ai l'impression de... Par exemple, ce type, il ramasse des œufs et il les vend, c'est son travail. Personne d'autre, sa femme ne travaille pas, elle est à la maison avec les enfants. Le jour où il prévoit de faire sortir les poulets... J'avais quelqu'un dans mon équipe qui parlait arabe, alors on pouvait communiquer un peu. Alors tu te prends la tête entre les mains et tu te dis : « Voilà, je l'ai empêché de gagner sa vie aujourd'hui. » Voilà. C'est ce que je me suis dit, j'ai compris ce qui se passait, parce que voilà ce qu'on fait : on entre chez des innocents. Tous les jours, tout le temps.

Certains diront qu'ils ne sont pas innocents, qu'ils cachent

peut-être quelque chose.

Bien sûr. Non, certains diraient même que c'est bien de le faire, même s'ils sont innocents, que la mission est sacrée, OK ? Comme s'il n'y avait pas de problème, ils vous diront qu'il n'y a aucun problème éthique dans ce que vous êtes en train de faire. Tu n'entaches pas la pureté des armes[28], tu ne les frappes pas. S'ils résistent, tu as le droit de t'en prendre à eux, de réagir ou ce que tu veux, donc il n'y a aucun problème en matière de punition. Tout va bien, c'est pour le bien de la mission, ça justifie les moyens, c'est tout. Mais sur le terrain, quand tu regardes toute la période, ce n'est pas toujours le cas, la plupart des missions ne sont pas pleinement réfléchies. Beaucoup n'étaient pas très utiles, ou bien on nous envoyait alors que les renseignements étaient si maigres qu'il aurait peut-être mieux valu laisser tomber. En gros, pour finir, la famille s'est fait avoir et c'est tout, c'est ce qui s'est passé pendant cette mission. Et ce n'est pas arrivé... ça se produisait la plupart du temps. Mettons que dans 95 % des cas, le but était de faire du mal à la famille puis de repartir.

Intentionnellement ?

En pratique, c'est ce qui se passait. Alors tu commences à réfléchir. OK, mais tu ne peux pas vraiment savoir. Par expérience, je peux dire quelles opérations étaient un succès – celles pour lesquelles on disposait de renseignements très clairs, précis et où on faisait le travail avec tout le réseau de renseignements, c'est-à-dire le Shin Bet et tout. C'étaient les seuls succès. Mais peut-être qu'il y a... l'armée a toujours toutes sortes de... je veux dire, même si tu n'en as pas conscience, il y a d'autres ramifications. La présence de l'armée, toujours la question de la présence, qui a des implications pour les objectifs de l'armée et ses grosses missions.

---

[28] La pureté des armes (la moralité dans la guerre) est l'une des valeurs affirmées dans la doctrine éthique officielle de Tsahal : « Les soldats de Tsahal n'utiliseront pas leurs armes et la force pour porter atteinte à des êtres humains qui ne sont ni des combattants ni des prisonniers de guerre, et feront tout pour éviter de porter atteinte à leur vie, leur corps, leur dignité et leurs biens. »

33. Grenades incapacitantes dans des lieux centraux

UNITÉ : SHALDAG, ÉQUIPE SPÉCIALE AIR-SOL

LIEU : GÉNÉRAL

ANNÉE : 2002-2004

Je tiens à faire remarquer que, pour moi, les pires moments sont ceux de la routine, les choses que j'ai le privilège de faire quotidiennement et contre lesquelles je deviens immunisé. Ce sont ces choses, celles qu'on fait chaque jour, qui m'affectent le plus.

Donnez-moi un exemple.

Je peux vous dire que les missions ciblées, compliquées, difficiles, pour tuer quelqu'un, je peux vous dire qu'elles paraissent bien plus raisonnables parce que tu sais qui sont les gens. Mais les missions que j'ai menées parce que quelque chose est arrivé dans mon secteur et qu'ils avaient besoin de renforts, que notre unité était appelée à la rescousse, alors on y allait et on menait les actions de routine – c'est là que je suis tombé sur des trucs vraiment durs... en particulier le déni de liberté, le déni des droits de l'homme les plus fondamentaux sans raison, parce que ces gens ne sont pas des terroristes, c'est ce qui me touchait le plus. Il existe des tas d'exemples. Tellement que je ne... des exemples où j'ai aidé des patrouilles violentes.

Qu'est-ce qu'une patrouille violente ?

Une patrouille violente, c'est une patrouille qu'on mène de manière à ce qu'ils sachent que tu es là, pour marquer ta présence. Tu te mets soudain à crier à tout le monde de ne pas rester dehors. Tu marques ta présence.

En réponse à quelque chose ?

Non... Soit en réponse à quelque chose, soit parce qu'on craint que quelque chose arrive – j'espère qu'ils craignaient quelque chose – et tu y vas.

Comment ça, « vous espérez » ? Vous n'étiez pas un sous-officier quelconque, vous avez été capitaine d'armée pendant trois ans.

Je ne sais pas si quelqu'un en particulier devait se trouver dans ce village, mais c'est possible...

Il est possible que le commandant de la brigade régionale l'ait su?

Peut-être. Je n'avais pas accès à ce genre de renseignement. Peut-être que le commandant de la brigade régionale le savait et a envoyé une patrouille violente.

Que faites-vous lors d'une patrouille violente ? OK, vous criez. Êtes-vous vraiment violent ? Vous frappez des gens ? Vous jetez des grenades incapacitantes ? Vous tirez en l'air ?

On jette des grenades incapacitantes, oui.

Vous les jetez où ?

Dans des lieux centraux.

Vous voulez dire que vous arrivez dans un centre commercial, vous criez à tout le monde de rentrer chez soi, s'ils courent tant mieux, sinon, ou si vous trouvez qu'ils ne se dépêchent pas assez, vous jetez des grenades incapacitantes ?

Oui, oui.

En pleine journée ?

En pleine journée.

Parfois sans aucun rapport avec ce qui se passe dans le secteur ?

J'espère qu'il y a un rapport, mais...

Pas que vous sachiez.

Pas que je sache.

34. Entrer joyeusement avec des grenades incapacitantes

UNITÉ : BRIGADE NAHAL

LIEU : HÉBRON

ANNÉE : 2003

Vous êtes sergent de section ?

Oui.

Vous êtes censé connaître les missions et leurs objectifs, savoir pourquoi vous les menez.

Exactement. À Hébron, nos missions consistaient principalement à protéger la colonie juive. C'étaient nos missions, soit escorter les colons quand ils allaient prier au tombeau des Patriarches, soit se promener dans la ville. En y repensant, la vie [des Palestiniens], tu en fais un cauchemar si tu mènes une guerre de l'information.

Une guerre de l'information ?

Exactement. Faire du bruit.

Qu'est-ce que la guerre de l'information ?

Leur faire savoir que l'armée est là. Même s'il n'y a pas d'armée, leur donner le sentiment qu'elle est là. Il peut s'agir de faire du bruit la nuit, de jeter des grenades incapacitantes ou d'entrer dans un quartier en pleine nuit, dans une maison, entrer joyeusement, par exemple avec une grenade incapacitante, fouiller la maison puis repartir.

Comment choisissez-vous la maison ?

Comment on choisit la maison ? Ça pouvait être n'importe laquelle, une maison près de ton poste, tu le fais pour effrayer les habitants. Peut-être que tu penses qu'ils représentent un danger potentiel parce qu'ils sont si près du poste. En gros, ce sont des innocents. Voilà, tous les jours il y a des patrouilles à pied où tu te promènes dans la ville, tu entres dans des maisons, n'importe lesquelles, sans raison, juste parce que... Non, il n'y a aucun rapport sur cette maison. Tu

entres, tu jettes un coup d'œil, tu repars. Dès que tu entres, tu vas te détendre parce qu'il n'y a aucun autre endroit pour le faire. Tu ne peux pas t'asseoir sur un banc dehors pour te détendre.

C'est la nuit ? Le jour ?

Ça peut être la nuit comme le jour.

Pourriez-vous décrire un exemple précis dont vous vous souvenez?

Un exemple précis ? Tu entres dans une maison dans le but de trouver quelque chose de suspect, tu ne sais pas exactement quoi. Tu mets tout le monde dans une pièce. Généralement, ils cachent leur argent dans un placard. Ils n'ont pas... ils ne le mettent pas à la banque ou ailleurs. Ils le cachent dans leurs placards. Pour éviter les pillages, etc., on plaçait généralement la famille dans la pièce avec l'argent, pour qu'ils ne viennent pas dire ensuite qu'on l'avait volé. Voilà, on commence à fouiller les pièces. On retourne tout, on fouille, on inspecte juste comme ça... les gars prennent aussi des trucs.

Vous vous rappelez avoir assisté à un pillage ?

Quand je commandais une mission, je ne laissais pas faire. Même s'il y avait des soldats qui disaient : « Prenons ci, prenons ça. » Je refusais.

Mais vous avez vu quelque chose dans la compagnie ? De l'équipement ? Des petites choses ?

De l'équipement, des petites choses. Des cannes, toutes sortes de drapeaux, vous savez, le Mouvement islamique, toutes sortes de photos. Je n'ai pas vu de pillage sérieux dans ma compagnie. Mais j'ai entendu beaucoup d'histoires de pillages et ça ne me surprend pas.

Revenons à la fouille. Tout le monde est dans une pièce et vous fouillez Comment laissez-vous la maison ?

Tu la laisses... tu essaies de la laisser comme on la laissait. Vous savez, les soldats puent, ils arrivent, s'assoient sur le canapé, le salissent mais quand même c'est... quand même. Encore une fois, je ne

sais pas ce qui se passait dans d'autres patrouilles, je parle de la mienne. On essayait de remettre la maison comme elle était. Mais il peut arriver que pendant une action d'observation, tu arrives d'un coup, tu atterris chez une famille innocente, tu débarques dans leurs vies, tu t'installes chez eux.

Pendant combien de temps ?

Combien de temps ? Ça peut durer un mois, deux mois, deux semaines.

Et pendant ce temps, où est la famille ?

La famille ? Je ne sais pas, pas dans la maison. Je ne sais pas, ils s'arrangent avec eux, je ne sais pas exactement ce qu'ils en font. On entre dans la maison quand elle est vide. Qui sait ce qu'ils font d'eux, je n'en sais rien.

Vous n'avez jamais posé la question ?

Non. Sur le moment, ce n'est pas intéressant. C'est ça, tu es juste là, tu transformes la maison en une sorte de poste. Filets de camouflage et tout. Tu essaies de ne pas utiliser la salle de bains et tout.

Ne pas utiliser la salle de bains ? Alors, vous l'utilisez ou non ?

On l'utilise, bien sûr. Une patrouille peut durer quatre heures, huit heures. Bien sûr, quand je commandais, je prenais les décisions. Généralement, tu sors dans la zone autour du poste, tu essaies de ne pas aller toujours dans la même zone, tu vas juste de maison en maison. Encore une fois, tu ne sais pas ce que tu cherches. Entrer dans une maison, c'est plutôt un avertissement. Voilà toute la procédure dont on parlait pour entrer dans les maisons. Tu termines, tu t'en vas, si tu veux, tu restes te reposer une demi-heure, puis tu continues. Voilà. Quelle que soit la durée de ta mission, c'est ce que tu fais.

35. Ils sont venus, ils ont posé des explosifs, ils ont fait sauter la maison

UNITÉ : COMMANDEMENT CENTRAL

LIEU : RÉGION DE BETHLÉEM

ANNÉE : 2002-2003

Vous aviez des ordres pour prendre les photos depuis un certain angle ? Pour ne pas photographier certaines choses ?

On n'avait pas l'ordre de ne pas photographier quelque chose, rien de ce genre. Au contraire, le but était de ne rien ignorer, de tout photographier et si quelque chose n'allait pas, de le signaler aux responsables. Bien sûr, on ne faisait rien circuler à l'extérieur. Dans les cas où ça lui profitait, l'armée utilisait les clichés, par exemple quand elle ouvrait un checkpoint ou assouplissait les restrictions sur les transferts de marchandises, des choses comme ça. J'étais le seul photographe de l'unité. On était censés être six, mais il s'est passé quelque chose avec le porte-parole de Tsahal, une question politique dans l'armée a empêché les cinq autres de venir. Ils ont commencé à six l'année avant mon arrivée. Leur nombre a diminué progressivement. Quand je suis arrivé, j'ai remplacé quelqu'un qui quittait l'armée. Il y avait quelques assistants, des rédacteurs responsables de gérer mes photos et les officiers. J'étais photographe. Je sortais essentiellement la nuit avec les unités pour documenter les opérations.

Qui décidait où vous alliez ?

Les officiers. L'officier était un major, il y avait aussi un sous-officier. Ce qui me reste le plus en mémoire de cette période, c'est quand ils ont commencé l'opération – je crois qu'elle s'appelait « Changement d'adresse » ou quelque chose comme ça. Ils faisaient sauter la maison de gens soupçonnés d'activités terroristes.

Qui employait cette expression ? Vous ?

C'est comme ça qu'ils appelaient l'opération. C'est comme ça qu'ils appelaient ce genre d'intervention. Opération « Changement

d’adresse » – faire sauter une maison. Au début, c’étaient des gens qui menaient des activités terroristes. Ensuite, c’était : « C’est son oncle », « C’est le frère de quelqu’un qui le connaît... » toutes sortes de rapports lointains comme ça. C’est devenu de plus en plus acceptable avec le temps. En gros, ça résume tout. Au tout début, quand ça a commencé, ça se passait à peu près toujours pareil. Une unité entrait. Un bataillon différent à chaque fois. Ils sécurisaient le périmètre, éloignaient les gens. S’il y avait des hommes, ils étaient arrêtés. Il y avait toujours des agents du Shin Bet avec l’unité, je crois, quelqu’un de l’administration civile et quelqu’un du gouvernement, qui était responsable. Pour les quelques maisons qu’on faisait exploser, il fallait une permission explicite du ministère de la Défense. J’ai oublié la position exacte. Une autorisation par téléphone à trois heures, trois heures et demie du matin. Ils appelaient, recevaient le feu vert. Parfois, on évacuait la maison un quart d’heure avant, selon l’amabilité de l’officier – parfois cinq minutes, parfois une demi-heure. On ne parle pas de cabanes en tôle. C’étaient des maisons, avec tout ce qu’elles contiennent, canapés, appareils électroniques, réfrigérateurs, albums photo... Dans la plupart des cas, le délai était d’environ quinze minutes, et là encore, les femmes, les enfants... À partir du moment où l’officier arrive, ils ont quinze minutes pour évacuer...

Pendant ce temps, les soldats du génie commencent déjà à placer les explosifs pendant que les résidents évacuent. Ils se rapprochent, forment un cercle autour de la maison pour éviter les blessures, puis dès qu’ils reçoivent l’accord, le moment peut être repoussé une heure ou deux, le temps qu’ils aient l’autorisation, apparemment pour des raisons politiques, puis ils démolissent la maison. Une fois la maison détruite, il y a une dernière fouille pour s’assurer qu’il n’y a rien d’inhabituel, puis ils évacuent la zone en cinq minutes. Il y a beaucoup d’opérations comme ça. Avec le temps, au bout de quelques mois, ils ont arrêté d’appeler le conseiller juridique ou je ne sais qui. Il a commencé à se passer des choses, il y a eu des réactions des médias, c’est devenu de plus en plus fréquent et à un moment il n’y avait même plus besoin d’accord – ils venaient, posaient les explosifs, faisaient sauter la maison, puis on repartait.

Combien d'incidents de ce type y a-t-il eus ?

Des dizaines, beaucoup. Dans des villages... à Bethléem, Beit Jala, partout.

Quelle était la procédure pour évacuer les maisons adjacentes ? Ou bien vous n'évacuiez que la maison concernée ?

Je me rappelle plusieurs cas où d'autres maisons étaient vraiment proches, juste à côté. Mais ça n'a jamais empêché de faire sauter une maison. Je pense que le corps du génie essayait de ne détruire que la maison concernée dans la mesure du possible, les ordres étaient d'éviter la destruction d'autres maisons parce que sinon il y aurait des procès contre l'armée s'il y avait des dégâts collatéraux. Ça faisait partie de mon boulot, photographier la zone après, mais c'était rare, parce qu'on s'en allait très vite.

Quel genre de photos rameniez-vous d'interventions comme celle-là ?

Des photos de l'entrée, l'entrée de la maison, la discussion entre l'officier et les soldats, l'évacuation des habitants, de l'équipement de la maison.

Sur vidéo ?

Vidéo et photos. La mise en place des explosifs. Ensuite, tu te recules pour te mettre en sécurité. La démolition, l'explosion même. Dès qu'il se passe quelque chose, je filme.

Et que faites-vous des images ? Par exemple, celles de l'explosion ?

Des images comme celles-là finissent sur des ordinateurs, dans les bureaux. Ils choisissent six photos. Une de l'explosion, une... chaque photo a un titre : « officier de l'unité », « l'officier prépare les résidents pour l'évacuation », « l'officier autorise les résidents à emporter leurs affaires ». Peu importe s'il ne s'agit que d'un dixième de leurs affaires.

Des familles ont-elles déjà demandé plus de temps ?

Il y a eu des cas comme ça, je ne me rappelle pas exactement, ça dépendait vraiment des officiers. Parfois, ils donnaient l'ordre puis on ne les revoyait plus. Au bout de quinze minutes, ils contrôlent tout par radio. D'autres fois, les officiers étaient présents, il y a eu une fois où quatre soldats ont porté une vieille femme sur leurs épaules dans un fauteuil, c'était presque drôle, ils l'ont sortie de la maison.

Elle ne pouvait pas marcher ou elle ne voulait pas ?

Elle ne pouvait sans doute pas.

36. On a tué des policiers désarmés

UNITÉ : CORPS DU GÉNIE

LIEU : RÉGION DE RAMALLAH

ANNÉE : 2001

À cette époque, il y avait eu un attentat terroriste contre six personnes sur la route 443. Six soldats du génie, un terroriste a surgi de l'un des checkpoints et par un pur coup de bol il les a tous tués. Il leur est tombé dessus dans un bâtiment quelconque et leur a tiré dessus, il les a tués tous les six. Le même soir, on était dans un village, on n'avait rien à faire. Ils nous ont emmenés dans leur base, nous ont entassés dans une pièce, on n'avait pas grand-chose à faire. Soudain, notre officier arrive pour un briefing de deux minutes, il dit : «Écoutez, voilà le briefing... on fait... c'est une opération de vengeance. On va éliminer six policiers palestiniens à un checkpoint. Pour se venger des six qu'ils nous ont pris. » Voilà l'histoire où je veux en venir. C'était sur la 443 : si tu... tu traverses vers la Zone A, il y a... il y a quelque chose comme quatre postes de transfert, supervisés par la police palestinienne. Ils nous ont envoyés avec la compagnie de patrouille des parachutistes, ou la compagnie auxiliaire des parachutistes et quelqu'un d'autre, juste comme ça, pour éliminer tous les policiers palestiniens sur place. D'accord ? Le briefing a peut-être duré deux minutes. C'était défini comme une vengeance, et sur le moment j'ai hésité, j'ai demandé : « Qu'est-ce qu'ils ont fait ? Qui c'est ? » Ils

m’ont répondu que c’était la police palestinienne. J’ai dit : « Qu’est-ce qu’ils ont fait ? » Ils ont répondu : « On soupçonne le terroriste qui a tué les six d’être passé par ce checkpoint. » Ils soupçonnaient, mais ils n’étaient pas sûrs. Ça pouvait être n’importe lequel de ces postes, mais ils ont dit : « Peu importe, ils ont pris six des nôtres, on va en reprendre six. »

Ils ont dit ça comme ça ?

Comme ça. Opération de vengeance. Le lendemain, les journaux parlaient d’une « opération de vengeance ». Ils ne s’en sont pas cachés. La presse a parlé d’une opération de vengeance et... l’a encensée comme une « vengeance de sang » appropriée. On est allé à... c’était une très, très longue marche, on y est allés à pied à quatre heures du matin, il n’y a personne la nuit là-bas, ils... Ce checkpoint est fermé la nuit, ils vivent dans un bâtiment...

Ils vont au checkpoint pendant la journée ?

Pendant la journée, ils sont au checkpoint.

Et vous avez attendu en embuscade ?

On a attendu en embuscade jusqu’à... jusqu’à ce qu’ils arrivent. L’idée était... l’idée était de tous les tuer, ils arriveraient et on les descendrait tous, qu’ils soient armés ou non... genre : « C’est un policier palestinien ? Descendez-le. » On est restés là, c’est la nuit, encore la nuit... il gèle... Je tremble de froid, c’est la vérité, de peur. Je m’occupais de la radio. Il y avait trois hommes avec des lunettes de vision nocturne, ils étaient censés tirer les premiers puis on devait charger par le côté. Puis ils arrivent. On les a surpris en pleine fouille, ils sont à cinq mètres de moi, ils se tiennent à cinq mètres de moi, il n’y en avait que trois et un autre au loin, alors on se lève, j’allume la radio pour recevoir l’autorisation et personne ne me répond. Je reçois une réponse d’un...

D’un sergent opérateur ?

Une... genre une fille me répond. Il n’y a pas d’autorisation, toujours pas d’autorisation, ils n’arrivent pas à trouver l'officier de

bataillon, ils ne trouvent pas l'officier de bataillon, l'officier de mon unité prend la radio. Maintenant ils sont juste à côté de nous. Il crie, il dit, genre, en criant : « On a engagé, engagé, engagé. » On n'avait pas engagé, rien. Les gars tirent quelques coups sans rien toucher.

Quand ils ont entendu les cris, ils ont ouvert le feu ?

On n'avait pas « engagé, engagé, engagé ». Au même moment, j'ai donné l'ordre aux gars d'ouvrir le feu, mais genre [notre officier], il a crié à l'officier de bataillon : « Engagé » alors qu'on ne les avait pas vraiment engagés, parce qu'on n'avait pas l'autorisation de tirer...

Ils étaient proches de vous ? Il a décidé que c'était... il a agi de son propre chef ?

Il a agi de son propre chef.

Il a décidé... ?

Oui. On n'avait pas l'autorisation d'y aller... en gros, on n'avait pas l'autorisation d'agir. Il y a une série d'autorisations à obtenir. L'autorisation d'aller sur place, la permission de rester, je crois, puis la permission d'ouvrir le feu et on ne l'avait pas... Alors on a crié : « Engagé ! »... Comme il a crié : « Engagé ! »... Ces gars, les trois soldats, ont ouvert le feu, ils ont raté et n'ont touché personne. Ils étaient censés tirer sur les lampadaires, mais ils n'ont pas réussi et... ils devaient aussi toucher les [policiers palestiniens]... leur tirer dessus. Ils n'ont rien touché. On s'est levés, on a tiré, on a touché deux personnes, deux personnes sont mortes... mais non, ils ne sont pas morts, désolé, ils étaient blessés. On en a touché un à la jambe, je crois, l'autre à l'épaule ou quelque chose comme ça. Ils se sont mis à courir, on les a poursuivis.., on a continué, encore et encore. J'avais un fusil à lunette. J'ai mis une balle dans la tête de l'un d'eux pendant qu'il courait et un autre rampait derrière... on s'est tous levés, on a couru... c'était... La vérité ? J'ai vraiment aimé ça. C'était très amusant parce que c'était la première fois que je « chargeais » pour de vrai, comme j'ai fait à l'entraînement et on a été super... on s'est donnés à fond et il a continué à courir... on a continué à avancer. Il est entré dans un hangar, un bâtiment en tôle ondulée. Quatre gars dehors, on l'a réduit en miettes...

il y avait une bonbonne de gaz à l’intérieur, tout a explosé, tout a brûlé, brûlé, brûlé. Pendant ce temps, moi et le...

C'est là qu’il s’est réfugié, c’est là qu’est allé le type qui rampait?

C’est là que le type qui... Entre-temps, on en avait tué un. Un autre partait en flammes à l’intérieur du bâtiment et un autre courait. On l’a poursuivi, il est entré genre dans un cimetière, il est entré dans un cimetière ou je sais pas quoi. Je crois que c’était un cimetière, ouais, c’était un cimetière, il est entré dedans en courant. On s'est mis sur le mur, on lui a tiré dessus et on l’a tué.

Ils étaient armés ?

Attendez. Pendant tout ce temps, ils n’ont pas répliqué. Ils ne nous ont pas tiré dessus. Non, ils ne... on n’était pas engagés, ils ne nous ont jamais tiré dessus. On a commencé à tirer de loin, on n’a rien touché, on s’est levés pour charger, on en a touché un et il s’est mis à courir, je l’ai descendu avec une autre balle. Un autre s’est précipité dans le hangar, qu'on a brûlé, puis on a poursuivi l’autre.

Dans le cimetière ?

Dans le cimetière. Et un autre qui m’a tiré dessus, un autre qui a, genre, disparu, on ne l’a pas trouvé, et puis...

Donc ils étaient quatre ?

Ils étaient quatre. Maintenant qu’on parle de combien ils étaient, même pendant le débriefing, ce n’était pas absolument clair qu’ils étaient quatre. Genre, ils auraient pu être seulement trois, peut-être quatre. On ne pouvait, non, on n’avait pas pu les identifier... genre tous les témoignages se contredisaient, parce que quelqu’un disait qu’il en avait identifié trois, un autre disait... quelqu’un d’autre était sûr d’en avoir identifié deux et par recoupement on en a identifié quatre, mais il n’y a pas vraiment eu de vérification et sur les onze, douze soldats de notre groupe, personne ne pouvait vraiment dire combien ils étaient. On ne sait pas exactement. Ensuite j’ai dû... genre ils m’ont envoyé pour...

Attendez, vous êtes dans le cimetière – le type a été tué ?

Non. On est montés sur le mur, on lui a tiré dessus, il est tombé, voilà comment ça s'est fini. Le type que j'ai tué, celui que j'ai descendu, je lui ai tiré une balle dessus, il était étendu par terre, on a seulement vu... genre on l'a seulement vu de cet angle-là, quelque chose le cachait, trois ou quatre d'entre nous lui ont tiré dessus, ils l'ont perforé... On a juste continué à mitrailler le cadavre.

Pour vérifier qu'il était mort ?

Pas pour vérifier qu'il était mort, mais dans l'euphorie de l'excitation. On a perforé son... genre on l'a entièrement perforé, ensuite je suis revenu du... genre on s'est retirés du cimetière, je suis allé voir, pas pour vérifier qu'il était mort, mais pour prendre son arme et quand je suis arrivé à sa hauteur il était déchiqueté, en morceaux. Son corps était déchiqueté, avec une balle là, trois autres là, une autre là et sur sa jambe il n'y avait rien de là à là... genre, c'était juste, il n'y avait rien... on l'a complètement perforé. J'ai essayé de le retourner... il avait cinquante-cinq ans, peut-être soixante, très vieux et il n'avait pas d'arme, genre après coup on a compris, pareil avec celui dans le cimetière, aucun d'eux n'était armé.

Ils étaient en uniforme ?

Ils portaient l'uniforme de la police palestinienne. Ils portaient des uniformes de la police palestinienne sans armes.

OK.

Ensuite on a discuté un peu, on a jeté une autre grenade dans le hangar en flammes, on a remballé, puis de toutes les directions, c'était comme si toute la population arrivait et nos snipers ont continué à tirer dans leur direction, alors ils se sont arrêtés... ils n'ont touché personne, mais il y a eu un tas de coups de feu et on a remballé.

Vous avez suivi un cours de combat antiterroriste ?

Oui.

Et pendant ce cours, ils vous ont appris à vérifier que quelqu'un

était mort ?

Oui, bien sûr. Ils vous apprennent à vérifier une mort partout. Il faut toujours vérifier, genre tirer une autre balle dans la tête même si le type est mort.

Vous savez que Tsahal prétend le contraire ?

Qu'est-ce que vous croyez ? Bien sûr. Bien sûr qu'ils nient.

Est-ce que ça faisait partie du cours « Chargez, bang... bang... vérifiez la mort » ?

Quand on remballait. Vérifier la mort, bien sûr.

OK.

Ouais. Pourquoi, pas vous ? Non ?

37. Visez les yeux pour arracher un œil

UNITÉ : ARTILLERIE

LIEU : QALQILYA

ANNÉE : 2000

Un des trucs, c'est quelque chose qui m'a vraiment secoué... parce qu'ils ne nous ont pas entraînés pour entrer dans les Territoires, alors ils nous ont fait un résumé très rapide. Ils nous ont un peu expliqué, je ne sais pas comment ça s'appelle, les agents antiémeutes.

Les AAE.

OK. Je ne sais pas. Vous comprenez que je n'étais pas un grand combattant. Sur le papier, je suis au combat, mais je n'ai pas eu de lavage de cerveau ni rien. Ils nous ont juste appris quelques trucs. En tout cas, ils nous ont appris à utiliser des balles en caoutchouc et ils nous ont montré qu'elles sont dans ce qu'on appelle un « tampon », une sorte de sac en plastique qui contient les balles. Donc ils ont dit : « Il faut les séparer, c'est-à-dire que vous déchirez le paquet, vous les

mettez une par une, comme ça vous faites des dégâts. » Ils nous ont vraiment expliqué ça comme ça, de cette manière très pornographique. « Visez les yeux pour arracher un œil, ou le ventre pour que ça entre dans le ventre. »

Qui vous a expliqué ça ?

Le commandant de la compagnie au quartier général.

À toute la compagnie ?

Oui, et il dit ces trucs, ouais, et il rigole. Il dit : « Séparez-les », et il nous fait voir comment les séparer, comment les faire entrer. Il dit : « Elles ne sont pas efficaces par trois. » Je trouvais ça vraiment horrible, parce qu'il est clair qu'elles sont faites comme ça pour viser une foule et pas quelqu'un directement, même si c'est déjà assez sérieux. Ils nous ont vraiment expliqué comment les transformer en balles réelles. Il nous a expliqué qu'on ne pouvait rien prouver. Si quelqu'un est blessé, c'est par une balle en caoutchouc. « Personne ne fera rien, vous n'avez pas à vous inquiéter. »

Comment ont réagi les soldats ?

Ils ont rigolé. Personne n'a vraiment été secoué, à part moi.

Vous en avez parlé à quelqu'un ?

En fait, oui. La vérité, c'est que je voulais aller voir le commandant de bataillon, mais avant ça j'ai parlé à un ami, qui était le chauffeur du commandant. Il m'a dit : « Ça ne sert à rien de lui parler. » Le commandant, mon ami était allé avec lui sur le terrain : il m'a dit qu'il séparait tout le temps les balles en caoutchouc et qu'il ordonnait à tout le monde de le faire. OK, donc à la fin je me suis tourné vers B'Tselem[29].

Et qu'ont-ils dit ?

Eux aussi ont recueilli mon témoignage. Ils m'ont posé un tas de

---

[29] ONG israélienne d'observation des droits de l'homme. (N.D.T.)

questions, ils m'ont demandé des noms. Je ne sais pas s'ils ont fait quelque chose, parce que c'était peu avant la fin de mon service. Au final, ce n'est pas quelque chose genre... aujourd'hui, ce n'est pas comme si personne ne savait de quoi il s'agit. Il y a eu ce truc, le rapport Tenet ou quelque chose comme ça, sur les activités d'Israël dans les Territoires, et mon histoire y figure. J'ai reçu une lettre à ce sujet.

38. Une patrouille pour frapper des Arabes

UNITÉ : BRIGADE KFIR

LIEU : HÉBRON

ANNÉE : 2006-2007

Il y a des tas d'incidents. Toutes sortes de conneries qu'on faisait. On frappait tout le temps des Arabes, rien de spécial. Juste pour passer le temps.

Vous vous rappelez un incident où vous avez ouvert le feu sur des Palestiniens ?

Vous savez le nombre de fois où c'est arrivé, où il y a eu des troubles et où on a ouvert le feu ?

À balles réelles ?

Au besoin, oui, quand il fallait, quand il y en avait suffisamment qui venaient vers nous – alors oui, au genou, les genoux.

Vous avez dit que vous réfléchissiez toujours à la manière d'envenimer les choses.

Bien sûr.

Qu'est-ce que ça veut dire ?

Vous savez, on voulait rendre les choses intéressantes, alors on cherchait des moyens d'énerver un peu les Arabes pour pouvoir tirer plein de balles en caoutchouc, pour que ça devienne intéressant et que

le temps à Hébron passe plus vite.

Qui trouvait ces moyens ?

Vous pensez qu'on n'était pas assez nombreux ? Des soldats, des officiers.

En discutant avec le commandant de compagnie ?

Le commandant de compagnie, vous rigolez ? Pas moyen, je vous jure, ça ne quittait pas la section. La section est comme un secret d'État, c'est ce qu'on disait. Personne ne savait rien.

Donc vous parliez juste avec le commandant de section ?

Vous rigolez. Le commandant de section ne savait rien non plus.

Alors qui le savait ?

Des officiers et un sergent.

Où discutiez-vous ?

Dans la chambre. Il y a la chambre haute et la chambre basse ? Dans la chambre haute.

Alors que disiez-vous ? « Aujourd'hui, en patrouille, on fera ci et ça » ?

Oui.

Vous prévoyiez vos actions ?

Bien sûr.

Qu'est-ce que vous faisiez ?

Toutes sortes de conneries. On faisait plein de trucs, on se disait : pourquoi une patrouille ? Une patrouille pour frapper des Arabes. Des enfants, des Arabes, toutes sortes de conneries.

Qui lançait ces patrouilles ?

Toutes sortes de gens. Le commandant de patrouille n'était pas

censé être au courant.

Les sergents et les officiers d'équipe ?

Oui, ils n'avaient aucun lien.

Ils disaient : « Maintenant on va y aller... » ?

On savait où on allait, on avait eu un briefing avant. On partait en patrouille.

Le commandant d'équipe arrivait en disant : « Maintenant on part en patrouille » ?

Ils savaient qu'on partait en patrouille. Alors, écoutez, on ne le faisait pas avec tous les commandants d'équipe, tu sais avec qui tu peux le faire.

Une unité ne part pas en patrouille de son propre chef.

Tout le monde sait quand il y a une patrouille. C'est notre boulot, de patrouiller, sécuriser. On se contentait d'exécuter, vous savez.

Que vous dit le commandant de compagnie quand vous partez ?

Ce qu'il dit ? Lui aussi sait que ça va arriver. Il prenait, il choisissait les gens pour partir avec lui. Mettons, je vous ai parlé de XXX, il ne partait jamais avec lui, impossible qu'il le laisse partir avec lui.

Que se passait-il ?

On partait en patrouille, par exemple un gamin nous regardait juste comme ça et si ça ne nous plaisait pas, il se faisait immédiatement frapper.

Qui le frappait ?

Le commandant d'équipe, les soldats.

39. On est entrés dans une maison pour que la télévision nous filme

UNITÉ : BRIGADE NAHAL

LIEU : HÉBRON

ANNÉE : 2002

On a reçu un ordre, une équipe a participé à une émission au profit de Tsahal, puis ils nous ont dit d'entrer dans une maison à Hébron.

On était entrés dans cette maison deux semaines plus tôt, mêmes propriétaires, même procédure. On ne comprenait pas vraiment pourquoi il fallait le refaire.

Vous y êtes allés pour fouiller ou pour rester ?

La même procédure, prendre la famille... Cette nuit-là, d'un coup, ils nous annoncent qu'une équipe de télé vient, ils veulent nous filmer – c'était Hanoukka – en train de manger des donuts. Petit à petit, on a compris qu'ils nous envoyaient dans la maison pour que la télé nous filme. Ce soir-là, on est passés aux infos de Channel 2 pendant vingt secondes, voilà. Ils ont préparé tout le monde, ils nous ont apporté des donuts pour montrer qu'on était contents et forts.

40. Regarder le foot à Naplouse

UNITÉ : FORCES SPÉCIALES MAGLAN

LIEU : NAPLOUSE

ANNÉE : 2004

À Naplouse, il y a eu un autre incident avec mon équipe d'origine. Je n'y étais pas, mais ils m'ont raconté après.

Les gars de votre équipe ?

Oui. Ils entrent dans une maison, pour ce qu'on appelle la «

pression personnelle », l'idée étant que tu entres... tu te reposes dans la maison. C'est-à-dire que tu déplaces la famille dans une pièce et tu te reposes, tu fais une sorte de quartier général dans une pièce, le salon ou je sais pas... n'importe quelle pièce. Mais il y a une fois où ils sont arrivés, ils sont entrés et ils avaient envie de regarder quelque chose à la télé. Donc ils ont pris la famille et l'ont mise dans une autre pièce. La famille était assise près de la télé mais les soldats avaient envie de regarder quelque chose, alors ils ont pris la famille, l'ont mise dans une autre pièce pour pouvoir regarder. Il y avait une règle explicite qui interdisait de faire ça, même de s'asseoir sur une chaise. Quand je me déplaçais, j'étais généralement avec le sous-commandant, où qu'il aille, il s'assurait que les soldats ne... l'équipe au-dessus de moi, ils se sont assis sur les canapés et ont déplacé la famille. L'équipe a beaucoup parlé de cet incident. Pour dire que c'était ridicule.

Qu'est-ce qu'ils en disaient ?

Qu'ils étaient arrivés et avaient déplacé la famille. Vous comprenez, c'est un peu ridicule. Tu veux regarder quelque chose à la télé, tu es en pleine opération, alors tu prends la famille et tu t'assieds dans le salon pour regarder. Il n'y a pas d'objectif.

Qu'est-ce que c'était ?

Ce que c'était ? Je ne sais pas, du foot, quelque chose à voir avec le foot. Ce n'est pas tellement important. C'est vrai de la plupart des choses que j'ai vues pendant mon service. Pas tellement des gros trucs, plutôt des petites choses qui créaient une certaine ambiance, une certaine atmosphère.

Quoi ?

Premièrement, peu importe ce que tu fais, tu t'en tires toujours à bon compte. C'est-à-dire que je pouvais gifler les gens, les frapper, leur tirer dans la jambe. Je ne vois aucune situation où j'aurais été responsable, parce que je pouvais toujours dire que c'était de la légitime défense. Deuxièmement, la vie des civils ordinaires compte moins que les besoins de l'armée. C'est-à-dire soit ils ne sont pas importants, soit ils sont moins importants que l'objectif militaire ou

que l'unité, si je vous dis que des soldats arrivent et déplacent les gens de leur salon pour pouvoir regarder la télé, ce qui est contraire au règlement.

Il est arrivé quelque chose aux soldats, après ?

Non. C'est aussi... Je pense que c'est une chose assez courante, même chez nous. Même si au moins, là où j'étais, ils prenaient soin de ne pas s'asseoir sur quoi que ce soit... c'était dans les briefings, ne pas s'asseoir sur les canapés et ne pas entrer dans leur... c'est-à-dire, fais juste ce que tu as à faire dans les maisons, rien d'autre, ne bois pas de café, mais il se passait des trucs comme ça. Les gens entrent, boivent le café, parce que la famille propose, alors ils boivent le café avec eux.

Comment ça ?

Ils arrivent, ils entrent dans la maison, vous savez, les familles ont l'habitude, elles ne sont plus perturbées par ce genre de chose, alors elles en arrivent même à proposer à boire. Une fois, j'ai vu un truc comme ça. Ils arrivent, on leur propose du café. Il y a des gars qui le boivent. Ça m'a toujours paru bizarre, d'entrer chez quelqu'un et de boire du café comme si tu étais invité. Même s'ils proposent, ça reste un peu bizarre.

41. La finale de Coupe du monde dans un camp de réfugiés

UNITÉ : BRIGADE NAHAL

LIEU : RAMALLAH

ANNÉE : 2002

On reçoit l'ordre d'entrer dans le camp de réfugiés Al-Amari, je crois. Maintenant, on avait l'ordre d'aller toutes les semaines dans un camp de réfugiés pour « le passer en revue ». « Le passer en revue » signifie tout fouiller. Avec un cynisme de kibboutznik, on appelait ça

une Aktion[30]. On entrait, on envoyait tous les hommes à l'école – de quinze à cinquante ans... il y avait toujours toutes sortes d'âges. Tous ceux qui ont une moustache vont à l'école... ils restent là toute la journée. Avec les femmes et les enfants, on va de maison en maison avec des cartes. Tu entres dans chaque maison et tu fouilles tout. On est des bons gars, alors on arrive, on ouvre tous les placards, on regarde, on déplace tout, on remet, comme ça toute la journée. Ce jour-là, c'était la finale de la Coupe du monde, on était crevés, aussi parce que c'était la finale et parce qu'il faisait extrêmement chaud. Donc on y va, on fait notre tournée, comme d'habitude on ne trouve rien, comme dans toutes ces opérations. Notre officier a toujours aimé... on entrait, genre une équipe de cinq pour faire sauter chaque porte. Ça a été étouffé. Ce n'était pas vraiment... c'était pour nous entraîner à faire sauter des choses. Pour qu'on apprenne un peu. Et puis on le faisait par enthousiasme, par jeu : la moindre porte qui résistait un peu, même si on avait un pied-de-biche, un marteau, toutes sortes d'outils, il fallait qu'on fasse sauter la porte. Même si on n'avait passé que trente secondes à essayer de l'ouvrir. On s'est disputés avec lui, on essayait de lui dire : « Il n'y a pas besoin, elle sera ouverte dans deux minutes, il n'y a pas de problème. » On en est venus aux cris : « Ne la fais pas sauter », « Si, fais-la sauter », « Tais-toi, me dérange pas pendant que je travaille ».

Avec quoi faisiez-vous sauter la porte ?

Avec ces bâtons à mèche. Cette fois-là, c'était déjà l'après-midi, il faisait très chaud, tu n'avais qu'une envie, t'arrêter, en finir. À nouveau le schéma récurrent – ça vient de l'officier. Il commence à tout retourner, à entrer dans les pièces, il en a marre. Il retourne tout. On en est arrivé à cette situation absurde où on nettoie après lui, on remet les choses en place. Avec moi, par exemple, ça venait généralement des officiers. Toutes ces « lignes franchies », ces « écarts juste comme ça », ça venait principalement des officiers. Toute la journée, c'était répugnant. On s'est retrouvés à regarder la finale – tout le monde a fait une pause et s'est installé dans des maisons – on s'est

---

[30] Terme allemand employé pour les opérations nazies.

retrouvés à regarder la finale avec cette pauvre femme et sa fille, on s’est assis dans leur salon dans le camp de réfugiés. Toutes les équipes se trouvaient dans des maisons différentes. On s’est assis pour regarder la finale dans le salon. J’étais à plat à cause de tous les escaliers, je n’étais même pas... Je ne regardais même pas l’écran, j’étais crevé. Ils parlent à la radio, super, but, ci, ça, la scène était complètement dingue. En y repensant – un de mes amis me l’a dit plus tard, j’en avais moins conscience – la Coupe du monde, c'est comme des vacances. Et pendant la finale tu envoies... combien y a-t-il d’hommes dans un camp de réfugiés ? Mille ? Tu les envoies tous à l’école, ils sont punis, quelle que soit la situation. Comme maintenant, on fait un cessez-le-feu pour les Jeux olympiques. Un peu de sensibilité. Ça ne fait rien, c’est juste un petit truc.

42. Tu peux saisir une maison pendant des années

UNITÉ : ADMINISTRATION CIVILE

LIEU : HÉBRON

ANNÉE : 2003

Et quand l'armée investit des maisons palestiniennes ?

Pour se poster. OK, prendre une maison pour se poster, à nouveau, l’idée a aussi changé, vous ne parlez pas de veuves de paille et de trucs comme ça, non ? Vous parlez d’investir une maison... Cette pratique a changé depuis 2003, il y a eu des incidents désagréables dans ces maisons, des soldats mettaient le bazar exprès, comme pour dire : « Rien à foutre de cette maison, je me barre dans deux semaines et je m’en fous. » À un moment, on a commencé à faire des rotations de trente jours entre quelques maisons, quelques postes pour rendre ça un peu plus agréable.

Des soldats ?

Oui, on changeait de poste tous les trente jours. Tu vas dans la maison d’à côté. On faisait 30/30 ou un peu plus, on demandait une prolongation. Par exemple, je me rappelle un cas où quelqu’un s’était

marié, alors on a changé de maison parce qu'il s'était marié avec quelqu'un de la famille. Il se passait toutes sortes de choses comme ça.

Mais il y a toujours des postes sur le toit des maisons.

Sur le toit, oui. Il y en a encore à l'intérieur des maisons ?

Il y en a un, au croisement de la banque.

OK, si c'est temporaire. Sur le toit des maisons, c'est une tout autre histoire ; si c'est sur la maison et qu'il y a un escalier séparé, c'est entièrement légal et si c'est une saisie sur ordre, elle est valable la moitié de l'année, tu renouvelles tous les six mois sans problème. Tu peux la saisir pendant des années...

Qui décide ces choses-là ?

C'est le commandant de brigade qui décide. Il y a des critères très stricts. Quand le commandant de brigade dit qu'il saisit une maison, on lui dit que c'est une « pièce allouée ». Il y a un ordre d'opération pour ça. Comment on vérifie si c'est légal ? Avant même de transmettre l'affaire au conseiller juridique, tu deviens une sorte de mini conseiller juridique. Vous voyez ? Il y a des moments où tu dis : « Impossible, n'en parlez même pas. N'insistez pas, changez de maison.»

Ça dépend de la maison ou de la demande ?

Ça dépend de la maison. Il faut qu'il repère la maison. Il doit m'expliquer pourquoi cette maison en particulier. Il doit m'expliquer à moi, l'officier des opérations, pas au commandant de brigade, pourquoi cette maison, et si, par exemple, il y a une maison voisine habitée par deux célibataires, alors pourquoi il saisit une maison appartenant à une famille et pourquoi les besoins sécuritaires sont particulièrement liés à cette maison-là. Il doit fournir un tas d'explications. Mais c'est le conseiller juridique qui lui donne la permission et il repart avec un mandat.

Vous vous occupez de l'évacuation de la famille ?

Non, oui... ça me reviendra... encore une fois, au début de l'Inti-

fada, ce n'était pas comme ça, ce sont des procédures qui ont été élaborées petit à petit, parce qu'elles n'existaient pas ayant. Notez qu'en gros l'évacuation est violente, il y avait des évacuations violentes – pas pendant mon service à Hébron, parce qu'on les a toutes faites et qu'on y allait avec eux. À part les fois où ils ont saisi des maisons sans nous prévenir. Ils jetaient juste les affaires des gens dehors, alors pour qu'ils concentrent tout dans une pièce, les meubles, on les accompagnait.

Où est la famille ? Vous envisagiez de reloger la famille ?

S'il y a une maison qui répond à un besoin de sécurité clair, si c'est la plus grande, alors là tout le monde se fiche d'où va la famille. Personne n'y pense. S'il y a une vraie raison de sécurité, même si c'est une famille avec beaucoup d'enfants, je ne sais pas, s'ils vivent dans une petite maison, s'ils n'ont nulle part ailleurs où aller vivre et qu'il y a un besoin de sécurité, alors OK, je n'ai aucun problème.

43. Ça fait vraiment ressortir la folie en toi

UNITÉ : BRIGADE GOLANI

LIEU : RAMALLAH

ANNÉE : 2002

... On est entrés dans un immeuble sans rien trouver à l'intérieur, c'était le bâtiment de la logistique palestinienne, il n'y avait que quelques parkas et des trucs comme ça et après tout le stress de la nuit, où un soldat d'Erzog avait été tué, on avait entendu les cris à la radio, on est restés... On est restés dans le bâtiment quelques jours, une semaine et après un jour de repos tu commences à fouiller. Je me rappelle qu'à un moment, on s'est mis à casser des trucs. C'est vraiment très amusant de casser des trucs, honnêtement, je pense que c'est un fantasme pour beaucoup de gens, de jeter une télévision par la fenêtre s'ils pouvaient. Mais là, tu as vingt ans et tu as l'occasion de le faire, de te mettre à détruire des objets. Je me suis senti, moi et quelques autres, dans un moment de frénésie, à casser des tables, des portes, à

jeter des tas et des tas de papiers dans chaque pièce, des trucs comme ça. La folie intérieure se libère, juste parce que tu peux, je dirais.

Si tu peux le faire, pourquoi pas ?

Exactement. Tu peux te faire plaisir et tout casser. C'est un peu comme sur MTV, quand tu vois des types éclater leur guitare. Il y a plein de clips où un gars entre dans sa chambre et casse tout. C'est une sorte de fantasme logique, mais là tu as le pouvoir de le réaliser et puis ce ne sont pas tes affaires, et tu es en guerre.

Vous avez cassé beaucoup de choses ?

Dans la Mukata'a, on est allés jusqu'au bout.

Comment ça ?

C'est-à-dire que tout ce qu'on pouvait casser, on l'a cassé parce qu'on était sûrs qu'ils récupéreraient cet endroit, alors on s'est dit qu'on ne voulait pas le laisser intact. C'était une sorte de décision personnelle. On ne laissait pas le choix aux politiciens ni à personne. Mais je me rappelle que dans les fouilles de maisons aussi, quand tu vas de maison en maison, il y a ce truc de casser une télévision de temps en temps. Parfois tu entends l'histoire de quelqu'un qui a trouvé une ceinture d'explosifs dans une télé, parfois c'est juste pour la balancer, faire valser les tiroirs au lieu de se contenter de les ouvrir pour regarder à l'intérieur, des trucs comme ça.

44. Tu fourres tout ça dans ton sac à dos

UNITÉ : BRIGADE GIVATI

LIEU : BANDE DE GAZA

ANNÉE : 2002-2004

Vous avez été témoin d'actes de pillage ?

Oui, plein.

Comment ça, plein ?

À chaque fois que tu entrais dans une maison, par exemple pour une veuve de paille, tu t'installais quelques jours et tu laissais l'endroit complètement ruiné. Ouais, il y a eu des pillages après les opérations « Arc-en-ciel », « Piqûre de moustique », toutes sortes de grosses opérations auxquelles on a participé. Une fois, j'ai pris un chapelet de prière. Mais oui, il y avait du pillage. Un ami à moi a pris cette grosse batte de base-ball, un chapelet et des cigarettes. Comment les Arabes font leurs cigarettes ? Ils ne les achètent pas, ils les roulent. Ils ont du tabac et des feuilles à rouler. Ouais, il y a du pillage, bien sûr.

Des vols d'objets de valeur ?

Oui. Un ami à moi a pris un Discman. Écoutez, ils vivent là, ils ont des trucs, ce n'est pas le tiers-monde, vous savez. Il y a plein de trucs à piller. Ils ont de vraiment belles maisons, ils mènent la grande vie. Ouais, vous savez, tu fourres tout ça dans ton sac à dos.

Quoi par exemple ?

Toutes sortes de figurines du salon, des lecteurs CD, des cigarettes, des dagues, une batte de baseball, un chapelet de prière.

Les commandants et les officiers étaient au courant de ça ? C'est un phénomène connu ?

Je ne peux pas répondre, je ne sais pas. J'imagine qu'à certains endroits ils sont au courant, mais ils ne posent pas de questions. Vous savez, on ne voit rien, on n'entend rien. Personne ne fouillait les soldats pour voir s'ils avaient pris quelque chose, même s'ils revenaient avec leur sac à dos plein à craquer. Ils ne posaient pas de questions. On n'évoquait pas le sujet. Mais oui, il y avait du pillage, bien sûr.

Deuxième partie

Séparation : contrôle, expropriation et annexion

À première vue, séparer Israéliens et Palestiniens semble avoir pour but de protéger les citoyens israéliens tout en assurant une plus grande indépendance aux Palestiniens. Mais les témoignages rassemblés dans cette partie suggèrent que les mécanismes de séparation servent essentiellement à renforcer le contrôle sur la population palestinienne, à l'exproprier de ses terres, puis à les annexer.

La plupart des barrières qui entravent les déplacements des Palestiniens en Cisjordanie ne se situent pas sur la frontière de 1967 qui sépare Israël des Territoires, mais à l'intérieur même des Territoires occupés, ce qui permet à Israël de maintenir un contrôle sur les déplacements des Palestiniens. Loin de réduire la dépendance des Palestiniens à l'égard d'Israël, les facteurs de séparation mis en place ces dix dernières années l'ont accrue. Malgré l'apparent retrait de la bande de Gaza en 2006 – sans doute l'un des exemples de séparation les plus criants –, Israël a maintenu son contrôle sur la population de Gaza et, indirectement, sur la Cisjordanie. Israël traite Gaza et la Cisjordanie comme deux entités sociales et politiques distinctes : depuis dix ans, Israël interdit le transit entre les deux régions, mettant effectivement en œuvre une politique de séparation entre les Palestiniens.

En réalité, la séparation interne des Palestiniens a débuté dans les années 1990 quand, conformément aux accords d'Oslo, les Territoires ont été divisés en trois zones : la Zone A, placée sous contrôle administratif et judiciaire de l'Autorité palestinienne ; la Zone B, où la sécurité était gérée par Israël, les questions administratives par les Palestiniens ; et la Zone C, l'essentiel de la Cisjordanie, y compris les colonies, sous contrôle exclusivement israélien. Pourtant, en pratique, Israël exerce un contrôle sur la Zone A au moyen de checkpoints,

d’opérations offensives et d’incursions militaires fréquentes dans les villes et les villages palestiniens.

En vertu de cette politique de séparation, Israël a établi un vaste réseau de checkpoints et de barrières physiques dans tous les Territoires, certains permanents, d’autres temporaires. Ces divers obstacles séparent les résidents palestiniens des Territoires et les citoyens israéliens – juifs et arabes – qui vivent à l’intérieur de la Ligne verte. Ils les séparent également des colons israéliens dans les Territoires et des Palestiniens qui vivent dans d’autres villes ou villages. En plus de ces barrières physiques, Israël a mis en place un système bureaucratique complexe pour réguler la circulation des Palestiniens dans les Territoires au moyen de permis. Les témoignages de cette partie montrent comment Israël a resserré son contrôle sur la vie des Palestiniens à travers ce triple système de barrières, d’obstacles et de permis. Israël maintient un « régime d'autorisations » qui a le pouvoir de restreindre, voire d’empêcher les mouvements des Palestiniens dans les territoires contrôlés par l’armée et par d’autres autorités israéliennes.

Ces dernières années, le principal symbole de cette stratégie est le Mur de séparation, dont la construction a débuté en 2002 en Cisjordanie. Il se compose en partie d’un véritable mur, ainsi que d’un système élaboré de clôtures et de fossés. Certaines sections du Mur se trouvent près de la Ligne verte, d’autres pénètrent profondément en Cisjordanie. Les territoires palestiniens délimités par le Mur, d’une part, et la Ligne verte, d’autre part, s’appellent « zones fermées ». Les Palestiniens qui vivent là voient leurs mouvements restreints par un système complexe d’autorisations, de permis et de passages par des portes et des clôtures. Dans de nombreux cas, le Mur encercle des concentrations de colonies israéliennes, autour desquelles il forme une large ceinture de terre. Il limite grandement, voire empêche l’accès des Palestiniens à leurs terres proches des colonies, en particulier lorsqu’il s’agit de vastes régions agricoles que le Mur « rattache » aux colonies. En d’autres termes, le Mur ne sépare pas deux populations, mais des gens entre eux, ainsi que des habitants de leur source de revenus. Il contribue directement à déposséder les Palestiniens de leurs terres, de plus en plus souvent annexées par les colonies israéliennes.

Le système des « routes de contournement » constitue un autre moyen de séparation. Les zones voisines des colonies sont fermées aux Palestiniens par des routes « réservées aux Israéliens ». La construction de ces routes a débuté dans les années 1990 afin de faciliter l'accès des Israéliens aux colonies sans passer par les villes et les villages palestiniens. Au cours des dix dernières années, Israël a restreint l'usage des routes de Cisjordanie pour les Palestiniens, il leur est souvent interdit de circuler sur celles qui se situent près des colonies ou qui relient les colonies entre elles. Par l'obstruction physique, permanente ou temporaire, de l'accès aux villes et villages palestiniens, Israël renforce un système de séparation au sein même de la Cisjordanie.

Au cours des dix dernières années, Israël a appliqué par intermittence la politique dite « d'isolement » en Cisjordanie, selon laquelle les Palestiniens d'une région ne peuvent circuler sans une autorisation de transit spéciale délivrée par l'armée. Bien que le gouvernement israélien maintienne que cet « isolement » a pour but d'empêcher les terroristes de se déplacer d'une ville à une autre, les témoignages des soldats suggèrent que cette politique contribue à accroître le contrôle israélien sur le terrain. Par exemple, Israël a coupé la partie nord de la Cisjordanie, où se trouvent Djénine et Naplouse, des villes et villages palestiniens au sud. Par moments, Naplouse a été entièrement isolée, l'armée empêchait tout passage de et vers la ville, même pour se rendre dans les villages environnants. La politique d'isolement a eu de graves conséquences sur l'économie palestinienne ainsi que sur la vie sociale et familiale des Palestiniens. Pendant de longues périodes, elle a entravé les liens familiaux et commerciaux ainsi que les relations entre les Palestiniens qui vivaient dans différentes régions.

Enfin, les témoignages de cette partie révèlent que le principe de séparation dans les Territoires établit une distinction entre les Juifs israéliens et les Palestiniens qui jouissent de la nationalité israélienne. Les soldats qui ont servi sur les checkpoints racontent la différence d'attitude envers les citoyens juifs et palestiniens, qui subissent continuellement des contrôles rigoureux. Par exemple, malgré la loi qui interdit à tous les Israéliens de pénétrer en Zone A, les citoyens pa-

lestiniens d'Israël sont généralement autorisés à y entrer, tandis que cette loi s'applique la plupart du temps aux Juifs. Inversement, certaines colonies interdisent explicitement aux Palestiniens israéliens de pénétrer sur leur territoire. Dans certains cas, l'armée participe à cette politique et semble considérer ces colonies comme exclusivement juives, interdisant la présence de tout Palestinien, qu'il soit ou non citoyen israélien.

Les témoignages de cette partie montrent que la politique de « séparation » accroît le contrôle d'Israël sur les Palestiniens, aide l'armée à les déposséder de leur terre et conduit à l'annexion effective des Territoires ainsi qu'à une extension de fait de la souveraineté israélienne.

Depuis 2008, des discussions ont eu lieu concernant un allégement des restrictions sur les mouvements internes des Palestiniens, notamment par la suppression de checkpoints. Cependant, ces témoignages révèlent que cet infléchissement sur le terrain ne traduit pas un changement de paradigme. Cette politique reste déterminée par la volonté d'exercer un contrôle total sur les déplacements des civils.

45. Je ne savais pas qu'il y avait des routes réservées aux Juifs

UNITÉ : ARTILLERIE [RÉSERVE]

LIEU : VALLÉE DU JOURDAIN

ANNÉE : 2002

L'histoire des routes juives est une expérience assez pénible. Il n'y a pas de plan, aucune politique générale. Tu roules sur une route, sans aucune instruction sur l'endroit où établir le checkpoint. En principe, les Palestiniens n'ont pas le droit d'emprunter cette route.

De quelle route parlez-vous ?

De la route d'Allon, une longue route.

Parallèle à la vallée, c’est ça ?

Oui. Les Palestiniens n’ont pas le droit d’y rouler. Si tu vois un véhicule palestinien, tu dois l'arrêter, vérifier ses papiers. Tu envoies tous les numéros par radio, ils vérifient s’il est recherché. J’examine le rapport, on lui dit qu’il n’a pas le droit de rouler sur cette route, qu’il doit faire demi-tour, et il s’en va. Tu t’arrêtes n’importe où sur la route. C’est une situation hypothétique – d’habitude, il n’y a qu’une jeep sur la route, mais mettons qu’il y en ait deux. Tu lui dis de faire demi-tour, puis une autre jeep l’intercepte.

Ça vous est déjà arrivé qu’on vous dise : « On m’a dit de faire demi-tour » ?

Je ne me rappelle pas, je n’étais que chauffeur. Mon rôle était de rester dans la jeep. C’est pour ça que j’ai accepté d’y aller, ça faisait partie de la discussion que j’avais eue avec le commandant de compagnie avant, il m’a dit que je conduirais et que je ne devrais pas participer aux opérations. Je conduis et ils s’occupent du reste, ils mettent en place le checkpoint. Même s’il se passe quelque chose, tu restes dans la jeep. Il y a aussi une équipe en VTT... Ils faisaient toutes sortes d’opérations, des embuscades... Le commandant a dit que je ne devrais pas m’approcher, que je ne ferais que conduire. Je ne sais pas de quoi ils parlaient, je me doute seulement que ça n’avait pas une grande logique. Et puis il y avait aussi des checkpoints surprises. Tu choisis un endroit, un carrefour ou autre, tu gares la jeep au bord de la route, tu mets un panneau « stop » et des pics, et la route est bloquée.

Ils bloquent la route d’Allon ?

À l’endroit où se tiennent les soldats. Ailleurs, elle est ouverte. Quand tu arrives à cet endroit, tu attends. En général, l’attitude des troupes est très mauvaise : tu es là, un soldat de vingt ans, et tu vois des gens qui attendent, parfois même un cheik, des hommes de soixante ans qui attendent, bloqués. Je suis en train de lire ce livre, Lords of the Land : The War over Israel’s Settlements in the Occupied Territories, c’est exactement ce qui se passe. Les seigneurs de la terre disent : « Ne laissez pas traverser ce type, faites-le attendre jusqu’à ce qu’on décide quoi faire. » Quand on va manger, ils ferment le checkpoint et tout le

monde s’en va.

Combien de temps le checkpoint reste-t-il en place ?

Pour commencer, ils n’ont pas le droit d’emprunter la route, donc on le met en place uniquement pour montrer que c’est nous qui commandons, que quelqu’un contrôle la route et qu’ils ne peuvent pas faire ce qu’ils veulent. Et puis nous étions le deuxième bataillon de réserve de suite sur place. Vous savez comment sont les réservistes... en général, ils regardent ailleurs, ils n’arrêtent pas toutes les voitures.

Vous arrêtiez toutes les voitures ?

Non.

Vous faisiez ce que vous vouliez ?

Oui. En principe, on avait comme consigne d’agir comme on voulait et de marquer notre présence. Si tu vois une voiture, par exemple un taxi avec des femmes, tu te dis : « Il n’y a pas de terroriste. » Si tu vois des jeunes, tu les arrêtes. Si le commandant est modéré, il les laissera passer, mais s’il s’ennuie et qu’il a des opinions un peu plus extrêmes, il les arrêtera. Je ne comprenais pas la logique derrière tout ça.

Combien de temps passiez-vous dans la jeep et en patrouille ?

Le service durait le plus souvent huit heures. Je ne me rappelle pas.

Quels étaient les vrais ordres ? Vous aviez un briefing, et ensuite ? Il y avait un briefing avant votre départ ?

Il n’y a pas de mission particulière. Il y a différents horaires de patrouille. Les patrouilles font le tour des colonies – l’une d’elles était illégale, c’est sûr, parce qu’il y avait trois caravanes, et la colonie mère, qui était légale, demandait à nos soldats de protéger l’autre. Tu traverses les colonies, tu t’assures que tout va bien, tu te promènes, tu patrouilles tout le temps. L'idée, c’est que s’il se passe quelque chose, la jeep est dans le coin, pas loin.

Qui vous a donné les règles pour le secteur ? Il y a un briefing avant chacune de vos sorties ?

C'était il y a cinq ans, mais s'il y en avait un, il était sûrement minimal... En tout cas, c'était un commandant de jeep, pas un commandant de compagnie qui passait en revue les ordres pour ouvrir le feu en cas d'incident. C'était pendant l'Intifada. Il nous parlait des incidents dans le secteur ou dans le secteur voisin, de ce qui s'était passé les jours précédents.

Quand vous êtes arrivés, il était interdit aux Palestiniens d'emprunter cette route ?

Oui.

Il n'y avait des barrages que sur la route d'Allon ?

C'est la seule route principale sur laquelle nous étions.

Ils avaient le droit d'emprunter les routes secondaires ?

Ouais, c'est ce qui justifie le truc. La raison pour laquelle je vous ai écrit, c'est le jour où ils nous ont annoncé qu'on allait surveiller un tracteur. Le tracteur a déplacé un tas de terre pour bloquer l'accès de la route aux villages.

Un tracteur de l'armée ?

Non, un tracteur civil. On l'a surveillé.

Juste comme ça ?

Non. D'où venait l'ordre ? Je ne sais pas. Il y a eu concertation, on s'occupait de la partie militaire de l'opération. Tout bloquer. Même s'ils n'avaient pas le droit, les Palestiniens empruntaient la route. Quand tu roules, tu vois que les deux côtés de la route sont bloqués par un monticule de terre, personne ne peut traverser. Tu te demandes : « Qu'est-ce qui se passe si quelqu'un a besoin de passer ? » parce que la route relie Ramallah à Naplouse. Ils disent : « Ne vous inquiétez pas, il y a des routes secondaires, ils passent par les villages. » Ils doivent emprunter les routes secondaires et au lieu de mettre vingt minutes, ils

mettent une heure.

Quelles routes secondaires ?

Les routes secondaires vers les colonies.

Donc les Palestiniens ne pouvaient pas rouler sur ces routes ? Vous vous souvenez de quel village il s'agissait ?

Quand je suis rentré chez moi après mon service de réserve, il y a eu un article d'Amira Hass dans Ha'aretz intitulé « Maintenant, même l'eau est sous contrôle ». Elle décrivait exactement comment ils bloquent l'accès aux villages. Je ne sais pas trop si c'était notre secteur ou plus au nord, mais c'était dans la même zone. Elle écrivait que les citernes d'eau n'avaient pas le droit de passer, ils n'ont pas l'eau courante, ils les laissent sans eau, eux et leurs troupeaux, les chèvres meurent de soif, les gens aussi sont en danger et le prix de l'eau a été multiplié par cinq. On a vu un colon qui travaillait dans une carrière avec des Palestiniens, vous savez, un colon de droite et tout, qui disait que quelque chose ne tournait pas rond ici... On ne peut pas priver les gens d'eau et s'étonner que ça vous revienne à la figure comme un boomerang. Il parlait aussi de l'affaire des barrages, il racontait qu'il ne se passait pas un jour sans que ses travailleurs l'appellent pour lui dire qu'ils étaient bloqués quelque part sur la route, alors qu'ils avaient une autorisation. Tous ceux qui vivent ou travaillent là-bas doivent avoir une autorisation spéciale, détaillée.

L'autorisation est accordée en fonction de ses antécédents, de son travail ou de son domicile ?

Je ne sais pas, mais il doit l'avoir. S'il ne l'a pas, il ne sert à rien. Je vous ai dit, très souvent ils arrêtent les gens sans raison, alors ils n'arrivent même pas jusqu'aux checkpoints.

Les soldats ne les contrôlent pas avant de les laisser passer ?

Rien.

Ils les arrêtent, c'est tout ?

Rien ne bouge. Le gars attend, c'est tout. Il peut attendre là une

demi-heure, sans raison.

Combien de temps a duré votre service de réserviste ?

Un mois.

Patrouilles, embuscades, arrestations ?

Non, je n'ai pas fait tout ça. C'est eux qui le faisaient. Ils avaient une équipe, je ne sais pas ce qu'ils faisaient là-bas. Ce qui m'a fait me sentir mal sur les checkpoints, c'est la route qu'ils n'avaient pas le droit d'emprunter. C'est trivial, mais c'est terrible. Il y a un checkpoint juste pour un groupe spécifique. Comment est-ce que tu décides ? Ils ont leurs plaques d'immatriculation et ils doivent s'arrêter, les gens avec des plaques d'immatriculation palestiniennes s'arrêtent. Il y a deux files – une pour les voitures qui s'arrêtent, l'autre est vide, une fois de temps en temps une jeep ou un colon passe en trombe. Il sait parfaitement que le checkpoint n'est pas pour lui. Il ne ralentit même pas, sauf quand il arrive au checkpoint, mais il contourne les voitures, il agite la main ou il dépasse les voitures et poursuit sa route. Militairement, ça n'a pas de sens parce qu'un terroriste peut voler une voiture avec des plaques jaunes[31] et dire : « À plus », parce qu'on n'a pas l'ordre de l'arrêter. Éthiquement, c'est dégoûtant, il fait chaud en août et il y a une file de voitures arrêtées en plein soleil...

Combien de temps restent-ils là ?

Jusqu'à une demi-heure.

Ensuite ils doivent faire demi-tour ?

Non, ensuite ils en ont fini avec le checkpoint. Il n'y a absolument aucune logique – c'est ça l'idée, leur compliquer la vie pour qu'ils n'aient plus envie d'emprunter la route : (a) les retarder, leur faire quitter la route ; (b) bloquer la route physiquement ; (c) créer ces checkpoints, ces talus de terre – mais en termes de logique opérationnelle, clairement, ça ne sert à rien. Ça n'arrêtera pas les terroristes

---

[31] Des plaques israéliennes.

avec un QI supérieur à 40, ce n’est pas ça qui arrêtera les terroristes – ça sert juste à gâcher la vie des civils.

Si j’assistais au premier briefing des réservistes, qu’est-ce que j’entendrais ?

Pour la plupart d’entre nous, c’était le premier service de réserve depuis le début de l’Intifada, alors la première chose à laquelle tu penses, c’est le danger, est-ce qu’ils vont poser des explosifs sur la route ? Pendant le briefing, le commandant de bataillon a dit qu’on n’avait aucune inquiétude à avoir, que les habitants n’avaient pas le droit d’emprunter la route et qu’on ne verrait presque aucun Palestinien. J’ai tiqué immédiatement, parce que je ne savais pas qu’il y avait des routes réservées aux Juifs. Je lui ai demandé si [les Palestiniens] étaient au courant. « Oui, ils sont au courant. Si quelqu’un ne le sait pas... il voit une jeep de l’armée et fait demi-tour, ils comprennent tout seuls. »

C’est vraiment comme ça que ça marchait ?

Oui. Si on s’arrêtait à un carrefour, bien sûr. Ou bien ils s’arrêtaient et attendaient, les camions par exemple se contentaient d'attendre, parce qu’il y a des carrières là-bas. Pendant le briefing, ils nous ont dit d’arrêter les camions à cause des carrières. Les camions ne pouvaient pas faire demi-tour, alors ils s’arrêtaient sur la route. C’est une autre chose que j’évoquais, la passivité. Tu es là pour montrer ta puissance. Les gens supportaient – c'était au plus fort de l’Intifada.

Je viens de rentrer de la vallée du Jourdain – les gens sont très passifs là-bas aussi. Donc vous restez assis sur votre chaise, vous leur dites de s’approcher et ils viennent, puis vous les arrêtez avant qu’ils ne s’approchent trop ? Personne ne proteste ?

Parfois. Si on était en plein après-midi et que la chaleur leur tapait sur les nerfs, ils se mettaient à crier en agitant leur autorisation, et il y avait toujours un soldat pour dire : « Ne vous approchez pas trop... »

Il y a eu des violences ?

Non. Je suis sûr qu'ils avaient trop peur. Tu sais ce qui peut se passer, tu es en djellaba devant quatre types armés, tu connais la limite. Je vous dis, même les cris étaient rares. Quatre-vingt-dix pour cent du temps, les gens se montraient obéissants. Les cris étaient vraiment rares.

46. Le checkpoint détruit des vies

UNITÉ : BRIGADE NAHAL

LIEU : RAMALLAH

ANNÉE : 2002

Le checkpoint de Qalandiya détruit littéralement des vies. C'est comme ça qu'on l'appelait, le « destructeur de vies », moi et un autre officier. Des familles étaient entièrement brisées. Des villages voisins ont soudain vu cette barrière passer entre eux. Des pères, des mères, complètement séparés. La compagnie XXX du 932e bataillon (un bataillon de la brigade Nahal) était là, une section d'étudiants de la yeshiva[32]. Ces types sont malades, complètement fous, ils détestent les Arabes. Ils n'ont pas de Dieu, ils portent une kippa mais ils n'ont pas de Dieu quand ils sont dans l'armée. Des services de huit heures au checkpoint. Il y a deux côtés sur le checkpoint, avec un sergent et un commandant d'équipe. Pendant la journée, il y a un officier ; la nuit, un sergent et un commandant d'équipe. L'officier se tient d'un côté, il n'y a que le commandant d'équipe de l'autre. Il y a aussi des soldats et un autre commandant d'équipe qui patrouillent autour pour s'assurer que personne ne passe en douce. La zone autour du checkpoint, c'était le Far West. Ce que j'entends par le Far West ? Poser des gaz lacrymogènes, des pièges là où le grillage est cassé, où il y a des trous par lesquels on peut passer. Je ne parle pas de terroristes, je parle de femmes et d'enfants qui passent tous les jours. Des gamins qui ne veulent pas arriver en retard à l'école, des femmes qui ont rendez-vous

---

[32] Une yeshiva est un centre d'étude des grands textes sacrés du judaïsme. (N.D.T.)

chez le médecin passent par ce trou. Si une brique traîne près du trou, tu mets une cartouche de gaz lacrymogène sans goupille de sécurité, comme ça elle éclate dès que quelqu'un marche dessus. On tirait tout le temps en l'air. Pas juste en l'air, mais aussi ce qu'on appelle le feu préventif. Tu vises une pierre près de la personne et tu tires.

Un mur de feu.

Un mur de feu. Exactement. On utilisait des balles en caoutchouc, des grenades incapacitantes, des gaz lacrymogènes. Le Far West, vraiment. Personne ne sait, personne n'entend rien. Aucune supervision.

Il n'y avait aucune hiérarchie, pas de commandant pour donner des ordres ?

Rien.

Chaque soldat fait ce qu'il veut ?

Ouais. C'est l'endroit préféré des étudiants de la yeshiva, ce Far West, parce qu'ils savent qu'ils peuvent faire ce qu'ils veulent, tabasser les gens autant qu'ils veulent, se lâcher complètement. Je me rappelle de nombreuses fois où on retenait les gens juste comme ça, parce que quelqu'un commençait à pousser au checkpoint ou essayait de le contourner. On le menottait, on le faisait asseoir près des plaques de béton, on le laissait sécher toute la journée. Par principe : « On ne blague pas avec le checkpoint. »

C'était à l'appréciation de chaque soldat ?

Ce checkpoint, c'est le Far West. Tout le monde fait ce qu'il veut.

47. La ville est hermétiquement fermée

UNITÉ : PARACHUTISTES

LIEU : NAPLOUSE

ANNÉE : 2003

Cette histoire de fugitifs à Elon Moreh... il y avait des fugitifs. Il y avait des gens partout, des chemins de terre.

Des clandestins ?

Ce ne sont pas des clandestins parce qu'ils sont près de la zone fermée. Le truc avec Naplouse, c'est que la ville est assiégée. La tactique de Tsahal consiste à séparer Naplouse des villages environnants. C'est-à-dire qu'il n'y a absolument aucun mouvement – aucun –, personne n'entre ni ne sort de Naplouse. Il faut comprendre ce que ça signifie : un type de Naplouse entre seize et trente-cinq ans n'a jamais quitté la ville ces quatre dernières années, même pas pour se rendre dans le village d'à côté. Il ne peut être que dans cette ville. C'est pour ça qu'il y a une importante culture de la contrebande là-bas. Et la majorité des choses qui sont introduites dans la ville, parce qu'elle est hermétiquement fermée, passent par les checkpoints. Ceux qui veulent faire entrer des choses sans passer par les checkpoints, ce qui est plus rapide, construisent un tas de chemins de terre à proximité. Il y a une vallée entièrement retournée par les chemins, des millions, tous les jours c'est le jeu du chat et de la souris. Tu fermes un chemin, tu amènes un bulldozer pour le fermer et ils en rouvrent d'autres. Sur ce déploiement à Elon Moreh, on devait séparer Naplouse de la vallée. Il y a des camions qui arrivent de la vallée et qui veulent entrer à Naplouse, il y a des gens qui veulent sortir de Naplouse, des gens qui veulent aller au travail, à l'université, ils s'enfuient, parfois à pied, et tu ne peux pas les en empêcher parce qu'il n'y a pas de mur autour de Naplouse. Il y a un million de moyens de sortir. Il y a une patrouille là-bas qui s'appelle la patrouille des fugitifs, ils poursuivent les gens toute la journée, ils essaient d'arrêter les choses et c'est vraiment drôle parce que tu arrêtes quelqu'un...

Quand ils attrapent un fugitif, qu'est-ce qu'ils font ?

C'est ça : soit tu les arrêtes, soit tu leur dis de rentrer à Naplouse, et si tu prends le même plusieurs fois, alors tu peux l'emmener au camp de prisonniers temporaire, le camp improvisé que la compagnie a installé, où on amenait les prisonniers du checkpoint, et ils restent là menottés un jour ou deux. Ça arrivait aussi. Le moment le plus délicat

pour la compagnie en formation était... Encore une fois, la compagnie en formation suit généralement les pratiques admises, parce que la plupart du temps les commandants sont là avec les soldats et ils suivent le code éthique. Mais le plus délicat, c'était quand le sous-commandant de bataillon leur donnait une autorisation vague, une sorte de semi-autorisation, par exemple de tirer dans les pneus d'un véhicule.

Dans la vallée où étaient les fugitifs ou en général ?

Dans la vallée. Quand tu poursuis une voiture, une fois que tu l'as attrapée, tu crèves les pneus. C'était permis, mais je n'aimais pas ça. Il y avait d'autres commandants qui n'aimaient pas ça et tout le monde ne le faisait pas.

Le sous-commandant de bataillon vous ordonnait défaire ça ?

Il a donné une sorte d'autorisation au commandant de compagnie. Au bout d'environ deux semaines, ils ont dit que personne n'avait donné cette autorisation, et ils ont arrêté de le faire. Mais pendant deux semaines, les soldats s'en sont donné à cœur joie. Ils tiraient dans les pneus, ils prenaient un couteau pour lacérer ceux des camions... C'en est arrivé au point d'arracher les bougies des voitures. De la violence contre les voitures. Ils ont mis la limite à : ne cassez pas les vitres. Ne vandalisez pas la voiture, mettez-la simplement hors d'état de rouler.

Qu'est-ce qui les a fait arrêter ?

Un ordre du commandant de bataillon. Le fait est que c'était illégal, cette histoire de tirer dans les pneus.

Comment ont-ils géré la situation, puisqu'ils l'avaient fait ?

Ils n'ont rien fait, on ne gère pas les choses dans l'armée, on n'en parle pas, on va simplement de l'avant. C'était autorisé, maintenant ça ne l'est plus, point final. C'est comme ça que ça fonctionne dans l'armée, comme à chaque fois qu'il y a la moindre infraction, quelqu'un ferme les yeux, les exploits comme les infractions éthiques, quelqu'un fait quelque chose, c'est étouffé, c'est fini. Ça n'est jamais arrivé, oublie. Ils font comme si de rien n'était. Que quelques per-

sonnes aient mitraillé toute une voiture, l'aient criblée de balles et l'aient détruite, tout le monde s'en fiche. Ce sont juste des choses qui arrivent. C'est arrivé dans la vallée. L'endroit avec les fugitifs était très délicat, tu joues au chat et à la souris tous les jours, c'est épuisant, tu te sens stupide. Tu cours après des innocents. Ils veulent juste travailler. Tu supportes ça, et c'est la merde. C'est tout. C'était vraiment une période dure, 8/8 pendant trois mois entre les deux checkpoints et la vallée, à bouffer de la poussière, à vivre dans le VTT. Un endroit dégoûtant. C'est comme un désert. C'était tout. Après ça, j'étais fini. J'en avais marre, avec cette période de cinq mois, ils m'ont vraiment cassé, 8/8. Alors j'ai décidé de rejoindre la compagnie auxiliaire pour être juste un soldat normal. Ça ne me paraissait pas juste d'être commandant dans cette situation.

48. Si ce n'est pas un ghetto, qu'est-ce que c'est ?

UNITÉ : PARACHUTISTES

LIEU : QALQILYA

ANNÉE : 2004

En tant qu'officier instructeur, je faisais le tour du quartier général stratégique avec le commandant de bataillon. En fait, c'était très intéressant. Le commandant de bataillon posait plein de questions, il parlait avec les gens. C'était la première fois – pour lui aussi, je pense, mais pour moi c'était la première – que je m'occupais du Mur de séparation. On se baladait en jeep la nuit pour apprendre à connaître le secteur, il posait des questions, il voyait qu'il y avait vraiment des villageois qui ne pouvaient pas traverser alors que c'était leur gagne-pain. Il s'arrêtait, il voyait une famille dans son jardin. « Dites-moi, comment vous rendez-vous à tel et tel endroit ? » Et ils disaient : « On ne peut pas y aller. » « Comment ça, vous ne pouvez pas y aller ? De toute évidence, vous avez besoin d'y aller, alors comment faites-vous ? » « Non, on ne peut pas. » Il parlait beaucoup aux habitants. Parfois, on leur fermait la route, la voie principale du village. Juste comme ça, coupée par le mur.

Comment avez-vous réagi ?

Dans ce cas-là, ce n’est pas tant l’armée, c’est la politique, c’est la réalité concrète du mur. Encore une fois, tu vois à quel point c’est horrible. Surtout à Qalqilya – les alentours de Qalqilya sont fermés de tous les côtés et il n’y a qu’un portail. Entouré par un mur ou une clôture. On peut dire ce qu’on veut, si ce n’est pas un ghetto, qu’est-ce que c’est ? C’est fermé. Il y a une porte, peut-être plus. Quand j’étais là-bas, ils ont décidé – j’imagine qu’il s’est passé quelque chose –, ils ont décidé : plus de portes, elles devaient être fermées. Il n’y a qu’une seule porte pour que les gens entrent et sortent de la ville, à Qalqilya. OK, ce n’est pas Naplouse, mais ça reste une grande ville. L’une des plus petites, mais ça reste une ville, avec beaucoup de gens.

49. Le commandant a dit de bloquer la route

UNITÉ : CORPS DU GÉNIE

LIEU : GÉNÉRAL

ANNÉE : 2002

Qui donne l’ordre de fermer une route ?

Ça pouvait être le sergent le plus bas placé. Il t’emmène... quelques fois, tu peux juste y aller, ils t’emmènent le matin, tu fais le tour de toutes les routes. Tout est ouvert...

Partout où il y a une route fermée, il y a un monticule de terre. C’est ce que vous faites, plus ou moins ? Vous créez un monticule de terre ?

Un monticule de terre. S’il y a des pierres à proximité, alors des pierres. Si c’est une épave de voiture, tu prends la voiture.

Ça vous arrive d’ouvrir une zone fermée ?

Ouais, d’habitude avant que l’armée ne passe, ensuite tu vas là où l’endroit est fermé avec des blocs de béton. Ils sont assez faciles à déplacer.

Les blocs de béton sont plus faciles à déplacer ?

Oui. C'est facile pour nous. Une fois j'ai détruit... à cause d'une erreur dans les ordres... une fois j'ai détruit un checkpoint de Tsahal en blocs de béton. C'est simple. J'ai juste poussé au moins vingt blocs de béton avec le bulldozer – je n'ai rien senti. Je me contentais d'avancer.

C'est l'officier de police des frontières qui donne l'ordre de monter un barrage ?

Oui.

Il vous dit vraiment : « Bloquez cette route, elle perturbe mon checkpoint » ?

Ouais, il dirait quelque chose dans ce genre, mais il reçoit l'ordre de plus haut. C'est lui qui me le dit simplement parce qu'il fait partie de l'unité de garde. Cette fois-là, il y avait un sous-off qui travaillait avec moi, c'était soit un officier soit un sous-off assez expérimenté qui travaillait dans la région. Il appréciait vraiment la situation. Après le premier barrage avec le bulldozer, il montait sur la pelle et faisait la route avec moi, ce qui est censé être interdit.

Qu'est-ce que vous voulez dire ?

Vous voulez dire pourquoi ?

Oui.

Juste parce qu'il aimait ça.

Quoi ? Monter sur la pelle ? Pendant que vous déplaciez les tas de terre ?

Non, non. Quand j'allais d'un barrage à un autre, il montait sur la pelle au lieu de prendre sa propre jeep.

50. Une route stérile

UNITÉ : BRIGADE NAHAL

LIEU : HÉBRON

ANNÉE : 2005

C’est quelque chose dont je me souviens bien. À Hébron... On était à Tel Rumeida, on était de garde. Vous savez comment c’est, il y a Tel Rumeida, relié à Mitkanim et au tombeau des Patriarches, toute cette route est stérile.

Comment ça, « stérile » ?

Super, « Comment ça, “stérile" ? » Vous voyez l’injustice ? « Stérile » signifie que tous les magasins sur cette rue, qui étaient ouverts, presque tous, sauf peut-être un ou deux, sont fermés maintenant. Dix magasins, fermés, tout le long de la route. Ça veut dire que toutes les maisons là-bas, quelqu'un y habitait, ou n’y habite plus, ou elles sont bloquées, donc ils ne peuvent plus y vivre. Les Palestiniens ne peuvent pas emprunter cette rue. Ou juste certains d’entre eux. Il y en a quelques-uns qui ont un permis de travail, mais ils ne travaillent pas dans les magasins, parce qu’ils sont fermés. Il reste un magasin ouvert. Seules quelques personnes ont l’autorisation, c'est très précis. En gros c’est une injustice atroce, tu vois que c’est fermé, juste pour qu’il puisse y avoir des endroits [juifs], comme la yeshiva Bet Romano, et à côté il y a une autre maison, je ne me rappelle pas, une maison.

Hadassah.

Peut-être. Tel Rumeida, quelle injustice ! Vous voyez, ils l'ont juste fermée. Il y a aussi des quartiers derrière Bet Romano, il y en a un, une sorte de cour, où un Palestinien s’est fait exploser. Près de la place Gross.

Avraham Avinu.

Avraham Avinu. Là aussi – je devais monter la garde là-bas –, là aussi, les maisons sont genre entassées les unes sur les autres, parce que c’est fou à Hébron, c’est comme la casbah, les maisons sont entassées, il y a eu une patrouille où on sautait juste de toit en toit. On a fait la patrouille sur les toits, pas dans la rue, parce que c'était comme un vrai chemin. Alors ils ont fermé tous les magasins palestiniens en dessous pour qu’ils ne puissent pas placer d’explosifs ou sortir par là.

OK, ça a du sens, c'est entièrement normal de vouloir bien surveiller – ça a du sens. Tuer quand il y a un danger clair et immédiat. Le problème, c'est que tu commences à te demander s'ils ont vraiment besoin d'être là, vraiment ? Et tu vois, tu vois la pauvreté, les checkpoints et la lutte acharnée de toute une ville ou de tout un quartier rien que pour vivre, tout ça à cause de quelques centaines de [colons]. Tu le vois clairement. C'était aussi... tu vois l'incroyable disparité sociale, la richesse à côté de la pauvreté, tu vois une haine terrible.

51. Hébron, une claque cuisante

UNITÉ : BRIGADE NAHAL

LIEU : HÉBRON

ANNÉE : 2004

... Juste avant Hébron, on était à Gaza, il y a eu une opération où un soldat du bataillon a été tué, et tu as vraiment l'impression d'avoir été là parce que c'est le genre de situation où tu as besoin d'être un soldat. Hébron était l'exact opposé de ça, une claque cuisante. Tu es là pour défendre un certain statut. L'un des trucs les plus frustrants à Hébron, c'est que les colons s'en fichent, ils ont tout ce qu'ils veulent, même s'ils ne sont qu'à un mètre de toi. La première semaine, on était nombreux, il y a une route, la route de Tnuva, qui mène du quartier d'Avraham Avinu au Tombeau. C'était en pleine période de... je ne me rappelle pas si c'était une fête juive, il y avait une fête, juive ou musulmane, je ne me rappelle pas. Je crois que c'était pendant une fête musulmane. Donc ils ont mis en place des séparations au milieu de la route, les Palestiniens traversaient d'un côté et les Juifs de l'autre. Bon, le nombre de Palestiniens qui traversaient la route était nettement – pas juste deux ou trois fois plus, mais dix fois plus que le nombre de Juifs qui traversaient. Je parle de centaines, tous les matins, à chaque prière. Et ils allaient de leur côté. Sauf une, il y a eu une femme palestinienne qui l'a fait exprès et tous ses amis se sont mis à lui crier dessus. Je me suis approché et je lui ai dit : « Madame, si vous traversez... » J'avais mon arme. À un moment, elle s'est tue et elle a fait

demi-tour.

Qui lui a crié dessus, des Palestiniens ?

Ils ont dit : « Oui, oui, arrête, arrête, reviens. » Ils ne voulaient pas quelle crée de problèmes. Le même jour, il y a une famille de genre dix ou quinze Juifs qui marche sur la route, tranquille. Je vais les voir et je dis : « Écoutez, monsieur, il y a une raison si on a séparé la route, c'est juste temporaire, je vous demande d'attendre. » Il m'a répondu : « Pour qui est-ce que vous vous prenez ? »

C'est comme ça qu'il vous a parlé ?

Ouais. « Pour qui est-ce que vous vous prenez ? C'est ma route, c'est ma ville. Je fais ce que je veux. » J'ai dit : « Je vous en prie, je suis là pour vous protéger, si vous n'y voyez pas d'inconvénient. » « Non, je ferai ce que je veux. Vous leur cédez, vous êtes trop tendres avec eux, vous n'êtes pas assez durs, vous n'êtes pas assez rien. » C'est comme si, à partir de ce moment, je... Il y a eu un moment où je me suis dit que je me coupais d'eux, comme cette histoire d'accepter leur café ou de ne pas accepter leur café. Je me suis dit : « Je ne veux pas qu'ils se sentent légitimes parce que je suis là, ou qu'ils soient contents. » Depuis ce moment-là, j'ai été à couteaux tirés avec les colons, jusqu'à la fin de mon service. Je refusais tout ce qu'ils voulaient me donner, leur aide. Je disais que je n'en voulais pas. Ils m'agaçaient. Il y a eu plusieurs exemples. Celui-là et une situation où un père palestinien... encore une fois, tout se passe du côté palestinien de la route... il marchait avec son fils à côté de lui et quatre enfants de colons sont arrivés. Ils ont pris une pierre, l'ont jetée sur le garçon palestinien. Je leur crie dessus, le père arrive et dit : « Là, vous voyez, on ne fait rien. » Il a l'air frustré. « Regardez ce qu'ils nous font. » Moi, je ne peux rien faire d'autre que baisser la tête de honte, je ne peux rien faire. Parce que je ne peux pas lever le petit doigt contre les enfants des colons. Je ne peux pas les menacer avec mon arme. Si la situation avait été inversée, je ne sais pas ce qui se serait passé.

Que se passerait-il ?

Si un garçon arabe avait lancé une pierre sur un garçon juif, on

aurait probablement dû le menotter, lui bander les yeux et l'envoyer quelque part, suivre les ordres.

Ce sont les ordres ?

Ça fait partie des règles d'engagement, situations et réponses.

La procédure d'arrestation des suspects ?

C'est ça, la procédure pour arrêter un suspect. Si un gamin jette une pierre. Sans parler... si un gamin palestinien faisait, s'il commençait à ne pas m'obéir, comme le Juif qui m'a dit « Pour qui est-ce que vous vous prenez ? » et tout, je devrais commencer à tirer en l'air, puis vers ses pieds, toutes sortes de choses comme ça. Il y a eu des incidents de ce genre à Hébron, un tas. La compagnie qui nous a relevés nous a raconté. Il y avait un gamin fou, pas fou, un peu attardé, il ne comprenait pas ce qu'ils lui criaient. À la fin, il a reçu une balle dans la jambe. C'était le 931e bataillon de Nahal.

52. Les manifestants se faisaient frapper, les officiers ouvraient des graines de tournesol

UNITÉ : CORPS BLINDÉ

LIEU : RÉGION DE RAMALLAH

ANNÉE : 2007

Pendant mon deuxième déploiement dans les Territoires, j'étais à Makabim, tout le temps avec l'état-major de première ligne.

Lequel ?

L'officier des renseignements opérationnels. Tu ne vas pas sur le checkpoint à moins qu'il se passe quelque chose. Tu vas à Bil'in tous les vendredis. Je n'oublierai jamais. Je suis allé à Bil'in, on est allés au mur, j'étais tout excité, de l'action, des manifestants. Quand tu es dans l'armée, tout ce qui t'intéresse, c'est l'action. C'étaient mes premiers jours, j'allais bien. On voit la clôture à droite et les plantations d'oliviers. À gauche, je vois des plantations d'oliviers, il y a quelque

chose qui ne tourne pas rond. Comment les gens traversent-ils ? Alors je demande à mon commandant, complètement naïf, je pense qu'en tant que major dans l'armée israélienne, il doit savoir : « Comment ils font pour traverser ? » « Ils obtiennent des autorisations spéciales, ils doivent passer par la porte. » « Quand ils veulent ? » « Non, il y a des horaires. » « Et pourquoi est-ce que la clôture ne passe pas autour des oliviers ? » « Pourquoi tu poses des questions ? Viens, il y a une manifestation. » C'étaient les réponses habituelles. En gros, on te dit : « Ne réfléchis pas. »

Il y a des ordres.

Oui. Soit c'est : « Tu vas juste t'attirer des ennuis » ou « Regarde le bon côté, c'est pour la bonne cause. » On est arrivés à Bil'in. Il y avait une manifestation devant la clôture, alors on est allés la protéger. On les avertit : « Si vous vous approchez trop, on emploiera la force. » Ils s'approchent un peu. Ils poussent, des pierres.., des coups de poing, des gaz lacrymogènes, des balles en caoutchouc. C'est graduel. Je me tiens au-dessus de la manifestation, au-dessus des gars de la police des frontières. Mon commandant se tient avec le commandant de la police et un autre officier, je ne sais pas d'où il sortait, un lieutenant-colonel, ils rigolent et pendant ce temps des gens se font frapper. Je les vois de derrière. Essayez d'imaginer : je vois mes officiers qui me tournent le dos, ils rigolent, ils sont pliés en deux et en dessous je vois la police des frontières qui frappe des gens, des gars qu'on étouffe, un qui saigne. Et je me dis : « C'est exactement comme dans les livres que j'ai lus. » OK, il y a une différence. Je ne voudrais pas que vous rapportiez ces propos, mais c'est ce que j'ai ressenti. Ça m'est venu à l'esprit, ce n'est pas ma faute, c'est ce qui m'est venu à l'esprit. Je me sens mal.

On n'est pas obligés de le rapporter.

À chaque fois que des gens se font tirer dessus, j'ai cette image dans la tête, je dois l'avoir vue dans un film, des nazis qui tirent sur des Juifs dans une fosse et des officiers qui se tiennent sur le côté en rigolant. Ce n'est pas la même chose, ça n'a aucun rapport, mais des gens se font frapper, il y a du sang et ils rigolent, ils ouvrent des

graines de tournesol et je dis : « Vous êtes tellement horribles. » Je les regarde et ils disent : « Regarde le coup qu'il vient de se prendre, celui-là ! »...

Qu'est-ce qui se passe en bas ? Est-ce que la manifestation a commencé pacifiquement ?

Oui, ils arrivent avec des banderoles, la police dit : « Si vous vous approchez trop, nous emploierons la force, c'est une zone militaire fermée. » Ils s'approchent et la police les repousse.

Qu'est-ce qui a déclenché la fusillade ?

Dès qu'il y a des pierres, on a le droit de tirer des balles en caoutchouc sur les meneurs.

Vous avez tiré aussi ?

Non. Ils m'ont toujours demandé si je voulais tirer. Mais je disais : « Pour quoi faire ? Il y a tous les autres. »

La police des frontières ?

La police des frontières, le corps blindé, le corps d'artillerie, ils alternent.

Quelle est la première réponse ?

D'abord, ils les poussent, il y a des matraques, en tout cas il y en avait. Aujourd'hui, c'est beaucoup de gaz lacrymogène et des grenades incapacitantes, parfois des balles en caoutchouc... Maintenant ils ne traversent plus la clôture, mais avant ils le faisaient. Maintenant ils restent de l'autre côté du grillage.

Donc d'abord il y a de la violence physique, des [combats au] corps à corps, des coups de matraque et ensuite, quelle est la première phase de tirs ?

D'abord les matraques, ensuite les grenades incapacitantes et le gaz lacrymogène en même temps.

Vous avez vu des bombes lacrymogènes tirées par un engin ?

Oui. J’ai une vidéo ici, que j’ai tournée pendant que j'étais avec les soldats. On ne voit pas très bien.

Vous vous rappelez les ordres qu’on vous a donnés en tant que soldat ?

Oui, à la radio. Le risque est le risque, qu’est-ce qui peut se passer quand on lance des pierres ? Laissez tomber, pas important. Un gamin de quinze ans a reçu une balle en caoutchouc dans la jambe...

Vous recevez des instructions à la radio pour faire autre chose aussi, par exemple quand et comment tirer ?

Oui.

Quel genre d’instructions ?

Il y a des guetteurs qui observent sur leurs écrans, qui disent à la radio : « Il y a un type derrière l’arbre, à gauche », et ensuite ils lui tirent dessus avec des balles en caoutchouc.

Qu’est-ce qui se passe quand ça va plus loin que le caoutchouc ?

Je n’ai pas vu ça, là-bas les ordres étaient clairement de ne pas...

Tous les activistes avec des caméras.

On nous a dit d’éviter de nous faire filmer. Je me rappelle qu’un journaliste asiatique a été arrêté et mon commandant lui a crié dessus, j’ai eu vraiment honte. Un journaliste... Mon commandant l’a terrifié, j’étais choqué. C’est tout ce qu’il y avait, des soldats qui hurlaient à des gauchistes : « À cause de vous, je suis coincé ici un vendredi au lieu de rentrer chez moi. »

Quels étaient les ordres pour les lance-bombes lacrymogènes et les grenades incapacitantes ?

J’entendais les ordres tous les vendredis. C’était de ne pas tirer sans confirmation, ni balles en caoutchouc ni gaz lacrymogène, puis la confirmation venait tout au début et tu pouvais tirer librement.

Donc il y a une confirmation initiale qui vous autorise à ouvrir le

feu ?

Une fois, tous les soldats du corps blindé étaient alignés et le commandant a dit aux gars qui lançaient des grenades incapacitantes de le faire tous en même temps. Il y a eu une explosion hallucinante et puis les gaz lacrymogènes ont commencé. D'habitude, c'est ciblé, mais vous savez, quand quatre soldats tirent en même temps, le commandant ne peut pas dire à chacun où viser, alors que normalement, l'idée, c'est qu'il le fait.

En théorie, vous devez ouvrir le feu à un certain angle ?

Ils prennent soin de dire ça aussi. Les règles sont bien. Le problème, c'est quand quelqu'un tire droit devant lui...

Vous avez vu ça ?

Oui.

Quelle a été la réaction ?

Personne n'a remarqué et il n'a touché personne. Je ne sais pas s'il l'a fait exprès, ça n'arrêtait pas. Il n'a pas visé, mais il a tiré. Une fois, quand je suis revenu avec la police des frontières, l'un d'entre eux a dit : « J'ai failli tuer quelqu'un là-bas », et quelqu'un a répondu : « Mec, déconne pas... » Et quelqu'un a ri. Personne ne prend au sérieux le fait que quelqu'un ait failli mourir. Le commandant a dit : « Mec, déconne pas. » Ce sont de bons policiers par rapport à ce que j'ai vu. À la manifestation de Bil'in, j'ai compris à quel point c'était gratuit, j'ai vu que c'est une appropriation des terres. Après ça, j'ai regardé un film sur Bil'in et j'ai vu mon commandant dedans.

Vous l'avez vu alors que vous étiez soldat ?

Oui. J'ai commencé à parler aux gens, une fois on était en patrouille pendant la semaine, il y avait des types dans les plantations d'oliviers, je leur ai parlé et on m'a dit de ne pas le faire. De temps à autre, mon commandant essayait de les aider, mais les consignes étaient claires.

53. Ils fermaient les magasins comme punition collective

UNITÉ : BRIGADE NAHAL

LIEU : RÉGION DE RAMALLAH

ANNÉE : 2008-2009

Couper le grillage, jeter des pierres, etc., ça n'arrêtait pas, tous les jours. C'était la principale activité, il n'y avait pas d'actions terroristes hostiles. C'est important de dire que c'étaient des hommes jeunes qui faisaient ça, vingt ans et plus. De temps à autre, il y avait des manifestations plus sérieuses, mais d'après mes souvenirs il n'y avait pas d'armes, c'étaient des lance-pierres, des trucs comme ça. Il y avait des types qui allaient à Ni'lin le vendredi.

Qu'est-ce qu'ils faisaient là-bas ?

À cette époque, j'étais un peu dans la salle de commandement, on avait deux véhicules de patrouille au grillage ou plus loin, et un peu dans les villages.

Comment est-ce que ça se passait avec le grillage ? C'était interdit de s'approcher à moins d'une certaine distance ?

Ouais, il y avait une distance où s'ils s'approchaient plus, c'était considéré comme suspect, les guetteurs identifiaient les gamins, à une heure précise, après la fin de l'école ou la nuit quand ils coupaient le grillage. Ça se passait tous les jours.

Qu'est-ce que vous faites ? Mettons que le guetteur voit des garçons qui s'approchent.

On montre qu'on est là pour qu'ils s'éloignent, on essaie de faire en sorte qu'ils nous voient, et s'ils s'approchent ou qu'ils commencent à couper [le grillage] ou à jeter des pierres, alors ça se dégrade. Je ne me rappelle pas les ordres pour ouvrir le feu, mais ça n'incluait pas les balles réelles. Le pire, c'était le Ruger[33]. Souvent on entrait dans les

---

[33] Le fusil sniper silencieux Ruger 10/22, classé comme une arme « létale ».

villages pour les repousser jusque là-bas. Parfois on utilisait des gaz lacrymogènes.

Dans le village ?

Oui. Je pense qu'on n'a presque jamais utilisé le Ruger. Peut-être quand on était du côté israélien de la clôture, on tirait vers le village, où c'était plus dégagé, mais des grenades incapacitantes, des gaz lacrymogènes, des balles en caoutchouc, dans cet ordre-là.

Il y avait des ordres sur la manière d'utiliser le gaz et les balles en caoutchouc ?

Il nous fallait l'autorisation de l'officier, voire de l'officier de la compagnie. Les grenades incapacitantes et le gaz lacrymogène, avec la permission de l'officier sur le terrain, si je ne me trompe pas, parce que c'était immédiat... les balles en caoutchouc, c'était avec l'autorisation du commandant de compagnie et peut-être à un moment avec celle du commandant de bataillon, parce qu'il y avait ailleurs des incidents anormaux avec des balles en caoutchouc. Et des tirs aux jambes.

Il y a eu des cas où des gens ont été blessés ?

Je pense. Il n'y a pas eu de blessures avec le gaz lacrymogène, mais... avec les balles en caoutchouc, si, ils touchaient les gens.

Vous parlez de gens à la clôture ou de manifestations dans le village ou à l'entrée du village ?

Dans le village ou à quarante mètres du grillage, ou les deux.

Et quand ils dispersent la manifestation à l'intérieur du village ?

Je n'y étais pas, alors je ne veux rien dire. Je n'étais presque jamais sur les perturbations. C'était une période bizarre, je n'étais presque jamais présent pour ces événements.

Que disaient les gars qui revenaient de Ni'lin ?

Que c'est le chaos complet, plein de gaz lacrymogènes, des grenades incapacitantes, à un moment il y a eu des Ruger. Pendant un

petit moment à Ni'lin, il y a eu des gars qui tiraient avec des Ruger, ils plaçaient des snipers dans la zone et ils devaient tirer dans les genoux ou en dessous. Mais on m'a raconté ça, je n'y étais pas. Ça n'arrivait pas tous les vendredis.

Il y avait des portes pour les agriculteurs le long du grillage ?

Je crois que oui. Je crois qu'on est arrivés là-bas après la récolte des olives, alors il n'y avait pas beaucoup d'accrochages.

Il n'y avait pas de soldats postés de votre côté du grillage pour ouvrir et fermer la porte ?

Non. Mais il y a deux colonies là-bas, je ne me souviens pas comment elles s'appellent, la route était utilisée par des Arabes et des Juifs, les voitures des Juifs se faisaient caillasser, la route traverse les villages, elle sert aux Palestiniens et aux Israéliens, il y a eu un tas d'incidents, de jets de pierres.

Vous répliquiez ?

On allait voir pour vérifier, des fois il y avait des éclaireurs. C'est impossible de trouver un garçon qui a jeté une pierre à deux heures du matin. Pendant notre service là-bas, il y a eu des périodes où ils fermaient la route ou les magasins comme punition collective.

Dans quels villages ?

Qibya, Budrus, dans cette zone, je ne me rappelle pas. Pas nécessairement là-bas, mais dans la zone.

Combien de magasins étaient fermés ?

Ça variait.

Ensuite ils rouvraient ?

Après quelques heures ou quelques jours.

54. « Vous croyez vraiment que je vais attendre derrière un Arabe ? »

UNITÉ : BRIGADE D'INFANTERIE KFIR

LIEU : TULKAREM

ANNÉE : 2008

Il y avait un checkpoint divisé en trois files. À Sha'ar Efraim. Il y a une colonie, un checkpoint, puis le territoire israélien. Au milieu, il y a un village palestinien, alors ils ont juste séparé le checkpoint en trois files. Trois files, et le commandant de brigade a ordonné que les Juifs ne devaient attendre que dix minutes. Pour cette raison, on devait avoir une file spéciale pour eux, et tous les autres, les Palestiniens et les Israéliens arabes, devaient attendre dans les deux autres files. Je me rappelle que les colons arrivaient, contournaient les Arabes, ils le faisaient naturellement. Je me suis approché d'un colon et j'ai dit : « Pourquoi est-ce que vous contournez, il y a une file ici, monsieur. » Il a répondu : « Vous croyez vraiment que je vais attendre derrière un Arabe ?» Il a commencé à hausser le ton. « Vous allez entendre parler de votre commandant de brigade. » J'ai dit : « C'est un citoyen israélien comme vous, vous avez le même passeport, il n'y a pas de raison que vous... »

55. J'ai honte de ce que j'ai fait là-bas

UNITÉ : CORPS DU GÉNIE DE COMBAT – NUCLÉAIRE, BIOLOGIQUE, CHIMIQUE

LIEU : ELKANA

ANNÉE : 2005

Quand j'étais commandante de la compagnie en formation et qu'on a commencé les opérations, on était à un checkpoint, je ne me rappelle pas son nom.

Où ?

C’était à Elkana, à la clôture qui sépare les maisons juives et palestiniennes, il reste une maison palestinienne du côté juif – ils ont fait une erreur avec le grillage là-bas, c’est pour ça qu’il y a le checkpoint. Tout leur accès était... Il y avait des familles de l’autre côté donc ils devaient traverser là, alors l’armée a mis en place un checkpoint. Il y avait des règles sur qui pouvait passer, je ne me rappelle pas exactement, ils n’ont pas le droit de passer s’ils n’ont pas ce document ou cette autorisation, un permis de travail. Il y avait quelqu’un qui revenait de l’autre côté, et il faisait semblant de ne pas comprendre pourquoi il ne pouvait pas entrer. Il avait un sac à la main, il demandait pourquoi, pourquoi, mais il savait très bien pourquoi. Au bout de deux heures, il est revenu en disant qu’il était le jumeau de l’autre type, je ne me rappelle pas s’il avait une autorisation, je ne crois pas. Il nous agaçait vraiment... Je n’aime pas en parler... Il nous énervait vraiment, on a décidé de le punir, alors on l’a mis dans un coin avec ses sacs et tout, on lui a bandé les yeux, on l’a menotté et il est resté là quatre ou cinq heures. Juste comme ça, genre, c’est quelque chose dont j’ai honte. J’ai honte. Je ne sais pas...

Pourquoi ?

Parce que c’est, mon Dieu, un monde complètement différent là-bas, avec des règles complètement différentes. Dans ce monde-ci, cette histoire est inacceptable, en tout cas pour moi... Là-bas, c’est tellement naturel. Les règles sont tellement différentes. Personne ne comprend ça à moins d’avoir été là-bas. Si je raconte ça à une de mes copines... c’est une petite histoire parmi beaucoup d’histoires choquantes, c’est le petit truc qui me met mal à l'aise. Si je le racontais à une amie qui n’est pas allée à l’armée et dont l’idéologie est... je ne sais pas comment elle réagirait.

Vous en avez parlé à quelqu’un ?

Non.

Vous aviez honte sur le moment ?

Non.

Combien de personnes y avait-il ?

Trois.

Qu'est-ce qu'elles en ont pensé ensuite ? Ou aujourd'hui ?

Je ne leur parle plus aujourd'hui.

Mais vous leur en avez parlé après, pour savoir si c'était normal ou non ? Que peut-être il méritait mieux ?

Je me rappelle qu'à un moment un de mes soldats a dit qu'il allait lui apporter de l'eau ou qu'il allait le relâcher. Oui, ils se sentaient un peu... Mais on ne parlait pas vraiment de choses comme ça, ce qui arrive... arrive.

Quand avez-vous commencé à penser à l'incident ?

Quand j'ai été démobilisée, seulement après, un moment après.

Comment est-ce revenu ?

D'un coup, une image. Cette image puissante que j'ai à chaque fois que les gens parlent de ce qu'ils ont fait à l'armée. J'ai vu un documentaire sur Channel 8 à propos des femmes soldats. Un tas d'images sont remontées pendant ce film. Des images auxquelles je ne pensais jamais.

Il y a eu d'autres incidents comme celui-là ? Similaires ?

Oui, plein.

Vous ne vous rappelez pas ?

J'ai des images dans la tête, mais je ne me rappelle pas les détails. J'ai vraiment refoulé cette période. Ce n'est pas comme si j'avais souffert là-bas ou si j'étais traumatisée, mais j'ai quitté l'armée et j'ai commencé une vie complètement différente. Je vous dis, les choses les plus banales, je ne saurais plus les décrire précisément. Je sais de quoi vous parlez, mais il faut me le rappeler,

56. Tu ne sais pas ce que tu fais là

UNITÉ : BRIGADE NAHAL

LIEU : HÉBRON

ANNÉE : 2004-2006

À Hébron, quelles routes sont stériles ?

La route de David. C'est une route stérile. Dans notre zone, David est la seule stérile, je crois.

Et le marché de gros ?

Aussi. Mais je crois que c'est la route de Tnuva, non ?

Le marché de gros est à Avraham Avinu.

Dans ce cas OK, ça aussi, complètement stérile.

La porte là-bas ?

Complètement stérile.

Il y a eu des problèmes au marché de gros ?

Il y a eu des intrusions et, une fois, deux filles ont mis le feu à quelque chose.

Comment ça, des « intrusions » ?

Ils ont essayé d'entrer avec des barres de fer. Après tout, tout est abandonné là-bas. Une fois, je me rappelle que ces deux filles ont mis le feu à quelque chose, je ne me rappelle pas quoi exactement. Je me suis dit : « Deux filles, c'est quoi ces conneries ? Qu'est-ce qu'elles veulent ?» Et il y a eu ce truc, on en a parlé, où des Juifs sont passés par là, même quand ils n'avaient pas le droit, mais ils n'en avaient rien à foutre... Les Juifs, je crois, n'avaient pas le droit d'aller à pied du poste de Shlomo à la route de David vers l'école et le carrefour de la pharmacie, seulement en véhicule. J'en suis pratiquement sûr. Mais une fois, ils sont juste passés à pied. On a essayé de les arrêter et à la fin on a entendu à la radio : « C'est bon, laissez-les partir. » Qu'est-ce

qu'on pouvait faire ? On a essayé de les retenir, ça n'a pas marché.

Officiellement, il n'y a pas d'interdiction pour les empêcher de passer à pied.

Je ne sais pas. Je n'en ai aucune idée. Peut-être.

Il y a des interdictions officielles pour les Arabes ?

Bien sûr.

Ils vous le disent dans le briefing ?

Si tu vois un Arabe sur la route de David, c'est la procédure d'arrestation d'un suspect. Toujours.

Vous savez que c'est illégal ?

Vraiment ? Non. Pourquoi ?

La route de David était ouverte, mais en fait l'armée l'a fermée.

Dommage que personne ne l'ait dit aux soldats. Je ne savais pas. Je ne sais pas, écoutez, donc j'ai enfreint la loi. Je ne savais pas. Je sais qu'à l'époque, quand on était là-bas et que j'étais sous-sergent-major de la compagnie, la Cour suprême a annoncé qu'ils pouvaient emprunter la route de David, sur toute la longueur. Je me rappelle que c'était un sacré bazar, ça a vraiment compliqué la vie à l'armée. On ne comprenait pas la décision, c'était vraiment inutile. Comme j'ai dit, en tant que soldats, tout ce qu'on voulait, c'était pas d'émeutes, pas de violence. Et ça n'a fait que créer de la violence. Ce n'est pas comme si les Arabes ne pouvaient pas aller au Tombeau. Encore une fois, évidemment que ça leur complique la vie, ils sont coincés. Mais si tu compares l'échelle, tu dis : OK, qu'est-ce que tu préfères ? Qu'ils doivent marcher cinq minutes de plus, ou avoir des émeutes ?

Vous êtes sûr qu'il y aurait eu des affrontements ?

Certain. C'est sûr. Vous connaissez XXX, le sergent ? Je me rappelle qu'un jour il m'a dit qu'à son époque il y avait la patrouille de la route de David. Il y avait ce marché, du côté arabe de la route. Il était au poste 38, il m'a dit que là-bas c'était plus... moins le bordel. Je

ne pouvais pas imaginer. J'ai dit : « Comment c'est possible ? » Parce que maintenant, si un Arabe se pointe là-bas, impossible, c'est comme s'ils avaient des renseignements, les colons se jetteraient sur lui, immédiatement.

C'est arrivé ?

Ouais, bien sûr. Plein de fois, plein, des passages à tabac. Voilà ce qui se passe là-bas, c'est très calme en termes d'activité, pas de jets de pierres. Occasionnellement, mais pas... Je suis allé dans d'autres régions où ils jettent des pierres tout le temps, tous les jours. Là-bas, rien de tout ça, pas trop d'éclats sérieux. Quelques coups de poing ici et là, on les sépare, affaire classée. Il y a une sorte de statu quo. Mais quand il y a un vrai affrontement, c'est comme dans un film. Ouah, c'est le bordel ! C'est ça qui est incroyable à Hébron. Ce n'est pas un poste où il se passe grand-chose, pas trop d'activité terroriste ou de trucs comme ça, mais tu te fais vraiment bousiller moralement parce que tu ne sais pas ce que tu fais là. Tu ne sais simplement pas pourquoi.

57. Les soldats ont fait une blague, le permis de travail a disparu

UNITÉ : BATAILLON NACHSHON

LIEU : YAKIR

ANNÉE : 2001

J'ai eu l'impression qu'il se passait quelque chose de pas normal... Une fois, on était avec le bataillon à Yakir, on est allés acheter quelque chose à la colonie, on y est allés, on est restés là-bas. Il y avait un réserviste qui montait la garde à la colonie. Alors on a discuté. Il y avait moi et deux autres gars, on était juste en train de discuter. Puis [le réserviste] est sorti du poste et les gars ont pris les laissez-passer pour les Palestiniens, ceux avec une photo. Comme une carte d'identité, mais c'est un laissez-passer qui autorise les Palestiniens à emprunter les routes en Cisjordanie.

Du bureau de coordination du district ?

Ouais. Ce qui est incroyable avec ces cartes, tu le sais après avoir été sur les checkpoints, c'est à quel point il est difficile de les obtenir. Parce que les gens te montrent toujours des cartes périmées, ils te racontent qu'ils ont essayé de les faire renouveler. Alors tu sais qu'il est presque impossible d'obtenir une carte valide. Donc on était surpris de voir que les gars qui travaillent dans les colonies ont encore des cartes valides. Il y avait des travailleurs arabes à Yakir. Ils laissent leurs cartes à l'entrée et vont travailler dans la colonie. Et qu'est-ce que font les deux types avec moi ? Ils prennent les cartes et les mettent dans leurs poches. Un type sans sa carte, tu peux imaginer ce que...

Pourquoi les ont-ils mises dans leurs poches ?

Sans raison, juste par méchanceté. Juste parce que. Le garde est sorti fumer et ils ont fait une blague, ils les ont cachées. Il ne va rien lui arriver, bien sûr. Genre quoi ? C'est juste le laissez-passer d'un type. Ils reviendront après avoir travaillé toute la journée et commenceront...

Ce n'étaient pas des cartes d'identité ?

Des autorisations de voyage qui permettent d'emprunter les routes juives en Cisjordanie et je ne sais pas exactement quoi d'autre. Par exemple, à notre checkpoint, ceux qui nous montraient cette carte, ça ne changeait rien. Tu ne pouvais toujours pas passer, c'était tout. Mais apparemment il y avait des endroits où ça aidait.

Ils les ont prises ? Ils les ont rendues ensuite ?

Non. Ils les ont juste prises. Ce n'était pas comme si... ils n'ont jamais vu ces Palestiniens de leur vie. Ils ont juste pris leurs cartes. Alors j'ai dit : « Rendez-les. » En gros, il y avait... ce n'étaient pas les gars les plus sympas de la compagnie... il y avait ce truc... J'ai dit : « Si vous ne les rendez pas, quand le garde revient, je lui dis que vous avez pris les cartes. » Alors ils ont commencé avec les menaces. « On va te défoncer » et tout, vous savez. Vous savez quoi ? J'ai honte de le dire. Je ne me rappelle même pas comment ça s'est terminé. Vraiment, je ne sais pas. C'était genre quand j'étais... quoi ?... depuis six mois, un an

dans l’armée. Je ne me rappelle pas comment ça s’est terminé. Je me rappelle juste genre... Je me rappelle que c’est la première fois que j’ai compris qu’un gamin de dix-huit ans un peu mal intentionné peut foutre en l’air la vie de quelqu’un. Le lendemain, le type ne peut pas aller travailler et tu sais qu’il a dû affronter les sept cercles de l’enfer pour obtenir cette carte. Tu as été là, à Kedumim, au bureau de coordination du district, tu sais ce qui se passe là-bas. Et tu sais que tu n’as jamais vu une carte comme ça valide, parce qu’elles sont tellement dures à obtenir. Et eux, ces types, ils aimaient juste l’étui de ces cartes. C’était la mode de se balader avec des étuis de cartes à la place du portefeuille... il y en a des verts et des orange. Alors quand tu vois les soldats plus âgés se balader avec, ça veut dire qu'ils les ont piqués. Qu’est-ce qu’ils en faisaient ? Ils s’en servaient, parce qu’il te faut un truc dur pour fixer ton équipement, alors ils... ils utilisaient la partie dure. Ouais... En tout cas, si quelqu’un sortait une carte comme ça qui avait expiré, tu pouvais la prendre, je crois, la confisquer. Parce que tu pouvais dire : « Si tu utilises cette carte, c’est que tu cherches à jouer un sale tour aux soldats. Tu ne peux passer qu’avec ci et ça. » Alors ils prenaient la carte et ils utilisaient l’étui pour leur équipement...

Ils en prenaient beaucoup ?

Oui.

58. Un os dans la gorge

UNITÉ : ARTILLERIE

LIEU : SHAKED

ANNÉE : 2002

J’ai été responsable du checkpoint de Shaked, près de Djénine, pendant quatre mois.

Vous étiez commandant d’équipe ?

Parce que j’étais vétéran dans ma batterie. Il y avait pénurie de commandants, donc on a confié le commandement du checkpoint aux

soldats vétérans.

En général, la majorité de votre engagement dans les Territoires s'est fait aux checkpoints ?

Oui. Bien sûr, il y avait des opérations, mais puisque j'étais commandant de checkpoint, je n'y participais presque pas, j'en ai juste entendu parler.

Quel genre de formation avez-vous eue pour commander le checkpoint ? Quelle est la préparation ?

C'est un briefing assez court sur la zone concernée donné par les commandants du bataillon et de la compagnie. Quelles sont les menaces, le mode d'action et une espèce d'exercice de cinq minutes sur le plateau du Golan pour qu'on voie à quoi doit ressembler un checkpoint, ce qu'on doit faire avant d'aller sur le front. Une leçon rapide du commandant de bataillon comme quoi les Palestiniens ne sont pas nos ennemis, qu'on est là pour assurer une sécurité durable, qu'on est là pour prévenir le terrorisme, un discours sur la pureté des armes et son importance. L'un dans l'autre, c'était assez inutile. D'un point de vue opérationnel et humanitaire, on nous laissait apprécier les situations. En fait, ce qui se passait, c'est que chaque soldat déterminait à quoi ressemblerait son checkpoint d'un point de vue humain.

Décrivez-nous le checkpoint de Shaked, s'il vous plaît.

En fait, le checkpoint de Shaked n'existe plus, parce que le Mur de séparation passe par là. En principe, c'est censé être un point d'entrée et de sortie des Territoires occupés, mais il est situé pas mal à l'intérieur des Territoires à cause d'un bloc important de colonies près de la ligne de 1967. Le checkpoint a été mis en place pour séparer la population juive de la région et la population palestinienne. Le problème avec le checkpoint, c'est que les gens qui l'empruntaient régulièrement n'avaient pas d'autorisation, personne. C'est un moment où les Territoires étaient presque complètement fermés, ni entrée ni sortie pour les travailleurs, mais le village situé à l'est du checkpoint, Tora-quelque chose, une grande partie appartient au dan Kabha – un très grand clan, dont la plupart des membres habitent en Israël. Des vil-

lages comme Ein a-Sahle, Arrabe, quelques villages à Wadi Ara, ils viennent tous du même dan, donc beaucoup de résidents ont des cartes d'identité bleues [israéliennes] par mariage ou autres liens familiaux. Donc, eux, ils ont des autorisations pour traverser le checkpoint. En ce qui concerne les contrôles de sécurité, ils ont le statut de citoyens israéliens, c'est une chose. Mais ils sont arabes, donc il fallait littéralement démonter leurs voitures. Un autre problème était que quelques petits villages à l'ouest du checkpoint n'avaient pas vraiment d'autorisation pour entrer en Israël mais... l'école, les courses, la famille – tout était de l'autre côté du checkpoint, à l'est, vers Djénine, Nazlat Zeid, Ya'abad, les plus grandes communautés de la région. Donc, tous les jours, on avait affaire au même groupe de personnes. Tu finissais par les connaître personnellement, leurs histoires, ce que chacun allait faire de l'autre côté, quand il traversait et quand il reviendrait. Voilà comment ça marchait : en général on ne contrôlait que les gens qui avaient le droit de passer et on contrôlait aussi un tas de camions arabes israéliens qui venaient des Territoires et qui avaient besoin de sortir à la fin de la journée de travail. En gros, c'était la fonction du checkpoint.

Combien de personnes passaient chaque jour ?

Ce n'est pas comparable au checkpoint des tunnels, d'a-Ram ou à d'autres points d'entrée et de sortie des Territoires. Peut-être à cause de la réalité à l'époque où j'étais là-bas... Pendant l'opération « Bouclier défensif », les Territoires étaient complètement fermés, très peu de personnes avaient le droit de passer – seulement ceux qui avaient des autorisations. Le principal village à l'ouest du checkpoint est Umm al-Reihan, une quinzaine de familles vivaient là-bas et elles traversaient presque toutes chaque jour – des enfants, des jeunes qui allaient à l'école, des adultes qui allaient travailler, quelques femmes.

Ils traversaient vers Israël ?

Ils traversaient vers les Territoires occupés, à l'est, principalement vers Ya'abad et Djénine.

Ces gens sont considérés comme des citoyens israéliens ?

Non. Umm al-Reihan est à l'ouest du checkpoint, ses résidents ont des cartes d'identité palestiniennes. Aujourd'hui je ne sais pas ce qu'ils font, parce qu'il y a un grillage, un mur qui les sépare de leurs vies. Je n'y suis pas retourné, mais j'ai compris que c'est le bordel à cause du mur.

Vous contrôliez le passage de...

Des Palestiniens qui vivaient à l'ouest du checkpoint et des Israéliens qui vivaient à l'est. C'était le chaos là-bas.

Et il n'y avait pas de Palestiniens qui vivaient à l'est du checkpoint qui traversaient vers l'ouest ?

Il y en avait, mais seulement ceux qui avaient des cartes d'identité bleues. Voilà à quoi ressemblait la réalité quotidienne. En gros, il n'y a pas eu de gros crimes contre l'humanité commis à ce checkpoint. Sa simple existence était très, très problématique. C'était comme un os dans la gorge d'une population qui ne faisait rien d'extraordinaire à part aller à l'école et rentrer à la maison.

59. Ils pointent leurs armes sur des étudiants

UNITÉ : CORPS BLINDÉ

LIEU : RÉGION DE RAMALLAH

ANNÉE : 2006

On renforçait le front de Halamish jusqu'à ce que les troupes de Nahal arrivent. C'était la première fois que je me retrouvais exposé à un checkpoint. On était quatre, trois soldats et un jeune commandant qui n'avait jamais été à un checkpoint, lui non plus. Tu restes là, au milieu de la nuit, entre un village qui s'appelle... c'était au nord de Ramallah... Anata, je crois. Atara ? Un checkpoint au nord de Ramallah par lequel passaient tous les étudiants... vers Birzeit ou ailleurs. La première fois qu'on était là, on avait tous peur. Personne ne savait rien. Tu es en plein milieu des Territoires. On n'avait aucune idée de ce qu'on était en train de faire. Notre commandant n'avait aucune idée

de ce qu'il faisait. C'est tout. Ça s'est passé tranquillement. Je ne comprenais pas vraiment pourquoi on les contrôlait, parce qu'ils traversaient d'un côté palestinien à un côté palestinien. Ils n'allaient pas vers Israël.

Comment était le briefing ? Qu'est-ce qu'ils vous ont dit ?

Rien. Il y a des gens qui... les hommes entre dix-huit et quarante ans ne peuvent pas passer le checkpoint.

Pourquoi ?

Je ne sais pas, on est de simples soldats. Ce n'est pas notre problème.

C'est comme ça qu'ils vous l'ont dit ?

C'est ce qu'ils ont dit.

Du côté palestinien vers le côté palestinien.

Oui. Vers Ramallah. Au nord de Ramallah, vers la ville. C'est une route qui passe au-dessus d'une route juive. C'est une route que les Palestiniens empruntent aussi. Je ne comprenais pas vraiment ce que... J'ai posé la question, ils m'ont dit : « Il n'y a rien à faire. Il faut les trouver. » Vous savez... C'est un peu, j'ai commencé à remettre les choses en question... rien de sérieux, mais il fallait toujours que je demande. J'ai dit : « Les gars, on est là à mettre le bazar dans leurs vies. » J'étais poli. « Dites bonjour, merci. » Ils disaient : « À quoi ça sert ? » Vous savez, je répondais : « Essayez, ils font la queue pendant longtemps. » La nuit, il y avait un gars religieux avec moi qui suivait un programme préparatoire de l'armée dans les Territoires. Après, il est venu me voir et il m'a dit : « Tous les Arabes qui passaient, je leur ai dit : "Bonjour, bon voyage." » J'ai pensé : « Ça y est, tu vois, tu changes les choses dans les Territoires. » Au fait, avant l'armée, je voulais m'engager dans la police des frontières. Je me disais : « Je vais faire des changements ici. »

Dans la police des frontières ?

Ouais. J'ai eu de la chance qu'ils ne m'envoient pas là-bas, ré-

trospectivement je crois que j’aurais été vraiment malheureux. Peut-être que j'étais un peu fou.

Pourquoi, vous n’avez pas l’impression d’avoir changé quelque chose au corps blindé ?

Oui... mais je n’arrivais à quelque chose qu’avec les gens qui étaient prêts à écouter. Enfin... c’est le checkpoint de Halamish. On était là depuis le soir jusqu’au matin suivant. Et la même nuit, ils ont essayé de nous écraser.

Quoi ? Qui ?

Un Palestinien. On se tenait au checkpoint sur la route. Quand l’homme s’est approché du checkpoint, il s’est mis à accélérer. II a accéléré, encore et encore, les ordres étaient clairs : ne pas tirer sur un véhicule une fois qu’il est arrêté. Dès qu’il ne menace plus votre vie, interdiction de tirer. Il a continué à accélérer, le soldat et moi avons sauté sur le côté, on a tiré en l’air et une patrouille est partie.

Ils ne l’ont pas retrouvé ?

J’imagine que non. Après, ils ont dit : « Tu vois ce qu’ils font, tes Arabes ? » Alors j’ai pensé : « Ils ont un peu raison, qu’est-ce qu’ils font ? Ils essaient de nous tuer. » C’est alors que j’ai commencé à me poser des questions, genre qu’est-ce qu’on leur fait ici, ça ne justifie pas de tuer. Enfin bref... le matin, la pression du checkpoint a commencé... il y avait le commandant et le sous-commandant de la compagnie. Ils me mettent dans une petite guérite à proximité, pas vraiment sur le checkpoint... Je pointe mon arme, je suis à l’intérieur, mon arme est visible, le canon, et je reste là au cas où il se passe quelque chose. Je vois un tas d’étudiantes, des jolies filles, qui vont à l’université et je pointe mon arme vers elles... Bon sang, je suis là avec les larmes aux yeux, qu’est-ce que je fais, à pointer mon flingue sur elles ? Je vois mon commandant de compagnie et son lieutenant qui agitent leurs armes en l’air comme des phalangistes, excités, ils disent : « Toi, viens ici ! » Les gens sont nerveux, tout le monde crie, c’est un grand bazar, les Palestiniens poussent, ils veulent passer, ils sont en retard au travail. C’est le chaos total, je me tiens là dans la guérite,

mon arme pointée sur tout le monde. Vous savez quelle image vient à l'esprit d'un soldat juif qui braque son arme sur un groupe de citoyens ? C'est apparu dans ma tête, comme si on avait allumé un interrupteur. Je ne compare pas, pas une seconde, simplement je comprends. La comparaison n'est pas légitime, mais la peur est... vous savez, ça aussi, ça a commencé quelque part. Ce qui me fait peur, ce n'est pas qu'on fasse vraiment des choses comme ça, je me projette trop.., mais qu'ils n'aient plus la même valeur que d'autres êtres humains.

Les Palestiniens ?

Oui.

Vous avez ressenti ça là-bas ?

Moins, mais ça progresse avec le temps. Je ne sais pas, à l'école on nous donne la même valeur que les autres humains, chez nous aussi, dans l'armée aussi, selon les règles, en général, mais quand tu affectes la vie des gens comme ça, quand tu commandes et que tu peux décider quand il mange, quand il fait ci ou ça, il perd lentement sa valeur. Ce sont des pantins. Cet instant a marqué le début d'un tournant dans ma réflexion. J'avais pointé mon arme sur des étudiantes. C'est tellement évident pour tout le monde, mais en même temps ça n'a rien d'évident. J'y suis allé, j'ai parlé à mon commandant de section, je lui ai dit qu'aujourd'hui... Je l'aimais bien, je savais aussi qu'il était vraiment à gauche... Je lui ai demandé de parler à tout le monde, pour qu'ils comprennent qu'ils devaient les traiter avec respect. Son ton était très distant, je n'arrivais pas à comprendre s'il était avec moi ou contre moi. Le commandant de compagnie était religieux, il m'a écouté et m'a parlé gentiment, il était d'accord avec moi sur tout, c'était un colon, d'ailleurs. Tout s'est bien passé, ils ont parlé avec les soldats. Il y a deux semaines, j'ai rencontré un soldat, et il m'a dit que notre commandant de compagnie est vraiment venu lui parler, parce que ce soldat avait beaucoup d'influence dans la compagnie, alors il devait parler avec les hommes pour leur dire de ne pas faire n'importe quoi. Je me suis senti bien : il y a une réponse du système.

60. Service de garde dans le village palestinien

UNITÉ : BATAILLON NACHSHON

LIEU : DEIR BALLUT

ANNÉE : 2001

Notre front se situait dans une colonie appelée Alei Zahav, dans le secteur de Yakir. Le bataillon était à Yakir, et on est arrivés à Alei Zahav, Magen 50. Le checkpoint se trouve dans un très joli village, du côté ouest de Deir Ballut.

Qu'est-ce qu'il a de joli ?

On y accède par un chemin. Tout est plat, mais le chemin serpente, comme si on était à Oz, sans aucun rapport avec le reste du paysage. Le checkpoint empêche les véhicules palestiniens de passer sur la nouvelle route qui relie Alei Zahav et Peduel à la route trans-Samarie. Donc notre checkpoint est là pour empêcher les véhicules palestiniens de traverser la jolie route qu'ils ont construite là. Avant, la route traversait les villages là-bas. C'est ce qu'on appelle une « route unique » dans la terminologie militaire. Elle traversait les villages, a-Dikh et Brukin, en face d'Alei Zahav. Mais à cause des jeteurs de pierres, ils ont construit une route de contournement, sur laquelle les Palestiniens ont interdiction de rouler, bien sûr. Le checkpoint est là pour empêcher les véhicules palestiniens d'entrer.

Ils ont eu interdiction d'y aller dès le début ?

Quand on est arrivés là-bas, c'était interdit. La compagnie n'avait rien changé à ça. En plus de refouler les véhicules palestiniens, ils fouillaient tous les véhicules qui passaient. En gros, c'était une porte d'entrée vers Deir Ballut, parce qu'à partir de cette route...

C'est la seule route pour Deir Ballut ?

Oui, c'est la route pour Deir Ballut, qui mène aux autres villages. Il y a un virage à gauche, s'ils viennent de Deir Ballut, tu peux aller vers Refet puis Bidiya, Misha et tout, ou bien un virage à droite vers

Rantis. Au début, ils interdisaient le virage à droite, plus tard ils l'ont autorisé. En gros, tu avais vraiment l'impression de... À un moment, on connaissait tous les villageois. C'est un tout petit village. Comme il y a un garde à l'entrée d'une colonie, il y avait un garde pour les gens du village... quand ils voyageaient hors du village, l'inspection elle-même, si tu réfléchis une minute, c'est inutile, puisqu'ils ne peuvent aller que dans les villages palestiniens voisins. Il n'y a pas de circulation juive sur cette route, elle ne donne pas vraiment accès à quoi que ce soit. Ça montre simplement que tu mets en place un checkpoint pour rien, tous les jours. Pour prévenir l'activité terroriste hostile. Comme pendant le briefing avant de partir au checkpoint, ils te disent que c'est pour prévenir l'activité terroriste hostile sur la route unique, c'est-à-dire la route juive. Et ils interdisent vraiment aux véhicules palestiniens de rouler dessus, ils fouillent les véhicules palestiniens pour empêcher les terroristes hostiles de pénétrer dans le secteur.

Quelqu'un a déjà été arrêté là-bas ?

Non, il n'y a rien. Il n'y a rien à prendre, personne n'aurait aucune raison de traverser. Il n'y a rien, c'est un checkpoint entièrement palestinien, il n'y a nulle part où aller. Si quelqu'un passe, il pourrait rouler sur la route autant qu'il veut. Il tombera sur un autre checkpoint ou un autre bloc en béton, il ne croisera personne, il ne trouvera aucun Juif. Tous les Juifs qu'il rencontrera seront des soldats. Vraiment, il n'y en a pas, là-bas. En tout cas, c'est un checkpoint complètement inutile, c'est pour ça qu'ils l'ont confié à une compagnie normale du bataillon Nachshon, qui est petit, pas très connu. Il n'a été créé qu'en 98, ils ne lui ont pas donné un secteur particulièrement chaud, certainement pas à une compagnie qui avait été au front. Du coup, le checkpoint a rapidement pris ce côté, genre... Je sais que quand j'étais au checkpoint, je laissais généralement passer les véhicules. Parce que, encore une fois, l'inspection était assez inutile. Il y avait même une route de terre qui contournait le checkpoint.

Et vous les laissiez contourner le checkpoint ?

On voyait quand des voitures passaient, mais ceux qui tenaient à

leur véhicule et n'avaient rien à cacher passaient par le checkpoint. Mais quand même... vous savez, ils sont tordus, ils fouilleraient probablement le type qui vient au checkpoint sans emprunter la route de terre... parce que cette route en terre, avec les gens qui passaient dessus, ça montrait bien l'absurdité de ce truc.

61. Chaque vendredi : zone militaire fermée

UNITÉ : BRIGADE D'INFANTERIE KFIR

LIEU : HÉBRON SUD

ANNÉE : 2004-2005

Que vous rappelez-vous de votre période à Susiya ?

À Susiya, il y a eu plusieurs trucs. Il y a une zone entre la colonie et le poste, le poste n'est pas très loin de la colonie elle-même, mais il y a une route de deux kilomètres et quelques, où plusieurs familles [palestiniennes] vivaient dans des tentes, c'est le premier truc. Il y avait plein de heurts avec les militants de gauche dans la région. Toutes sortes de plaintes au sujet des Juifs qui les harcelaient pendant qu'ils récoltaient les olives, des trucs comme ça. C'est une période où l'armée a déclaré les alentours de Susiya zone militaire fermée, plus ou moins chaque vendredi.

Comment les colons rentraient-ils chez eux ?

Bien sûr, ils ne fermaient pas la colonie ni la route d'accès. Je parle de la zone entre le poste et la colonie, une distance d'environ deux kilomètres. C'est là que vivaient quelques familles palestiniennes, et c'est là que tout le bazar a commencé. D'une part parce que les Juifs se méfiaient de la proximité des Palestiniens, d'autre part parce que les Palestiniens se plaignaient que les colons ne cessaient de les gêner pendant qu'ils cultivaient et qu'ils ne les laissaient pas se rendre dans leurs pâturages avec leurs moutons. Les gauchistes sont venus soutenir les Palestiniens, ils sont allés avec eux dans les pâturages, et les Juifs ont appelé l'armée pour éloigner les Palestiniens parce qu'ils s'approchaient trop de leur colonie.

Ensuite, que se passait-il ?

Ce qui se passait généralement, c'est qu'on éloignait les gens. Chaque rencontre était différente, plus ou moins extrême. Les fois les moins extrêmes, c'était quand on restait là pour isoler la zone proche de la colonie, où se trouvaient les Palestiniens et les militants de gauche, pour les séparer. C'étaient des incidents mineurs. Les plus sérieux, c'était quand une patrouille déplaçait les Palestiniens d'une certaine zone, une fois ou deux, on a arrêté des militants de gauche parce qu'ils se trouvaient dans une zone militaire fermée, ce qui est interdit. À part ça... Je me rappelle un après-midi où il y a eu une dispute avec l'un des... On était dans la voiture du commandant de compagnie et on a vu un berger palestinien dans une zone proche de notre route d'accès, il n'avait pas le droit d'être là, alors on s'est arrêtés pour lui parler. Je ne me souviens pas de ce qu'on lui a dit ni comment ça a commencé, mais il a plus ou moins refusé de partir. Les hommes de sa famille sont arrivés, une bagarre violente a éclaté...

Qu'est-ce que ça veut dire ?

En langage simple, en gros quelqu'un a dit quelques mots qu'il n'aurait pas dû dire et ils ont commencé à échanger des coups de poing.

L'un des Palestiniens a dit quelque chose qu'il n'aurait pas dû dire ?

Ça a commencé avec son refus de partir, parce que ça faisait déjà quelques mois [que la zone était fermée], on le connaissait, il nous connaissait, il savait exactement où il avait le droit d'aller ou non, et pour une raison ou pour une autre, ce jour-là il a décidé de se rebeller et de dire : « C'est mon pâturage, j'ai le droit d'être là. » Je me rappelle que sa famille est arrivée très vite et, un peu plus tard, des militants de gauche sont venus dans la zone.

Attendez, que s'est-il passé pendant la confrontation ?

Au début, il n'y avait que la jeep de notre commandant de compagnie, plus tard un autre Hummer de patrouille est arrivé, c'est-à-dire qu'il y avait sept ou huit personnes en tout, quatre ou cinq de l'autre

côté et qu'il y a eu une dispute violente. Si je me rappelle bien, les médias en ont parlé. Il n'y a pas eu de blessures graves ni rien, d'un côté comme de l'autre, mais il y a eu des coups de poing. Impossible de le décrire autrement.

Et plus tard ?

Ensuite, ces gars sont partis en courant, à un moment ils se sont enfuis vers leurs tentes. On a appelé des renforts. Ils ont couru vers leurs tentes. Le type, celui qui avait lancé la dispute, le berger qui s'était en quelque sorte défendu, la police est arrivée et a décidé qu'on allait le chercher dans les tentes. L'un des hommes, je crois que c'était un policier d'Hébron, si je me rappelle bien, il a vu le type près d'une tente à cinquante ou soixante-dix mètres de nous, alors le commandant de la compagnie et le policier ont décidé de le poursuivre. Ils ont retiré la majorité de leur équipement et se sont mis à lui courir après à toute vitesse. Il y a eu un truc marrant, un peu sans rapport. Un policier a sorti son arme, il y avait un chien, sans doute un des chiens qui traînaient dans le coin avec une famille, le chien aboyait, ce qui a semblé menacer le... le chien s'est mis à courir vers le policier, qui a tiré vers le chien pour lui faire peur. C'est tout. À la fin, le type a réussi à s'échapper, la poursuite a continué plus ou moins toute la nuit. Les affrontements sur la route d'accès se sont poursuivis de manière assez intense entre les militants de gauche, l'armée et les colons. Ça arrivait presque toutes les semaines. Il n'y avait pratiquement aucun contact direct entre les colons et les Palestiniens. En général, quand ils voyaient les Palestiniens s'approcher trop près à leur goût de la colonie ou dans une zone qu'ils jugeaient trop proche... dès qu'ils s'approchaient trop, ils nous appelaient.

En général, il est impensable pour un Palestinien de frapper un soldat, mais vous parlez d'une situation, lors de cette confrontation, où ils vous ont réellement frappés ?

Oui, je me rappelle qu'il y a vraiment eu des coups de poing échangés. Le premier venait des Palestiniens, puis ça a dégénéré, chacun essayait d'aider ses amis. On n'était pas trop inquiets, pas au point d'utiliser nos armes, de tirer en l'air ou quelque chose comme ça,

ça n'aurait pas aidé. La première réaction de tout le monde a été que dès que l'un des Palestiniens levait la main, nos gars venaient à l'aide. Les Palestiniens faisaient la même chose, puis on a commencé à appeler des renforts parce que, comme vous avez dit, c'est inacceptable et on ne peut pas laisser passer ça. La réponse était très... Je ne sais pas si je dois dire dure, mais oui, les gars sont arrivés aussi vite que possible pour étouffer l'affaire.

62. Ils ont fermé la route pendant un mois

UNITÉ : BATAILLON D'INFANTERIE KFIR

LIEU : EMMANUEL

ANNÉE : 2005

Combien de temps la route était-elle fermée au trafic palestinien?

Parfois, ça pouvait durer jusqu'à un mois.

Un mois ?

Oui. Je ne veux pas donner un chiffre au hasard, mais ça pouvait durer longtemps.

Pour quelle raison ?

Des attaques sur la route.

Il y avait des attaques pendant un mois ?

Non, il y a une attaque, puis ils bloquent la route pendant un mois.

Où avait eu lieu l'attaque ?

Je ne peux pas vous dire, je ne me rappelle pas l'histoire... C'était quand je débutais comme commandant de section, quand je suis arrivé au front en tant que commandant de section, j'ai été envoyé là-bas avec mes soldats.

C'était votre première fois en tant que commandant de section sur un long déploiement ?

Oui. La première fois que je commandais une section au front. C'était la ligne d'Otniel, dans les collines au sud d'Hébron. Une semaine plus tôt, toute la compagnie était montée à la ligne, j'étais allé là pour un briefing. Ce jour-là, il y a eu une attaque contre Beit Haggai, un Palestinien a tiré des coups de feu depuis un véhicule.

Depuis le carrefour Hakvasim ?

Non, pas depuis Hakvasim, un peu plus au sud, au carrefour 200.

Vous vous rappelez quand c'était ?

Autour de juin 2005. Ils ont tiré... en gros, ils ont tiré depuis un véhicule en marche, sur des auto-stoppeurs. Deux garçons de dix-sept ans qui se tenaient à l'arrêt d'auto-stop ont été tués. Ils voulaient aller de Beit Haggai vers notre secteur, un peu avant Hébron, dans la direction d'Otniel. La voiture est passée, a fait demi-tour à un rond-point, est revenue, leur a tiré dessus puis a fait demi-tour avant de disparaître. Ils n'ont pas réussi à la rattraper. À cause de ce qui s'est passé, ils ont dit : « OK, les véhicules palestiniens n'ont plus le droit de circuler sur la route, les voitures avec des plaques d'immatriculation vertes ou blanches n'ont plus le droit d'emprunter la route, elle est réservée à la circulation israélienne. »

Puis le blocus de tous les villages a commencé ?

Oui. Ce qui se passe, c'est que des bennes, etc., viennent bloquer tous les chemins de terre qui relient le village à la route principale. Ils bloquent les chemins. En gros, ton but est de mettre en place un tas de checkposts censés empêcher les gens d'atteindre la route principale. C'est arrivé à plusieurs reprises, où ils avaient mis des explosifs sur la route, toutes sortes de trucs comme ça. Bon, c'est une route nord-sud, une route que l'armée considère comme essentielle pour les Territoires. C'est-à-dire que s'il n'y a pas de trafic israélien sur cette route, si les Israéliens ont peur de l'emprunter quotidiennement, alors l'armée a échoué, n'a pas atteint l'objectif de créer une vie normale.

Combien de temps la route a-t-elle été fermée après cet incident ?

Je ne peux pas vous dire exactement.

C'est arrivé à d'autres occasions ?

Oui, il y a eu plusieurs autres occasions où la route a été fermée. À chaque fois qu'il y a eu des explosifs sur la route, en gros, à chaque fois qu'il y avait une menace pour la sécurité, la route était bloquée. À chaque fois que, genre, ils essayaient d'attaquer la route ou quelqu'un qui voyageait dessus.

À chaque fois que vous trouviez des explosifs, la route était fermée pendant un mois ?

Non, pas un mois. Ça dépendait de la décision de... en général, moins d'un mois. Un mois, c'est le plus long que je me souvienne. C'était environ un mois. Je crois que c'était un mois, je ne me rappelle pas exactement. En général, c'est quelques jours, une ou deux semaines, quelque chose comme ça. Mais oui, ça arrivait souvent dans ce secteur. En tout cas, pendant l'été 2005.

63. On jouait à Tom et Jerry

UNITÉ : BATAILLON LAVI

LIEU : RÉGION D'HÉBRON

ANNÉE : 2005

Il y a eu toute cette affaire avec les camions qui transportaient du marbre. Il y a des carrières dans la région de Bani Na'im et toutes les usines sont à Hébron, Hébron sud. Tous les chauffeurs... aucun d'entre eux n'avait l'autorisation d'emprunter la route, alors ils prenaient la route de Mamila et contournaient les barrières. Ça rendait fous le commandant de bataillon et le commandant de brigade. Le commandant de bataillon se tient devant toi : « Qu'est-ce que fichent ces véhicules palestiniens sur la route ? » Il devenait fou. Tu ne pouvais pas l'arrêter. C'en est arrivé au point où on prenait les clés, les papiers d'identité – ce qui est illégal, au passage. Prendre les clés de quelqu'un aussi est illégal. Et tu ne peux pas simplement couper le trafic. La plupart des automobilistes sont juste des gens ordinaires qui veulent gagner leur vie, non ? Il y a eu une réunion, le commandant de brigade

est venu parler à l'équipe et je lui ai dit : « Vous me donnez un ordre que je ne peux pas accomplir. Si vous ne voulez pas de circulation ici, donnez-moi un chargeur, des balles réelles, la permission de détruire deux camions et de tirer dans la jambe de quelqu'un, c'est le prix à payer. » Il a dit : « Quoi ? Comment pourriez-vous faire une chose pareille, ce n'est pas éthique. » J'ai répondu : « Ouais, exactement, ce n'est pas éthique, mais c'est ce qu'il faut faire si vous ne voulez pas de circulation. Donnez-moi les moyens, vous me donnez un ordre sans les moyens de l'exécuter, c'est le prix à payer. » J'étais là-bas depuis, je sais pas, huit mois, je comprenais ce qui se passait, vous voyez ? Il a dit : « Vous ne pouvez pas faire ça. » J'ai répondu : « OK, dans ce cas, ne me donnez pas l'ordre et ne vous énervez pas quand vous voyez des camions sur la route. » Au moins, il a paru choqué, genre je ne proposais pas ça sérieusement, hein ? Je n'avais envie de tirer sur personne, je voulais juste le secouer un peu, voilà ce qu'il faudrait faire si tu voulais vraiment, il faudrait employer la force, une force conséquente. Alors il a dit : « OK, on ne va pas recourir à la force. » L'ordre tenait toujours, mais OK.

C'en est resté là ?

Écoutez, le truc avec le trafic palestinien sur la route autour d'Hébron, c'est le jeu du chat et de la souris, vraiment. C'est comme un dessin animé de Tom et Jerry. Quelqu'un part de là, alors tu y vas et il passe par là. C'en est arrivé au point où on essayait de garder les camions hors de la circulation. Pour autant que je sache, ça n'est jamais allé jusqu'à détruire des biens. Pourquoi ? Parce qu'on peut arrêter un camion, on peut prendre les clés du chauffeur, sa carte d'identité, tu peux dégonfler les pneus, tu n'as pas besoin de les crever, il suffit de les dégonfler, OK ? Tu peux même emmener la personne.

Où ça ?

Des fois à la base... menottes, yeux bandés, tu le laisses sécher à la porte.

Un camionneur qui transporte du marbre sur la route 60 ?

Oui, parfois c'est du marbre, différentes choses. Tu sais, tous ceux qui contournent les barrières et roulent sur la route sans autorisation... – bref, un Palestinien. Des fois, tu amènes simplement le type à la porte, tu le laisses dans la cabine et il reste là une heure, parfois une demi-heure, parfois une journée, du matin jusqu'au soir, peu importe – même si tu emmènes le type quelque part, tu reviens là où tu as arrêté le camion au bord de la route, une heure plus tard, parfois seulement cinq minutes plus tard, et il n'y a plus de camion. Parti. À chaque fois. Peu importe – tu prends les clés, tu fermes le camion, tu dégonfles les pneus avant, ils ont une sorte de compresseur, OK ? Tu laisses sortir tout l'air du compresseur, tu ne coupes pas les câbles... la cabine est verrouillée, le moteur éteint... – tu reviens, dix minutes, une demi-heure, une heure plus tard, le camion a disparu. Incroyable, tout simplement incroyable. Écoutez, un homme en difficulté qui a besoin de gagner sa vie, il fera l'impossible. Jusqu'à ce que... s'il a peur qu'ils brûlent le camion ou qu'ils tirent dessus, alors il s'arrêtera. Le risque est trop grand. Mais prendre ses papiers ? OK, qu'ils prennent ses papiers, on s'en fiche. Prendre ses clés ? OK, il en a un double à la maison. Des fois, tu peux même démarrer avec un tournevis, les vieux Mercedes, un tournevis ou un clou, c'est pareil. Il est très motivé.

64. On a reçu des ordres contradictoires

UNITÉ : BRIGADE NAHAL

LIEU : BETHLÉEM

ANNÉE : 2005

C'était une histoire folle, on s'est rendu compte qu'on avait reçu des ordres contradictoires du BCD. C'était incroyable. Il y avait un BCD à Hébron et un à Bethléem. C'était juste incroyable. Donc certains gars sont arrivés avec des ordres, et un autre groupe avec des ordres différents. Tu recevais un ordre, et les ordres du checkpoint, par exemple, venaient du BCD de Jéricho, donc les gens de Bethléem ne pouvaient pas rentrer chez eux. Toutes sortes de trucs comme ça.

Vous compreniez les ordres ?

Non, on ne comprenait rien. On devait se débrouiller tout seuls. On avait l'impression que quelque chose ne sentait pas bon, puis on s'est rendu compte qu'il y avait deux BCD et qu'ils se contredisaient. C'était incroyable.

65. C'est complètement arbitraire

UNITÉ : PARACHUTISTES

LIEU : RÉGION D'HÉBRON

ANNÉE : 2001

À chaque fois, ils fermaient la route avec une benne et formaient un monticule de terre. Et à chaque fois qu'ils la rouvraient, on devait monter la garde à l'intersection. Il y a des centaines ou des milliers de voitures qui passent, des milliers de piétons. Tu restes là, trois ou quatre soldats et un VTT. Il n'y a rien à faire, au moins une personne doit garder le VTT, en plus c'est une zone immense parce qu'il y a un checkpoint à chaque bout de la route, et de chaque côté il y a une file de voitures longue de quatre ou cinq kilomètres. Ce qui est important pour l'opération, c'est que la route ne soit pas bloquée, qu'il n'y ait pas d'embouteillage.

Sur la route juive ?

Oui, oui. Donc tu les laisses passer, ils roulent mais il n'y a pas assez de place pour deux voitures à la fois, je veux dire dans les deux sens. Donc il y a tout de suite un embouteillage et tu te mets à faire la circulation parce qu'il faut bien y mettre fin.

Et que se passe-t-il au checkpoint ? Vous contrôlez tout le monde?

Non, il y a une marée humaine. Des milliers de personnes.

Dans ce cas, à quoi sert le checkpoint ?

Le checkpoint sert à limiter leurs mouvements la nuit ou pendant le couvre-feu. Tu peux inspecter un véhicule suspect. Certaines voi-

tures ont le droit de passer si elles viennent de la route 60, les camions, avec des plaques jaunes, bien sûr – les voitures avec d'autres plaques ne roulent pas là. À chaque fois les ordres changent, à propos de qui peut passer ou non. Alors une file se forme à nouveau, car les camionneurs ne savent pas qu'ils n'ont pas le droit de traverser, parce qu'il y a deux heures, ou hier, ou il y a deux jours, ils avaient le droit, alors il y a un nouvel embouteillage. Combien de fois par jour les ordres peuvent-ils changer ? C'est complètement arbitraire et à un certain point je... Je me rappelle un incident précis, il y avait une restriction sur les camions avec des plaques jaunes, certains ne pouvaient plus passer, alors un bouchon a commencé à se former. J'ai dit : « Je ne les laisse pas passer. Jusqu'à présent, ils pouvaient, mais je m'en fiche – je ne mettrai pas la route et mes soldats en danger. »

66. Informations incohérentes

UNITÉ : OTEF JÉRUSALEM [RÉSERVE]

LIEU : RÉGION DE RAMALLAH

ANNÉE : 2004

Quelque chose m'a vraiment, vraiment dérangée – et je ne peux même pas imaginer ce que ça doit être de supporter ça pendant trois ans, les gars de la police militaire n'ont personne pour les relever, c'est tout leur service –, c'est le manque d'ordre. Il se trouve que je connais... j'ai un ami qui y était avant, il commandait le checkpoint avant qu'ils appellent la police militaire. C'était un groupe dans le corps blindé, c'était comme un front, ils avaient des briefings bien organisés et ils savaient : « Aujourd'hui, il y a un passage depuis Djénine, aujourd'hui il n'y a pas de passage depuis ici, il y a un passage depuis là, alertes depuis tel et tel endroit... » Par contre, quand j'y étais, aucun soldat ne pouvait donner... il se serait fait engueuler. Tu te retrouves dans cette situation absurde où ils ne te disent rien dans le briefing. C'est un briefing... juste pour cocher une liste : tel secteur, ci et ça, et tu pars pour le checkpoint. Puis les rumeurs commencent à circuler, qu'il y a eu une alerte pour ci et ça, je ne me rappelle pas qui, mais

mettons que les renseignements disent que c'est ci, et le BCD dit que c'est ça. Donc tout le monde est certain d'une chose différente, non pas que ça les intéresse vraiment, je parle des soldats qui sont sur le checkpoint. Mettons que tu arrives, je dis ça au hasard, de Bethléem et que tu veux passer. Peut-être que dans cette file il y a un soldat qui fera l'inspection et te laissera passer, et dans cette autre file le soldat ne te laissera pas passer, parce qu'il a entendu une chose et que l'autre soldat a entendu autre chose. Ils sont l'un à côté de l'autre, mais il n'y a pas de communication. Et tu as l'impression que chaque... Tu dois te disputer avec quelqu'un, lui expliquer qu'il ne peut pas passer, mais en réalité, pourquoi tu te disputes ? C'est-à-dire, quelle est ton autorité si le gars à côté de toi te contredit entièrement ? Tu as l'impression que tout ce pourquoi tu es censé te battre... tu as envie de sentir une sorte de projet national, un objectif, parce que tu es là, mais en gros, c'est construit sur du vent. Parce que rien ne s'appuie sur la moindre alerte fiable. Toutes les informations forment un méli-mélo, ça me rendait complètement folle. C'était ingérable. J'ai essayé, je me suis dit : « OK, puisque je suis là, je vais essayer de comprendre, je vais me promener avec un carnet et mettre les soldats au courant », mais il était impossible d'obtenir quoi que ce soit, la moindre information cohérente. Ça me perturbait vraiment, et je peux imaginer que ça perturbait aussi les soldats sur place.

67. Les ordres n'étaient pas clairs

UNITÉ : BRIGADE NAHAL

LIEU : TAPUACH

ANNÉE : 2007

Qu'est-ce que vous faisiez à Tapuach, à part le checkpoint ?

Je suis resté dans la colonie sans clôture pendant une semaine, douze heures à la porte avec un ami. C'était marrant.

La route que vous décrivez était réservée aux Israéliens, vous vous rappelez laquelle c'était ?

Il y a deux routes. Pour les Palestiniens, la route mène aux villages, elle est bloquée, ils ne peuvent pas l'emprunter. Ils s'en servaient pour aller dans un autre village. Ça créait beaucoup de problèmes parce qu'ils empruntaient cette route, alors on a pavé une route que les Palestiniens n'avaient pas le droit d'utiliser. Ils devaient marcher trois ou quatre cents mètres, et ceux qui n'étaient pas assez forts, ils venaient les chercher en voiture. Il n'y avait aucun checkpoint organisé là-bas, donc il était impossible d'arrêter les voitures. Les ordres n'étaient pas clairs, tout n'était pas noir et blanc.

Qu'est-ce que vous faisiez ? Vous leur disiez de faire demi-tour ?

Oui, mais après ? Même la brigade ne savait pas trop quoi faire.

Concrètement, que faisiez-vous dans cette situation ?

Au début, on renvoyait toutes les voitures dans la direction d'où elles venaient. C'était dangereux de leur faire faire demi-tour comme ça, par exemple avec un camion.

68. Tout repose sur l'interprétation personnelle

UNITÉ : BRIGADE NAHAL

LIEU : RAMALLAH

ANNÉE : 2001-2002

Nous parlions de ceux qui voulaient entrer à Ramallah.

Mettons que quelqu'un arrive avec un enfant, une grand-mère, peu importe, me montre des documents et me dit qu'il a besoin d'aller à l'hôpital de Ramallah, qu'il a rendez-vous chez le médecin. La procédure, pour ce que j'en comprends après avoir suivi le briefing, c'est que les gens comme ça peuvent passer. Je laisse passer le type et au bout de quelques minutes, le checkpoint suivant appelle à la radio, ils disent : « Bon sang, pourquoi vous l'avez laissé passer ? » Mais il y a une procédure, il peut y aller. Ils ne veulent pas le laisser passer. Je ne sais pas pourquoi.

Ils disaient : « Je ne veux pas » ou « Tu n'as pas compris le briefing» ?

Non, tout dépend beaucoup de l'interprétation personnelle. Le briefing n'entrait pas dans les détails. Ils te disent : « OK, s'il y a des cas humanitaires, ils peuvent passer. » Qu'est-ce que c'est, exactement, un cas humanitaire ? Ça dépend beaucoup de l'interprétation de la personne responsable du checkpoint à ce moment-là. Les gars du checkpoint suivant se sont mis à m'appeler « ONU man » parce que je laissais passer des gens dont ils pensaient qu'ils ne devaient pas passer. Ils disaient : « Quoi ?» Ils… enfin, ce n'est vraiment pas organisé, qui peut passer ou non. C'était complètement... Ça pouvait dépendre de ce qui se passe dans la vie du gars responsable du checkpoint, avec sa copine à la maison, ou du temps qu'il avait passé à la base. Vraiment, ça dépend des problèmes personnels du gars à ce moment-là. Ce n'est pas... ce n'est pas comme si quelqu'un venait te dire quoi faire, personne ne coordonne rien, en tout cas pas le centre de commandement. Il n'y a aucune procédure où tu peux appeler le commandement par radio et demander : « OK, il y a un type ici... Est-ce qu'il peut passer ? Pas passer ? » Parfois tu fais ça. Parfois celui qui se trouve sur le terrain décide. C'est un énorme bazar.

69. La grande sagesse de Tsahal

UNITÉ : CORPS BLINDÉ

LIEU : VALLÉE DU JOURDAIN

ANNÉE : 2001-2002

La compagnie A était à un checkpoint qui s'appelle Noam, sur la route de Jéricho. Je crois qu'il sépare la route de la vallée du Jourdain et Jéricho. C'était l'hiver, début 2001, c'était un hiver assez dur pour ce que je m'en rappelle, il pleuvait, il faisait froid. Il y a les bases, composées de quelques bâtiments, où l'unité qui gère le checkpoint est stationnée et à l'extérieur un abri ouvert, qui constitue le checkpoint lui-même. Le checkpoint était très... Je pense qu'il était improvisé, je ne me rappelle pas, ce n'était pas comme les checkpoints d'au-

jourd’hui, qui ressemblent à des terminaux d’aéroport.

C’est seulement certains checkpoints.

Oui. Non, mais je pense que celui-là avait été installé peu avant notre arrivée. J’étais là avec le commandant de section de la compagnie A, qui était vraiment un gars bien, étant donné que c’était le bataillon 433. Donc on était là, ils avaient couvert l’abri avec des bâches en plastique parce qu’il pleuvait beaucoup. C’était la nuit et, à part nous, personne n’était réveillé, on était en pleine nuit. Vraiment, quand j’y repense maintenant, c’est vraiment effrayant de rester là au milieu de nulle part, le vent souffle autour de toi et le plastique qui te protège t’empêche d’entendre ce qui se passe. En gros, tu attends qu’une voiture passe, mais comment tu pourrais savoir ? Parce que tu vois, tu vois les phares. Donc on attend là, tous les deux et les ordres sont – ouais, la grande sagesse de Tsahal – ce jour-là, les ordres étaient de ne pas laisser passer les voitures s’il n’y avait que des hommes dedans. Il devait y avoir au moins une femme ou un enfant pour quelle puisse passer. Ouais, bien sûr, c’est un ordre précis, très précis.

Vous avez demandé...

Pourquoi ? Même si j’avais posé la question, l’autre gars était officier, c’est son devoir. Quand je demandais pourquoi, la réponse était : « Ce sont les ordres, qu’est-ce que tu veux faire ?» À l’armée, tu n’es pas censé demander pourquoi, et quand tu le fais...

Mais il peut y avoir des ordres assez bizarres.

C’est vrai, il y a des ordres bizarres, et ton devoir de soldat est de les appliquer sans poser de questions.

Vous cherchiez la logique ?

Il n’y a aucune logique. Si tu cherches la logique à l’armée, tu deviens fou. Ils t'enfermeraient.

Donc que se passait-il ? Vous arrêtiez des voitures ?

Non, il n’y avait presque pas de voitures, on était en pleine nuit, il pleuvait. Il y en a eu une, je me rappelle, c’était une Subaru avec deux

hommes palestiniens d’une quarantaine d’années, je pense. Ils étaient très gentils, ils se sont arrêtés, ils ont demandé à passer. Alors l’officier, un gars avec la tête sur les épaules, n’a pas répondu ce que n’importe quel autre soldat aurait répondu, c’est-à-dire : « Non, vous ne pouvez pas. » Au lieu de ça, il a dit : « Il vous faut une femme ou un enfant. » Ils ont discuté un peu, puis il a dit : « Ce sont les ordres, je n’y peux rien, une femme ou un enfant. » Ils ont fait demi-tour, ils sont allés à Jéricho. Dix minutes plus tard, ils sont revenus avec un garçon sur la banquette arrière, et il a dit : « Je vous en prie, allez-y. » Il leur sourit, ils sourient aussi, tout le monde comprenait que la situation était idiote et ridicule. Ouais, vous savez, c’est simplement une preuve supplémentaire que le boulot de Tsahal est de compliquer la vie des Palestiniens. Parce que si tu y penses, il n’y a aucun besoin opérationnel. Quelle est la différence si les mêmes hommes dans la même voiture amènent un enfant ? Ils prennent un gamin au hasard, lui donnent un shekel et demi et lui disent : « Viens avec nous une heure ou deux. » Ouais, voilà. Ça me paraissait juste ridicule, pas choquant. Aujourd’hui, ça me choque.

70. Il n’y a pas des gens qui veulent juste travailler ?

UNITÉ : PARACHUTISTES

LIEU : HÉBRON

ANNÉE : 2001

C’était le premier checkpoint de ma vie. Au début, ils te disent : « Ils ne passent qu’avec l’autorisation de l’administration civile. » OK, tu es là, voilà la première personne. Tu demandes : « Vous avez l’autorisation de l’administration civile ? » « Non. » « Alors qu’est-ce que vous avez ? » « Une carte d’étudiant. » Tu te dis : « Attends, en principe il n’a pas le droit de passer, mais bon, posons la question. » Tu prends la radio, tu demandes au gars dans la salle de commandement de la compagnie. Qui est dans la salle de commandement ? XXX, la secrétaire de la compagnie. Tu lui demandes : « Écoute, quelqu’un avec une carte d’étudiant, il passe ou pas ? » Elle ne sait

pas. Elle doit demander à l'officier. Donc elle demande à XXX, l'officier des opérations. Il ne sait pas non plus, mais puisqu'il est officier des opérations, il ne peut pas dire qu'il ne sait pas, donc il dit : « Oui, quelqu'un qui a une carte d'étudiant peut passer. » OK, d'accord, tu peux laisser passer quelqu'un avec une carte d'étudiant... Quelqu'un d'autre arrive, tu demandes : « Vous avez une autorisation de l'administration civile ? » « Non, mais j'ai une autorisation d'enseignant. » Attends, si tu laisses passer quelqu'un avec une carte d'étudiant, alors quoi, tu ne pourrais pas passer avec une carte d'enseignant ? Mais je ne sais pas, alors je pose la question. Je demande à nouveau à XXX, XXX ne sait pas. XXX appelle XXX. À ce moment-là XXX, l'officier des opérations qui était en réunion arrive, alors dit : « OK, si tu laisses passer quelqu'un avec une carte d'étudiant, alors quelqu'un qui a une autorisation d'enseignant peut passer. » Bien sûr, tu ne sais pas tout ça, c'est seulement après coup, quand tu fais ton service dans la salle d'opérations, que tu comprends. Alors tu acceptes, tu te dis OK, certaines personnes peuvent passer, d'autres non. Qui décide ? Les sergents d'opérations décident qui peut passer ou non. C'est quand tu es encore jeune et que tu les écoutes. Peu à peu, tu te rends compte qu'aucune des personnes qui vient au checkpoint ne te dira : « Écoute, je veux juste passer. Je veux juste passer parce que, je ne sais pas, je veux passer le checkpoint, je veux aller là-bas. » Soit il est malade, soit il est étudiant, soit c'est un enseignant, soit il est de la Croix-Rouge ou de l'OSTNU[34]. Ils te sortent des papiers, des gribouillages, jusqu'à ce que tu comprennes, ça fait tilt. Ça m'a frappé au bout d'un mois, ce n'est pas un peu bizarre ? Il n'y a pas de gens ordinaires dans les Territoires ? Il n'y a pas des gens qui veulent juste passer ? Non, tout le monde est soit malade, soit ci, soit ça.

---

[34] L'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient. (N.D.T.)

71. II est interdit de faire entrer certains produits en Cisjordanie

UNITÉ : POLICE MILITAIRE

LIEU : QALQILYA

ANNÉE : 2006-2008

Comment s'appelle le checkpoint de Qalqilya ?

Il y en a plein : le passage d'Eyal, le passage d'Eliyahu, c'est le checkpoint des fruits, la barrière de Zufim – voilà une histoire marrante. En principe, c'est un checkpoint agricole réservé aux Palestiniens, mais les résidents de Zufim qui habitent à côté pensent qu'ils ont des privilèges, alors ils se plaignent à l'officier chargé des résidents de la zone, qui se trouve dans la juridiction de la brigade. À cause des plaintes, ils décident que les résidents de Zufim aussi peuvent traverser là.

Est-ce que ça a affecté les possibilités de passer pour les Palestiniens ou la manière dont le checkpoint était géré ?

Je pense qu'un checkpoint agricole est un checkpoint agricole – Bolem 7 est une porte agricole, les Juifs ne passent pas par-là, alors pourquoi les habitants de Zufim passent-ils par-là ? Mais ce n'était pas juste les résidents de Zufim, c'était tous ceux qui avaient une autorisation, je ne me rappelle pas exactement. En tout cas, c'est un checkpoint assez drôle. D'un côté, au début on ne contrôlait personne quand quelqu'un passait du côté israélien de la clôture vers le côté palestinien, mais ensuite il y a eu l'administration des transferts, qui a été mise en place pour superviser le transfert de toutes sortes de marchandises. Les douanes, par exemple, s'occupent de certaines marchandises comme les textiles et les meubles, c'est la même chose pour les produits agricoles. L'administration des transferts s'occupait des substances plus dangereuses. En pratique, la police militaire avait l'autorité sur le checkpoint et les aidait, parce qu'ils n'avaient pas la certification. Le nombre de gens qui travaillaient sur le checkpoint changeait sans arrêt, Concernant les marchandises qui entraient dans

les Territoires, la crainte était qu'ils commencent à fabriquer des roquettes Kassam en Judée-Samarie. Je me rappelle que j'étais au checkpoint à l'entrée de Tulkarem. Un Arabe israélien s'est approché avec deux tuyaux et demi en fer, il a reçu une injonction parce que, en théorie, si tu fais entrer des marchandises à double emploi... avant, tu pouvais faire entrer du fer, mais tu peux aussi l'utiliser pour fabriquer...

Il y a interdiction de faire entrer des choses comme ça en Cisjordanie ?

Sauf erreur de ma part, il est interdit de faire des affaires dans les Territoires. Quand ils achètent des légumes ou de la viande, par exemple, les Arabes israéliens sont limités à trois kilos de viande ou trois bidons d'huile d'olive – pendant la récolte des olives, c'est cinq, mais ça reste limité. Un Arabe israélien ne peut pas revenir avec vingt bouteilles d'huile.

Et si on veut introduire des choses en Cisjordanie ?

Les objets de seconde main ne sont pas autorisés en Cisjordanie, à moins qu'ils ne soient approuvés par l'administration. D'après mes souvenirs, ils te contrôlaient seulement si tu allais du côté palestinien vers Israël. En général, si tu passais d'Israël vers la Palestine, il n'y avait pas beaucoup de contrôles, mais ça a aussi changé avec les priorités.

Vous dites que s'ils prenaient quelqu'un à introduire du fer, c'est une injonction et une amende, même d'Israël vers la Cisjordanie ?

Ce qui se passe, c'est que je suis l'autorité, et si la personne ne coopère pas – mettons que je veuille simplement contrôler ses papiers. Si quelqu'un a certaines marchandises et qu'il n'a pas de papiers, alors je ne peux pas savoir où vont les marchandises. Je ne peux pas dire qu'il a un bon de chargement pour l'endroit où il va. J'examine le bon de chargement pour voir s'il correspond exactement à ce qu'il transporte. Tu apprends à repérer si le bon de chargement est valable ou s'il est faux. La plupart du temps, depuis Israël, ce sont des marchandises que tu peux transférer, ou pas, ou alors cette personne a reçu une

injonction pour un tuyau en fer ou deux et ne peut pas passer. Tu n'as pas besoin d'un bon de chargement ou d'un reçu si le gars de l'administration des transferts a défini l'objet comme à usages multiples ou dangereux – tu ne le laisses pas passer, c'est tout.

Il y a une liste de produits qu'il est interdit d'introduire en Cisjordanie ?

Oui.

Quels sont les objets à usages multiples ou dangereux ?

L'usage multiple, ce sont des choses comme le fer – il est introduit au poids et seulement avec l'autorisation de la section, dans toutes sortes de camions, mettons du côté palestinien vers Israël, que tu laisses passer. S'il y a, mettons, un camion chargé de fer et qu'il n'a pas l'autorisation de la section, tu lui fais faire demi-tour... Une fois, j'ai vu la liste des substances, des matériaux que tu rencontres et où tu commences à te sentir mal, parce que tu ne sais pas quoi en faire. Je ne peux pas tous les énumérer, mais je me fie à cette liste parce que les gens qui l'ont établie faisaient partie de la police militaire et travaillent maintenant dans l'administration. Ils savent quels matériaux sont autorisés et lesquels non. Si c'est à usages multiples, un morceau de ferraille ou quoi, même une petite quantité, ça ne passe pas, surtout depuis le côté israélien.

Les engrais et les trucs comme ça ?

Ça non plus. Si tu as de l'engrais, de l'acétone... c'est probablement pour des explosifs.

Vous dites que ce sont les objets qu'on ne peut pas faire entrer, même en petites quantités.

Il y a certains cas où ils font tout pour que ce soit respecté. Le gars de l'administration choisit et je le soutiens.

Il y a la place pour un choix. Il y a une situation où vous pouvez obtenir l'autorisation défaire entrer des matériaux à usages multiples dans les Territoires ? Mettons que quelqu'un construise une maison et

qu'il ait besoin de poutres en métal, que fait-il ?

Quand il s'agit de construction, ils s'en sortent, ils n'ont pas besoin d'importer quoi que ce soit d'Israël.

Où trouvent-ils les matériaux ?

Je ne sais pas, mais ils construisent là-bas. Je me suis beaucoup occupé de camions qui transportaient de la terre, du béton, etc. Tant qu'ils ont des documents qui énumèrent ce qu'ils ont dans le camion – la plupart du temps, ce sont des entreprises de construction arabo-israéliennes.

Est-ce que tous les checkpoints avaient la liste de ce qui était autorisé ou pas, ou seulement les terminaux ?

C'est différent à chaque checkpoint. Si tu es près de Bet Iba, il y a une carrière d'amiante pas loin, j'imagine qu'un camion peut passer là-bas, mais pas du côté israélien. S'il venait du côté israélien, il devrait suivre toutes les étapes. Il y a aussi des restrictions pour les Juifs, pas seulement pour les Arabes israéliens.

Vous faites une distinction entre les chauffeurs arabes israéliens et les chauffeurs juifs pour ce qu'ils peuvent transporter ?

Chaque checkpoint a ses propres procédures. À Eliyahu, il y a une file rien que pour les résidents de Samarie et la file rouge est réservée aux Arabes israéliens et aux Israéliens. La troisième file est juste pour les Palestiniens. Ils peuvent aussi transporter des marchandises, mais on coopère avec la police des frontières pour les inspections, et ils ne peuvent faire entrer des marchandises que s'ils ont une autorisation qui dit que c'est pour une entreprise, dans ce cas, ça va. Tout dépend de l'autorisation.

Qui délivre l'autorisation ?

Le BCD.

Qu'est-ce que c'est, l'opération « Trois Cercles » ?

Normalement, c'est l'administration de transfert qui s'occupe de

l'inspection, mais on intervenait quand la police militaire les surveillait, parfois c'était un soldat de combat et on le surveillait. On se concentrait sur les entrées d'Israël vers le côté palestinien. Il y a des checkpoints sans personne, alors le gars de l'administration fait l'inspection seul, s'il a l'autorité ou si quelqu'un avec lui a l'autorité. Mettons que la police militaire a plus d'autorité au checkpoint que la police civile. À part les devoirs ordinaires de la police, il y a plein d'endroits où un policier militaire est là pour inspecter les objets qui entrent en Israël. Comme je vous ai dit, à cause de la crainte d'un transfert de roquettes Kassam.

En gros, l'opération « Trois Cercles » signifiait que quelqu'un de l'administration faisait l'inspection du côté israélien.

À certains checkpoints, il y a une seule personne de l'administration et c'est un problème, parce que le checkpoint a deux directions. À certains endroits, plus. Mais de toute manière, il lui faut quelqu'un sur le checkpoint qui ait l'autorité. C'est pour ça qu'ils sont généralement là où les marchandises vont vers le côté palestinien. Encore une fois, quand on parle de marchandises, ce sont généralement des choses qui passent dans des véhicules israéliens. Si ça vient du côté palestinien dans un véhicule israélien, alors il y a généralement une inspection et le gars de l'administration se trouve du côté du checkpoint d'où viennent les véhicules palestiniens... Pour les Palestiniens, tu fouilles toute la bagnole, mais en général tu n'inspectes que 20 % d'un grand camion, comme ces Volkswagen.

72. Ne laissez pas passer les ambulances au checkpoint

UNITÉ : BRIGADE NAHAL

LIEU : BETHLÉEM

ANNÉE : 2005

Il y avait une autre procédure où les ambulances palestiniennes ne pouvaient pas passer le checkpoint. Elles venaient d'un côté du checkpoint, une autre ambulance arrivait de l'autre côté, et ils devaient

transférer le patient.

Les ambulances se mettaient dos à dos ?

Non. L’ambulance palestinienne se garait derrière les blocs de béton, et le patient devait marcher une vingtaine de mètres jusqu’à l’autre ambulance ou être porté sur une civière. Bon, je ne sais pas si vous avez déjà vu une femme de quatre-vingt-dix ans passer un checkpoint avec une perfusion dans le bras, mais ce n’est pas joli à voir. Et certainement pas amusant pour la femme palestinienne. Le plus fou, c’est qu'on avait comme instruction d’inspecter les deux ambulances. Une ambulance arrive, c’est un véhicule humanitaire répertorié, tu laisses passer la vieille femme parce que, évidemment, elle a les bonnes autorisations, et elle est vieille – avec les vieux et les enfants, pas de problème –, elle passe sans encombre puis tu inspectes les deux ambulances. Pendant tout ce temps, le patient doit attendre. Jamais au point de mettre sa vie en danger, et quand il y avait des cas très graves on n’inspectait pas vraiment les ambulances, même si tu es censé le faire, mais pendant ce temps, la personne souffre. Je veux dire, il n’y a rien à faire, mais ils restent là et ils souffrent. Le regard accusateur d’une femme de quatre-vingt-dix ans, qui n’a sans doute rien fait de mal, c’est quelque chose qui vous reste.

73. Vous allez dans la vallée du Jourdain ? Il vous faut une autorisation spéciale

UNITÉ : BRIGADE NAHAL

LIEU : VALLÉE DU JOURDAIN

ANNÉE : 2006

Au checkpoint, ce qui se passe, c’est que tous ceux qui vivent dans la vallée – un Palestinien qui vit là-bas – peuvent passer sans permis de travail, peu importe la raison.

Il peut passer les checkpoints dans la vallée ?

Le nôtre en particulier, celui de Gitit. Je pense qu’il peut aussi

passer les autres checkpoints. Tous les autres ont besoin d'un permis de travail. S'ils n'en ont pas, ils ne peuvent pas passer. On obtient le permis au BCD.

Où se trouve le BCD ?

Il y en a un à Naplouse et un à Jéricho. Je pense qu'ils l'obtiennent au BCD de Jéricho.

Ils peuvent aller au BCD ?

Bien sûr, ils peuvent aller au BCD. Oh, attendez, non, désolé, ils n'ont pas besoin, les gens de... Je ne sais même pas à quel BCD ils doivent aller, Jéricho ou Naplouse. Il y en a un à Jéricho et un à Naplouse, ils sont rattachés à l'un des deux.

La plupart des gens ont des permis de Naplouse ou de Jéricho ?

Voilà, je ne suis pas sûr.

Si c'est Naplouse, c'est absurde.

Pourquoi ?

Parce que si une personne n'a pas de permis, pour en obtenir un elle doit passer le checkpoint.

Non, si c'est Jéricho c'est absurde, oui. Ils doivent aller à Jéricho depuis le checkpoint. Le permis de travail est seulement pour les gens des Territoires qui travaillent dans la vallée du Jourdain.

Et si quelqu'un de la vallée a besoin de travailler dans les Territoires ?

Ils sont libres de voyager dans cette direction, tout le monde peut passer librement. Si tu viens de la direction de la vallée et que tu habites à Ramallah, alors tu peux passer. Si tu vis à Ramallah et que tu veux aller dans la vallée, alors tu ne peux pas passer à moins d'avoir un permis de travail.

Est-ce qu'ils envoient parfois des ordres au checkpoint du genre : « Aujourd'hui, on laisse passer les gens avec tel ou tel permis » ?

Non. À Gush Etzion c'est comme ça. Chaque service a des ordres complètement différents. Ici, pas du tout. Toujours les mêmes ordres.

74. Un camion qui entre à Ramallah ? Il vous faut une autorisation

UNITÉ : NAHAL (RÉSERVE)

LIEU : RÉGION DE RAMALLAH

ANNÉE : 2005

Il y a un an, j'ai fait mon service de réserve à Qalandiya. J'ai fini par rester là-bas deux semaines, un demi-service.

Que s'est-il passé là-bas ?

Ce qui s'est passé ? C'était terrible.

Qu'y avait-il de terrible ?

D'abord, je dois dire que j'étais content de voir que tout le processus des checkpoints s'était amélioré, parce qu'au moins, maintenant, ils ont des procédures établies. Qalandiya était bien mieux organisé que dans mon souvenir... Maintenant, des soldats sont censés être là-bas... des soldats de la police militaire formés pour travailler aux checkpoints, avec des procédures et tout. Je suis arrivé là, c'est la première fois qu'ils m'appelaient pour le service de réserve en trois ans. Ça restait frustrant, parce que maintenant il y a ces procédures, mais depuis que je suis civil, je réfléchis aux procédures et je ne les aime pas, alors j'essaie d'y faire quelque chose. Il y a un ordre selon lequel les camions sans autorisation pour les marchandises n'ont pas le droit d'entrer dans Ramallah. Un gars arrive avec un camion vide et il veut entrer.

Mais il n'a pas d'autorisation.

Il n'a pas de permis, mais il n'a pas de marchandises non plus, il a un camion vide. Je dis : « Qu'est-ce que vous voulez ? » Il répond : « Je veux rentrer chez moi, avec ma femme et mes enfants. » « Vous ne

pouvez pas. » « Comment ça, je ne peux pas ? » Je dis : « Vous ne pouvez pas entrer avec le camion. Si vous voulez, allez le garer quelque part et prenez un taxi. » Il dit : « Écoutez, c'est mon camion, il m'a coûté un million et demi de shekels, je ne le quitte pas des yeux. » Non, impossible, tu ne le laisses pas entrer. Toutes sortes de situations comme ça, très frustrantes. Quand je suis arrivé en service de réserve, je me suis dit que peut-être, vous savez, je pourrais faire quelque chose. Voilà le truc, les seuls gens sur le terrain ne peuvent pas être ceux qui ont envie d'y être. Si les gens de gauche ne font pas le service de réserve, qui restera-t-il ? Ça sera ceux qui font toutes les horreurs. Je me suis dit non, il faut que j'aille au service de réserve. On ne peut vraiment rien faire à moins d'être sur place.

75. Combien d'autorisations une personne doit-elle avoir?

UNITÉ : ADMINISTRATION CIVILE

LIEU : VALLÉE DU JOURDAIN

ANNÉE : 2006

Vous étiez responsable de la délivrance des autorisations ?

Oui, les autorisations, les cartes magnétiques, ce genre de choses.

Quel genre d'autorisations donniez-vous ?

Pour entrer en Israël et circuler dans les Territoires.

Existe-t-il un permis spécial pour les Palestiniens qui viennent de Naplouse pour travailler dans la vallée du Jourdain, à Jéricho par exemple ?

Il y en avait un, maintenant je crois que c'est ouvert. Ne me croyez pas sur parole, parce que je n'y suis plus depuis sept mois. La dernière fois que j'y suis allé, à Beit el-Kabr, je crois qu'ils ont ouvert la circulation de Naplouse vers la vallée, mais le conseil nous donnait des listes.

Quel conseil ?

Le conseil de la vallée du Jourdain. Pour les Palestiniens qui travaillent dans les colonies, si c'est ce que vous voulez dire.

Et pour les Palestiniens qui n'ont pas de travail ?

Il leur faut un permis de siège, un permis rouge. Comme tout le monde.

Qu'est-ce que ça veut dire ?

Un permis rouge.

Et si vous voulez aller de Djénine à Jéricho ?

Pas besoin d'autorisation. Par le passé, il en fallait seulement un à Naplouse si vous passiez par la vallée. Il fallait un permis de siège. Maintenant, il n'en faut plus, je crois. Si je ne me trompe pas. Je crois qu'il n'en faut plus. Mais ils les délivraient à Naplouse, pas là où nous étions. Les résidents de Jéricho pouvaient se déplacer à peu près librement. La restriction s'appliquait aux habitants de Naplouse.

Et pas de Djénine ?

Djénine, peut-être... Je ne me rappelle pas.

Parce qu'il faut venir de là pour aller à Jéricho.

Oui, mais de Tubas, par exemple, vous pouviez entrer à Jéricho, aucun problème, il n'y avait pas besoin d'autorisation. Je pense que c'était juste pour le secteur de Naplouse.

Tubas est dans le secteur de Naplouse.

Tubas est considéré comme le secteur de Djénine. Le BCD considère que ça fait partie du BCD de Djénine, donc je pense que c'est juste pour les résidents de Naplouse, parce qu'à l'époque il y avait eu une vague de terroristes du secteur de Naplouse. Et à l'époque, l'idée... Je crois que c'était juste pour les résidents de Naplouse. C'est ce dont je me souviens. Il y avait aussi des Palestiniens qui travaillaient dans l'agriculture pour les colonies. Alors ils soumettaient une liste et ils obtenaient...

Des autorisations.

Non, ils n’en avaient pas besoin. Les listes étaient dans un classeur, ils nous amenaient les listes pour qu’on sache. Maintenant, il leur faut aussi un permis d’entreprise, un permis vert. Il existe des autorisations spéciales pour les entreprises.

Combien d’autorisations une personne doit-elle avoir ?

Il y a plusieurs choses. Si vous voulez entrer en Israël, il y a un permis bleu. Pour voyager depuis Naplouse... Je crois, tout ce qu’il reste des permis de siège, les permis rouges, ce sont ceux pour les taxis et les transports publics. Ne me croyez pas sur parole, je ne suis pas sûr. Je ne suis pas à jour. Et puis il y a l’autorisation d’entreprise si vous travaillez, qui donne droit à plus d'heures. Vous avez plus de temps pour voyager, de cinq à douze heures ou de cinq à dix.

Une autorisation marche en fonction des heures ?

Ouais, il y a des heures.

Le permis de siège, c’est juste pour les taxis ? Les gens normaux ne s’en servent plus ?

Non, ils n’en ont plus besoin, je crois. Ce n’est plus nécessaire, je pense.

Ils ont été annulés pendant votre service ?

Ils étaient en train d’être annulés. Pas besoin. Je ne sais pas si... Je crois qu’ils les délivrent toujours. Mais je ne suis pas sûr qu’il y en ait besoin. Ne me croyez pas sur parole, je ne suis pas sûr.

Lesquels délivriez-vous ?

Tous.

76. Deux villages, deux BCD différents

UNITÉ : ADMINISTRATION CIVILE

LIEU : NAPLOUSE

ANNÉE : 2005-2008

Mettons qu'une mariée habite le village de Marda, près de Naplouse, et le marié à Dir Istiya. Ils veulent se rendre depuis son village à elle jusqu'au village voisin pour aller au salon de beauté. Le matin, le commandant du checkpoint les laisse passer, mais quand ils reviennent, un autre commandant ne les laisse pas rentrer. Il leur demande : « Comment êtes-vous sortis ? » Elle doit rentrer à son village de Marda, rentrer pour se préparer puis partir avec sa famille pour Hawwara, où le mariage doit avoir lieu le soir. La famille du marié est censée s'occuper du transport. Ces deux villages dépendent de deux BCD différents : l'un est à Qalqilya, l'autre à Naplouse. Pour finir, tout s'est bien passé, ils sont même allés plus loin et ont laissé passer huit véhicules pour le mariage. Je me rappelle que je m'en suis occupé pendant une demi-journée, la moitié de ma dernière journée.

Vous deviez assurer la coordination avec les BCD ?

Non, un seul BCD s'en est occupé, c'est entre les deux brigades régionales. Il y a deux secteurs et deux BCD différents, c'est une zone très compliquée. Marda appartient à Qalqilya, c'est-à-dire la Samarie ; Dir Istiya appartient à Qalqilya et Efraim, et Hawwara appartient à la Samarie et à Naplouse. Vous savez pourquoi les frontières ne correspondent pas ? Parce que ce sont celles de l'administration civile, qui était le gouvernement militaire, placé sous contrôle jordanien. Quand l'armée a occupé les Territoires en 1967, elle n'a pas repris l'ancienne carte, elle a fait sa propre carte.

77. Ça s'appelle de la « ségrégation »

UNITÉ : ADMINISTRATION CIVILE

LIEU : NAPLOUSE

ANNÉE : 2006

En 2006, on a reçu une plainte d'étudiants de l'université a-Najah à Naplouse parce qu'ils n'avaient pas le droit d'emprunter le check-

point de Bet Iba, qui avait été ouvert, je crois qu'il est resté ouvert jusqu'à quelques mois avant cette affaire, ensuite il a été fermé. Je ne me rappelle pas pourquoi. Je crois que ça a un rapport avec les colonies là-bas, parce que le checkpoint y mène, entre autres. Le checkpoint a été fermé pour presque toutes les raisons imaginables. L'armée, la brigade, ils appellent ça une « ségrégation ». La ségrégation signifie que tu n'autorises que les résidents d'un certain âge à passer. Les hommes au-dessus d'un certain âge, mettons trente-cinq, quarante ans. Et les femmes à partir d'un âge plus jeune. Ils n'autorisaient pas les étudiants à entrer. Ils vivent dans le village près de Naplouse. C'est comme si vous habitiez à Ness Tziona, que vous vouliez aller à Rehovot et qu'ils vous en empêchaient. Je me rappelle ce cas en particulier parce que c'est la première plainte que j'ai reçue. Un gentil étudiant qui parlait anglais m'a appelé, j'étais content de pouvoir communiquer avec lui et c'était très décevant de lui donner cette réponse, de lui dire qu'il y a la ségrégation, qu'il devra passer les rattrapages.

Ils vous ont donné les raisons de la ségrégation ?

Oui. Je lui ai expliqué de quoi il s'agissait et qu'il ne pouvait pas entrer à cause de son âge. Je ne me rappelle pas l'âge exact, mais s'il avait eu un autre âge, il aurait pu entrer. Une autre fois, quatre femmes, certaines étaient malades et d'autres les accompagnaient, ont été arrêtées au checkpoint de Bet Iba. Elles étaient malades et avaient besoin de soins médicaux. C'était deux mois après l'incident avec les étudiants.

C'était toujours la même ségrégation ?

Je ne peux pas l'affirmer, mais il y avait toujours la ségrégation.

Vous ne savez par les âges ?

Maintenant je ne sais pas, à l'époque sûrement. On a exercé une pression énorme, moi et XXX, qui était coordinateur à l'administration civile. On a fait en sorte qu'au moins les femmes malades puissent passer le checkpoint. Les autres ont dû faire un long détour jusqu'au checkpoint d'Ein Bidan, et apparemment elles ont fini

par se retrouver.

Qui a donné l’ordre de ségrégation et quand a-t-il été annulé pour que les gens puissent à nouveau passer ?

Certaines ségrégations peuvent durer des mois. Je me rappelle une ségrégation qui s’étendait de toute la Samarie jusqu’à Jéricho, toute la partie est. Un Palestinien de Ramallah qui veut aller à Jéricho n’a qu’une route possible, par Djénine. Un habitant de Jérusalem qui veut aller à la mer Morte ? Il faut passer par Afula.

Par quels checkpoints peuvent-ils passer ?

Je ne me rappelle pas les noms. Je crois par Beqaot, Tiasir.

Vous saviez exactement quels checkpoints les gens pouvaient emprunter ?

Oui, les Palestiniens aussi le savaient.

Quelle était la raison ?

Menaces terroristes. On m’a expliqué que c’était pour prévenir des attentats.

Combien de temps ça a duré ?

Je ne me rappelle pas. Il y a certaines ségrégations certains jours, à certaines heures, parfois ça dure des semaines.

Qui met fin aux ségrégations ?

Quelqu’un au niveau du major général si c'est pour plus de quelques jours, et la décision peut remonter jusqu’au commandant de brigade.

Il y a des ségrégations qui n’ont pas de limite de temps définie ?

Je crois qu’il y a une limite définie. Il y a un groupe d’ordres militaires – ce n’est pas la peine de rentrer là-dedans –, mais quand il y a la ségrégation, ils disent combien de temps elle va durer, puis ils l’étendent ensuite pour une certaine durée.

Et vous savez quand elle prend fin ?

Oui, et je le dis aux Palestiniens. Les Palestiniens le savent parce qu'il y a des rumeurs, les chefs de village et la police palestinienne l'annoncent aussi.

Donc vous ne participez pas à l'annonce ?

Je ne l'annonce pas du tout. Je n'ai aucun lien avec les chefs de village. Mais si un Palestinien m'appelle et me demande s'il peut transférer des marchandises via Efraim, qui est un checkpoint « dos à dos » dans la région de Tulkarem, même si c'est un jour de commémoration pour les soldats tombés de Tsahal, je lui dis oui, il peut le faire jusqu'à midi. On est aussi une sorte de service d'information, ce qui mène à quelques conversations officieuses pendant la journée.

C'est une tout autre histoire, passer de checkpoint en checkpoint...

La vraie histoire, c'est que ce checkpoint pourri ne protège que les colonies.

Bet Iba ?

Oui. Une autre histoire intéressante est celle d'un chauffeur de taxi qui avait emmené un malade à l'hôpital de Naplouse et qui voulait rentrer chez lui à Bet Furik, alors il a dû passer le checkpoint là-bas. Le checkpoint ferme à huit heures. Les Israéliens changent d'heure en avril, les Palestiniens deux semaines plus tard. Le malade et lui attendent au checkpoint, mais il est fermé. Les soldats sur place ne leur ont pas ouvert, ils ne les ont laissés passer que le matin. Ils ont passé la nuit à Naplouse.

Personne n'a rien fait ?

Non. Voilà un autre exemple : un Palestinien de soixante ans avec un cancer. Il avait l'autorisation de suivre son traitement à l'hôpital d'Assuta. Un bénévole l'attendait au checkpoint de Reihan pour l'emmener à son rendez-vous à l'hôpital, à dix heures du matin. Les soldats ne voulaient pas le laisser passer. Il était sept heures du matin, il faut trois heures [pour arriver là-bas] et il ne voulait pas rater son

rendez-vous. Il semble que cet homme avait une autorisation pour le checkpoint de Gilboa, pas pour Reihan, alors ils lui ont clairement dit qu'il devait aller à Gilboa, à une heure de route pour les Palestiniens, et de là il pouvait passer le checkpoint pour [entrer en] Israël. Je n'ai qu'une chose à dire : pourquoi ? C'est un sexagénaire avec un cancer, qu'est-ce que ça change s'il passe par accident à un autre checkpoint ?... et je ne suis pas sûr que ça l'arrange en termes de temps de trajet. S'il voyageait depuis le début avec le permis qu'il avait, peut-être qu'il serait arrivé plus vite, sans compter le fait qu'ils ne l'ont pas laissé passer. Mais qu'est-ce qui vous prend ? D'un seul coup, vous vous mettez à suivre la procédure. Il va sans dire qu'il a raté son rendez-vous, je crois qu'il est juste rentré chez lui. Un autre exemple : un bébé de vingt jours avec la jaunisse. C'est arrivé. Ils n'ont pas laissé passer l'ambulance au checkpoint d'a-Zaim, un checkpoint de Jérusalem. Ils ne l'ont fait passer qu'après quarante-cinq minutes. Un bébé de vingt jours ne mène pas d'attaques terroristes, pour autant que je sache. Un autre incident s'est produit à Djénine, au checkpoint de Reihan – aujourd'hui, c'est un checkpoint plus établi, mais à l'époque il y avait quatre policiers des frontières qui restaient là à dire : « Allez, avancez. » Us ne laissaient pas passer le matériel humanitaire, par exemple, vers Barta'a et Reihan. Un camionneur qui transportait des fruits ou des légumes m'a appelé pour dire : « Je viens de Djénine, je veux entrer dans le village parce que les gens là-bas n'ont rien à manger. » Ce n'est qu'à la fin de la journée, après qu'il nous a appelés à neuf heures du matin, ce n'est qu'à cinq heures moins le quart qu'ils l'ont laissé passer.

Un camion ou une camionnette ?

Il est resté là huit heures, à attendre, ensuite ils l'ont laissé passer. Il y avait plusieurs camions là-bas.

Ils l'ont inspecté ?

Ils l'ont fouillé, mais ce n'est pas leur fonction. Ils ne l'ont simplement pas laissé passer parce que c'étaient les ordres de quelqu'un d'autre et que le type était bloqué ailleurs. Il y avait des plaintes basiques parce que les portes agricoles n'étaient pas ouvertes. Je ne

pensais pas que les soldats avaient intentionnellement une, deux, trois heures de retard. Ça signifiait qu'un Palestinien devait attendre trois heures pour arriver à ses terres ou en partir et rentrer chez lui, et c'est arrivé un certain nombre de fois. C'est arrivé à cause de la négligence des soldats, ou de la salle de commandement, ou d'une opération qui empêche les soldats d'ouvrir le checkpoint. Parce que, qui ouvre les portes agricoles ? Les soldats.

78. Il n'y a rien à faire, les retardataires ne peuvent pas passer

UNITÉ : BATAILLON D'INFANTERIE KFIR

LIEU : TULKAREM

ANNÉE : 2008-2009

La patrouille, c'est une force active sur le terrain qui peut être appelée n'importe quand, tu te promènes, et s'il se passe quelque chose à un checkpoint, ils t'envoient immédiatement parce que c'est toi le plus près. Parfois tu vas ouvrir les portes.

Qu'est-ce que ça veut dire ?

Par endroits, il y a des clôtures que les Arabes doivent franchir pour aller sur leurs terres, alors tu ouvres les portes le matin quand il y a besoin – chaque porte a un horaire d'ouverture fixe, tu fais une liste de qui passe et qui ne passe pas, qui passe et ne revient pas, toutes sortes de choses comme ça.

Ils accèdent à leurs terres qui sont de l'autre côté du Mur de séparation ?

Oui, quelque chose comme ça.

Ça se passe comme prévu ?

Ça se passe comme prévu sauf s'il y a un problème. Parfois, les opérations sont accélérées, alors il y a des gens qui arrivent un peu en retard mais il n'y a rien à faire, ils ne peuvent pas passer parce qu'ils

sont en retard. Ce n'est pas notre problème. Parfois, on repousse un peu la limite de temps, on attend les gens quelques minutes de plus. Mais s'ils n'arrivent pas à l'heure, il n'y a rien à faire.

79. On a bloqué l'accès à sa source de revenus

UNITÉ : BRIGADE NAHAL

LIEU : RÉGION DE DJÉNINE

ANNÉE : 2005

Tout le monde sait que dans les Territoires, tu es exposé à des tas de paradoxes, de dilemmes, toutes sortes de choses qui... Par exemple, une fois, on était dans une casemate à Mevo Dotan... [les Palestiniens] n'avaient pas le droit de monter au sommet de la colline derrière, parce qu'on considérait qu'elle dominait un peu la casemate. Mais il se trouve qu'au sommet de la colline se situait le verger de quelqu'un et il n'avait pas le droit d'y aller. À chaque fois qu'il montait, on lui disait de s'en aller, on essayait de l'aider, et il nous disait : « Mais la terre est à moi. » On lui a dit qu'on lui obtiendrait une autorisation, le commandant de compagnie suivant a vraiment essayé de lui en obtenir une, mais il s'est heurté à, vous savez, la bureaucratie et son inflexibilité. C'était juste un type qui... juste parce qu'on a mis une casemate là, on a bloqué l'accès à sa source de revenus. Ça paraît trivial, tout ce que vous voudrez, mais vous savez, c'est comme si quelqu'un avait dit à ses parents que ce type ne pouvait plus gagner sa vie. Ça détruit sa maison, il n'y a rien d'autre à dire, ça détruit juste sa vie.

80. Les agriculteurs ont fondu en larmes

UNITÉ : ARTILLERIE

LIEU : RÉGION DE QALQILYA

ANNÉE : 2002

C'était une opération de routine : partir dans des véhicules pour

patrouiller dans les villages arabes voisins. Il y avait un tas d'excavations dans le coin. C'est vraiment un endroit qui vous brise le cœur, toute la région du Mur de séparation. On était exactement à l'endroit où ils creusaient pour construire la clôture, tu arrachais les figuiers et les oliviers des habitants, je trouvais ça vraiment dur à voir.

Vous êtes agriculteur ?

Non, mais vous savez... Quelqu'un vient te dire : « OK, ta maison est à moi maintenant. Ta terre est à moi maintenant. Tout ce pour quoi tu as investi depuis quarante ans. » Vous savez, les vieux, les agriculteurs. Des gens pour qui cet arbre est de la nourriture. Et tu leur dis : « Oublie, dégage, ce n'est plus à toi. »

Vous avez supervisé les travaux ?

Non, mais j'ai surveillé. Il n'y a pas eu d'incidents violents. Encore une fois, parce qu'on était si près d'Israël. Et s'il y en a eu... alors c'était avec d'autres unités, plus expérimentées au combat que nous, et elles sont vraiment entrées dans la ville.

Vous vous rappelez avoir rencontré ces gens dont on déracinait les arbres ? Ils sont allés sur place ?

Ouais, on les rencontrait. Tu dois... C'est dur, parce que les gens viennent te voir en larmes.

Vous vous rappelez un incident précis ?

Je me souviens d'un incident en particulier. Ça me donne la chair de poule rien que d'y penser. Quelqu'un dont ils avaient déraciné les oliviers est venu me voir en larmes – pardon, les figuiers – et il m'a dit : « J'ai planté ces arbres pendant dix ans, j'ai attendu dix ans qu'ils portent des fruits, j'en ai profité un an, et maintenant ils les déracinent. » Le type avait déjà travaillé trente ans, et il me dit : « J'ai travaillé trente ans pour acheter la terre, je l'ai cultivée pendant dix ans, j'ai attendu que ces arbres portent des fruits. » Il n'avait eu qu'un an pour profiter de ses arbres, puis les bulldozers de Tsahal arrivent et on lui dit : « Oublie tout ça. » Au mieux, tu tombes sur un conducteur de bulldozer qui est prêt à replanter ses arbres ailleurs.

Il n'y avait pas de procédure de replantation ?

Non, absolument pas. Les conducteurs de bulldozers étaient arabes et ceux qui se sentaient encore liés... dont le cœur se brisait encore, alors ils prenaient la pelleteuse, creusaient et replantaient l'arbre de leur côté [palestinien] du grillage. Il était rare que quelqu'un qui faisait ce boulot... Ça coûte cher, et son chef lui disait : « À quoi tu joues, arrête de t'amuser. » Donc le déracinement se fait le même jour et ensuite c'est fini, ils commencent à creuser [pour construire le Mur de séparation].

Quand vous êtes arrivés là-bas, ce genre de travaux ne faisait que commencer ou bien durait-il depuis un moment ?

Ce n'était que le début – ça commençait tout juste le premier jour où on est allés sur le terrain.

Avec les géomètres ?

Oui, notre principale mission était de protéger les géomètres. Le travail du géomètre est de prendre sa radio et de commencer à arpenter la zone.

Les géomètres ne voient pas ce qui se passe ? Même avant l'arrivée des bulldozers, ils ne voient pas qu'il y a les arbres de quelqu'un ?

Si, mais le propriétaire ne se rend pas compte que le type qui marche sur son terrain est un géomètre, il ne voit que le bulldozer. Et même s'il comprenait... qu'est-ce que ça changerait ?

Ils ne leur parlaient pas à l'avance ?

Je ne crois pas. Je ne sais pas. J'imagine... Ils n'ont ni courrier ni téléphones portables pour la plupart. Quelqu'un qui a de l'autorité arrive et prend votre... C'est comme si je venais et que je prenais votre portable – qui en aurait quelque chose à faire ? « Dégage... si tu veux, fais-moi un procès. » Même si tu es un citoyen avec une carte d'identité bleue [israélienne] et tous ses privilèges, tu essaies d'obtenir de l'argent de la Caisse d'assurance nationale et ils te disent : « Ouais, c'est ça, bonne chance... » Genre, c'est qui celui-là [l'agriculteur

palestinien] ? Vous savez ce qui va se passer. Vous savez que même s'il fait un procès et tout – il n'aura rien.

Sur place, les gens ne contestaient pas, ne se mettaient pas devant les bulldozers ? Vous savez, les arbres, on ne peut pas les rendre. Il n'y a pas de compensation possible pour quelque chose comme ça.

Ils leur ont promis de leur donner de l'argent ou autre chose, d'autres terres. Il y a une loi qui dit que si l'État prend plus de 40 % [de votre terre], vous avez droit à une compensation complète. Ils peuvent prendre jusqu'à 40 96, et vous ne pouvez rien faire. S'ils prennent 41 %, vous avez une compensation complète. C'est une règle générale de l'État, ils se fichent que ça leur fasse du mal ou de ce qu'il y a sur les terres. Je n'étais pas sûr qu'ils les prendraient. Il n'y a rien à faire. Ce que je veux dire par « rien à faire » ? C'est horrible de voir ça, parce qu'ils ont promis une compensation [à l'agriculteur] – mais tu as l'impression qu'il n'aura rien du tout.

Combien de temps a duré le travail là-bas ?

Quand je suis parti, ça [continuait] encore...

Donc ça a pris du temps.

Construire une clôture, c'est un gros chantier. Parce qu'il s'agit de montagnes... tu creuses la terre, tu la mesures.

Il n'y a pas eu de résistance physique, de manifestations, pas même un panneau ?

Il y en a eu – je les ai vus sur le côté avec un panneau, mais ce sont des agriculteurs, pas des activistes politiques. On parle d'un homme qui n'a vraiment pas eu de chance. On ne peut pas dire qu'on fait du mal à toute une population. Une seule personne contrôle un terrain, donc tu ne croises personne avant de tomber sur les quarante autres. À chaque fois, ce n'est la terre que d'une seule personne. Ce n'est pas comme si tu arrivais dans une université où il y a un tas de gens. Tu ne t'en prends pas à un endroit plein de gens, à chaque fois tu ne vois qu'une seule personne. Et puis cette personne n'a aucun pouvoir – elle ne peut que regarder en pleurant. Il n'y a pas de syndicat

d'agriculteurs. En soi, c'était triste, injuste. Vous savez, l'idiotie de ce pays, ils ont pris la terre du type, et demain ils diront qu'ils arrêtent de construire le mur. C'est arrivé plus d'une fois. Ils décident que le mur doit passer par là – sur les terres du type, dans sa cour, sa maison particulière – mais le lendemain, ils décident, après avoir déjà détruit les routes, que le mur ne marche pas ici : « Partons d'ici. Enlevez tout, ça ne marche pas ici. »

Ils ont déplacé le mur dans votre secteur ?

Un changement d'itinéraire.

Non, dans votre secteur – là où vous étiez.

Un changement d'itinéraire. Ils ont commencé à creuser, puis d'un seul coup, ils ont décidé que l'endroit ne convenait pas.

Qu'est-ce que c'est, cette histoire de géomètres ?

Un géomètre reçoit un ordre. C'est la partie la moins chère, vous savez ce que représentent les heures de l'excavatrice ?

Mais le géomètre vérifie le terrain avant.

Très bien.., en Israël, on fait les choses selon un calendrier différent. D'abord on creuse, et seulement après on vérifie que c'est au bon endroit.

Où ont-ils déplacé la clôture ?

Parfois à dix mètres, parfois ils décident de tout annuler ou de contourner... parce que, à quoi sert la clôture ? Elle entoure les colonies. Une colonie se trouve à l'intérieur de la Ligne verte, l'autre non. Ils décident si le mur doit entourer ou non la colonie, et à quelle distance de la colonie il doit passer – en d'autres termes, ils font le sale boulot.

81. Il a dit : « Je vis en prison »

UNITÉ : POLICE DES FRONTIÈRES

LIEU : PONT ALLENBY

ANNÉE : 2002

À l'endroit qu'on appelle la frontière, j'ai essayé de rester humaine, de franchir la ligne. Quand je dis franchir la ligne, je ne sais pas, je parle de Moussa par exemple. Moussa était... on travaillait sur le pont avec des gens qui venaient de Jéricho, des civils palestiniens qui venaient chaque jour de Jéricho jusqu'au pont pour travailler. Des boulots de nettoyage, des choses comme ça.

Au checkpoint ?

Au terminal. Appelons ça un terminal, ce n'est pas un checkpoint. Ce n'était pas un checkpoint, OK ? Appelons ça un terminal, parce que c'est l'autorité aéroportuaire qui finance tout.

C'est important à savoir.

Non, vraiment, ce n'était pas un checkpoint de Tsahal. Sur place, les documents viennent de Tsahal, c'est-à-dire que l'armée est indirectement impliquée. On ne voyait pas de soldats là-bas, c'était plutôt un endroit civil, des civils et la police, pas l'armée, OK ? Moussa était l'un des jeunes gars qui venaient travailler là-bas : vingt-deux ans, marié, père de deux enfants. Vingt-deux, vingt-trois ans, ouais, vous savez, ils se marient jeunes parce qu'il n'y a pas grand-chose à faire à part... quand tu es assiégé, il n'y a rien à faire à part rester dans la chambre avec ta femme, faire des enfants... Pendant une de mes conversations avec lui, qu'est-ce que je dis, une de mes conversations ? Même si je voulais m'asseoir pour discuter avec lui, je ne pouvais pas. Impossible. Au plus, il travaillait, je m'approchais, je disais bonjour, salam aleykoum, comme ça, c'est tout, rien de plus. Donc une fois je l'ai croisé en passant, je lui ai demandé comment il allait, ça va, et on a commencé à... il m'a dit des choses qui me restent encore aujourd'hui. C'est-à-dire, tu es avec quelqu'un qui vit à une heure et demie de la mer et qui n'y est jamais allé.

Une heure et demie de la Méditerranée ?

Une heure et demie de la Méditerranée, un quart d'heure de la

mer Morte. Je crois qu'ils sont allés à la mer Morte avant l'Intifada, mais il y a des choses qu'ils, je ne sais pas, il a employé le terme « prison ». Il a dit que malgré le calme à Jéricho, en termes militaires et pour le camp de réfugiés près de la ville, et les gens eux-mêmes – c'est-à-dire que c'est une population religieuse, agricole, il n'y a pas eu beaucoup de problèmes là-bas –, malgré ça, tu vois de la colère dans leurs yeux. J'ai eu l'impression qu'il m'accusait quand il disait ça. Il m'a regardée dans les yeux et il m'a dit : « Je vis dans une prison, je ne peux pas aller à la mer, je veux aller à Tel Aviv, acheter des choses pour ma femme. » Et ça te ronge de l'intérieur. Des mots pareils, une situation pareille, tu commences à changer de point de vue. C'est-à-dire, quand je suis arrivée, je me suis engagée dans l'armée très... je ne sais pas si on peut dire de droite, mais très motivée... je voulais tout faire pour... Et ton service sème le doute, avec ce que j'ai vécu, j'ai commencé à mettre les choses en doute.

Quand est-ce que ça a commencé ?

C'est arrivé lentement. Je ne sais pas s'il y a eu un moment précis où ça a commencé.

Troisième partie

La trame de vie : administrer la vie civile palestinienne

Les témoignages de la troisième partie illustrent l'influence qu'exercent les forces de sécurité israéliennes sur la vie des Palestiniens dans les Territoires. Les porte-parole de l'État affirment qu'Israël n'empêche pas l'accès des Palestiniens aux produits de première nécessité, que leurs actions ne causent pas de crise humanitaire, et que, malgré ses impératifs sécuritaires, le pays assure le maintien de la « trame de vie » palestinienne. De telles affirmations – comme celle selon laquelle la Cisjordanie aurait une économie prospère – visent à suggérer que la vie sous l'occupation peut être tolérable et que rien n'empêche les Palestiniens de vivre convenablement.

Sur la foi de telles allégations, Israël décrit l'occupation comme une mesure défensive acceptable. Toute souffrance endurée par la population est considérée comme raisonnable et proportionnée. Les autorités israéliennes prétendent par exemple qu'en accordant des autorisations de passage pour les cas « humanitaires », elles permettent aux Palestiniens de mener une vie normale. Mais cette dépendance de millions de personnes envers une bureaucratie complexe et alambiquée, à laquelle elles ne participent pas et qui ne représente pas leurs intérêts, illustre précisément le degré de contrôle qu'exerce Israël sur la vie des Palestiniens. Les témoignages des soldats révèlent que les Palestiniens sont tributaires des bonnes grâces d'Israël pour les actions les plus élémentaires. Ceux qui ont besoin d'une autorisation spéciale pour se rendre chez le médecin, au travail ou dans leur famille dépendent du bon vouloir du soldat au checkpoint ou de l'officier de l'administration civile – la branche du gouvernement qui supervise la vie civile dans les Territoires. Les Palestiniens doivent constamment argumenter face à divers représentants d'Israël pour que leur cas soit reconnu comme « humanitaire ».

L'administration civile est subordonnée au ministère de la Défense. Des soldats de l'armée régulière et des civils du ministère y travaillent. L'administration civile gère les infrastructures et alloue les ressources dans les Territoires, détermine le statut des terres, émet les permis de construire pour la Zone C, les autorisations de travail et de transit aux checkpoints, contrôle le commerce, recense la population et gère nombre d'autres services. Les Palestiniens doivent également se tourner vers elle pour diverses requêtes humanitaires ainsi que pour porter plainte et déclarer les dégradations ou les blessures subies à la suite d'une opération de Tsahal. Les témoignages de soldats et d'officiers ayant travaillé dans l'administration civile donnent un aperçu rare du monde bureaucratique de l'autre côté de la Ligne verte.

Depuis le début de la seconde Intifada, Israël a resserré son emprise sur la population palestinienne. En plus des opérations militaires offensives qui captaient l'essentiel de l'attention médiatique, Israël a mis en place des barrières physiques et un système bureaucratique complexe afin de limiter les déplacements des Palestiniens. Ainsi, par exemple, un habitant de Naplouse qui souhaite aller à Jéricho pour affaires ou pour rendre visite à sa famille a besoin d'une autorisation de l'administration civile. Le Mur de séparation, dont la construction a débuté en 2002, crée de nouvelles divisions encore plus complexes au sein de la Cisjordanie, provoquant une recrudescence du nombre de permis et d'autorisations nécessaires. Ce « régime des autorisations » aujourd'hui en vigueur dans les Territoires affecte tous les aspects de la vie quotidienne des Palestiniens.

Les témoignages qui suivent montrent également l'incapacité des instances dirigeantes palestiniennes à assurer une vie normale à leur peuple. L'Autorité palestinienne n'a pas d'influence sur la vie quotidienne dans les Territoires : les Israéliens maîtrisent les mouvements de la population et des marchandises au-delà du Mur de séparation et dans les Territoires, l'ouverture ou la fermeture des magasins, le transport des enfants vers les écoles, des étudiants vers les universités, des malades vers les hôpitaux et les cliniques. Israël détient également les biens privés de dizaines de milliers de Palestiniens. Parfois, ces biens sont conservés pour de supposées considérations de sécurité, d'autres fois afin d'exproprier des gens de leur terre. Dans un nombre

de cas significatif, la décision de confisquer des biens paraît entièrement arbitraire. Maisons, terres agricoles, véhicules à moteur, appareils électroniques, animaux de ferme... : tout peut être saisi à la discrétion d'un commandant régional ou d'un soldat sur le terrain. Parfois, des soldats de Tsahal « confisquent » même des individus pour un exercice : des troupes peuvent faire irruption dans une maison en pleine nuit, arrêter l'un des résidents puis le relâcher plus tard, tout cela pour s'entraîner à mener une arrestation. De fait, la vie des Palestiniens, soumise aux caprices d'un soldat au checkpoint, d'un commandant de région ou du coordinateur de sécurité d'une colonie, se conjugue souvent au conditionnel.

Les forces israéliennes emploient les expressions « trame de vie » et « proportionnalité » pour caractériser un certain nombre de leurs activités : opérations aux checkpoints, démolition de maisons ou d'infrastructures, entrée en force dans des maisons palestiniennes, voire assassinats ciblés. Les témoignages de cette troisième partie donnent une idée plus précise de la trame de vie palestinienne sous l'occupation israélienne : arbitraire, mouvante, et indigne.

82. Renverser des cageots pour faire un exemple

UNITÉ : POLICE MILITAIRE

LIEU : RÉGION DE QALQILYA

ANNÉE : 2006-2008

Après votre service, si vous regardiez votre compagnie, vous diriez que les choses se passaient correctement ? Y avait-il un clivage entre ce qu'on vous avait appris, ce qu'on attendait de vous et la manière dont le checkpoint était effectivement géré ?

Les gens de ma compagnie faisaient les choses de manière très stricte, en particulier à Reihan. À Qalqilya, cetait moins strict sur ce qu'ils faisaient au checkpoint. Ils étaient stricts à Reihan, mais en même temps, il n'y avait pas trop de dérives.

Comment étaient-ils stricts ? De quelle manière ?

Le BCD en a après les Palestiniens qui transportent des marchandises. Par exemple, il y avait ce type qui avait un petit camion Mercedes et qui transportait des produits agricoles dans des cageots, toutes sortes de légumes. En général, on devait passer un magnétomètre sur les cageots, au-dessus et en dessous. Tu mets le cageot sur le côté, puis tu passes au suivant. Le cageot n'est pas grand, c'est une vieille caisse en plastique. Bien sûr, tu n'aides pas le type à vider le contenu du cageot. Tu lui dis de le faire et ensuite il ramasse tout. En ce qui concerne notre procédure, c'était légitime. Ils nous ont dit de vider quelques cageots pour faire un exemple. Le même type, je me rappelle, il avait un tas de marchandises. Après la fermeture du checkpoint, on passait une heure de plus à le contrôler. Je me rappelle qu'ils m'ont dit plusieurs fois de vider ses cageots.

Pourquoi lui en particulier ?

Il y a une fille qui est venue vers lui au complexe XXX, au passage piéton, et il lui a dit qu'il donnerait quarante moutons à son père si elle l'épousait, mais elle m'a dit qu'il l'avait importunée. Ça n'a pas de sens, on ne joue pas les durs pour ça... on le fait parce que c'est notre travail. Parfois, les gens prenaient les choses personnellement... parce que quelqu'un t'importune, tu vides ses cageots. On le faisait aussi pour l'exemple. On ne jette pas les marchandises de tout le monde.

Combien de cageots avait le type ?

Dans le camion, ce ne sont pas des cageots, c'est un bac. Il y a des camions Mercedes, il y a l'Isuzu, qui est petit, tu peux y mettre des cageots. Mais celui-là était plus grand, genre taille moyenne, il y avait peut-être deux cents cageots.

Et il a dû jeter deux cents cageots ?

Le cas avec la fille ? Oui.

C'est une punition fréquente ?

C'est une sorte de punition, mais ça arrivait rarement. Dans ce cas, c'est arrivé parce qu'il l'avait importunée.

83. Je ne comprenais pas l'utilité de ces repérages

UNITÉ : PARACHUTISTES

LIEU : COLLINES D'HÉBRON SUD

ANNÉE : 2003

Ce que je me rappelle de là-bas qui m'a vraiment mis en colère, c'était le repérage des maisons.

Pourquoi ?

Parce que les arrestations, je peux comprendre. Ils nous disaient : « OK, maintenant on va arrêter un homme qui a du sang sur les mains, il a mené une attaque, il a planifié un attentat. » Ça, OK, je pouvais comprendre. Quand on partait faire du repérage, ça me dérangeait vraiment parce que je ne comprenais pas le but, la raison. C'était un truc qui me paraissait un peu dépasser les bornes.

Vous êtes commandant de section maintenant ?

Oui, je suis commandant de section. Pourquoi franchir les bornes ? Je comprends que le repérage ait une utilité opérationnelle, les renseignements nous aident un peu pour les opérations, peut-être que ça nous aide à nous occuper des terroristes plus tard. Mais c'était vraiment dur pour moi d'arriver au milieu de la nuit avec huit ou dix soldats qui portaient des gilets pare-balles, un casque, des armes, le chargeur plein, d'entrer chez des gens, de les réveiller, de commencer à fouiller leur maison et à leur poser des questions embarrassantes.

Quoi par exemple ?

« Qui êtes-vous, que faites-vous, que fait-elle ici, combien de personnes habitent ici ?» Je ne sais pas, les questions dépendaient de la situation.

Il n'y avait pas une sorte de questionnaire ?

Si, mais ça ne marche pas toujours comme sur le questionnaire. Parfois aussi... En gros, ce qui me dérangeait vraiment, c'était d'entrer

chez des gens en pleine nuit de manière menaçante. Je me rappelle que ça me mettait vraiment en colère de voir comme ça affectait les petits enfants. Ça me perturbait vraiment. Tu vois un tout jeune gamin, trois, quatre, cinq ans, une petite fille, tu entres dans leur maison en pleine nuit, tu entres, tu prends... elle voit son père trembler – son père, l'homme, la figure d'autorité, tremble –, ils viennent, le prennent à part, l'interrogent, lui posent des questions. Parfois les soldats mènent l'interrogatoire de manière agressive, peut-être par leur ton, peut-être en le bousculant un peu s'ils pensent qu'il ne coopère pas. Et c'était vraiment dur pour moi. Les repérages étaient vraiment durs pour moi. Parce que le repérage a une sorte de but de renseignement, ce n'est pas comme si j'étais là pour arrêter un suspect dont on sait qu'il a tiré sur une voiture la semaine dernière, qu'il a tué des civils innocents. Donc c'était vraiment difficile pour moi. Écoutez, je n'étais pas, je n'avais pas l'influence pour dire : « OK, on ne va pas faire de repérage. » Ce n'est pas possible de ne pas aller faire un repérage. Donc quand je le faisais, j'essayais de mener l'opération le mieux possible d'un point de vue humain. Je n'embêtais pas trop les familles, je ne jetais pas de pierres contre la porte au milieu de la nuit pour les réveiller en sursaut, parce que c'est ce qu'ils font, c'est une étape de la procédure.

Ce n'est pas la procédure pour une arrestation ?

Si, mais c'est aussi la procédure pour ce genre de chose, parce que si tu frappes à la porte et que personne ne répond, tu... alors, tu jettes une pierre. Les gens confondent arrestation et repérage, alors ils jettent une pierre.

Tout de suite ?

Oui. Parfois ils cassent aussi des fenêtres, ils jettent la pierre dans une fenêtre.

Ces repérages se faisaient dans des régions rurales ?

Une zone rurale ou mi-rurale, mi-urbaine. La zone de Yatta, la zone de Dura. Toute la région des collines d'Hébron sud. On repérait cette région.

Est-ce qu'il existe un questionnaire officiel ? Vous l'avez vu ? Oui.

Qu'y a-t-il écrit ?

Je ne me rappelle pas les détails exacts, mais les numéros de carte d'identité, les noms.

De tous les habitants de la maison ?

De tous les habitants de la maison.

Des enfants aussi ?

Les enfants n'ont pas de carte d'identité, mais on notait combien il y en avait.

Comment repéreriez-vous la maison où nous nous trouvons en ce moment ?

J'écris le numéro de carte d'identité et le nom de tous ceux qui habitent ici, tous ceux qui sont dans la maison.

En hébreu, bien sûr.

Oui. J'écris comment est construite la maison.

Vous dessinez un plan ?

Je ne dessine pas de plan, mais j'écris combien il y a de pièces.

C'est conforme au questionnaire ?

Oui, je suis le questionnaire. Combien il y a de pièces, comment elles sont disposées, s'il y a une zone de stockage, une structure, un grenier. Un vrai repérage.

Si vous voyiez un questionnaire comme celui-là, vous pourriez comprendre comment est faite la maison ?

Pas toujours, mais je ne suis pas sûr que ce que nous faisions était très sérieux. Peut-être, peut-être pas. Je ne sais pas. Je ne sais pas non plus qui reçoit ces informations ni ce qu'ils en font. Ça doit bien avoir une utilité quelconque, mais pas significative, et pas toujours... je ne

pense pas que ça ait toujours une fonction. Je suis sûr que dans beaucoup de cas, ils faisaient juste le repérage sans avoir vraiment besoin des informations, On fait aussi des repérages de maisons qui ont déjà été repérées.

Comment le savez-vous ?

Parfois, ils disaient : « Ils sont déjà venus, vous avez déjà fait ça la semaine dernière, vous êtes déjà venus ici. »

Et vous le faisiez quand même ?

Oui, ça faisait partie du repérage. Le questionnaire est peut-être une couverture, mais retourner là-bas est une manière de montrer notre présence, de retourner dans leur maison. C'était ça l'intérêt pour l'armée, ce qu'ils nous disaient, c'est : il faut être actifs, vous devez agir de manière à ce qu'ils ne s'en prennent pas à vous. Donc il faut être actifs dans leur territoire.

Que deviez-vous vérifier d'autre ?

À qui appartient la maison, qui habite vraiment là, qui y est en ce moment. Juste comme ça – s'il y a quelqu'un sur place qui n'habite pas dans la maison, alors il faut vérifier pourquoi il est là. C'est ça, en gros. Peut-être leur métier aussi.

Que demandiez-vous qui n'était pas sur le questionnaire ? Vous dites qu'il y avait des questions gênantes.

Les questions gênantes dépendent de la situation. Ça dépend vraiment de la situation. Bien sûr, on balançait les questions embarrassantes comme ça, je me rappelle qu'on en posait. Je ne peux pas vous dire exactement lesquelles.

Il y avait des questions d'ordre privé ?

Bien sûr. Peut-être pas tout le temps, mais il y avait des questions de ce genre.

Il y avait des opérations de repérage ?

Oui, parfois il y a des opérations de repérage.

Combien de maisons avez-vous repérées ?

En une opération ?

Non, au total. Vous avez couvert tout Yatta ? C'est énorme.

On n'a pas couvert tout Yatta, mais c'était la mission. Donc notre compagnie arrive, on repère un certain nombre de maisons, puis une autre compagnie vient et ils repèrent d'autres maisons. L'objectif est de repérer tout Yatta. Je suis sûr qu'ils ont déjà repéré Yatta plusieurs fois.

Vous pouviez vraiment entrer dans Yatta, dans le village[35] *?*

Oui.

Vous vous déplaciez librement là-bas ?

Avec des véhicules, deux véhicules blindés.

84. La mission : perturber et harceler

UNITÉ : BRIGADE NAHAL

LIEU : HÉBRON

ANNÉE : 2005

Quand on tournait à Hébron, c'était merdique, mais je ne peux pas dire que c'était inhabituel. C'était pendant le ramadan, on n'arrêtait pas de poursuivre des gamins qui jetaient des pétards.

Des gamins arabes ?

Oui, arabes, c'était pendant le ramadan. Le truc, c'est que j'étais allé dans des villages arabes en Israël pendant le ramadan précédent, juste pour voyager, et c'était exactement la même chose. Ça n'avait rien à voir avec Hébron en particulier, rien à voir avec le fait qu'ils te

---

[35] Yatta, une ville assez importante, se trouve en Zone A, sous contrôle de l'Autorité palestinienne.

détestent là-bas, tout le monde jette des pétards sur tout le monde. C'est plus amusant de les jeter sur des soldats. Mais notre commandant de section n'était pas d'accord, il pensait que c'étaient des terroristes potentiels, alors il les poursuivait. Pendant deux semaines entières. On n'a pas attrapé un seul gamin. C'était pathétique.

Pendant deux semaines entières, vous avez poursuivi des enfants à Hébron ?

Ouais, et on n'en a pas attrapé un seul.

Bon, mettons que je me promène en voiture dans Hébron pour essayer d'attraper un gamin...

En voiture, OK, mais on patrouillait à pied.

Donc qu'est-ce que vous avez fait pendant deux semaines ?

Ben, comme j'ai dit, on n'a attrapé aucun enfant. On les poursuivait. Ça me rappelle les histoires des Romains qui entrent dans des grottes avec tout leur équipement et qui restent coincés à l'intérieur. Tu es là avec ton gilet pare-balles en céramique et toutes ces conneries, eux ils tiennent le pétard et ils courent. Le fait est qu'on ne les a jamais attrapés. Je ne me rappelle pas en avoir attrapé un. Peut-être qu'on a réussi, peut-être une seule fois. En fait, j'ai entendu un jour que notre commandant de section avait attrapé un gamin qui n'avait rien à voir du tout avec ça. Il l'a attrapé, lui a crié dessus puis l'a laissé partir. Que pouvait-il faire d'autre ? C'était notre mission en action. Je me rappelle qu'on m'a dit assez clairement : « Notre mission est de perturber » – ce sont les mots exacts – « de perturber la vie des gens et de les harceler ». C'était notre mission, parce que des terroristes habitent la région et nous voulons perturber l'activité terroriste, alors dans nos opérations, on perturbe la vie des gens. Je suis sûr de ça, je pense que c'est encore écrit comme ça aujourd'hui, si l'ordre n'a pas changé. Perturber leur vie, perturber la vie des gens qui vivent là, parce que ça perturbe l'activité terroriste. Voilà le but.

Comment est-ce que ça fonctionne ?

Vous voulez dire qu'est-ce qu'on fait vraiment ? Tu te promènes

dans la ville... Les gars là-bas disent qu'ils n'ont rien à faire ? Voilà comment ça se passe : tu fais le tour de la ville, tu entres dans les maisons abandonnées – abandonnées en tout cas le temps qu'on arrive –, des fois on entrait dans des maisons qui n'étaient pas abandonnées et on menait des fouilles complètement arbitraires. Des fois, mettons qu'on voyait un gamin jeter un pétard, on se précipitait. Mais peut-être que tout ça, c'est un mensonge... on prenait aussi des maisons au hasard. Ce n'est pas comme si on avait des renseignements à l'avance. On menait des fouilles arbitraires dans les maisons, les gens étaient complètement habitués. Ils n'étaient pas surpris, même pas stressés. Ils étaient irrités, déprimés, ils n'ont aucune tolérance pour ces conneries, mais ils sont habitués parce que ça dure depuis tellement d'années maintenant. Des soldats entrent, mettent la maison sens dessus dessous, foutent le bazar puis s'en vont. Voilà ce qu'on fait. Parfois on prend des tours de garde. Il y a un cimetière là-bas, alors on restait dedans et on regardait les couples, ou je ne sais pas, tous ceux qui passaient par là. C'est ce qu'on a fait pendant un bon moment. Parfois on installait des checkposts pour les véhicules... on se plantait à un carrefour et on inspectait les véhicules du quartier, voilà ce qu'on faisait.

Que cherchiez-vous dans les voitures ?

Ça paraît bizarre, mais ce n'était pas si clair. Je pense que c'est comme chercher des armes, mais personne ne croit vraiment qu'on trouvera quelque chose.

Même pas votre commandant ?

Je ne pense pas. Ça dépend du commandant. Si c'était un officier très motivé, alors si.

Mais tout le monde fait ça ?

Oui, c'est la mission attitrée. Le commandant de compagnie dit à l'officier, qui dit au commandant d'équipe responsable de la patrouille : « Votre mission est d'être ici ou là pendant une heure et demie et de faire ci et ça. »

Vous ne vous sentiez pas stupide à faire ça ?

Complètement stupide. C'est ce que je dis. C'est l'une des raisons pour lesquelles je ne voulais pas être commandant de section. Je sentais bien à quel point ces commandants n'ont pas leur mot à dire, ce ne sont que de petits rouages dans le système, presque comme les soldats. Alors je me suis dit : pourquoi m'imposer ça ?

Vous menez ces fouilles, et la population souffre.

Exactement, ils sont complètement niqués. C'est exactement le but. C'est pour ça que c'est si merdique. Tant qu'on était au nord, personne ne souffrait à cause de nos actions, il n'y a que des arbres là-haut. Mais dans les Territoires, c'est la population qui souffre.

85. Chaque incident entraînait la « limitation des déplacements civils »

UNITÉ : ADMINISTRATION CIVILE

LIEU : GÉNÉRAL

ANNÉE : 2001-2004

Après des opérations d'envergure, des attentats terroristes ou quand quelqu'un était tué, y avait-il des moments où l'administration s'en prenait soudain à la population palestinienne en général ?

C'est naturel, non ?

Oui, mais vous souvenez-vous d'événements précis qui se sont produits ?

Je ne me souviens pas d'un incident précis, il y en avait plein à cette période, mais oui, tous les incidents de cette sorte entraînent une punition pour les civils, il n'y a rien à faire. Ce n'est pas une punition civile, c'est une limitation des déplacements civils.

Par exemple ?

Par exemple, accorder moins d'autorisations pour entrer en Israël,

c'est une mesure que prend l'administration quand il n'y a rien d'autre à faire. Réduire les heures d'ouverture des checkpoints où l'on peut faire transiter des marchandises, et on prend surtout des mesures économiques : on interrompt les transferts d'argent par les banques... ça peut paraître anodin, mais ça ne l'est pas.

Quel rapport avec l'administration ?

L'administration approuve les transferts d'argent d'une banque à l'autre, d'une banque palestinienne à une autre, entre les banques étrangères et une banque palestinienne, entre une banque israélienne et une banque palestinienne.

Il y a une division du BCD chargée de ça ?

Oui, à l'époque c'était la section économique qui approuvait tous les transferts. Je crois qu'il y a eu un remaniement de la branche économique, mais je pense qu'elle existe toujours, je n'en suis pas sûr.

Quelles décisions prennent-ils ?

C'est la politique du gouvernement, il n'y a rien à faire, c'est juste de la politique.

Comment était-elle définie ? Vous n'avez pas dit qu'ils n'appelaient pas ça une punition ?

Ce n'était pas une punition.

Dans ce cas, qu'est-ce que c'était, comment le définissaient-ils ?

Ils ne le définissaient pas. Ce n'est pas une punition. Ne pas transférer de l'argent n'est certainement pas une action humanitaire, mais ce n'est pas une punition. Une punition signifie ne pas autoriser le transport de pain, de farine, d'huile et d'œufs. Ça, c'est une punition, et ce n'est jamais arrivé. Ils ne font pas des choses comme ça. L'argent n'est pas une nécessité, c'est comme ça. Encore une fois, je parle d'interrompre les transferts pendant une semaine. Ce n'est pas comme si on ne transférait pas d'argent pendant des mois – ça deviendrait un problème humanitaire. Mais l'argent n'est pas quelque chose qui... croyez-moi, il n'est jamais arrivé que les banques n'aient

pas d’argent pour les retraits. Ce n’est jamais arrivé, je n’en ai jamais entendu parler. Et si ça arrivait, je vous promets qu’ils transféreraient l’argent.

Quelles autres mesures étaient prises ? Vous pouviez gêner les déplacements sur les routes ?

Oui, il y a eu ce fameux projet pour séparer les routes... qui n’a pas été appliqué, pour autant que je sache.

Quel était ce projet ?

Le plan était de séparer les routes palestiniennes et juives. C’est passé devant la Cour suprême, je ne me rappelle pas quel a été le jugement.

À quoi ce plan faisait-il suite ?

C'était en 2002, fin 2002, il y a eu des attentats terroristes, des embuscades, une période d’embuscades, et ils ont décidé de séparer les routes. Finalement ils ne l’ont pas fait, il y avait un projet pour le faire, on y a travaillé pendant très longtemps, mais à la fin ça ne s’est pas fait, je ne pense pas qu’ils l’aient jamais appliqué, parce qu’il fallait construire un tas d’infrastructures.

Quel était le projet ?

Une route palestinienne et une route juive, l’idée étant que ça permettrait la libre circulation des Palestiniens en Cisjordanie, c’est-à-dire qu’il n’y aurait pas de séparation entre les blocs, il y aurait des déplacements humanitaires, et ça les empêcherait d’emprunter les mêmes routes que les véhicules israéliens et de tendre des embuscades... c’est plus facile de sécuriser une route où seuls les Israéliens roulent. Mais ça n’aidera pas.

Qui a formulé ce plan ?

Je pense que c’étaient des instructions du commandement central, mais qui l’a formulé ? Une division ou une autre, mais c’était principalement l’administration civile, ce qu’on appelle la branche infrastructures. Ils séparent les routes et les construisent. Les tunnels, les

ponts, peut-être qu'une partie [du plan] a été appliquée – je ne sais pas vraiment.

86. Vous savez ce que signifie un blocus maritime ?

UNITÉ : MARINE

LIEU : BANDE DE GAZA

ANNÉE : 2005

Il s'agit essentiellement de punition. J'ai horreur de ce : « Ils nous ont fait ça, alors on le leur rend. » Vous savez ce que signifie un blocus maritime pour eux ? Il n'y a pas de nourriture pendant plusieurs jours. Par exemple, il pouvait y avoir un attentat à Netanya, alors ils imposent un blocus maritime de quatre jours sur toute la bande. Aucun bateau de mer ne peut sortir, un bateau de patrouille Dabur est stationné à l'entrée du port, s'ils essaient de sortir, au bout d'une seconde ils tirent sur la proue, ils déploient même l'hélicoptère d'attaque pour leur faire peur. On avait plein d'opérations avec des hélicoptères d'attaque – ils ne tirent pas beaucoup parce qu'ils préfèrent nous laisser nous en occuper, mais ils sont là pour faire peur aux gens, ils tournent au-dessus d'eux. D'un seul coup, vous vous retrouvez avec un Cobra juste au-dessus de la tête, il passe bas, il soulève le vent et agite tout. Il y a eu plein d'incidents comme ça. Les hélicoptères d'attaque travaillaient beaucoup avec nous.

Et le blocus était fréquent ?

Très fréquent. Plus fréquent qu'un isolement spécial, ce qui était plutôt rare, je dirais pas plus d'une fois par mois, mais ça pouvait arriver trois fois par mois, puis trois mois sans rien, ça dépend.

Le blocus dure un jour, deux, trois, quatre jours, ou plus que ça ?

Je ne me souviens d'aucun qui ait duré plus de quatre jours. Si ça durait plus longtemps, ils mourraient là-bas, et je pense que Tsahal le comprend. Soixante-dix pour cent des gens vivent de la pêche – ils n'ont pas le choix. Pour eux, ça veut dire ne pas manger. Il y a des

familles entières qui ne mangent pas pendant quelques jours à cause du blocus. Ils mangent du pain et boivent de l'eau. Comme pendant l'Holocauste.

87. Comment peut-on s'attendre à ce que les gens vivent si l'on impose autant de couvre-feux ?

UNITÉ : ADMINISTRATION CIVILE

LIEU : HÉBRON

ANNÉE : 2002-2003

Tout à l'heure, vous avez dit que vous pouviez comprendre certaines plaintes.

Oui.

Lesquelles par exemple ?

Pas des choses qui me sont arrivées à moi personnellement, mais dont j'ai entendu parler dans les médias, des choses qui sont arrivées, des retards, qu'ils ne voulaient pas laisser passer une femme enceinte... des situations qui apparemment se sont produites. Ils installaient tout le temps des checkpoints et l'une de mes principales responsabilités était de comprendre où ils se trouvaient. Ils installaient des checkpoints au hasard, apparemment c'était assez ennuyeux, les plaintes venaient de gens qui ne pouvaient pas aller travailler. Je me rappelle une chose qui m'a dérangée personnellement : je ne comprenais pas l'histoire des couvre-feux. À Hébron, il y avait des tas de couvre-feux, je ne me rappelle pas le nombre de jours, mais je me souviens que j'ai été choquée par la fréquence à laquelle on les mettait en place, et on s'attendait à ce que les gens vivent comme ça. Je ne comprenais vraiment pas comment ils s'attendaient à cela. Si tu rends la vie des gens tellement difficile, comment penses-tu pouvoir résoudre le moindre problème ? Tu ne fais que créer encore plus de gens qui te détestent du plus profond de leur cœur pour le reste de leur vie. Je suis sûre que si on m'imposait un couvre-feu pendant trois cent soixante jours... qu'est-ce que je ferais ? La manière dont je voyais les

choses, ce n’était tout simplement pas réaliste. Je me rappelle en avoir parlé à des gens et personne ne comprenait ce que je voulais dire. Ils répondaient : « Risque de sécurité. » Super, risque de sécurité, mais ce sont des gens, ils ont besoin de vivre. Où achètent-ils à manger ? Comment tu gagnes de l’argent pour manger quand tu es sous couvre-feu ?

Vous en avez parlé à des officiers et à des amis ?

J’en parlais à des officiers et à des amis. Je faisais 8/6[36] et j’avais le temps d’oublier que j’étais à l’armée. Les six jours où tu es en Israël, tu oublies facilement ce que tu fais. Les huit jours sur la base passent vite parce que tu dors sur place.

88. Trois mille Palestiniens sur cinq postes

UNITÉ : POLICE MILITAIRE

LIEU : RÉGIONS DE QALQILYA ET TULKAREM

ANNÉE : 2005

Comment fonctionne le checkpoint de Reihan ? Vous êtes avec les soldats de combat ?

Les soldats de combat étaient avec nous au checkpoint, ensuite il y a eu des hommes d’artillerie, puis une période où l’une des unités de Kfir était là. Tous ceux qui venaient au checkpoint étaient contrôlés à fond, on travaillait en fonction des renseignements, parce qu’on avait des mises en garde fortes et précises venant d’eux. Ils disaient qu’un pick-up bleu arriverait avec des armes, et il y avait vraiment des armes dedans. Les renseignements étaient précis, on faisait des inspections de qualité, plus délicates. Bon, dans la région d’Eyal, c’est comme au centre commercial – tu regardes dans le coffre puis ils s’en vont... C’est pour ça qu’il y avait du ressentiment...

---

[36] Huit jours à la base, six à la maison.

Certains soldats étaient stationnés au terminal pour les véhicules, d’autres à celui pour les piétons ?

Oui.

Parlons du terminal piétons avec les guérites en verre, parce que c’est le mode de fonctionnement le plus récent pour les checkpoints aujourd’hui. Un type arrive, quel genre de procédure doit-il suivre ?

Il arrive au point de passage, il se tient là et on l’inspecte. Il y a un grand magnétomètre qui bipe s’il identifie des armes ou des ceintures d’explosifs, comme ça on s’assure qu’il n’y a pas de menace au point de passage lui-même. Ensuite, il passe aux rayons X et là il sort tous ses objets, même sa petite monnaie, puis il passe à nouveau. Toutes ces choses sont examinées aux rayons X, il se rhabille, il passe au contrôle d’identité, puis il franchit le checkpoint. Il y avait beaucoup de pression à Reihan, parfois les Palestiniens passaient trois par trois et ils n’attendaient pas très longtemps. Le matin, à Eyal, c’était une tout autre histoire, parce que c’était l’heure de pointe et il y avait trois mille Palestiniens pour seulement cinq postes de contrôle. Par ennui, on s’est mis à faire un concours pour voir qui laissait entrer le plus de Palestiniens en Israël pour que le service passe plus rapidement. Là, c’était vraiment cinq heures sans repos, peut-être un peu la dernière demi-heure, mais tu bossais et tu poussais les gens. Tu te levais à deux heures et demie, à quatre ou cinq heures tu étais au checkpoint, les yeux gonflés, à faire passer des Palestiniens.

À quelle heure est-ce qu’ils commencent à arriver au checkpoint?

Avant quatre heures, le checkpoint ouvre à quatre heures.

À quelle heure est-ce que ça commence à se dégager ?

Au bout de quatre heures, quatre heures et demie.

C’est comme ça tous les jours ?

Oui. Cinq jours par semaine, le vendredi, c’est moins encombré parce que la plupart des gens ne travaillent pas. Le dimanche est de loin le jour où il y a le plus de monde. Le dimanche, tu n’avais pas de répit parfois jusqu’à la dernière minute. Je ne prenais une pause qu’au

bout de cinq heures. Les services étaient divisés – soit tu faisais dix heures d’affilée, soit un service de cinq heures, cinq heures de coupure puis un autre service de cinq heures. C’était fou parce que tu étais coincé dans cette petite boîte, tout seul, les ordres disaient : pas de musique, rien. Après l’heure de pointe, tu avais envie de te suicider. Les soldats se relâchaient, ils amenaient des MP3, j’ai même amené un lecteur DVD portable pour passer le temps. J’étais complètement à bout, j’éprouvais des choses que je n’avais jamais ressenties de ma vie. J’ai béni le jour où j’ai été démobilisé et où je suis parti de là, parce que je détestais tellement travailler au checkpoint...

Pour revenir au terminal piétons de Reihan, quand ils passent aux rayons X, il y a un contact ?

Aucun. Seulement par micro. Tu leur parles, et c’est dingue parce que des fois ils jouent les idiots, des fois ils savent ce qu’ils font mais ils veulent juste t’énerver, alors tu deviens fou parce que tu ne peux pas leur montrer, tu dois leur donner des instructions depuis ta boîte, et tu ne parles pas toujours assez bien arabe pour leur expliquer, tu improvises juste des phrases.

Les hommes et les femmes sont ensemble au checkpoint ?

Oui, mais dès qu’il y a besoin de mener une inspection plus poussée, dès qu'il faut retirer des vêtements, les hommes et les femmes allaient dans des cellules séparées, où des soldats hommes ou femmes les contrôlaient, selon leur sexe.

Si vous avez déjà une machine à rayons X et un magnétomètre, quand y a-t-il besoin d’un contrôle plus poussé ?

Quand le magnétomètre n’arrête pas de sonner ou quand les gens que tu contrôles ne font pas ce que tu dis, alors tu les prends à part.

Vous avez dit que vous contrôliez les autorisations... tout le monde a besoin d’une autorisation ?

Oui, sinon ils n’ont pas le droit de passer.

À partir de quel âge faut-il une autorisation ? Les enfants n’en

ont sûrement pas besoin.

Je ne me rappelle pas la procédure dans ce cas-là, mais un enfant doit passer avec un adulte qui l'accompagne, sinon il doit avoir une copie de la carte d'identité de son père pour montrer de quelle ville il vient, et que son père a le droit de passer.

En ce qui concerne les bagages, ils ont le droit d'amener une valise ?

Ils ont le droit de tout faire passer sauf des appareils électroniques, parce qu'on ne peut pas les contrôler. À la machine à rayons X, il y avait des gens qui savaient contrôler, mais ça, ils ne pouvaient pas.

Et pour quelqu'un qui arrive en voiture ?

S'il a une autorisation pour ça, il peut passer en voiture.

Est-ce qu'une autorisation pour véhicule vous autorise à passer des marchandises ?

On avait une liste de ceux qui avaient le droit de passer des marchandises.

Quelle est la définition de « marchandises » ? Si quelqu'un a une autorisation pour un véhicule mais pas pour des marchandises et qu'il arrive avec un demi-litre d'huile, il peut passer ?

Oui. Les restrictions concernent les moutons, les bonbons, les légumes, les choses comme ça.

Ça concerne le type de produits ou la quantité ?

La quantité. Je me rappelle vingt-quatre plats à gâteau, par exemple.

Tout était défini ?

Oui.

89. Des heures réduites pour franchir le checkpoint

UNITÉ : POLICE MILITAIRE

LIEU : RÉGION DE QALQILYA

ANNÉE : 2006-2008

Il y avait aussi des passages pour piétons au checkpoint de Zufim ou seulement pour les véhicules ?

Les piétons pouvaient passer. Le matin, il y avait des gens originaires de Zufim ou des résidents permanents.

Ils avaient liberté de mouvement ?

Ils devaient être contrôlés, mais oui.

Les passages agricoles étaient-ils toujours ouverts ?

Bien sûr. Le checkpoint de Zufim était ouvert vingt-quatre heures sur vingt-quatre pour les résidents. En général, la porte agricole n'est ouverte qu'à certaines heures. À part ça, il y a un poste dans chaque zone où ils contrôlent les piétons.

Les résidents permanents ne pouvaient pas passer par là-bas ?

Ils pouvaient. C'est un peu flou.

Un Palestinien peut-il passer à deux heures du matin ?

Non. Il y a des heures fixes aux checkpoints, même pour les résidents permanents.

Mais si un Juif arrive à cette heure-là, il peut passer ?

Oui. Même si on travaillait de manière aussi stricte que possible à Reihan, il y avait toujours des gens qui pouvaient traverser tant qu'on était au checkpoint. Par exemple, s'ils venaient du côté israélien, ils pouvaient passer tard le soir, parce qu'il n'y avait pas de raison de les garder du côté israélien. On était les seuls à avoir l'autorité pour contrôler les gens, nous et personne d'autre.

Vous avez dit qu'il y avait des barrages entre les villages palestiniens, Azun-Atma et Beit Amin.

C'est comme à Hawwara... tu joues au bingo. Tu as une version courte du numéro de carte d'identité, les quatre derniers chiffres, et tu as le logiciel sur l'ordinateur. Tu vérifies le numéro – pour la plupart, il n'y a pas trop de raisons de continuer le contrôle. Le truc, c'est qu'il n'y a pas de clôture pour empêcher les gens qui vivent à Azun-Atma de passer du côté israélien parce qu'ils y sont déjà. S'ils quittent le village – ils ne peuvent pas parce qu'il y a une interdiction pour les Palestiniens – mais s'ils voyageaient vers l'ouest, ils seraient considérés comme des clandestins. Le but du checkpoint est d'empêcher les Palestiniens qui n'ont pas d'autorisation d'aller à Azun-Atma, ou d'attraper une personne recherchée qui voudrait s'y rendre.

Donc si quelqu'un n'habite pas à Azun-Atma, peut-il y aller ?

Non.

90. La file n'était pas droite, alors l'officier a tiré en l'air

UNITÉ : CORPS BLINDÉ

LIEU : COLLINES D'HÉBRON SUD

ANNÉE : 2001

Il y a un checkpoint au carrefour de Dahariya. Dahariya sud. Les Palestiniens passent par là pour aller travailler à Beersheba. Des dizaines de Palestiniens doivent passer par là tous les jours, certains à pied. L'un des officiers qui étaient avec nous voulait maintenir l'ordre, il voulait que tout le monde se tienne en file droite, égale. Il est passé à côté d'eux et leur a dit de s'aligner. Ils ne Font pas très bien fait. Alors juste à côté de la première personne qu'il a vue à l'avant, un type d'une cinquantaine d'années, avec un gamin de dix-huit ans ou quelque chose comme ça, un jeune garçon... l'officier a tiré en l'air, et la file s'est ordonnée.

Il a tiré en l'air pour aligner la file ?

Pour aligner la file. Une autre fois, il a juste tabassé un type... Il l'a frappé au visage avec la crosse de son Galil, lui a mis un coup de pied dans les couilles, lui a craché dessus, l'a insulté... il lui a chié dessus en gros. Devant le petit garçon du type. Il l'a complètement humilié. C'était rare... ça arrivait...

C'était un officier de votre compagnie ? Du corps blindé ?

Oui, on avait aussi un autre soldat qui faisait des préparatifs spéciaux. Il y consacrait deux semaines, pour pouvoir tabasser des Arabes. Et tous ceux qui n'étaient pas... qui ne faisaient pas exactement ce qu'il disait, tous ceux qui n'obéissaient pas immédiatement, il les frappait au genou, à la jambe, au ventre, à la tête, et tous ceux qui ne répondaient pas directement à ses questions : « Où est ta carte d'identité ? », « D'où tu viens ? »... comme ces brutes qui te tabassent, tout ce qui ne lui plaisait pas, il te frappait. Il y a des gens qui ont besoin de ce genre de pouvoir, ça les rend fous, ils deviennent violents. Je ne parle pas des soldats qui tiraient sur les Arabes qui s'enfuyaient ou sur des gens qui contournaient les checkpoints... mais tous ces coups, c'était vraiment idiot.

Et quand vous assistez à ça, vous...

Sur le moment, tu es silencieux... et tu... tu ne peux pas l'empêcher. Je parle de quand tu es en service normal. Ça n'arrivait pas en service de réserve. Si je voyais quelque chose comme ça maintenant, je ne laisserais pas faire. On se disputait avec les policiers des frontières, on essayait de les éloigner, on se disputait vraiment avec eux. C'était difficile. Écoutez, on est... la majorité des gens sont bien, ce n'est pas la majorité qui pose problème, c'est juste une minorité. Le problème, c'est que ce genre de comportement était légitime. Donc, frapper un Arabe, l'insulter, l'humilier, pointer ton arme sur lui, puis tirer en l'air une seconde plus tard – ces choses-là étaient légitimes. C'était un individu, ce n'était pas, mettons quatre, cinq soldats qui tabassaient ce type et... mais il y avait des gens qui savaient qu'ils allaient frapper quelqu'un tous les jours. Ils en parlent ouvertement, ils prennent des photos... Ils ont photographié un Palestinien qu'ils ont ligoté comme un contorsionniste – des trucs choquants.

91. Ils nous ont dit : « Laissez-les sécher »

UNITÉ : BRIGADE NAHAL

LIEU : RÉGION DE TULKAREM

ANNÉE : 2001

C'était juste après l'attentat au Dolphinarium Club[37]. Ils voulaient établir une brigade sur la ligne de la zone fermée, alors ils nous ont envoyés dans la région de Taibe. On était à Avnei Hefets et notre mission était de patrouiller pour empêcher les clandestins de passer. Il y a un terrain dégagé au nord de Taibe, on était stationnés là-bas. Il n'y avait rien à faire avec les gens, là-bas. Bien sûr, la majorité de ceux qui passent va travailler. On n'a jamais attrapé... à part un drogué qui vivait dans une grotte, sans doute le cas le plus intéressant sur lequel on soit tombés, la plupart des gens, tous ceux qu'on arrêtait étaient des gens qui essayaient d'entrer en Israël pour travailler. Et il n'y avait rien à faire avec eux, il n'y avait pas de locaux pour les emprisonner. C'est impossible. Alors la procédure était juste de prendre leur carte d'identité, de les garder pendant quelques heures, les laisser là, puis de les renvoyer chez eux...

Et vous leur rendiez leur carte d'identité ?

Oui, au bout de quelques heures. Tu attrapes quelqu'un, tu vérifies son numéro de carte d'identité, oui, le Shabak, ce n'est jamais arrivé qu'ils arrêtent l'une de ces personnes, tu les gardes sur un rocher pendant quelques heures et tu continues ce que tu es en train de faire. Il y avait des gars, des Russes, les fous, je me rappelle, ils ont juste attrapé quelqu'un... Une fois, je les ai vus, en général ils étaient sur une autre position, donc une fois ils ont pris quelqu'un et, sans raison, ils ont décidé de lui en faire voir de toutes les couleurs, c'est-à-dire qu'ils lui ont pris sa carte d'identité. En principe, ils tenaient un poste de surveillance, ce qui était généralement le cas – on était en dessous,

---

[37] Une boîte de nuit de Tel Aviv où une bombe a explosé en juin 2001. Vingt et un Israéliens ont été tués et plus d'une centaine blessés.

ils surveillaient et ils nous disaient ; « Il y a quelqu'un qui traverse là-bas. » Alors on y allait pour essayer de l'attraper. Parfois on avait un pick-up, ou on était à pied... tu pars, tu l'attrapes, tu lui prends ses papiers, tu lui fais passer quelques heures au soleil ou à l'ombre selon ton humeur du moment, puis tu le renvoies chez lui. Ouais, ça pouvait durer de deux heures... entre deux et six ou huit heures, selon quand tu l'attrapais. Les procédures n'étaient pas très claires, parce qu'ils ne savaient pas quoi faire de ces gens. Ils disaient : « Laissez-les sécher. » « Laisser sécher » est assez vague, ça laisse place à l'imagination... Donc ces Russes, qui avaient en principe un poste de surveillance, qui était plutôt un poste où glander sans faire d'efforts, c'est-à-dire qu'ils n'avaient pas besoin de courir à gauche et à droite. Donc par hasard quelqu'un est passé juste à côté de leur poste et ils l'ont attrapé. Ils l'ont attrapé et l'ont aussitôt attaché. Quand on les attrapait, on les faisait asseoir, on leur donnait de l'eau...

Vous faites asseoir les gens ensemble ou simplement à l'endroit où vous les attrapez ?

Ça dépend. Des fois, on attrapait plusieurs personnes en même temps, alors on les faisait asseoir ensemble, ou bien on décidait qu'on ne voulait pas qu'ils restent ensemble : « Toi tu t'assieds là, toi ici. » Donc quand les Russes l'ont attrapé, ils lui ont attaché les mains derrière le dos, ils lui ont bandé les yeux, ils l'ont pris en photo dans toutes sortes de positions, avec une arme en l'air, des choses comme ça, comme s'ils avaient arrêté un terroriste important ou quelque chose comme ça. C'était juste un gars qui allait travailler.

Il y avait des incidents violents ?

Pas vraiment, à part cet incident, je ne sais pas vraiment ce qui se passait là-bas, parce que je ne suis arrivé qu'à la fin. Quand on est venus les chercher, on a vu qu'ils étaient... Ils ont dit : « Ouais, une seconde, on doit libérer ce type, coupez ses liens... »

À la fin du service à Abir, vous deviez revenir au poste ?

Oui, alors on devait passer prendre les soldats russes. Et on a vu qu'ils avaient attrapé ce type et qu'ils lui avaient fait ça. Je ne me

rappelle pas d'incidents violents là-bas. Juste leur faire comprendre que c'est nous qui commandons. Mais de la vraie violence ?...

Qu'est-ce que ça implique ?

Ça implique qu'ils ne te parlent pas. C'est toi qui leur parles. Tu leur dis quoi faire. Ceux qui parlent, tu leur dis : « Ta gueule ! Je ne veux pas le savoir. » Parce qu'ils te parlent sans arrêt de leur famille et tout, ils disent : « J'ai besoin de travailler, j'ai besoin de... » Tu t'en fous – « Ta gueule, assieds-toi ! » alors ils perdent... Je prends leur carte d'identité et c'est fini. « Assieds-toi là, tu as intérêt à être là quand je reviens. » Ils sont toujours là quand tu reviens. Personne ne s'en va sans ses papiers.

92. Tu attrapes un homme et tu prends le contrôle de sa vie

UNITÉ : BATAILLON LAVI

LIEU : COLLINES D'HÉBRON SUD

ANNÉE : 2003

Il y a eu un incident dont je pense que c'est le plus... c'est le truc que je regrette le plus. C'est la pire chose que j'ai faite pendant tout mon service dans les Territoires. Il y avait ce type qui venait de Yatta et qui voulait passer un barrage. Il se rendait de Yatta à Hébron, à la laiterie. Il avait un camion plein de récipients pour le lait. Je crois qu'il y avait un couvre-feu à Hébron à ce moment-là. Bref, il n'avait pas le droit de passer. Je l'ai attrapé au moment où il franchissait le barrage, c'était la troisième fois de la semaine que j'attrapais le même type – dans des circonstances différentes, mais le même type, plus ou moins au même endroit. J'ai un peu pété les plombs, parce que je l'ai fait sortir... je lui ai dit de descendre du véhicule et tout, mais il s'est mis à protester et à crier, alors j'ai tout de suite fait deux choses : j'ai sorti les menottes et le bandeau. Je suis monté dans la jeep et je l'ai amené à la porte. Il était, je ne sais pas, dix heures du matin, quelque chose comme ça... et je l'ai relâché entre onze heures et une heure du matin. C'est-à-dire, c'était l'été... c'est-à-dire, toute la journée. Il avait genre

deux mille litres de lait avec lui et tout a tourné. Ça a duré toute la journée, il est resté à la porte avec les yeux bandés et les mains attachées. Quand j'y repense maintenant, j'ai honte pour deux raisons. Premièrement, pour la manière dont j'ai traité un autre être humain. Attraper un homme et prendre le contrôle de sa vie comme ça ? Je l'ai attrapé physiquement, je l'ai attaché, je l'ai amené au poste et je lui ai dit : « OK, reste là. » Je l'ai emmené comme un prisonnier, attaché. Et personne d'autre n'était responsable de ça. Ce n'est pas comme si j'avais reçu des ordres, vous voyez ? Non, c'est ce que j'ai décidé de faire. Et c'était acceptable. Du point de vue de tous mes supérieurs, il n'y avait pas de problème. OK, tu as arrêté quelqu'un, voilà comment tu as traité un autre être humain, mais le fait est qu'il y avait aussi des biens, c'est-à-dire le lait. Quelque chose qui avait une valeur financière a été perdu. C'est-à-dire que j'ai fait perdre je ne sais pas combien de shekels à cet homme, mettons que le lait valait au moins cinq cents shekels. À Yatta, ça représente beaucoup d'argent. Vraiment. Bon, donc je n'ai pas pris l'argent de sa poche, mais mes actions lui en ont fait perdre. Pour moi, ça reste moins important que la manière dont je l'ai traité en tant qu'être humain. Ça ne va pas. Parce que vraiment, c'est quoi le problème ? Ce n'est pas un terroriste, il n'était pas recherché, il ne s'en est pas pris à moi, il ne m'a pas menacé avec une arme. C'est un type normal. Quelle était l'utilité de ce que j'ai fait ? Aucune. Est-ce que ça a contribué à la sécurité de l'État ? Non. J'ai juste fait du mal à quelqu'un. Et ça ne va pas.

93. Je l'ai fait chier dans son pantalon

UNITÉ : POLICE DES FRONTIÈRES

LIEU : WADI ARA

ANNÉE : 2003

Travailler avec la population, c'était notre distraction. En tout cas à Katzir. Je ne sais pas ce qui se passait à ce moment-là à Djénine, mais c'était amusant. Travailler avec les gens, c'était...

« Travailler avec les gens », c'est un euphémisme.

Oui. Travailler avec les gens. C'est ce qu'il y avait à faire. Puis d'un seul coup, ils ont construit le mur et il n'y a plus eu personne. Il y avait la population israélienne avec qui il fallait faire attention, il y a Barta'a, où on pouvait encore faire un peu...

Donc les opérations se sont déplacées à Barta'a ?

Il y a eu un léger mouvement, ouais. Mais encore une fois, ils avaient tendance à garder Barta'a pour Tsahal, c'était plus leur domaine. Donc notre travail, c'était surtout le long du mur.

Que se passait-il quand ils attrapaient quelqu'un ?

On y allait. Si tu captures quelqu'un, alors tu peux y aller. Vraiment, la plupart des fois où j'ai vu de la violence, c'était avant la construction du mur, c'était routinier. Vider le sac des gamins et jouer avec leurs jouets. Tu sais, tu prenais un jouet et tu t'amusais à te le lancer.

Les enfants pleuraient ?

Tout le temps. Ils pleuraient et ils avaient peur. Ça ne ratait pas.

Les adultes aussi pleuraient ?

Bien sûr, ils étaient humiliés. Le but était toujours : « Je l'ai fait pleurer devant ses gamins, je l'ai fait chier dans son pantalon. »

Il y avait des fois où ils faisaient leurs besoins dans leur pantalon?

Oui.

Pourquoi ?

Parce qu'on les frappait, pour la plupart. Quand on te frappe, qu'on te menace, qu'on te crie dessus... tu es terrifié. Surtout si c'est devant tes enfants... on leur crie dessus, on les menace, on leur fait peur, alors tu fais aussi peur à leurs gamins. Une fois, on a arrêté un homme avec son fils – il était petit, quatre ans, quelque chose comme ça. Ils n'ont pas frappé le gamin, mais ça a énervé le policier que le type ait amené son fils pour qu'ils aient pitié de lui. Il dit : « Tu amènes

ton gamin pour qu'on se sente mal pour toi – je vais te faire voir ce que c'est, de se sentir mal. » Il se met à le tabasser, il lui crie dessus, il dit : « Je vais te tuer devant ton fils, peut-être que tu te sentiras plus... » C'est terrifiant. Il y a un tas d'histoires sur la fierté.

Le type s'est pissé dessus de peur ?

Oui.

Devant le garçon.

Oui. Plein d'histoires de fierté, genre : « Regarde, je l'ai fait chier dans son pantalon et tout. » Ils en parlaient tout le temps, ce n'est pas comme si…

Où est-ce qu'ils en parlaient ? À la cafétéria, devant les officiers ? Les gens en parlaient ouvertement ?

Oui. À mon avis, un officier qui prétend ne pas être au courant, il ment. En tout cas, les officiers, les hauts gradés savaient. Les commandants de section avaient moins de responsabilité, mais le commandant de compagnie, son lieutenant, les officiers des opérations... ils encourageaient même ça, dans une certaine mesure. Encore une fois, pas directement, ils ne venaient pas dire : « Allez-y, tabassez-les », mais il y avait une sorte de légitimation, sinon ça ne serait pas arrivé. Encore une fois, c'est une chose qui se produisait moins à Djénine, et à mon avis pas seulement parce qu'il y avait moins de travail avec la population.

94. On avait une sorte de camp de prisonniers temporaire

UNITÉ : PARACHUTISTES

LIEU : RÉGION DE NAPLOUSE

ANNÉE : 2003

J'étais commandant d'équipe à ce moment-là. C'était aussi une de ces périodes folles... la même histoire que j'ai racontée à propos d'Hébron, sauf que cette fois c'était dans Naplouse. Pas de postes

statiques. Je me rappelle que je disais aux soldats que ça intéressait qu'ils avaient de la chance de ne pas être à Hébron. Un checkpoint s'appelle Havah 7, à Bet Porik, un autre s'appelle Meteg 3, à la sortie nord, nord-est entre Naplouse et Ein Bidan, et un autre s'appelle « la vallée des fugitifs », il me rappelle un tas de souvenirs auxquels je n'avais pas repensé jusqu'à présent. La vallée des fugitifs... Sur la plupart des checkpoints là-bas, il ne se passait pas vraiment grand-chose, parce qu'il y avait un commandant d'équipe. Des choses inhabituelles ont commencé à se produire quand il y a eu moins de commandants d'équipe et que des soldats se sont mis à jouer ce rôle... Les checkpoints centraux de Naplouse, Hava 5, Hava 7, Hava 6, normalement, rien d'inhabituel ne s'y passe, parce qu'ils sont ouverts aux médias. Ces gens sont toujours là – Machsom Watch, B'Tselem[38], vous savez. Mais parfois on ne sait pas trop où est le checkpoint... C'est un checkpoint itinérant, ce qu'on appelle un checkpost, ou un checkpoint non établi, qu'on met en place avec un VTT pour pouvoir fermer une large zone et empêcher les Palestiniens d'en sortir. Tu patrouilles et tu établis toujours le checkpoint à un endroit différent, personne ne te voit, personne ne sait où tu es, c'est un terrain abandonné. Quand j'y étais, il ne s'est pas passé trop de choses non plus. Mais tout pouvait arriver parce qu'il n'y a pas réellement de supervision.

Il y a des choses qui font partie de la procédure, comme arrêter les gens, les laisser sécher, confisquer leurs clés ? Ces choses vous sont familières ?

OK, oui. Écoutez, au checkpoint, arrêter quelqu'un, c'est ce qu'il faut faire. Je peux vous dire qu'aujourd'hui, pour toutes sortes de raisons, on préfère arrêter quelqu'un, c'est la chose la moins pire. La vie d'un soldat est en danger à un checkpoint. S'il n'y a pas d'ordre, alors le soldat peut mourir. C'est une question de vie ou de mort, parce que tous les checkpoints là-bas sont très dangereux, on est très vulnérable sur un checkpoint. Tu es soldat, tu te tiens là, c'est facile de

---

[38] Machsom Watch est un mouvement pacifiste de femmes israéliennes, B'Tselem est un observatoire des droits de l'Homme dans les Territoires occupés. (N.D.T.)

t'attaquer. Dès qu'un commandant perd le contrôle de son checkpoint – les gens ne forment plus une file droite, ils s'approchent trop ou se promènent librement autour du checkpoint, alors il y a de bonnes chances que quelqu'un vienne se faire exploser ou profite du chaos pour tirer sur le commandant. Si un checkpoint est ordinairement chaotique ou si le commandant est toujours désorganisé, ce n'est qu'une question de temps avant qu'un terroriste, surtout dans une région dangereuse comme Naplouse, s'en rende compte et attaque. La question est donc : que peut faire un commandant pour maintenir l'ordre au checkpoint ? Il peut employer la violence physique, ça fonctionne, c'est sûr que ça fonctionne. La cruauté marche. Si tu prends quelqu'un qui devient fou et que tu lui casses la tête avec la crosse de ton arme, ça marche, c'est efficace. Ce n'est pas éthique, et normalement les commandants ne le font pas. C'est pour ça qu'ils arrêtent les gens. C'est une méthode moins efficace, ça leur fait moins peur, mais voilà, ça fonctionne.

Qu'est-ce que ça implique ?

Une personne qui t'a créé des problèmes, qui a troublé la paix au checkpoint, qui t'a parlé d'une certaine manière... Tu dois garder ton autorité, tu dois la maintenir pour qu'ils te respectent au checkpoint. Qu'est-ce que tu peux faire ? Ça paraît terrible, et ça l'est. C'est la réalité du checkpoint. Tout ce qu'on peut dire à ce sujet a déjà été dit et écrit, tous ceux qui ont vu le film Checkpoint le comprennent, je crois. Au bout du compte, il faut que tu te fasses respecter, il faut maintenir l'ordre. Donc tu prends ce type qui dépasse de la file, ce groupe qui te pose problème, tu leur attaches les mains dans le dos et tu les fais asseoir pendant dix heures, cinq heures.

Qui décide ? Le commandant du checkpoint ?

Le commandant sur place. Encore une fois, je dois dire que tant qu'un checkpoint existe – et c'est une tout autre discussion, savoir s'il devrait ou non y avoir des checkpoints... apparemment il en faut, parce qu'à certains endroits il n'y a pas trop le choix, mais à d'autres endroits les checkpoints pourraient être supprimés. Ça me paraît clair. Et quand ils pourront évacuer les colonies en général, il sera possible de

se débarrasser de nombreux checkpoints. Mais il en existera encore un certain nombre. Aussi longtemps que les checkpoints existeront, l'arrestation est le moyen le plus humain, parmi tous les autres moyens qui sont moins humains, de maintenir l'ordre sur place. Qu'est-ce qu'on peut y faire ? Il faut aussi protéger la vie des soldats.

En tant que commandant de checkpoint, qui vous dit si vous avez ou non le droit d'arrêter quelqu'un ?

C'est pendant le briefing du commandant de compagnie. Ils nous ont dit que c'était acceptable d'arrêter les gens. Personne ne légitimait la violence physique.

Quelles autres punitions sont employées pour asseoir son autorité ?

Dans les cas les plus extrêmes, ils emmènent les gens à la compagnie. On avait installé une sorte de camp de prisonniers temporaire, où les gens pouvaient rester deux jours. C'est pour les cas où les gens causaient vraiment beaucoup de problèmes. Tu les emmènes à la jeep, tu les mets dans le camp de prisonniers improvisé qu'on avait aménagé, avec un toit en tôle et des matelas.

Ils sont prisonniers ?

Oui. Ils ont les mains attachées derrière le dos et ils restent dans le camp de prisonniers un jour ou deux. On leur donne de l'eau, de la nourriture, mais ils restent attachés là une journée dans le camp de prisonniers de la compagnie, il y a quelqu'un qui les surveille. C'est une sorte de toit en tôle, avec un matelas en dessous, entouré par des barbelés.

Quels sont les critères pour mériter un jour ou deux dans le camp de prisonniers temporaire ?

Je ne me rappelle pas. C'était pour les gens qui posaient vraiment problème. Quelqu'un que tu arrêtais mais qui continuait à mettre le bazar, qui se mettait à se comporter comme un fou, qui devenait violent, ou si c'était quelqu'un que tu attrapais régulièrement.

95. Il a marmonné un peu, je Fai frappé au visage

UNITÉ : CORPS DU GÉNIE

LIEU : RÉGION DE RAMALLAH

ANNÉE : 2005

Quand je suis arrivé là-bas, ils m’ont tout de suite briefé sur le checkpoint de Qalandiya – c’était le vieux checkpoint de Qalandiya, avant qu’il soit transformé en terminal. Il y avait vingt-quatre soldats par service : douze au checkpoint pour véhicules et douze à celui pour piétons, qui restaient en alerte la plupart du temps et servaient d’équipe d’intervention. Le checkpoint piétons était déjà stérile – pas comme avant. Quand je suis arrivé, le checkpoint piétons était stérile, il n'y avait que des passages vitrés et l’unité de transit de la police militaire. Il y avait une unité d’alerte au checkpoint piétonnier, l’autre s’occupait du checkpoint véhicules. J'étais à ce checkpoint, et la première fois je me suis activement opposé à ce qu'on faisait. À cause de mes prises de position, mon commandant de section m'a pris à part pour une conversation, il m’a dit qu’il était obligé de me relever de mes fonctions et de m’expulser de la compagnie dans la semaine et qu’ils me trouveraient une nouvelle affectation, au quartier général apparemment, parce que j’exprimais des opinions politiques contraires à la procédure militaire. Mes « opinions politiques » étaient que, pendant que j’étais là, personne ne menacerait personne. C’est un checkpoint où les femmes de Machsom Watch se relaient vingt-quatre heures sur vingt-quatre, en tout cas à l'époque, et j’ai dit que personne ne devait se tourner vers elles, leur parler ou les importuner de quelque manière que ce soit, que ce qu’elles font est légitime et que c’est leur droit. Tu peux t’adresser à elles par l’intermédiaire du porte-parole de Tsahal, mais autrement on n’a pas l’autorité pour leur parler. Ce sont les ordres de l’armée, et je les représentais fidèlement. Les soldats ne m’écoutaient pas, ils pointaient leurs armes même sur les femmes de Machsom Watch, ils les insultaient, se moquaient d’elles. Il y avait un tas de mauvais traitements au checkpoint... C’était vers décembre ou janvier, un hiver dur, pas comme cette année. Il fait froid à Ramallah, et Qalandiya est épuisant – tu restes debout pendant douze heures, une

balle dans la chambre de ton arme, car c'est considéré comme dangereux... tu as un casque sur la tête, un gilet pare-balles et tout ton équipement, tu es toujours debout, douze heures ou 8/8, mais c'est la même chose, tu travailles tout le temps. Tu gèles à rester là, et tu vois les Palestiniens qui arrivent dans leurs voitures chauffées. On a inventé un jeu : la plupart des voitures palestiniennes étaient vieilles, le coffre ne s'ouvrait pas de l'intérieur de la voiture, alors on leur disait de l'ouvrir pour qu'ils soient obligés de sortir dans le froid et la pluie. Ça me mettait en colère, de les voir dans leurs voitures chauffées, au point que j'oubliais qu'eux non plus n'avaient pas envie de me voir.

Une fois, un type qui s'appelait Amjad Jamal Nazer – je me souviens bien de lui –, je lui ai dit de descendre ouvrir le coffre et il m'a demandé pourquoi, puisqu'il pouvait l'ouvrir de l'intérieur. Il grêlait, je me sentais un peu malade, je lui ai dit de descendre et d'ouvrir le coffre. Il a refusé. J'ai suivi la procédure : il a dit qu'il ne descendait pas alors j'ai pris sa voiture, j'ai pris ses clés et je lui ai dit de se mettre sur le côté. Il a marmonné un peu, je l'ai frappé au visage avec la crosse de mon arme – et juste comme ça, j'ai fait partie du cycle de violence. Mes soldats n'y croyaient pas, ils étaient tellement excités. J'étais sous-commandant au checkpoint des véhicules, et cet incident a marqué une étape supplémentaire pour nous. Le checkpoint est devenu très violent à cause du temps et des conditions exceptionnelles. Notre nourriture arrivait toujours en retard et on tenait les Palestiniens pour responsables de ça aussi. Les soldats envoyaient des Arabes leur chercher de la nourriture dans Ramallah quand je ne faisais pas attention. Bien sûr, ils ne les payaient pas. Ils prenaient des chapelets de prière, les gardaient. À l'époque, je ne savais pas que c'était considéré comme un crime de guerre, prendre des chapelets de prière ou même des pastèques. J'étais complètement contre. Je ne participais pas, mais ça arrivait tout le temps. Un tas de commandants d'équipe et de sergents y participaient. Je dois dire que les officiers y étaient opposés et qu'ils intervenaient contre tous ceux qui étaient impliqués dans ce genre de choses. Ils étaient fermement contre.

C'était le genre de choses qu'ils volaient ?

Des chapelets, surtout de la nourriture. Ils ne prenaient pas

d'argent. Il y avait d'autres choses – je ne me rappelle pas exactement quoi.

Des cigarettes ?

Des cigarettes. Il arrivait souvent qu'ils arrêtent un camion rempli de cartouches de cigarettes, c'était comme un pot-de-vin, comme tu vois à la frontière mexicaine, ils prenaient deux cartouches et les laissaient passer.

Et si le chauffeur ne veut pas les leur donner ?

Alors il ne passe pas, même s'il est juste à côté de chez lui. Mais il leur donne. Je n'ai presque jamais vu de situation comme ça. On était toujours là avec un doigt sur la gâchette, au propre comme au figuré. Ils nous disaient que c'était un endroit très dangereux, donc tout était permis. C'est encore comme ça aujourd'hui. Ce n'était pas comme le lavage de cerveau qu'ils nous ont fait à Yakir, où c'est joli et champêtre. À Qalandiya, c'était dangereux et nous le sentions. Au bout d'un mois sur ce front, la veille du jour où je devais rentrer chez moi, un de mes amis au poste de tireur d'élite a reçu quatre balles et a été gravement blessé. Un autre soldat de ce poste s'est fait tirer dessus et il est mort. Ça changeait complètement les règles du jeu. Ils ont fermé tout le checkpoint, il a été hermétiquement fermé pendant vingt-quatre heures, personne n'entrait ni ne sortait de Ramallah. On est entrés, à Ramallah sans raison, en termes de sécurité. On a mis la ville sens dessus dessous, de la haine pure, on a arrêté quatre-vingts personnes ce soir-là. On est devenus fous.

Qu'est-ce que vous voulez dire ?

On a brisé les ampoules de toutes les maisons où on est entrés, avec la crosse de nos fusils – sous un prétexte opérationnel : on disait que la lumière nous dérangeait. On utilisait la crosse de nos armes, le canon – la violence physique à un niveau indescriptible. Le niveau de... Ça a augmenté de manière incroyable, le checkpoint est devenu extraordinairement violent. De notre point de vue, ils avaient tué notre ami. C'était un bon ami, un ami proche, et je l'ai pris personnellement. J'ai enlevé toutes les limites à mes soldats sur le checkpoint. La vio-

lence est devenue une réalité quotidienne. On faisait sortir les gens de leur voiture en les frappant avec le canon de nos armes. Le tireur d'élite qui se tenait au-dessus de nous avait comme consigne de garder son viseur sur la voiture qu'on inspectait, de garder une balle dans la chambre, de toujours avoir un œil sur la personne. La moindre perturbation, tu pouvais tirer. On s'est mis à tirer dans les jambes des Palestiniens qui ne suivaient pas nos instructions. Il y a eu un ou deux incidents où on leur a tiré dans les jambes. Ils n'obéissaient pas à l'ordre de s'arrêter à cinquante mètres avant le checkpoint, de soulever leur chemise et de se tourner. C'est devenu la procédure. Une fois, on n'a pas touché ce type, il s'est enfui et on l'a rattrapé. Une fois, on a touché la jambe d'un type et on l'a blessé. Inutile de dire que c'était un civil innocent, désarmé. Là-dessus, on a fini notre service à Ramallah, c'était d'ailleurs la partie la plus calme de Ramallah. Ça a été la norme de notre compagnie pendant des années, notre violence faisait la fierté de la compagnie. On était sombres, fous, pas comme le 4e d'infanterie, de gentils Ashkénazes qui se comportent bien avec les Palestiniens.

Les commandants de bataillon, de brigade, savaient-ils ce qui se passait à Qalandiya, ils savaient pour la violence ?

Non. Le commandant du bataillon 605 y était très opposé. Je crois qu'il était au courant certaines fois, et quand il a découvert certaines choses, il a puni les gens, il ne voulait pas étouffer l'affaire. Mais il n'était pas au courant de la plupart des incidents violents. Ça restait au niveau des sergents, des commandants de section. Au pire, les sous-commandants de compagnie, les commandants de compagnie.

96. Tu veux les clés ? Mets de l'ordre dans le checkpoint

UNITÉ : ADMINISTRATION CIVILE

LIEU : RÉGION DE BETHLÉEM

ANNÉE : 2002

Un Palestinien est venu au BCD et a dit : « Ils ont pris mes clés de voiture au checkpoint. » J'ai répondu : « Pourquoi les ont-ils prises ? »

« Parce que... » Il a commencé à parler. Je lui ai dit : « Écoutez, je veux voir par moi-même. » C'était le checkpoint d'al-Hader. Il est monté dans ma jeep, on y est allés ensemble. J'ai dit : « Montrez-moi l'officier. » Il a désigné l'officier, un premier lieutenant des parachutistes. Je suis allé le voir et j'ai demandé : « Vous avez pris ses clés ?» Il a répondu : « Oui. » Alors j'ai demandé : « Pourquoi ? » Il a dit : « Parce qu'il s'est arrêté ici pour déposer des gens, et ils n'ont pas le droit de déposer des gens. » J'ai dit : « Donc qu'est-ce que vous avez décidé de faire ?» Il a dit : « De le punir, de lui donner une leçon. » J'ai dit : « Quelle était la leçon ?» Il a répondu : « Mettre de l'ordre dans le checkpoint, mettre tout le monde en file, et ensuite je lui rendrai ses clés. En attendant, il ne les récupérera pas. » C'était incroyable. Ce gars était tellement idiot. Bien sûr, je lui ai dit de lui rendre ses clés immédiatement, j'ai relevé son identité et je l'ai transmise au commandement de la brigade et tout. Je ne sais pas s'il a été jugé. Après ça, ils ont fait une sorte de briefing. Voilà pour le premier lieutenant. II a juste reconnu ce qu'il avait fait. Il a dit : « Je lui ai pris ses clés pour lui donner une leçon, parce que sinon ils n'apprennent jamais. C'est la seule manière pour qu'ils comprennent. » Il a dit au Palestinien : « Mets un peu d'ordre ici, organise une file, fais en sorte que tout soit en ordre, nettoie le checkpoint, ensuite je te rendrai tes clés. »

97. Les routes ouvrent quatre heures tous les deux jours

UNITÉ : ADMINISTRATION CIVILE

LIEU : GÉNÉRAL

ANNÉE : 2002

Au début de l'Intifada, il y avait des problèmes avec les couvre-feux, par exemple ils mettaient juste un couvre-feu en place et c'était tout. Oublie quand tu dois ouvrir, n'y pense même pas. L'administration civile a établi des règles pour ce genre de chose, ils ont établi que tous les deux jours, ça doit être ouvert pendant quatre heures, ils s'assuraient que ça reste ouvert pendant quatre heures, mais ils n'informaient pas la population, ils ne l'annonçaient pas à la radio

ni... Ils ont juste fermé un tas de routes. Ils s'assuraient qu'aucun village n'était entièrement bloqué, qu'une ambulance pouvait entrer et que chaque village avait une sortie, toutes sortes de choses comme ça.

Comment saviez-vous si un village était bloqué ?

Tout à l'heure, je vous ai dit qu'on entrait en contact avec des individus palestiniens. Vous avez un homme qui n'est... C'est la personne de contact, tu l'appelles, tu lui demandes ce qui se passe dans le village, et ci, et ça, ce qui arrive. Il te répond. Et s'il te dit que quelque chose ne va pas, il a toujours ton numéro de téléphone, non ? Il t'appelle. Et s'il te dit que quelque chose ne va pas, alors c'est ton devoir de t'en occuper.

Comment fonctionnaient les couvre-feux, au début ?

Au début, c'était pareil à Hébron, il y a des cartes... tu peux les demander au ministère de la Défense, ils te les donneront, on le faisait à l'époque, elles sont dans le bureau du ministre de la Défense, ça a été déplacé là-bas. Mais au début, il y a eu une longue période sans rien ouvrir... Environ une fois par semaine, je crois. J'étais encore à Bet El, mais au début il y avait ces très longs couvre-feux, et après ça ils ont vraiment ouvert les choses : toutes les quarante-huit heures pendant quatre heures et le vendredi, à cause des prières. Le samedi aussi, on pouvait généralement circuler, parce qu'il n'y a pas une grande présence de Tsahal dans la zone. Tout s'est lentement mis en place.

Qui décidait du couvre-feu ?

Le commandant de brigade.

Donc il n'y a aucun système, aucune obligation de consulter l'administration ?

Non. Pour commencer, il consulte toujours l'administration. Mais la raison d'être d'un couvre-feu, c'est la sécurité, donc l'administration ne peut rien y faire. C'est pour cela que le commandant de brigade prend la décision, il doit informer le commandant de division, mais il ne... et il a des directives organisées. Il y a des règles.

Où se situe l'administration sur cette question ? Par exemple, si un officier de l'administration dit...

Par exemple, si au bout de quarante heures... d'abord cette loi a... c'est une règle établie par le conseiller juridique de Cisjordanie, par le conseiller juridique de l'armée en Cisjordanie. C'est la règle qu'il a fixée, mais il y a des exceptions. C'est-à-dire que s'il se passait quelque chose, tu pouvais t'adresser à l'officier du commandement général, et il pouvait approuver un couvre-feu de plus de quarante-huit heures. Mais ces incidents étaient inhabituels – il fallait qu'il y ait un très gros attentat. Et l'administration doit rappeler le commandant de brigade toutes les quarante-huit heures, ou dire : « Vous devez ouvrir pendant quatre heures, de telle heure à telle heure. » Et c'est tout. C'est le genre de chose que l'administration annonce à l'avance, pour que la population soit au courant et soit prête à sortir.

Comment les tenez-vous au courant ?

Tu appelles la radio, tu le dis aux responsables des émissions. Même à ceux de la radio du Fatah. À l'époque, il n'y avait pas de stations du Hamas. Aujourd'hui je crois qu'il y en a.

Et ils l'annoncent ?

Oui.

98. Des villages sans eau

UNITÉ : BRIGADE NAHAL

LIEU : RÉGION DE NAPLOUSE

ANNÉE : 2001

Bet Furik et Bet Dajan sont des villages qui n'ont pas d'eau. Ils l'amènent par camion de Naplouse.

Comment ça, ils n'ont pas d'eau ?

Ils ne sont pas reliés au réseau d'eau. Vous ne saviez pas qu'il y avait des endroits comme ça ? Donc voilà, ils ont ces camions, et tous

les jours ils transportent ces containers, ils vont à Naplouse pour les remplir d'eau. D'après ce que m'ont dit les conducteurs, les gens ont des puits dans leur maison, quelque chose comme ça, et ils les remplissent.

Il y avait des fois où vous empêchiez les camions d'eau d'entrer ?

En général, la route était assez ouverte pour les camions, même quand il y avait des couvre-feux pour tout le reste, les camions d'eau pouvaient quand même passer. Mais pendant la période où Gandhi[39] a été tué, ils ont décidé que ça suffisait, personne ne passait, pas même les camions d'eau. Je me rappelle que ça agaçait mon commandant de compagnie au checkpoint, il disait que la situation ne pouvait pas durer, et en fait, le même jour, cet après-midi-là ou peut-être le lendemain, le village n'avait plus d'eau. Je ne me rappelle pas quand exactement, mais on a reçu assez rapidement une liste de chauffeurs autorisés, et presque tous les conducteurs de camion étaient dessus. Il y en avait quelques-uns qui n'avaient pas l'autorisation, et seuls ceux avec un permis pouvaient passer.

99. Une sorte d'environnement humanitaire

UNITÉ : ADMINISTRATION CIVILE

LIEU : GÉNÉRAL

ANNÉE : 2001

Je pense que l'administration civile ne s'est pas réveillée avant le milieu de l'année 2002 – elle n'a pas compris le passage des accords d'Oslo à la seconde Intifada. Ça a pris environ un an, un an ou plus pour comprendre le changement. Quelle devait prendre une position plus militaire et moins se préoccuper des questions de communication avec les Palestiniens. Donc, au début, la question était : « Comment fait-on ? On coupe les communications avec les Palestiniens, et qu'est-ce qu'on fait à partir de maintenant ? » Au début,

---

[39] Le ministre du Tourisme et membre de la Knesset Rechavam Ze'evi.

l'administration était perdue, mais peu à peu elle est retombée sur ses pieds, elle s'est retrouvée dans le rôle de quasi-gouvernement.

Qu'est-ce que ça veut dire, « l'administration était perdue » ?

En gros, les accords d'Oslo déterminaient que les bureaux de coordination du district maintiendraient le contact avec les Palestiniens. Bien sûr, une fois que l'Intifada a éclaté, les BCD et les gens comme ça, ceux qui s'occupaient des contacts de sécurité, ce genre de choses, leur travail n'existait plus. Qui y avait-il à rencontrer ? Tu n'as pas le droit aux rencontres, le gouvernement a interdit les rencontres. Alors qu'est-ce que tu dois faire ? Quel est ton rôle ? Lentement, tu t'inventes un nouveau travail.

Alors que se passait-il sur le terrain ? D'un côté, vous aviez un ordre du gouvernement, de l'autre vous deviez faire votre travail.

Non, à l'époque, l'administration civile se concentrait plus sur ce qu'on appelle protéger la « trame de vie » palestinienne : accès aux routes, toutes sortes de choses civiles qui profitent pour la plupart à la population palestinienne, en gros assurer une sorte d'environnement humanitaire, faire en sorte qu'il n'y ait pas de désastre humanitaire ou quelque chose comme ça. En gros, c'était l'objectif de l'administration civile pendant cette période. Et aussi de renforcer les liens avec le peuple palestinien, mais plus avec le gouvernement palestinien. On ne voit plus le gouvernement palestinien, on voit davantage les gens. Tu crées des liens avec des sources non officielles, en fait.

Comment cela se passe-t-il ?

Par exemple, au début de l'Intifada, le transfert des marchandises était très problématique. On est passé d'une période où tout pouvait entrer et sortir à cette nouvelle période où, d'un coup, il fallait constamment réfléchir du point de vue de la sécurité si on laissait entrer quelque chose. Alors, par exemple, on travaillait à organiser l'importation et l'exportation des marchandises.

Comment est-ce que ça fonctionne ?

En zones « dos à dos », comme Tarqumia[40] – vous voyez de quoi je parle. Ils créaient des zones « dos à dos », par exemple. La dernière qu'ils ont mise en place était à Bitunya[41], après 2002. Ils autorisent le passage de marchandises et inspectent les chargements pour vérifier qu'ils apportent vraiment de la nourriture, du ciment, du carburant.

L'administration a-t-elle établi des règles ?

Oui, l'administration est un bureau assez petit, mais elle a beaucoup de pouvoir. Au début de l'Intifada, elle n'était pas très respectée, mais c'est un bureau qui a beaucoup de pouvoir.

Bon, mettons qu'aucune marchandise ne passait à un moment, et ensuite...

Non, ils ne trouvaient pas de moyen sûr pour faire passer les marchandises, alors l'administration civile, avec le financement du gouvernement, bien sûr, est allée construire ces zones de béton. Il y en avait une à Tarqumia, mais pas à Hawwara, à Bitunya, ni à Jalama. Aujourd'hui je crois qu'il y en a une à Qalqilya, mais je ne suis pas sûr, ça fait longtemps que je n'y suis pas allé. Voilà ce que fait l'administration, elle s'assure que les marchandises sont transférées.

100. L'un des travailleurs est mort écrasé

UNITÉ : CHECKPOINT D'EREZ

LIEU : BANDE DE GAZA

ANNÉE : 2003

À chaque fois qu'ils devaient faire passer une ambulance, un véhicule arrivait de chaque côté, une ambulance palestinienne et une

[40] Un checkpoint dans la zone d'Hébron, l'un des plus grands de Cisjordanie et l'un des principaux points de passage des marchandises.

[41] Un checkpoint dans le secteur de Ramallah, principalement utilisé pour transférer des marchandises.

ambulance israélienne, et ils transféraient la personne de l'une à l'autre.

Quand transfèrent-ils quelqu'un dans une ambulance israélienne ? Pourquoi ont-ils besoin de passer en Israël ?

J'imagine qu'ils vont à l'hôpital pour des blessures ou si une femme est en train d'accoucher par exemple. Je reste dans la salle de contrôle, alors je ne connais pas exactement les détails. Je sais que quelqu'un est malade, j'ai son nom, son numéro de carte d'identité et je vérifie auprès du bureau de coordination du district si tout est en ordre avec cette personne, puis je les autorise à le transférer, mais je ne connais pas sa situation médicale.

Non, mais vous entendez dire qu'une femme est en train d'accoucher ou que quelqu'un est malade...

Ils me parlent des cas spéciaux, par exemple quand il y a un pacemaker, parce qu'ils font passer tout le monde sous un détecteur de métaux et certains équipements médicaux le déclenchent. Il y a une inspection séparée pour ce genre de cas.

Donc tout le monde passe par le détecteur de métaux ? Même dans les « dos-à-dos » ? Quel genre d'incidents y avait-il ?

Si une femme est en train d'accoucher et doit attendre de passer de l'autre côté, elle accouchera au checkpoint... J'imagine qu'une femme en plein travail devra subir le processus, il y avait toutes sortes de personnes malades, des enfants qui avaient besoin de soins médicaux.

Quand ouvrent-ils le checkpoint ?

Le matin de huit à dix heures, puis à nouveau l'après-midi. Il y a un passage vers Israël et aussi un petit checkpoint pour les travailleurs qui passent de la bande aux régions voisines. Ils sortent, travaillent puis reviennent.

Où étiez-vous ?

Le bataillon était responsable de ces deux points de passage, on

est un bataillon de checkpoint, on est responsables de tout ce qui passe et de tous les points de passage. Parfois, il y avait des instructions pour modifier les heures d'ouverture et de fermeture, mais la plupart du temps, c'était ouvert deux ou trois heures le matin et à nouveau deux ou trois heures l'après-midi.

Combien de personnes passaient ?

Je ne connais pas les chiffres exacts. Je sais que beaucoup de gens passaient. Ils ne nous parlent pas de tous ceux qui passent. Ils disent : « Le checkpoint est ouvert, le checkpoint est fermé. »

Vous n'étiez pas curieuse de voir les choses hors de la salle d'opérations ?

Quand je suis arrivée là-bas, j'étais dans le bataillon depuis environ trois semaines, puis ils m'ont amenée à la compagnie. Quand j'étais dans le bataillon, une fois je suis allée au checkpoint pour voir de quoi il retournait, pour voir à qui je parlais tout le temps, je me rappelle que les gens attendaient pour traverser, c'était bondé, il y a eu un homme qui a été trop écrasé contre la porte, ils lui ont fait franchir le checkpoint pour le soigner et il est mort – il est mort écrasé au checkpoint.

Il n'était pas malade ni rien ?

Pour autant que je sache, il n'était pas malade, mais le checkpoint est construit comme ça : ici il y a des barres, là il y a une porte à tambour, comme à l'université, où tu ne peux ni entrer ni sortir, puis il y a une direction pour sortir. Ils attendent qu'ils ouvrent le passage, puis ils se poussent sous l'effet de la pression, et l'un d'entre eux a été écrasé par les barres.

Vous vous rappelez la largeur approximative du passage ?

L'endroit avec la porte à tambour, ils passaient un par un, ils se tiennent à côté, il y a une palissade en fer assez large, et toute la plateforme du checkpoint fait environ la taille de cette pièce. Elle est divisée en deux files, il y a une porte puis une autre zone d'attente. Tout ça était rempli de gens.

Que s'est-il passé ?

Je ne sais pas, j'étais dans l'armée depuis un mois et demi, c'est la première chose que j'ai vue, ça m'a fait un choc. Il s'est évanoui, ils ont essayé de le soigner, ils ont appelé un médecin mais il n'a pas réussi...

Où l'ont-ils gardé ? Où a-t-il été libéré de... ?

Je ne m'occupe pas de ce genre de choses. Je suis restée sur le côté, j'étais arrivée au milieu du chaos. J'imagine que si quelqu'un s'évanouit, ils le laissent passer.

Ensuite, qu'ont-ils fait ?

Je suis partie après que le médecin a échoué à le soigner. Je suis partie – c'en était assez pour moi. Je n'avais pas besoin d'en voir plus et je suis partie. J'imagine qu'ils ont enlevé le corps et l'ont amené aux autorités compétentes, certainement par l'intermédiaire du BCD.

Qu'ont-ils dit ensuite pendant le débriefing ?

Je ne sais pas ce qui s'est passé au débriefing.

Mais ils en ont parlé après ?

Ce n'est pas le genre de choses dont ils parlaient dans la salle d'opérations ou dont ils s'occupaient là-bas, j'imagine qu'ils en ont plus parlé au BCD, parce que c'est pertinent pour leur travail. Et au checkpoint, j'imagine. Mais si un soldat se tient au checkpoint avant l'ouverture et que tout le monde se bouscule, il ne peut pas juste dire : « OK, arrêtez de pousser... » Ils sont comme des gamins qui attendent d'entrer à un concert et qui se bousculent sans arrêt, même quand tu leur dis de bien se tenir. Bien sûr, il y a une différence, mais je pense que dans ce cas-là, le mieux qu'on puisse faire, c'est que le soldat qui se trouve là peut essayer de leur dire de ne pas exagérer ou de ne pas bouger. Mais pas plus. On ne peut rien faire de significatif face au fait qu'un grand nombre de personnes essaie de passer dans un temps limité.

L'histoire de l'homme qui est mort a-t-elle attiré l'attention ?

Pour autant que je sache, non. Je n'ai pas cherché d'informations à ce sujet, mais je pense qu'il n'y a rien eu. Les Israéliens s'intéressent plus aux informations sur les attentats terroristes, ou quasi terroristes, ou sur les attentats déjoués, qu'à un Arabe qui a été tué. Les journaux essaient surtout de montrer notre côté, ce qui se passe entre eux et nous, comment ils nous attaquent.

101. On a tiré sur des pêcheurs, coupé leurs filets

UNITÉ : MARINE

LIEU : BANDE DE GAZA

ANNÉE : 2005-2007

Il y a une zone qui borde Gaza qui s'appelle la Zone K, contrôlée par la marine. Avant et après le désengagement[42], rien n'a changé par rapport au secteur maritime, tout est resté pareil. La seule chose qui a changé, c'est que la Zone K séparait Israël et Gaza, la Zone M était entre l'Égypte et Gaza, et au milieu il y avait une autre séparation qui empêchait les bateaux de traverser du port de Rafah vers le port de Gaza. Cette séparation a disparu avec le désengagement et ensuite c'était à nouveau ouvert. C'était le seul plus. Je me rappelle que près de la Zone K, entre Israël et Gaza, il y avait des gamins qui se levaient tôt le matin, des gamins de quatre ou six ans à peine. Soixante-dix pour cent de la population de Gaza vit de la pêche. C'est leur pain, leur eau, tout. S'il n'y a pas de poisson, il n'y a pas de nourriture. Ils partaient dans les zones hors limite tôt le matin, vers quatre ou cinq heures chaque matin. Ils allaient là-bas parce que les autres zones sont encombrées de pêcheurs. C'est une petite zone, les poissons vont là-bas parce qu'il n'y a pas de pêcheurs. Les gamins essayaient toujours de partir en reconnaissance et de traverser, et tous les matins on tirait dans leur direction pour leur faire peur, c'en est arrivé au point où on tirait vers les pieds des gamins, là où ils se tenaient sur la plage, ou vers ceux qui partaient dans cette direction sur une planche de surf. On

[42] L'évacuation des colonies israéliennes de la bande de Gaza en 2005.

avait des policiers druzes à bord qui leur criaient dessus en arabe et les insultaient. Ensuite, tu regardais les caméras et tu voyais les gamins pleurer, les pauvres.

Qu'est-ce que ça veut dire « tirer vers eux » ?

Ça commence par des tirs en l'air, puis on tire à proximité, et dans les cas extrêmes on tire vers leurs jambes. Je n'ai tiré dans les jambes de personne, mais d'autres bateaux de ma compagnie l'ont fait.

De quelle distance tiriez-vous ?

De loin, cinq ou six cents mètres. On tire avec une mitrailleuse lourde Rafael, tout est automatique.

Où visez-vous ?

C'est une question de perspective. Sur la caméra, il y a une jauge pour la hauteur et une jauge pour la largeur, tu marques avec le curseur où tu veux que la balle aille, ça annule l'effet des vagues et ça touche où ça doit, c'est précis.

Vous visez à un mètre de la planche de surf ?

Plutôt à cinq, six mètres. J'ai entendu parler de cas où ils ont touché la planche, mais je ne l'ai pas vu. Ils disaient que des éclats les avaient touchés, le ricochet de la balle quand elle frappe l'eau. Il y avait d'autres choses qui me dérangeaient, par exemple ce truc avec les filets de pêche palestiniens. Leurs filets coûtent environ quatre mille shekels, ce qui représente une fortune pour eux, genre comme un million de dollars pour nous. Quand ils nous désobéissaient trop, on coulait leurs filets. Ils laissent leurs filets dans l'eau, ils y restent pendant près de six heures. Le Dabur[43] arrive et coupe leurs filets.

Pourquoi ?

Comme punition.

---

[43] Un bateau de patrouille.

Pour quoi ?

Parce qu'ils nous ont désobéi trop souvent. Mettons qu'un bateau dérive jusqu'à une zone hors limite, alors un Dabur arrive, tourne, tire en l'air puis repart. Une heure plus tard, le bateau revient, le Dabur aussi. La troisième fois, le Dabur commence à tirer vers les filets, vers le bateau, puis tente de couler les filets. Ça ne m'est jamais arrivé, mais j'ai tiré vers le bateau et les filets.

Comment savez-vous à qui est le filet ?

Le bateau tire le filet. Il est toujours relié au bateau.

La zone hors limite est celle qui est proche d'Israël ?

Il y a la zone proche d'Israël et la zone le long de la frontière israélo-égyptienne. La frontière maritime est longue de trois milles et large de vingt milles, environ trente kilomètres.

Ça prend en compte les vingt milles entre Gaza et l'Égypte et entre Israël et Gaza ?

Oui.

Ces vingt milles, ils sont pris sur la zone d'Israël ou sur celle de Gaza ?

À votre avis ? Sur celle de Gaza bien sûr. Non seulement ça, mais la frontière maritime d'Israël est longue de douze milles, celle de Gaza de seulement trois. Ils n'ont que ces trois milles en direction de la Méditerranée pour une raison, parce que Israël veut son gaz, et il y a une plateforme de forage à quelque chose comme trois milles et demi en face de la bande de Gaza, qui devrait être palestinienne, sauf qu'elle est à nous. Ils travaillent comme des fous là-bas et Shayelet 13, l'unité des forces spéciales de la marine, assure la sécurité. Si un oiseau approche de la zone, ils le descendent. Il y a un déploiement de sécurité hallucinant pour ce truc. Une fois, des filets de pêche égyptiens ont dépassé les trois milles, on s'en est occupés, ça a été un désastre total.

C'est-à-dire ?

Ils étaient dans les eaux internationales, on n'est pas dans notre juridiction, mais on allait leur tirer dessus.

Sur les filets égyptiens ?

Oui. Et on est en paix avec l'Égypte.

102. Entraînement au milieu du village, en pleine nuit

UNITÉ : PARACHUTISTES [RÉSERVE]

LIEU : RÉGION DE TULKAREM

ANNÉE : 2007

En principe, depuis l'époque de la dernière guerre, l'armée en est arrivée à la conclusion qu'elle doit profiter de chaque jour du service de réserve d'un soldat pour le préparer complètement à la prochaine guerre qui approche. Donc les entraînements pré-opérations habituels se transformaient en entraînements intensifs. Bien plus sérieux, bien plus d'exercices, sur une bien plus grande échelle. Normalement, tu t'entraînes au tir, à descendre du Hummer pour te rappeler comment faire. C'est la préparation pour le front. Maintenant, c'est un exercice bien plus vaste. Bon, j'ai commencé mon service de réserve le 11 mars. C'était la deuxième fois que je faisais mon service de réserve à Ariel. On savait que ça commencerait par trois ou quatre jours d'entraînement, puis qu'on continuerait vers le front. Le vendredi d'avant – le 11 était un dimanche –, le vendredi d'avant je suis allé chez mes parents et, en chemin, j'écoute les informations, et ils parlent d'un exercice mené par la brigade centrale des parachutistes, un entraînement pré-opérations dans le village de Beit Lid. Bon – c'est moi. C'est-à-dire, il me paraît clair que si c'est ce qu'a fait le bataillon avant moi, c'est ce que je vais faire le dimanche. Donc j'écoute attentivement, et apparemment c'était un exercice sur un terrain qui ressemble au Liban, en Samarie, où on simulait des déplacements vers des cibles, avec des sentinelles, des embuscades et toutes sortes de choses comme ça, et ça se finissait par l'occupation d'un village. Bon, ce qu'ils disaient dans le reportage, c'est qu'il y avait eu des plaintes... Encore

une fois, les villages du coin sont arabes, donc leurs plaintes ne portent pas aussi fort, mais des soldats de la compagnie, dans les bataillons, s'étaient plaints. D'abord, ils disaient qu'ils n'avaient pas reçu l'ordre d'ouvrir le feu. Bon, pourquoi est-ce que tu ne reçois pas l'ordre d'ouvrir le feu ? Parce que, en gros, d'un côté, c'est un exercice d'entraînement, il y a des tas d'autres unités dans le coin, un tas de soldats qui ont marché toute la nuit et qui sont fatigués... si tu commences à mettre une balle dans la chambre de ton arme ou à remplir un chargeur, tu vas te retrouver avec du feu ami. D'un autre côté, ce n'est pas un village israélien, ce n'est pas comme si tu faisais un exercice dans un kibboutz ou quelque chose comme ça. Il y a une vraie menace. Et les renseignements savent qu'il y a plein de chasseurs là-bas – ils chassent beaucoup le sanglier dans la région. Il y a des chances que tu voies quelqu'un d'armé au milieu de la nuit. Qu'est-ce que tu vas faire ? Rien. Ils n'avaient pas d'ordres. Et puis les soldats trouvaient que la manière de gérer l'exercice était assez bizarre. Tu entres dans un village au milieu de la nuit, où il n'y a pas... et à la fin, tu utilises des balles à blanc, des grenades incapacitantes et des explosifs. C'est un village dont les habitants ne représentaient aucune menace, ni avant ni après – mais peut-être qu'après, ils en représenteront une – et en gros tu perturbes leur nuit. Les enfants font pipi au lit, les mères hurlent, les choses qui arrivent quand tu entres dans... Un avocat a parlé à la radio, puis mon sous-commandant de brigade, le sous-commandant de cette même brigade. Et le gars parle, il dit à quel point c'est important après le Liban de s'entraîner et tout, et que tout va bien. Puis il conclut avec une phrase qui m'a stupéfié. Il a dit : « J'étais le dernier à quitter le village le matin, et les habitants, pleins de sourires et de compréhension, m'ont béni et m'ont dit d'aller en paix. » Ce qui est, au-delà de l'ignorance et de l'arrogance avec lesquelles il se permet de parler... vous savez, s'excuser, dire que l'avocat général de l'armée mène son enquête, donner une réponse militaire peut-être... mais j'aimerais juste qu'un exercice comme celui-là ait lieu dans le kibboutz où habite le sous-commandant de brigade. Qu'à quatre heures du matin, ils entrent avec des grenades incapacitantes et tout, j'aimerais le voir jeter du riz

le matin[44] quand les soldats s'en vont. Parce que c'est vraiment chutzpah, ça dépasse toutes les bornes. Bon, j'imaginais, dans ma naïveté, que ce serait différent pour nous. C'est-à-dire qu'on arriverait là, et puisque l'histoire avait déjà fait du bruit dans les médias, qu'un avocat militaire et d'autres autorités légales seraient impliqués, que quelqu'un s'en occuperait. Bon, j'arrive au service de réserve le dimanche, j'ai pointé parce que je devais retourner au centre du pays pour une journée puis revenir à mon service de réserve. Quand je suis revenu à la réserve, on était déjà mardi, et j'ai compris qu'ils étaient au comble des préparatifs pour cet exercice. On ne parlait pas vraiment du lieu et tout... Bref, ils étaient au comble des préparatifs pour l'exercice. Bon, l'histoire de tout ce que j'avais entendu me tournait encore dans la tête et je voulais voir s'il y aurait une différence. Puis je suis arrivé à l'avant-dernier briefing – non qu'il y en ait eu beaucoup – , mais je suis arrivé à l'avant-dernier briefing du sous-commandant de compagnie, un briefing de sécurité, il a commencé par : « Les gars, je m'en fous. Vous pouvez aller voir les médias, leur raconter ce que vous voulez, mais le plus important pour moi c'est que vous fassiez ci, ci et ça... » Alors je me suis dit que s'il le prenait sur ce ton, s'il parlait comme ça, alors rien n'allait changer. Et effectivement, il s'est passé exactement ce que les soldats de l'exercice de bataillon précédent avaient dit – pareil avec nous. On a marché toute la nuit, on a fait des embuscades et des invasions ici et là, tout ce que tu fais pendant ce genre d'exercice. Aux premières heures du matin, on s'est retrouvés à al-Hayad, prêts à commencer l'incursion dans le village proprement dit. Encore une fois, je ne me rappelle pas avoir reçu d'ordres clairs concernant l'ouverture du feu. Peut-être qu'il a dit quelque chose, mais si je ne m'en souviens pas maintenant alors que c'était il y a seulement un mois, apparemment c'était suffisamment vague pour que je ne comprenne pas exactement la procédure. Même s'il l'a dit, je ne pense pas qu'après une nuit comme celle-là j'aurais été capable de faire la différence entre un soldat et un Palestinien, je ne sais pas quel genre de Palestiniens ou d'Arabes israéliens sortent avec leur arme pour chasser le sanglier près du village, beaucoup d'incidents pou-

[44] Un geste traditionnel de bienvenue.

vaient se produire dans cette situation... On a fait ce qu'ils avaient prévu. On est entrés dans le village et on a pris des maisons, sans entrer à l'intérieur.

Mais vous êtes entrés dans les cours.

Tu entres... on est entrés dans une zone près du wadi[45]. C'est un village arabe, c'est différent... La définition d'une cour, de ce qui est à vous et de ce qui est à moi, c'est différent. Mais, en tout cas, on a traversé des maisons, à l'intérieur des cours, on n'est pas juste restés sur les routes. Bon, c'est juste ce que j'ai vu, je ne suis pas tout le bataillon. Je ne sais pas ce qu'a fait le reste du bataillon... Par contre, et c'est peut-être le seul changement qui a eu lieu, je sais qu'après nous avoir dit qu'à partir de maintenant on devait entrer dans les maisons et les occuper en utilisant des techniques de combat urbain, ensuite ils nous ont dit de ne pas le faire. Je ne sais pas si ça voulait dire que l'unité avant nous l'avait fait pendant l'exercice et que nous ne le ferions pas, ou si en principe c'est ce que tu fais pendant une guerre quand tu entres chez quelqu'un, je ne sais pas. Il faudrait vérifier s'ils sont vraiment entrés dans les maisons. Parce que s'ils l'ont fait, alors ils avaient appris quelque chose. OK, donc on a terminé l'exercice au milieu du village. On a commencé à se diriger vers les bus qui attendaient à quelques kilomètres. Écoutez, vous voyez les habitants qui se tiennent là, ils regardent autour d'eux, ils sourient et tout. Évidemment, les mots du sous-commandant de brigade me sont revenus, mais ce ne sont pas des sourires et de la compréhension. Ce sont des sourires et la compréhension que c'est la quatrième ou cinquième fois que cet exercice a lieu dans leur village sans que personne ne s'organise avec eux à l'avance. Je ne sais pas s'ils les ont informés la veille au soir ou non. En tout cas, voilà pour cet exercice. J'étais stupéfait que personne dans l'unité de réserve... qu'il n'y ait pas... vous savez, quand tu es conscrit personne n'élève la voix, mais dans l'unité de réserve il n'y a eu aucune voix d'opposition pour demander...

Personne n'a rien dit ?

---

[45] Petite vallée où passe un cours d'eau, parfois asséché. (N.D.T.)

Écoutez, tout le monde était là, je ne connais personne qui n'ait pas participé à l'exercice. Je n'ai entendu personne se lever pendant le briefing et dire : « Écoutez, ce n'est pas juste, ce n'est pas bien, ce n'est pas... » Non. Rien.

103. Ils classent la plainte et passent à autre chose

UNITÉ : ADMINISTRATION CIVILE

LIEU : GÉNÉRAL

ANNÉE : 2001

Confisquer des cartes d'identité est interdit, ce n'est pas censé arriver. La plupart des checkpoints le font tout le temps, je crois. Attraper quelqu'un sur la route et lui prendre ses papiers ne devrait jamais arriver. C'est illégal, selon le conseiller juridique. C'est difficile à dire, ça arrivait beaucoup, je crois.

Qu'est-ce que ça signifie si un Palestinien n'a pas de carte d'identité ?

C'est comme si vous n'aviez plus de carte d'identité, mais en soixante-dix fois pire. Parce que vous, quand avez-vous besoin d'une carte d'identité ? Pour ouvrir un compte en banque, plus ou moins seulement ça. Ils ont besoin de leur carte d'identité pour tout. Pour obtenir une autorisation, il leur faut leurs papiers, pour se déplacer d'un mètre, il leur faut leurs papiers. C'est comme prendre un contrôle total. Ils ne peuvent rien y faire. Sans compter les dégâts financiers.

Alors que font-ils ?

Ils rentrent chez eux par des chemins détournés, s'ils peuvent. C'est-à-dire qu'on les oblige à faire un détour pour rentrer chez eux. La plupart d'entre eux commencent par appeler l'Autorité palestinienne, puis l'AP se tourne vers nous – tout ça passe par le BCD – et soit ils reviennent chercher leur carte d'identité, soit ils en reçoivent une nouvelle. Au bout d'un moment, ça ne passait plus par l'AP, ils savaient qu'il fallait aller au bureau de coordination du district pour

avoir leur carte d'identité.

Mais comment peuvent-ils arriver au BCD – il n'y a pas des checkpoints le long du chemin ?

Exact. C'est là que les chemins détournés entrent en jeu. On les force à faire des choses très étranges.

Vous les obligez à contourner les checkpoints, parce qu'ils ne peuvent pas les franchir.

Oui, exactement. Et Dieu fasse que personne ne les arrête sans carte d'identité, oubliez ça. Sinon, ils partent directement au centre de détention de la base d'Ofer ou quelque chose comme ça. Au bout d'un moment, ils ont appris à voyager avec une deuxième pièce d'identité, ils n'avaient pas trop le choix. Mais les soldats confisquaient un tas de cartes d'identité. Un tas.

Vous ne vous plaignez pas à vos supérieurs ?

Si.

Et alors ?

Au bout du compte, le soldat au checkpoint est roi. C'est le roi. Peu importe le nombre de discussions et de briefings. On briefait le commandant de brigade, le commandant de bataillon, le commandant de compagnie, le commandant de section et le soldat. Et il est roi. Il est là, en pleine chaleur pendant huit heures avec son casque et son gilet pare-balles – il est roi. Et si la police des frontières est sur la route, quand il n'y a personne d'autre... il l'est entièrement. C'est comme ça.

Et que disent les supérieurs ?

Les supérieurs disent : « Non, non, non, ça ne va pas. » Et c'est tout. Ils prennent des mesures actives, mais qu'est-ce qu'on peut faire, en fin de compte, quand un soldat est là tout seul ? Soit c'est un être humain décent, soit non. Soit ça lui est monté au cerveau, soit non. Je suis à peu près sûr que tout le monde savait que c'était illégal et que ça n'allait pas. D'où vient cette manie de confisquer les clés ? Je ne sais pas qui a inventé ça. Ça ne me paraît pas légal non plus.

Vous avez aussi reçu des plaintes à ce sujet ?

Bien sûr. Mais encore une fois, on reçoit une plainte et c'est tout. À part la classer, qu'est-ce qu'on peut faire ?

Vous n'avez aucun pouvoir, aucune autorité ?

Non. C'est-à-dire que, même si j'en avais, même si je faisais un briefing, un briefing pour toutes les unités du secteur, qu'est-ce que ça changerait ? On ne peut pas éduquer la police des frontières. Je pense qu'ils causaient la majorité des problèmes, mais c'est une décision stratégique de les impliquer directement avec les Palestiniens. Le gouvernement savait ce qu'il faisait. Parce que les policiers des frontières sont les meilleurs pour tabasser. C'est tout.

104. Inefficacité et indifférence

UNITÉ : POLICE MILITAIRE

LIEU : CHECKPOINT D'EYAL

ANNÉE : 2008-2009

Le checkpoint était construit avec plusieurs files – une file juive, une file palestinienne et une file pour les camions. Les Juifs devaient mettre un autocollant sur leur voiture, et ça créait des disputes : « Pourquoi est-ce que je devrais mettre un autocollant sur ma voiture ? Pourquoi devrais-je être contrôlé à chaque fois que je sors de chez moi ? » C'était tendu avec les colons, avec les Palestiniens, avec tout le monde.

Les Palestiniens aussi avaient besoin d'une autorisation pour ce checkpoint ?

Oui... Les ordres étaient contradictoires, ils changeaient toutes les secondes. Ils jouaient avec toi – oui, puis non.

Quels ordres changeaient ?

La quantité de viande qu'on pouvait transporter, par exemple. Tout ce que tu ne peux pas inspecter, tu ne le laisses pas passer.

Quelqu'un qui essaie de passer avec un canapé – tu ne peux pas l'inspecter, donc tu appelles, puis il peut passer.

Vous contrôliez la viande au poids ?

À vue. Tu regardes le nombre approximatif de sacs. Si quelqu'un essayait de cacher de la viande, je le renvoyais, même pour un kilo. La plaie du checkpoint, c'était l'inefficacité et l'indifférence.

C'était le checkpoint trans-Samarie, le checkpoint 107 ?

Il y avait le checkpoint 709, juste à côté de Tulkarem. Celui dont on parlait est le checkpoint 109.

À l'exception du trans-Samarie, tous les checkpoints sont le long du mur ?

Je ne sais pas pour le 709 parce que je n'y étais pas très souvent, et ils l'ont fermé pendant un moment, alors je ne peux pas dire. Il y avait la porte d'Efraim, un passage comme le 107. La porte d'Efraim était à Tulkarem, le 107 à Qalqilya. Les deux sont des terminaux piétonniers, aux heures de pointe le nombre de Palestiniens atteignait les trois mille. Le 107 était piétonnier, le 109 pour les véhicules. Ils sont tous les deux plus ou moins au même endroit. La porte d'Efraim était près du 709, près de Tulkarem. La porte d'Efraim est pour les véhicules, le 709 pour les piétons. Il y avait un autre checkpoint près du trans-Samarie pour les Palestiniens, il y avait une casemate de contrôle là-bas, je ne me rappelle même pas comment elle s'appelait. Il y avait un poste de douze heures là-bas, où on te mettait en binôme avec quelqu'un d'autre pour mener les inspections.

Quel était le but de ce checkpoint ?

Comme tous les checkpoints, empêcher l'activité terroriste.

Mais pourquoi n'y a-t-il que deux soldats là-bas ?

Oui, seulement deux soldats. Tu restes là pendant douze heures et les soldats sont stationnés en dehors du poste, à inspecter les véhicules. On est là avec un détecteur de métaux et une machine à rayons X, on inspecte les piétons en même temps. Ça durait douze heures par

jour.

Il y a aussi un mur de verre là-bas ?

Oui. Tu es seul dans la pièce, tu leur parles par un haut-parleur, tu entends des bips, les gens, tu as des maux de tête horribles. On faisait un tas de trucs stupides pour tromper l'ennui. On appelait d'autres postes puis on raccrochait, par ennui. On s'insultait par les haut-parleurs. Je jurais toute la journée, là-bas.

Comment faites-vous pour contrôler un tel nombre de gens ?

Tu ne le fais pas. Au milieu, il y a des portes qui se verrouillent, mais parfois, pour que tout le monde puisse passer, il y avait des moments où les portes sonnaient et quelqu'un pouvait passer sans avoir été contrôlé. On voyait que Tsahal ne fournissait pas assez de personnel pour mener la mission et il y avait un manque de communication entre nous et nos commandants, alors à la fin les gens dormaient dans la cabine par indifférence, ils laissaient les portes ouvertes et les gens passaient.

Même quand c'est bondé ?

Oui... et c'est quand tu viens de te réveiller, c'est-à-dire quand tu es le plus fatigué, qu'il y a le plus de gens. C'était hallucinant comme les heures d'ouverture étaient dures.

C'est à ce moment-là que vous vous comportiez différemment ?

Oui, des fois tu insultais les Palestiniens qui essayaient de passer... On les retenait à l'extérieur. Si quelqu'un criait « Soldat ! » près de la porte, on les gardait vingt minutes de plus. L'indifférence totale.

Il y avait des moments où le checkpoint 107 était fermé ?

Oui, parce qu'on peut passer en Israël de là. Il était fermé pendant Shabbat et les fêtes, les ordres n'étaient pas très clairs, parce que parfois tu tombais sur un barrage où quelqu'un avec tel et tel document pouvait passer, et quelqu'un avec un autre type ne pouvait pas, puis ils changent les ordres une seconde plus tard. Tu ne sais pas ce qui va se passer le lendemain. Tu attends la onzième heure pour voir ce

qui va se passer. Des fois, ils ferment à la dernière seconde, tu ne sais pas quoi dire aux Palestiniens sur place. Toute la compagnie Eyal, à tous les checkpoints, les instructions sont équivoques, on n'a pas d'informations à l'avance. Tu as l'impression qu'ils te jettent là et que tu dois comprendre sur le tas. Ça nous agaçait, parce que en tant que soldats on ne savait pas quand se préparer à aller dormir, comment organiser un tour de garde, à quoi s'attendre.

Du côté palestinien, on ne savait pas comment répondre à leurs questions, s'ils pouvaient amener leur frère ou leur fils. Il arrivait souvent que quelqu'un vienne et tu dis une chose, puis au milieu de la discussion un autre soldat arrive et dit autre chose. Le type s'énerve parce qu'il est resté coincé au BCD pour des conneries. Ou bien ils ne laissent pas passer quelqu'un avec son fils pour voir un médecin parce qu'il n'a pas d'autorisation, mais s'il baratine un peu, genre il va voir sa mère en Israël, alors ils le laissent passer. Il n'y avait pas de réponses claires, le BCD changeait d'avis sans arrêt, ce n'était pas organisé, ils ne savaient pas qui pouvait passer ou non. Les ordres généraux étaient très clairs, mais sur le moment tu ne savais pas ce que tu devais faire. Tu ne peux pas dire n'importe quoi à un Palestinien qui te crie dessus, tu dépends des ordres. Alors tu appelles le commandant et il dit : « Occupe-toi de lui, dis-lui juste non. » Tu te disputes avec lui pendant une heure. Il va au BCD et ils lui disent qu'il peut passer, tu appelles le BCD et tu t'aperçois qu'il y a plein de situations où la personne abandonne et rentre chez elle.

Vous vous êtes déjà retrouvé dans une situation où trois mille personnes attendent à l'entrée et vous dites à tout le monde de rentrer chez soi ?

Oui.

Combien de fois par mois est-ce que ça arrive ?

Ça ne se compte pas en nombre de fois par mois. Je leur criais de rentrer chez eux quand le checkpoint était fermé, je l'ai fait moi-même plus de cinq fois pendant mon service. Ce n'est pas chaque mois, mais ça arrive plusieurs fois par an. Ensuite, ils essaient de passer par un autre checkpoint, et une autre cohue commence là-bas. La zone de

Qalqilya est un vrai bazar, pas comme Djénine, où les ordres étaient clairs.

105. Si quelqu'un élevait la voix, on l'attachait

UNITÉ : CORPS BLINDÉ

LIEU : NAPLOUSE

ANNÉE : 2003

Il y avait ce checkpoint dans Naplouse même, cette route qui relie Bet Furik à d'autres villages au nord de Naplouse. On leur en faisait baver, là-bas. On arrêtait tous ceux qu'on voulait au checkpoint, on poursuivait les fuyards. Voilà ce qu'on faisait là-bas.

Par définition ? Quelqu'un vous a dit : « Vous pouvez arrêter tous ceux que vous voulez » ?

C'était un checkpoint. Il fallait inspecter tous ceux qui passaient pour s'assurer que personne n'était recherché, etc. Je ne pense pas que nos supérieurs nous aient donné d'instructions pour arrêter qui que ce soit. Le commandant de compagnie avait pour ordre d'arrêter tous ceux qui essayaient de s'enfuir et tous ceux dont la pièce d'identité devait être contrôlée par la police. On transmettait les informations à la police, à notre salle de contrôle qui les transférait à celle du bataillon, puis aux services de sécurité ou à la police. Il leur fallait vingt ou trente minutes pour revenir vers nous à chaque fois qu'on leur transmettait un numéro. Avec tous les soucis de communication, la pluie, le soleil et tout le reste, les gens étaient retenus un bon moment. Si entre-temps quelqu'un se montrait impoli, élevait la voix ou nous tapait sur les nerfs, on l'attachait, c'est-à-dire avec des menottes.

Vous le menottiez et vous lui bandiez les yeux ?

On le menottait. Le bandeau sur les yeux, c'était seulement pour ceux qui dépassaient vraiment les bornes. On les faisait agenouiller, on les laissait sécher.

Pendant combien de temps ?

Ça pouvait durer jusqu'à huit ou neuf heures. Jusqu'à ce qu'on en ait assez. Ensuite, quand on changeait la garde, on disait à ceux qui nous relevaient de le laisser là encore au moins deux heures. « Celui-là est vraiment désagréable. » Ou : « Ce type, laisse-le partir bientôt, il n'a rien fait. » Des trucs comme ça. C'est comme ça que ça marche, en gros.

106. L'un des vétérans a décidé de l'humilier

UNITÉ : ARTILLERIE

LIEU : WADI ARA

ANNÉE : 2001

L'un des trucs qu'on faisait, c'était d'attraper des clandestins près de la zone fermée entre Umm al-Fahm et un autre village. En voyant tous ces clandestins et tout, je me rappelle l'un des vétérans... À chaque fois il y avait ce truc de poursuivre les gens qui s'enfuyaient, je n'ai jamais compris ce que ça pouvait faire. Ils les attrapaient, les faisaient asseoir près de nous et ils les humiliaient avec ces discours dégradants. Comme dire à un adulte de se taire, à des jeunes, à des gens... ce sont les gens les plus gentils du monde et les soldats leur disaient : « Ferme ta gueule » et tout, il y avait vraiment des situations incroyables. Ça passait d'essayer d'humilier quelqu'un à être subitement très gentil avec lui. Soudain il lui amène des glaces et des cigarettes quand il revient, des trucs comme ça.

Qui, le soldat amène ces choses au Palestinien ?

Non, le Palestinien lui amène les trucs. Et puis d'un seul coup tout semble bien aller, mais...

Les soldats prenaient des pots-de-vin, des cadeaux ?

Ils les retenaient sans raison. Tu contrôles leurs papiers, tu dis : « Bonne journée », n'importe quoi. Disons juste qu'ils n'étaient pas aussi humains et professionnels que possible. J'ai acheté un guide de

conversation en arabe, j’ai appris à dire : « Vous ne pouvez pas passer ici » et j’ai demandé de l’aide à mes parents, ils parlent arabe.

Attendez, donc les soldats arrêtent des gens même s’ils ont des papiers et tout ? Ils se contentent de les retenir ?

Oui, sans raison. « Assieds-toi, reste là. » Il n’y a pas besoin de ça. Si quelqu'un ne peut pas passer, il suffit de lui dire de repartir. Et s'il ne peut pas, alors laisse-le passer. Mais il y a eu une dispute où ce vétéran a juste décidé d’humilier un type. C’était juste au moment où on allait quitter le poste, il a dit au type de s’allonger par terre, c’était le plus... C’était un type de vingt-cinq ans, un étudiant, gentil, et ce soldat a juste décidé de l'humilier. Il l’a fait allonger sur le ventre...

C’était un soldat ou un commandant ?

Un soldat vétéran, il avait plus de poids que les commandants. Le type était bien habillé, chemise, jean. Il lui a juste dit de s’allonger par terre sur le ventre. Il lui a mis le pied sur le cou, ici, a armé son fusil et lui a crié : « Pourquoi tu traverses ici, ne passe plus par ici... » Et ci et ça... et le soldat a commencé à lui dire de faire toutes sortes de choses, de s’allonger sur le ventre, il lui a dit des trucs comme ça. Je lui ai crié : « Arrête, laisse-le partir, ça suffit. » J’étais choqué. La situation m’a vraiment ébranlé. Je me suis dit que ce soldat était un animal, pas un être humain. Je pense que c’est un être humain merdique. Je ne pouvais pas le supporter avant tout ça, mais après ça a été encore pire. Mais je ne l’ai pas signalé ni rien. Personne ne m’aurait écouté.

Pourquoi n’en avez-vous parlé à personne ?

Parce que ce type était copain avec tout le monde. Je crois que même les officiers étaient au courant. Le commandant était là aussi. Le commandant n’a pas vu ça comme un manque de professionnalisme, apparemment.

Un officier ?

Un commandant, un commandant d’équipe, J’ai aussitôt décidé que je ne voulais rien avoir à faire avec cet endroit de fous, si c'est comme ça qu’ils humilient des gens qui n’ont rien fait de mal. Et

même s'ils avaient commis un crime, on n'a pas le droit de lever la main sur eux, c'est interdit. J'étais choqué. Je ne sais pas si le type était palestinien ou citoyen israélien. Il y a de bonnes chances qu'il ait été citoyen israélien, parce que Umm al-Fahm est un village israélien. Il y a eu une autre situation au même endroit où ils ont arrêté la voiture d'un type et se sont mis à lui crier dessus. C'était toujours le groupe de vétérans qui faisait ce genre de chose. On faisait ce qu'on avait à ' faire : contrôler ses papiers. Eux, ils faisaient ça pour avoir de l'action, ou juste pour passer le temps, pour avoir quelque chose à raconter chez eux. Pour tuer le temps, j'imagine. Ils ont commencé à démonter la voiture du mec. À lui crier dessus. Le type a dit qu'il était de B'Tselem et qu'il habitait à Umm al-Fahm. Ils ont quand même continué à l'insulter. Ils ne savent même pas ce qu'est B'Tselem. C'étaient des imbéciles. Et puis ça s'est terminé. Ces deux situations... voilà comment ça se passait.

107. C'est le pouvoir que tu as

UNITÉ : ADMINISTRATION CIVILE

LIEU : RÉGION DE JÉRICHO

ANNÉE : 2001

Je partais patrouiller dans différents secteurs pour voir comment les soldats – nos soldats – traitaient les Palestiniens. Ça te dégoûte en tant qu'être humain. Tu fais partie du système, mais surtout, si tu ne fais pas partie de cette base, tu ne peux pas faire grand-chose. Des trucs dégoûtants... Chaque soldat de l'administration civile sait ce qu'est un abri ouvert. Il y a un abri ouvert devant le BCD, les Palestiniens attendent là. Tous les Palestiniens qui viennent demander une autorisation attendent là. Et il y a la fenêtre. Ils s'approchent de la fenêtre – une vitre pare-balles –, de l'autre côté, nos soldats sont assis, ils impriment les autorisations. Ils leur donnent les autorisations. Un Palestinien peut rester à sécher dans cet abri ouvert pendant cinq heures, voire plus, pendant quelques jours.

Pourquoi ?

J'ai beaucoup de mal à expliquer le « pourquoi ». Ce n'est pas que le soldat laisse sécher le Palestinien sans raison. Il doit passer un contrôle du Shin Bet – je ne me rappelle plus la procédure exacte. Mais disons juste que si c'étaient des Israéliens, ça ne se passerait pas comme ça. J'ai vu de mes yeux des trucs dégoûtants. Au BCD, il y avait un store pour la fenêtre, pour que les Palestiniens ne te voient pas. Donc tu peux baisser le store et ils attendent dehors, mais quand le store se relève, tu vois les soldats à l'intérieur qui jouent au foot, toutes sortes de conneries, ils se moquent de tous ceux qui sont dehors, ils disent « Viens », alors il s'approche, puis ils disent : « Non, non, assieds-toi. » C'est le pouvoir que tu as. Au bout d'un moment, ça te bousille, si tu es un être humain.

108. Le commandant du checkpoint se faisait appeler « le docteur »

UNITÉ : BRIGADE GOLANI

LIEU : RÉGION DE DJÉNINE

ANNÉE : 2002

Je me rappelle qu'on avait un commandant d'équipe dans la compagnie qui se faisait appeler « le docteur ». Il adorait regarder les gens qui venaient avec des radiographies. Je devais les ouvrir pour voir le nom sur la radio, s'il correspondait à la carte d'identité. Il regardait la radio comme s'il décidait de faire une sorte d'inspection physique. C'était une blague... Un jour, quelqu'un a dit qu'il avait mal à la tête, alors le commandant lui a tâté le crâne puis a dit : « Non, non, tu vas bien. » Quelque chose comme ça. Ça faisait vraiment marrer les soldats. Je me rappelle que tout le monde trouvait ce commandant d'équipe tellement cool.

109. Tu sapes mon autorité

UNITÉ : PARACHUTISTES

LIEU : RÉGION D’HÉBRON

ANNÉE : 2001

Je me rappelle mieux les subtilités du checkpoint, pas les cas extrêmes de mauvais traitement, plutôt ce qui les provoquait. C’est de là que vient ma conscience des checkpoints, j’y réfléchissais beaucoup. Il y a eu une fois – ensuite j’ai même utilisé l’expression en tant que commandant – où un soldat a confisqué un bonbon Krembo. Je l’ai pris à part après, même s’il ne pouvait plus rendre le bonbon, il n’y avait plus personne à qui le rendre, et je lui ai dit qu’il ne devait pas faire ça, je ne me rappelle pas exactement ce que j’ai dit, mais je lui ai fait la remarque. Et sa réponse a été : « Tu sapes mon autorité. » Pour moi, ces mots représentent la chose horrible que font les checkpoints à une personne normale – pas à quelqu’un qui frappe les Arabes, pourtant il y en a plein. C’est ce que le checkpoint fait à un gars normal, quelqu’un qui n’a rien d’extraordinaire. Ce genre de gars n’a aucune autorité, mais il n’en a pas besoin face à un homme de quarante, cinquante ou vingt ans qui vient pour passer le checkpoint. Il n’y a aucune question d'autorité. Avoir le sentiment de « Je suis au-dessus d’eux » n’a pas de sens – tu es déjà au-dessus d’eux. Tu leur dis quand ils peuvent passer ou non, s’ils sont indisciplinés tu t’énerves, et tu as le pouvoir de t’énerver parce que tu as une arme et que tu peux fermer le checkpoint. Alors tu les contrôles. Et quand d’un coup tu dis à quelqu’un : « Ne fais pas ci et ça », tu sapes son autorité. Donc cette expression, « Tu sapes mon autorité », m’est restée jusqu’au dernier jour de mon service. Pour moi ça dit tout, parce qu’il s’agit d’un incident mineur, ce n’est pas un soldat qui frappe quelqu’un, ce n’est pas donner un coup de poing à un Arabe ou le frapper avec la crosse d’une arme. C’est une considération de base, mais tout le monde commence comme ça. Je ne sais pas combien de soldats en arrivent à ce point, mais mettons que c’est l’infanterie, le corps blindé, l’artillerie, la DCA[46], le corps du génie. Ça fait beaucoup. Et il y en a plein d’autres, ce ne sont pas les seuls. Peu importe à quel point tu t’opposes idéo-

[46] Défense contre avions. (N.D.T.)

logiquement, ça te prend, cette sensation de suprématie. Quand je suis au checkpoint, le plus dur pour moi est de voir à quel point les soldats s'énervent, ce n'est pas juste qu'ils s'énervent sans raison, c'est comme quand un prof s'énerve. « Tu ne fais pas ce que je t'ai dit ? Tu vas voir. » Putain, je suis là à faire la circulation comme un débile, alors ils ont intérêt à écouter ce que je dis. Bien sûr, la réponse la plus extrême est : « Je suis là avec une arme, alors fais ce que je te dis. Je décide qui passe ou non. Je décide quand ouvrir le checkpoint ou non. » C'est aussi un peu arbitraire. Pour les plus haut placés, je ne sais pas à quel niveau, mais je suis convaincu – et j'ai beaucoup d'amis que ça met en colère quand je dis ça – mais je suis convaincu que l'arbitraire est une stratégie. Une stratégie pour saper leur confiance, leur stabilité, pour qu'ils ne sachent pas ce qui va se passer le lendemain. J'en suis persuadé. Je ne pense pas qu'il s'agisse de la stupidité de la hiérarchie, je pense que c'est une politique, une stratégie. J'en suis convaincu.

110. Tu as l'impression qu'une seconde de plus, et tu les arroses de balles

UNITÉ : ADMINISTRATION CIVILE

LIEU : ZONE DE JÉRICHO

ANNÉE : 2001

Il y a un checkpoint juste à côté du BCD de Jéricho, le checkpoint 327. Le bataillon sur ce front s'en occupait, et on envoyait un soldat ou un officier en renfort pendant quelques heures pour les aider avec toute cette histoire d'autorisations et ce genre de trucs. Quand j'allais là-bas, ils restaient là pendant, mettons, huit heures en moyenne, plus ou moins, avec un casque et un gilet pare-balles, dans la chaleur étouffante de la vallée, qui est difficile à décrire avec des mots, et ils géraient des conneries non-stop, tout le temps. S'il n'y avait pas de soldat ou d'officier de chez nous là-bas, ils n'avaient pas la moindre idée de quel permis t'autorise à passer et quel autre non. Et tout ce stress avec les Palestiniens... tant que tu ne le vois pas par toi-même, tu ne peux pas le comprendre, ça te rend dingue. Je comprends vraiment

les soldats qui pétaient les plombs au checkpoint. Ça te rend dingue. C'est difficile à expliquer. Jéricho est difficile à cause de la brigade là-bas et des gens qui veulent aller en Jordanie, il y a juste trop de gens qui passent par là. Et tu ne comprends pas vraiment les ordres. Alors, les gens peuvent passer ? Ils ne peuvent pas ? S'ils ont un passeport, ils peuvent ? Je ne sais pas. Les soldats alignent tout le monde et tu dois commencer à fouiller dans leurs légumes, à l'intérieur des camions, parce que la veille ils ont trouvé une roquette dans la région de Djénine. Et tu dois inspecter chaque ambulance... La femme avec sa vieille mère te crie au visage, et tu leur cries tout le temps : « Reculez, reculez », et tu deviens fou. Au début, tu te prends pour un soldat nazi, tu as l'impression d'être une espèce de nazi, puis au bout d'un moment tu oublies cette idée, parce que pendant combien de temps tu peux avoir l'impression d'être un nazi ? Alors, tu suis le mouvement. Et ça te rend dingue. Vraiment. Un soldat qui ne devient pas fou, je pense qu'il a un problème. Ou qu'il s'est entièrement refermé sur lui-même.

Qu'est-ce que vous voulez dire par : « Au début, tu te prends pour un soldat nazi » ?

Parce que tu leur cries dessus dans une espèce d'arabe-hébreu, parce que les soldats ne parlent pas arabe. On le sait un peu, alors on essaie de les aider. Et puis tu leur cries, dans cette espèce d'arabe-hébreu : « Reculez ! » Et ils ne t'écoutent pas. Alors tu commences à lever ton arme, comme si tu allais vraiment t'en servir, et tout le monde, les femmes et les enfants se mettent à pleurer, ils crient aussi, et il fait chaud, et tu as l'impression qu'une seconde de plus et tu les arroses de balles. Tu ne comprends pas ce que tu fais là. En tout cas, pas moi.

111. C'est quoi cette histoire de fermer le parking ?

UNITÉ : ADMINISTRATION CIVILE

LIEU : RÉGION DE NAPLOUSE

ANNÉE : 2006

Il y a une histoire sur des soldats qui ont formé des barrières de terre sur le parking entre Askar et Ein Bidan à Naplouse. C'est un parking spécialement réservé aux transports publics et aux véhicules privés palestiniens. Il est à quelque chose comme trois kilomètres de Naplouse. Selon un rapport, les soldats seraient allés sur le parking, ils auraient tiré en l'air et dit aux Palestiniens de quitter la zone. Une fois tous les habitants partis, les soldats ont élevé des tas de terre avec une pelleteuse pour bloquer l'accès au parking. L'armée n'a pas pris la peine de vérifier qu'il n'y avait plus de voitures au checkpoint. Les pelleteuses sont arrivées à quatre ou cinq heures du matin, elles ont construit des barrages en terre. Les chauffeurs de bus palestiniens sont arrivés au parking vers sept ou huit heures du matin et ils n'avaient pas moyen de sortir. Il y avait un tas de voitures là-bas, tous ceux qui avaient un petit véhicule ont fait ce que font tous les Palestiniens, ils ont contourné la barrière. Mais les camions et les bus, il y avait environ trente véhicules sur place, ils ne pouvaient pas sortir. Donc vingt voitures particulières et trois bus étaient bloqués sur le parking. Au fait, l'une des jeeps était encore dans la zone.

C'était une jeep de l'armée ou du bureau de coordination du district ?

Une jeep de l'armée. On a même relevé son numéro de plaque.

Comment avez-vous eu ces détails ?

Les Palestiniens ont vu les plaques d'immatriculation.

Vous avez vérifié ?

Je ne pouvais pas vérifier, je m'occupais de l'enquête préliminaire. Ensuite, il est devenu clair que la pelleteuse avait créé une double barrière et scellé hermétiquement la zone. L'armée prétendait que tous les véhicules avaient pu sortir, les Palestiniens affirmaient le contraire. Pour finir, les habitants ont payé des travailleurs pour détruire les barrières. Mais les camions et les trois bus ne pouvaient toujours pas passer. Ils ont détruit une partie de la barrière, et les voitures particulières qui ont été retenues jusqu'à 15 heures sont passées à 18 h 37. Le bataillon a prévenu qu'ils enverraient une équipe

pour ouvrir la barrière. À 22 h 39, elle n’était toujours pas ouverte, à 22 h 48 elle n’était toujours pas ouverte. À 22 h 48, ils ont demandé la permission d’appeler une pelleteuse privée palestinienne pour l’ouvrir.

Qui l’a amenée ?

Les Palestiniens, ils nous ont demandé l'autorisation. Les Palestiniens ont perdu une journée de travail. À 7 heures, le lendemain matin, ils ont commencé à ouvrir les barrières, à 10 heures ils sont passés. Une histoire qui a duré une journée, depuis 8 ou 9 heures le matin.

Quelle était la raison pour fermer le parking ?

Il donnait accès à un village ou quelque chose comme ça, je ne sais pas.

112. On confisquait des clés et des véhicules

UNITÉ : BRIGADE NAHAL

LIEU : RÉGION DE NAPLOUSE

ANNÉE : 2001

Ils confisquaient des véhicules là-bas, ils confisquaient les clés des gens s’ils poussaient dans la file ou arrivaient au mauvais endroit, alors ils ont décidé de les « éduquer ».

Ils prenaient les clés des gens puis les leur rendaient, ou ils les mettaient de côté et disaient : « Au revoir, rentrez chez vous » ?

Ouais, comme ça. Ils confisquaient un tas de cartes d’identité, de gens qui n’avaient pas le droit de passer, ou quelque chose comme ça. Ils étaient censés revenir le soir pour les leur demander avant qu’ils ferment le checkpoint, à huit heures du soir.

Donc ils attendaient toute la journée ?

Ils pouvaient retourner de leur côté, du côté palestinien, tant

qu'ils ne traversaient pas le checkpoint.

Pourquoi confisque-t-on la carte d'identité de quelqu'un ?

Comme punition. Les gens n'avaient pas le droit de passer, mais ils essayaient quand même.

113. Fermer des routes ? C'est politique

UNITÉ : BRIGADE NAHAL

LIEU : HÉBRON

ANNÉE : 2008

Il y avait des couvre-feux pendant que vous étiez à Hébron ?

Non.

Si je ne me trompe pas, la Cour suprême a décidé pendant votre service là-bas que la route de David devait être ouverte, non ?

La Cour suprême a pris sa décision avant qu'on n'arrive là-bas, et les Palestiniens avaient le droit de l'emprunter. Plus tard, la route a été fermée, je ne sais pas pourquoi. Elle était fermée quand j'étais à Hébron. Toute cette histoire de perturber la vie des gens, d'ouvrir et fermer les routes, c'est avant tout une question politique. Il n'y a jamais un motif de sécurité absolu pour le faire. Ni une raison légale. Tout ouvrir pour permettre le mouvement, la vie et le développement, ou tout fermer, c'est un débat entre le gouvernement et l'administration. Je me rappelle qu'à Rantis, il y avait un commandant haut gradé qui nous a parlé une fois, il disait qu'il était absolument opposé à la revitalisation de la trame de vie. Il aurait préféré faire n'importe quoi d'autre que bloquer les routes, par exemple entrer dans les villages, empêcher les gens de sortir de chez eux. Ce que j'ai commencé à comprendre, seulement au bout d'un long moment, c'est qu'il ne représentait pas nécessairement l'opinion de l'armée ou celle du gouvernement. Il y a des conflits d'intérêts là-dedans. Ça dépend qui prend la décision, comment il pense. C'était compliqué à Hébron parce qu'il y avait des zones... Je me rappelle quand ils nous l'ont

expliqué, le Hamas s'organisait là-bas. Les gens qui ont été tués à Hébron pendant notre service l'ont été par d'autres Palestiniens, dans une guerre des dans, alors c'était dangereux d'ouvrir les routes – encore une fois, ça dépend des régions et ça suppose d'être familier avec ces problèmes. C'est plus une question politique que militaire. Ils te disent que la route est bloquée, donc elle est bloquée. Ça a un gros impact sur la vie des gens là-bas. Il y a eu des incidents où les gens sont passés en force et on a dû les arrêter. Ça a aussi à voir avec une politique de punition, mais on n'avait pas l'autorité pour punir les gens, alors on les retenait pendant trois heures, la durée définie.

Ils étaient attachés ?

On préférait ne pas les attacher. On les retenait, on relevait leur identité, et il faut l'autorité pour retenir une personne en tant que... Je ne sais pas si tous les soldats pouvaient, mais en tant que commandant de mission, oui. Ils utilisaient la détention pour faire comprendre que les routes étaient vraiment bloquées. Je ne pense pas que ça ait fonctionné. J'essayais de me montrer correct. J'expliquais à la personne qu'elle avait été retenue pour des raisons de sécurité – je n'avais pas besoin de lui dire si elle était soupçonnée pour quelque chose en particulier, je lui disais juste quelle était retenue. Je les gardais pendant trois heures. Ça craignait, beaucoup de gens se plaignaient, je ne supportais pas leur amertume et leur haine. Il y avait aussi des observateurs qui vérifiaient qu'on ne retenait les gens que pendant trois heures. Au bout de trois heures, je les relâchais.

114. Tu donnais de l'argent à Mohammed

UNITÉ : BRIGADE NAHAL

LIEU : DISTRICT DE RAMALLAH

ANNÉE : 2001-2002

Il y avait un type, je crois qu'il s'appelait Mohammed, qui est devenu ami avec nous.

Qu'est-ce que ça veut dire ?

Il comprenait le jeu. Il comprenait que la personne qui prend la décision n'est pas... Il a compris qu'il n'y a aucune raison d'avoir les bonnes autorisations et tout, la manière de faire les choses, c'est avec les soldats sur le terrain. C'est comme ça qu'il a sympathisé avec nous. Il demandait : « Hé, vous avez besoin de cigarettes ? » Il distribuait du gaz dans la région, alors il passait son temps à aller et venir, et si tu avais besoin de quelque chose, alors tu donnais de l'argent à Mohammed et il te l'amenait... ou il ne prenait pas l'argent.

De la nourriture ? Des boissons ?

À boire, des cigarettes, des petits trucs comme ça, bien sûr. Et en échange, il traversait plus facilement que d'autres.

115. Certains prisonniers n'étaient pas aptes médicalement

UNITÉ : BRIGADE NAHAL

LIEU : DJÉNINE

ANNÉE : 2005-2007

Salem est pour les prisonniers qui ont été arrêtés pour des infractions de sécurité, ils purgent leur peine là-bas. Les conditions étaient pires qu'à Megiddo, qui est une énorme prison. Il n'y a pas de médecin à Salem, il y en a un qui vient une ou deux fois par semaine, et en théorie les prisonniers de Salem sont censés avoir été examinés par un docteur qui détermine s'ils sont aptes à être détenus dans un complexe sans médecin. Ceux qui sont inaptes vont à Megiddo, en gros.

Pourquoi « en gros » ?

J'ai connu toutes sortes de cas où des gens, s'ils avaient vu un médecin, ne seraient pas allés à Salem. Par exemple, quelqu'un avec des problèmes de cœur avant qu'on lui pose un cathéter, ou quelqu'un avec du diabète.

Ce genre de chose arrivait ? Alors ils allaient à Megiddo ?

Oui, mais ils étaient à Salem, c'est le problème. Je me souviens de certains cas, un garçon avec une douleur aux testicules. Il y avait des cris dans les cellules. Oh, et il y a un égout juste sous Salem, et ça pue vraiment en été, ça pue vraiment, vraiment, plus que tout. Donc on a crié au sergent de service de venir, au bout de vingt minutes de cris, et ils ont sorti un garçon de quatorze ou quinze ans de la cellule, il y a un traducteur sur place, quelqu'un qui parle arabe et qui traduit pour communiquer entre les surveillants et les prisonniers. Il s'est rendu compte que le garçon avait mal aux couilles... Il y avait un protocole médical pour les détenus. Le protocole pour un gars qui avait mal aux couilles était de l'emmener à l'hôpital, d'aller voir un médecin. J'ai insisté pour que le médecin du bataillon vienne. Il a dit qu'il viendrait dans deux jours et qu'entre-temps je devais lui donner du paracétamol.

Qu'est-ce que vous avez répondu ?

Que le paracétamol ne soulage pas la douleur aux testicules, qu'il a besoin d'aller à l'hôpital. Il a dit que le garçon ne pouvait pas y aller et qu'il essaierait de venir le lendemain. Un autre incident, il y avait un type vraiment gros...

Qu'est-il arrivé au garçon ?

Il va bien, un docteur est venu et il l'a transféré.

Vous lui avez dit de rester dans sa cellule et vous lui avez donné du paracétamol ?

Il n'y avait pas grand-chose à faire. Je lui ai amené du paracétamol pour soulager la douleur, et psychologiquement ça l'a calmé. Je lui ai dit de m'appeler s'il avait encore mal.

Il a encore eu mal ?

Il ne m'a pas appelé.

Vous l'avez revu ensuite ?

Je ne sais pas, je ne me rappelle pas. Je crois que oui.

Il allait bien ?

Encore une fois, je me souviens qu'il ne m'a pas appelé cette nuit-là. J'étais de service comme infirmier. Je savais qu'il devait être opéré d'une hernie avant son arrestation, je le savais parce qu'il y avait des papiers signés comme quoi un médecin l'avait vu avant qu'il entre en détention, mais peut-être que l'examen n'était pas complet, parce que ce garçon n'aurait pas dû être en prison. Ensuite, je me suis rendu compte que ce n'était pas toujours un médecin qui faisait l'examen.

Comment vous en êtes-vous rendu compte ?

Quand ils m'ont demandé de regarder s'il était médicalement apte, ils m'ont dit qu'un infirmier pouvait aussi faire l'examen.

Vous êtes officiellement infirmier de la prison ?

Il y avait plusieurs infirmiers dans la prison. J'étais infirmier jusqu'à un certain moment, quand je n'ai plus pu être là. J'avais un tas de conflits avec le personnel, avec l'infirmier de ma compagnie et avec le médecin du bataillon sur cette question, alors ils m'ont dit de ne pas y retourner. Un autre homme, plus vieux, a fait une crise cardiaque dans la prison. Encore une fois, quelqu'un qui a des problèmes de cœur et qui doit être cathétérisé ne devrait pas être dans une prison sans médecin. L'ambulance de l'armée a mis quarante minutes à arriver. Il nous fallait l'ambulance du bataillon. C'était après que j'ai menacé d'en appeler une civile, j'ai dit que je me fichais des répercussions que ça pouvait avoir. Ça s'est bien terminé. Une semaine plus tard, j'ai vu son fils à la porte de la prison, il m'a dit que son père avait eu une crise cardiaque mais qu'il allait mieux. Il était aussi diabétique, et les veines de ses jambes étaient gonflées.

Combien de jours a-t-il dû attendre pour être traité ?

Je ne me rappelle pas, c'était il y a trois ans. Quand je suis arrivé, il n'y avait même pas de cabinet médical.

Où se trouvaient les médicaments ?

Chez l'infirmier de la compagnie.

Dans une trousse de voyage ?

En général, il n'y avait pas de médicaments là-bas, ni au check-point. J'avais mes affaires d'infirmier de la compagnie au besoin.

Vous emportiez la trousse avec vous ?

Je prenais ce dont j'avais besoin en général.

De votre propre chef ?

Je pense, je ne me rappelle pas exactement. Le truc pour la tension, le thermomètre, le paracétamol, du Ciflox, ce genre de choses. Mais c'est limité et peu pratique. À Salem, les gens vivent dans de mauvaises conditions sanitaires.

Un diabétique a-t-il ses propres médicaments ?

Écoutez, ils parlent arabe, et je ne comprends pas l'arabe. Le traducteur devait m'expliquer les choses, mais il y avait des mots qu'il ne savait pas dire en hébreu. Ce qui est vraiment terrible là-bas, ce qui était dur à voir pour les autres soldats, c'étaient les conditions, les conditions de vie, parce qu'il y avait vraiment des situations de danger, le gars avec la crise cardiaque est le dernier cas pour lequel j'étais là, ensuite je n'ai pas pu y retourner. Je pense que quelqu'un a cru que c'était une manière d'attirer l'attention, il y a aussi des gens qui s'en fichent... le type n'était pas du genre à jeter des pierres, c'était plutôt quelqu'un qu'on définit comme « sécurité légère ».

Ça n'a pas l'air d'avoir de rapport avec la sécurité, emprisonner un diabétique.

Ils sont « sécurité légère » s'ils n'ont pas mené d'attentat terroriste. Les frères de terroristes, leur famille, les gens qui jettent des pierres, des membres d'organisation en possession de matériaux qui...

Comment savez-vous tout ça ?

J'ai regardé leurs dossiers. Tous ceux qui entrent au centre de détention, il faut regarder leur situation médicale, qui est dans le dossier.

Comment est organisé le dossier ?

Nom, renseignements.

Deux pages ? Le dossier criminel et le dossier médical ?

Il y a une photo, les renseignements officiels, la description de l'infraction, combien de temps... et ses papiers d'entrée en prison.

Qui le remplit ?

En principe, le médecin ou l'infirmier.

Vous en avez rempli ?

Oui, j'ai rempli des formulaires : pouls, tension, questions de santé, médicaments, histoire familiale.

Qui signe ?

Moi.

Qu'est-ce qui est écrit en bas ? Signé par...

Le médecin, je crois, je ne suis pas sûr. Ils disent qu'un infirmier peut signer.

Qui a dit ça ?

Le médecin, je crois.

Le médecin vous a donné l'autorisation ?

Oui, ils ont demandé à un infirmier d'examiner les détenus entrants.

Qui a demandé ça ?

Je ne sais pas.

Ils vous ont donné un ordre ?

Quelqu'un m'a dit : « Va examiner ces gens. »

Quatrième partie

Application de la loi : un double régime

Les témoignages de la quatrième partie concernent l'application de la loi et de l'ordre dans les Territoires. Les Palestiniens sont soumis au pouvoir militaire, c'est-à-dire au contrôle de l'armée, qui assoit son autorité par la menace, les actions punitives et les agressions. Des milliers d'ordres, de règles et d'ordonnances sont émis par différentes institutions – le ministère de la Défense, l'administration civile, le commandement central – ainsi que par des commandants et des soldats. Les instructions changent fréquemment, souvent de manière contradictoire. De nouvelles règles apparaissent sans cesse, tandis que d'autres expirent sans préavis. À un checkpoint, un soldat a l'autorité pour « exercer à discrétion le commandement sur le terrain » : arrêter, détenir ou user de la force contre tous ceux qu'il perçoit comme une menace, pour quelque raison que ce soit. Ainsi, la population palestinienne, considérée comme hostile par les forces de sécurité, est elle-même soumise à une infinité de menaces de la part de l'État d'Israël.

En plus des millions de Palestiniens qui vivent sous le gouvernement militaire, des centaines de milliers de citoyens israéliens habitent dans les Territoires, essentiellement sous la juridiction de la loi israélienne. Les colons – qui en 1967 ont commencé à établir des colonies israéliennes avec l'aide du gouvernement – sont jugés par des tribunaux israéliens, les lois qui s'appliquent à eux sont celles de leur propre État. Cependant, les colons ne sont pas de simples citoyens israéliens bénéficiant d'une protection de l'armée et de l'application du droit : en pratique, ils participent au gouvernement militaire des Palestiniens.

Il existe un rapport étroit entre Tsahal et les colons : de nom-

breuses unités sont positionnées à proximité des colonies, voire à l'intérieur. Les colons offrent souvent de la nourriture et du café aux soldats, ils leur fournissent des renseignements historiques, géographiques et politiques sur la région et les accueillent même pour les repas de fête et de Shabbat. Plus important, les témoignages de cette partie mettent en lumière le fait que les colons participent à des actions militaires significatives : ils commandent des soldats, les guident et interviennent dans le processus de prise de décisions opérationnelles. D'autres témoignages montrent que, dans de nombreux cas, les soldats reçoivent et exécutent les instructions des colons ou des coordinateurs de sécurité des colonies, particulièrement en ce qui concerne les expulsions des Palestiniens des terres agricoles voisines de leur colonie. C'est par cette méthode que les colons parviennent à déposséder les Palestiniens de leur terre et à étendre le territoire de leur colonie.

Cette partie expose le double statut des colons dans les Territoires et montre ce qui arrive quand ils enfreignent la loi ou contreviennent à la politique dictée par les chefs des forces de sécurité, généralement pour chasser les Palestiniens de leurs terres. Des actions qui en temps normal constitueraient d'indéniables violations de la loi se transforment, dans le contexte des Territoires, en simples différences de vue entre les colons et les autorités légales, qui se résolvent par un compromis, habituellement aux dépens des Palestiniens et de leurs droits. Ces moments de crise et ces compromis révèlent l'étendue du partenariat qui unit les deux parties. La non-application des lois israéliennes aux colons ne reflète pas l'incompétence des autorités mais dénote plutôt le double statut accordé aux colons : les forces de sécurité israéliennes les considèrent comme des alliés contre un ennemi commun et des partenaires à part entière pour le contrôle militaire des Palestiniens, tout en leur accordant la même protection qu'à des citoyens israéliens. Ainsi, les colons peuvent agir dans les Territoires comme des représentants d'Israël, comme s'ils faisaient partie des forces de sécurité.

L'occupation se fonde sur ce double régime : les droits civils des colons sont garantis par la loi israélienne, tandis que les Palestiniens sont soumis aux menaces et à la force militaire. Les témoignages de soldats décrivent comment Tsahal sert les ambitions politiques des

colons dans les Territoires au détriment de la population palestinienne. Ils racontent également comment les colons aident les forces de sécurité israéliennes à exercer un contrôle sur les Palestiniens. Le double statut dont bénéficient les colons constitue un phénomène symptomatique : les colons jouent un rôle essentiel dans un système qui contrôle la vie des Palestiniens et assure l'emprise d'Israël sur les Territoires.

116. La mission : assurer la sécurité pendant que les colons se déchaînaient

UNITÉ : CORPS BLINDÉ

LIEU : DISTRICT DE NAPLOUSE

ANNÉE : 2000

Une opération à Hawwara reste gravée dans ma mémoire. C'est un village arabe, pas exactement calme, mais ce n'est pas Djénine.

Que s'est-il passé là-bas ?

En gros, ce qui s'est passé, c'est que les Juifs ont décidé de partir se déchaîner dans la région de Tapuach. Il y a des colonies là-bas et un tas d'avant-postes.

Vous n'étiez pas dans le village...

On n'était pas dans le village, mais Hawwara se trouvait dans notre secteur. Ils nous ont envoyés maîtriser les événements à Hawwara. On ne savait pas quel était le problème. On est arrivés. Les colons avaient décidé d'attaquer les habitants du village et nous... on est censés les protéger et s'assurer qu'il ne leur arrive rien.

Les colons étaient à Hawwara ?

Ils sont arrivés pour manifester et ils ont commencé à jeter des pierres en direction du village, vers Hawwara, sur la route principale et à créer de l'agitation. Il y avait un groupe de gens venus de l'étranger pour soutenir la colonie juive, ils aiguillonnaient les colons. Je me

rappelle que j'étais sur le point d'en frapper un... C'était un groupe de Juifs extrémistes français, ils prenaient des photos de ce qui se passait là-bas...

Que faisaient les Arabes ?

Rien. Ils avaient peur.

Les colons étaient armés ?

Ils avaient des armes et ils jetaient des pierres. Des enfants jetaient des pierres sur des adultes.

Il y avait des femmes ?

Il y avait aussi des femmes [palestiniennes], mais pas beaucoup. Mais il y avait des femmes parmi les colons. Donc on se tenait là, Tsahal, et le groupe français nous dérangeait.

Qu'avez-vous essayé de faire ? Arrêter les jets de pierres ou juste protéger les colons ?

Protéger les colons et faire en sorte qu'il ne leur arrive rien pendant qu'ils jettent des pierres, pendant qu'ils se déchaînent...

C'était un ordre officiel ?

Qu'est-ce qu'on y peut? La sécurité avant tout. La sécurité. Protéger les colons. Tu arrives là, ils sont unis, ils jettent des pierres. Tu les soutiens, tu les couvres. Bon, d'un côté, les gens du village se rassemblent sur les toits et tu es mort de peur parce que tu te retrouves exposé vis-à-vis des Palestiniens, et d'un autre côté tu ne sais pas quoi faire parce que tu protèges les colons qui ont décidé de commencer toute cette histoire. C'en est arrivé au point où on avait envie de tout arrêter. On ne voulait pas laisser les colons entrer dans le village.

Ce n'était pas la première chose que vous vouliez faire ?

Non, on attendait la police.

C'est-à-dire que vous n'avez pas déplacé les colons pendant ce temps ?

Non, mais à un moment, je crois qu'un officier a essayé de les empêcher de jeter des pierres pour qu'ils s'en aillent de là. C'en est arrivé au point où il a eu peur. On essayait de les empêcher de harceler les Palestiniens, mais on devait aussi les protéger et nous protéger nous-mêmes... C'était fou, absurde. Et eux, les colons, ils s'en fichaient. Ils se fichaient des soldats, et certainement des Palestiniens.

Et quand vous essayez de les faire arrêter...

On les frappe.

Vous frappez les colons ?

Oui. Alors les étrangers arrivent, les Français, ils commencent à prendre des photos et tu commences à frapper les gens. Ils s'allongent sous ta jeep et tu as envie de les frapper aussi. Ils viennent avec leurs caméras, tu attrapes un garçon de dix-huit ans, tu le pousses dans la voiture, et une imbécile avec une caméra vient te filmer. Et pendant ce temps, les colons continuent à se déchaîner. Tu as envie de les gifler et de les expulser aussi, les colons – un par un, ils jettent des pierres ! Ils jettent des pierres et peut-être... Ils commencent à tirer, ils tirent ! Ils jettent des pierres vers les maisons et les gens...

Il y a eu des blessés ?

Pas trop graves. Ce n'est pas qu'on n'est pas allés les soigner, ça faisait trois heures...

Qui a été blessé ? Les colons ou les Arabes ?

Non, non, non... les Arabes.

Quelqu'un a-t-il été touché à la tête ?

Vous rigolez ? Je pense que plus de dix personnes ont été touchées à la tête.

Ils saignaient ?

Ils se mettaient à saigner et ils s'enfuyaient. Quelqu'un se tenait à

la fenêtre de sa maison... Au fait,' 4es mêmes colons, il y a eu un jour où ils ont tiré sur les réservoirs d'eau. Ils ont tiré sur les citernes d'eau à Hawwara.

Comment ça s'est terminé ?

Ça s'est terminé qu'on les a jetés dehors.

Vous les avez jetés dehors ?

Oui.

Vous les avez emmenés physiquement ?

Non, en voiture. Ils sont arrivés dans leurs voitures, ils sont descendus et ont commencé à jeter des pierres. C'était difficile de les arrêter à cause du danger potentiel pour les soldats. Pendant la première heure et quelques, tu les protèges, tu les laisses jeter des pierres...

Vous les laissez jeter des pierres pendant une heure et personne ne dit rien ?

Vous ne comprenez pas ce qui s'est passé. On était en patrouille motorisée quand on est arrivés. On ne savait pas ce qui se passait. Ensuite, on a compris qu'il fallait éviter que des incidents comme celui-là se produisent.

Et les colons continuaient à jeter des pierres ?

Oui. Ils étaient nombreux, ils faisaient ce qu'ils voulaient. Ils avaient huit ou neuf véhicules avec eux, quelque chose comme ça, ils bloquaient la circulation. Tu te bats avec eux et le groupe français est arrivé...

Et la population locale ? Les gens n'essaient pas de blesser les soldats ?

Absolument pas ! Ils passent la tête par la fenêtre, ils reçoivent une pierre et ils rentrent à l'intérieur. Réfléchissez, ils sont sous le

choc. Ces gens vivent là. Ils passent la tête par la fenêtre, ils reçoivent une pierre. Ils marchent dans la rue, ils reçoivent des pierres. À ce moment-là, leur vie et leur quotidien étaient en danger.

Alors, qui a dit : «Arrêtons les colons... » ?

Notre commandant de bataillon a décidé que ça suffisait. Que c'était trop dangereux s'ils résistaient et qu'un groupe terroriste arrivait. Les choses ont changé assez rapidement. On a mis les colons dans leurs véhicules, on s'est débarrassés de ces Français et on a commencé à éteindre le feu. On ne l'a pas fait pour des raisons humanitaires. On n'a pas arrêté les colons parce que Tsahal est soudain devenue humaine, c'était juste pour éviter de graves problèmes, qu'un groupe terroriste débarque ou autre – on pensait aux soldats, pas aux gens.

117. On a tiré en l'air pour chasser les agriculteurs

UNITÉ : BRIGADE NAHAL

LIEU : COLLINES D'HÉBRON SUD

ANNÉE : 2004

Tous les habitants sont obligés de sortir pour la patrouille de nuit avec le commandant du détachement pour assurer la sécurité de leur colonie. Il y avait un gars que les gens payaient pour patrouiller à leur place. Donc normalement c'étaient une, deux, trois personnes qui le faisaient. Là-bas, c'était la même histoire. Le coordinateur de sécurité définissait les limites exactes de la colonie. Il y avait un endroit, en bordure de la colonie, où il me disait : « Là, tu vois cet endroit, cette ligne, c'est le territoire de la colonie, et cette zone là- bas » – il y avait aussi ces champs ouverts, il n'y avait pas de clôture autour de la colonie –, « elle est interdite ». C'est une zone ouverte, il y a un champ, mais les colons ont dit : « Ils ne peuvent pas aller là, ils ne peuvent pas entrer dans cette zone. Des fois ils viennent avec des tracteurs pour travailler la terre, mais ils n'ont pas le droit, ce n'est pas leur terre. » OK, je comprends. Un jour, il vient me voir et dit : « Viens par-là, ils

viennent travailler la terre. » Bon, je ne suis qu'un jeune commandant d'équipe, j'arrive sur place et il fait : « Là, viens tirer quelques coups en l'air pour leur faire peur. » Le coordinateur de sécurité a une arme, mais il ne l'utilise pas parce que c'est moi le soldat, et qu'il n'a pas le droit de s'en servir. OK, donc je tire quelques coups en l'air. Les agriculteurs ont levé la tête, mais ça ne les a pas arrêtés, ils étaient juste à l'entrée des terres de la colonie. Par hasard, un groupe de réservistes patrouillait, il passait par là au même moment. Quand les réservistes sont arrivés... ils sont déjà habitués à ce genre de choses, ils n'ont pas peur... ils ont dit : « Ces gars-là vont te causer des problèmes. » OK, donc il vient, il prend son arme et il tire à côté d'eux.

Qui ?

Le réserviste a visé les agriculteurs, s'est décalé de quelques mètres puis a tiré, pour leur montrer qu'on était sérieux. Il a tiré, puis il a dit : « Venez ici. » Ils ont commencé à se diriger vers eux, les réservistes sont allés vers eux, les Palestiniens. Les réservistes sont arrivés et ont pris les Palestiniens, ils les ont amenés là où je me tenais avec le coordinateur de la sécurité. Je dis : « Vous ne pouvez pas être ici, vous ne pouvez pas... » Le réserviste a pris un type et l'a giflé, lui a donné un coup de pied. J'étais choqué, je ne savais pas quoi faire, quoi dire. J'avais le sentiment, vous savez, que ce n'était pas juste. Le réserviste fait : « C'est la seule façon pour qu'ils apprennent, c'est la seule façon pour qu'ils ne dépassent pas les limites la prochaine fois. » Et tu te dis que c'est peut-être la seule manière pour qu'ils apprennent. C'est tout. Puis il l'a relâché en disant : « Ne reviens pas ici. » Ils sont repartis et se sont éloignés sur leur tracteur. Voilà ce qui se passait à Bet Haggai.

Vous ne vous êtes pas dit que c'était peut-être leur terre ?

Honnêtement, je n'ai pas pensé à ça. Je n'ai pas mis en doute le coordinateur de sécurité quand il m'a dit que c'était sa terre.

D'où venait le réserviste ?

Je ne sais pas, il venait d'une compagnie de réservistes qui se trouvait là.

À Bet Haggai ?

Non, ils étaient juste dans le secteur, en patrouille. Ils sont arrivés en jeep.

Le coordinateur de sécurité de la colonie les a appelés ?

Je ne sais pas pourquoi les réservistes sont venus, ça, je n'en sais rien. Peut-être qu'ils passaient juste par hasard, ou peut-être que le coordinateur de sécurité les a appelés. Les réservistes sont arrivés, le coordinateur de sécurité leur a raconté l'histoire, puis les réservistes ont pris les choses en main et ont fait ce qu'ils ont fait.

Un officier ?

Non.

Quelles étaient les consignes pour ouvrir le feu à Bet Haggai ?

Normal. Tu dis « stop, stop » si quelqu'un s'approche trop et tout.

Les Palestiniens se sont approchés ?

Les deux sur le tracteur ? Non.

Mais vous avez ouvert le feu.

J'ai tiré en l'air.

Mais ce n'était pas un ordre.

Qu'est-ce que je peux y faire ? Écoutez, ensuite je suis retourné à la compagnie et j'ai raconté à tout le monde : « Hé, il s'est passé un truc fou là-bas. » Ça paraissait logique à l'époque, c'est l'armée.

Ça vous affecte, c'est sûr.

Je sais que je n'aurais frappé personne.

Le coordinateur de sécurité n'a pas tiré ?

Non.

Il vous a briefés au poste ?

Il a fait le briefing une fois, quand on est arrivés. Il a briefé les soldats et moi. D'abord moi, puis les soldats.

Et le commandant de section ?

Il n'était pas là, il était dans une autre colonie.

Le coordinateur de sécurité de la colonie était l'autorité de référence pour le commandant de section ?

Non, c'était moi le commandant de la zone.

Mais qui vous commandait ?

Personne, j'étais le commandant de la zone. Quand tu pars en patrouille, par exemple, il y a un commandant sur le terrain. Qui était mon commandant ? XXX était responsable de moi, mais il n'était pas avec moi à la colonie.

Mais il est responsable de toutes les colonies.

Oui, il est responsable de toutes les colonies.

Il n'est jamais venu voir ce que vous faisiez ?

Non, il était dans une autre colonie. Ou peut-être que si, je ne sais pas.

Qui vous donnait les ordres, le coordinateur de sécurité ?

Le coordinateur de sécurité de la colonie ne s'implique pas trop dans les tours de garde et tout. Il ne vient pas me voir tous les jours pour dire : « Aujourd'hui, tu vas faire ci et ça, va nettoyer ton arme. » Il est juste là s'il y a une urgence ou quelque chose comme ça. Ce n'est pas comme s'il me supervisait. S'il me dit quelque chose et que je ne le fais pas, ce n'est pas comme si je refusais un ordre.

Mais vous faites des choses.

Je fais des choses parce qu'il est là et qu'il connaît l'endroit. Je ne suis qu'un commandant d'équipe, je suis là une semaine en détachement à la sécurité de la colonie, je ne sais pas ce qui se passe autour de

moi ni rien. Donc c’est une autorité et je l’écoute.

C’est logique qu’il ait mis en place cette division du travail.

Ouais, peut-être. Peut-être qu’il l’a mise en place, je n’ai aucun moyen de vérifier.

Les Palestiniens représentaient-ils une menace ?

Non, ils ne représentaient aucune menace. Je n’avais pas l’impression qu’ils en représentaient une. Vous savez, c’est la zone de la colonie, donc ils ne doivent pas y aller. Dans les Territoires, chaque Palestinien est un terroriste potentiel. Il y a une sorte de frontière qui commence à la colonie... je ne sais pas si elle est légale ou non, ni comment elle est définie... mais il y a une sorte de frontière. S’ils ont le droit de se promener librement autour de la colonie, elle devient bien plus difficile à protéger alors ils doivent rester à une certaine distance.

118. Le coordinateur de sécurité de la colonie nous a dit ce qui était autorisé et ce qui ne l’était pas

UNITÉ : BRIGADE NAHAL

LIEU : COLLINES D’HÉBRON SUD

ANNÉE : 2002

J’ai assuré la sécurité des colonies pendant mes classes à Avigail Farm. Au fond, c’est très sympa. D’un coup, tu n’as plus de commandant pour te taper sur la tête, tu vis avec six autres gars, ça ressemble vraiment à une ferme ici, une communauté. Il y a une jolie vue. Je me disputais avec les colons, je parlais toujours avec eux.

De quoi ?

Des colonies et tout, et de quel droit ils... Je leur disais : « Au fond, vous êtes des criminels, vous enfreignez la loi, votre présence ici est illégale. » Ils disaient : « On étire la loi, elle se pliera à ce qu’on fait. On l’étire. »

Qui a dit ça ?

Un des gars là-bas, à Avigail Farm. Le coordinateur de sécurité.

Qu'est-ce que ça veut dire, « on étire la loi » ?

Comment est-ce qu'il me l'a expliqué ? Il y a le rôle du conseil régional. C'est un groupe d'idéalistes. Les colons viennent voir le chef du conseil – je ne me rappelle pas comment s'appelle le conseil, Mont Hébron, je crois, ou Collines d'Hébron sud – et ils disent : « On veut fonder une colonie, donnez-nous un endroit pour le faire. » Ils sont venus chercher un endroit avec le ministère de la Défense. Attendez... les colons m'ont parlé d'un endroit, mais ils n'avaient pas encore reçu les permis de construire du ministère de la Défense. Ils ont commencé à construire, les autorisations viendront plus tard. Voilà, ils commencent à construire et voilà. Peut-être que maintenant ils ont l'autorisation d'être là-bas, mais à l'époque, l'emplacement de la colonie n'était pas approuvé par le ministère de la Défense. Ce colon a appelé ça « étirer la loi ». « Nous les mettons devant le fait accompli sur le terrain et ils accepteront ce que nous faisons. » Bien sûr, il y a beaucoup d'accords tacites, beaucoup de corruption, on pourrait appeler ça le ministère des Colonies et de la Défense.

Quand vous étiez à Avigail Farm, quel genre de structures y avait-il ?

Il y avait un château d'eau, deux caravanes, une maison qu'ils avaient construite et un bus abandonné où vivait une fille.

Une fille ?

Oui, une femme avec cinq ou six garçons. À part ça, c'était un groupe de gens très sympas, vous savez, vraiment super. Ils n'avaient pas l'air du genre de personnes qui vont déraciner des oliviers, frapper et poursuivre des Palestiniens. Ils voulaient juste fonder une colonie, ils se fichaient des conséquences que ça pouvait avoir. Ils n'étaient pas directement agressifs. Je me rappelle juste que le coordinateur de sécurité est venu me voir et m'a dit : « Ici, c'est notre territoire, et là ils peuvent travailler. » Quand il briefait les soldats, il disait : « On a des arbres ici, et des fois le vendredi toutes sortes d'organisations vien-

nent, des organisations qui travaillent avec les Palestiniens, ils viennent récolter les olives pour montrer que c'est à eux. » Si je ne me trompe pas, ce vendredi-là, des gens sont venus et on les a chassés en disant : « Partez, partez. »

Vous saviez à qui appartenaient les oliviers ?

Je ne savais pas, je me fiais au coordinateur.

Il y avait un officier avec vous ?

Oui, il y avait un officier sur place.

Que disait-il ?

Quand je suis arrivé, j'ai reçu mon briefing du coordinateur de sécurité de la colonie. C'était moi le commandant de la zone, et le coordinateur de la colonie était l'autorité de référence sur ce qui était autorisé ou pas.

Il vous donnait des ordres ?

Il... vous savez, ce n'est pas exactement donner des ordres. Il définissait les choses. Il disait : « C'est notre territoire. » Au fond, je n'ai jamais vu où tout ça était écrit ni ce qu'il y avait d'écrit. Pour moi, ce qu'il disait était vrai.

En tant que commandant, comment briefiez-vous vos soldats ?

Le briefing : « Nous sommes là au cas où la colonie serait infiltrée. On la surveille en cas d'invasion. On est une défense. »

Il y avait des ordres sur la récolte d'olives ?

Non, juste en général de chasser les gens.

Comment réagissaient-ils ?

Après qu'on les avait expulsés ? Je ne me rappelle pas exactement, mais il n'y avait pas trop de frictions. Aucune, vraiment.

Combien de personnes venaient ?

Pas trop. On pouvait les compter sur nos doigts. Une dizaine, peut-être moins. Pas beaucoup.

Vous leur disiez juste : « Vous ne pouvez pas rester ici, dégagez»?

Oui. Je ne me rappelle aucune dispute.

À quelle distance était le champ de la colonie ?

Pas loin. Cent mètres, vraiment pas loin. Ce n'était pas un grand champ, il était petit. Au fond, on était là pour empêcher les infiltrations. On faisait aussi un tas d'autres trucs : on se promenait dans les collines pour marquer notre présence, on visait toutes sortes de cibles dans la forêt, le genre de choses que font les soldats.

119. En gros, c'est un civil et il dit à l'armée ce qu'est la loi

UNITÉ : FORCES SPÉCIALES MAGLAN

LIEU : COLLINES D'HÉBRON SUD

ANNÉE : 2002

J'ai participé à un détachement de sécurité à Eshkolot et dans une autre colonie à proximité, je ne me souviens pas de son nom. Mais quand on est arrivés là, il y avait un village à un ou deux kilomètres de la colonie. Ils travaillent leur terre dans la région, à cinq cents mètres dans la vallée en contrebas. La colonie se trouve au sommet de la colline, et les Palestiniens travaillent la terre dans la vallée en dessous. Ce que je me rappelle – c'est un peu flou –, c'est qu'une fois ils étaient là en train de travailler. D'un seul coup, les colons sortent... c'est au-delà des limites de la colonie, mais c'est exactement là qu'était l'extension de la colonie... donc on a couru vers l'extension, là où elle était en construction. Les colons leur ont crié dessus... ils n'ont pas tiré ni rien, mais ils les ont chassés. Je ne sais pas s'ils sont partis.

Qui les a expulsés ?

Le coordinateur de sécurité de la colonie est arrivé, nous a ap-

pelés, il nous a déployés, un autre soldat et moi. Il a dit : « Ils franchissent la limite, ils viennent en reconnaissance, ils... » Qu'est-ce que j'en sais ? Bref, il leur a crié dessus, je ne sais pas s'ils sont partis. Mais je me rappelle qu'il est allé leur crier dessus : « Dégagez, dégagez d'ici ! » Plus tard, je pars en patrouille avec lui dans le véhicule et il voit une petite fille qui joue près de l'entrée de la colonie. Elle était sur la route d'accès à la colonie, mais toujours à l'extérieur de la clôture – ça ne faisait clairement pas partie de la colonie. Il voit cette fille et je l'entends qui lui crie quelque chose en arabe dans le mégaphone, quelque chose comme « Rasak ». Je n'ai pas compris. Je lui demande : « Qu'est-ce que vous avez crié à la fille ? » Il répond : « Si tu reviens par ici, je te casse la tête. » Quelque chose comme ça. Là-bas, la situation, c'est en gros que le coordinateur de sécurité est ton commandant. C'est lui qui te dit ce qui est autorisé ou pas, où ils ont le droit d'aller, où ils n'ont pas le droit... Il te donne l'autorisation de tirer en l'air, alors qu'en principe je suis le plus haut commandant militaire – c'est-à-dire le plus haut gradé – sur le terrain. Il peut dire aux soldats de tirer, à discrétion. Mais en principe, il fixe les règles. Ce n'est pas une autorité militaire, un commandant de compagnie ou un officier régional, c'est le coordinateur de sécurité de la colonie qui décide ce qui est autorisé ou non. C'est assez ridicule quand on y réfléchit, quand un civil dit à l'armée quelles sont ses limites et ce qu'est la loi.

120. Un service de transport pour les colons

UNITÉ : BATAILLON LAVI

LIEU : NEGOHOT

ANNÉE : 2003-2004

Vous avez dit quelque chose à propos de la route Adorayyim-Negohot, qu'elle était tristement célèbre...

Oui, au moins j'avais... elle est célèbre d'un point de vue sécuritaire. Ce qui s'est passé là-bas, c'est la seule route qui relie l'ouest de Shakef et Negohot vers Otniel avec Hébron et la partie est. Tous les

jours, on utilisait deux véhicules pour escorter les colons de Negohot, on escortait les gens qui partaient travailler... Il y avait un arrangement avec l'armée pour quelle les escorte pendant qu'ils voyageaient sur cette route. Chaque voyage devait être approuvé d'en haut. Cette histoire d'approbation d'en haut était terrible. D'un côté, tu assures la sécurité, mais d'un autre côté, tu ne sais pas si ça se fait dans le cadre de la sécurité ou dans le cadre de... Je veux dire, là-bas, les colons déterminaient plus ou moins ce que faisait l'armée. Les seules fois où ils fermaient la route, c'était quand il y avait un incident ou qu'ils soupçonnaient qu'il allait se passer quelque chose. Le résultat, c'est qu'une bonne partie du temps qu'on passait dans cette région, au moins deux fois par jour, on agissait comme une sorte de service de transport pour les colons. Bon, on emmenait aussi les enfants à l'école le matin, alors ce n'était pas sans raison, mais il y avait des fois où tu ramenais juste quelqu'un du travail, et tu avais un peu l'impression d'être un taxi.

121. Les colons visitent la casbah, éloignez les Palestiniens

UNITÉ : BRIGADE NAHAL

LIEU : HÉBRON

ANNÉE : 2008

Vous avez dit que vous parliez entre vous... de quoi parliez-vous ?

À cause de nos origines, on n'était pas le genre de gars à couvrir les choses. Éthiquement et politiquement, c'était dur d'être là pour nous. C'était dur d'être avec les colons. On était dans le centre, le centre de la casbah et le centre de la colonie, et un tas des problèmes qu'on a eus étaient avec les colons. La plupart des violences ne venaient pas des Palestiniens, parce qu'ils n'avaient pas la moindre chance... ils ne peuvent pas faire grand-chose face à des soldats. C'étaient plutôt les colons qui se montraient violents. Pendant mon service, j'avais un carnet dans ma poche, et à chaque fois que les colons juraient ou se comportaient violemment, je l'écrivais, j'interrogeais aussi d'autres soldats et je notais.

Combien de carnets avez-vous remplis ?

Plein, vingt-trois. C'était important pour moi de répertorier ce que je voyais ou ce que me racontait un ami proche. Je ne voulais pas de choses que je ne... C'était important pour moi de répertorier comme ça toutes sortes de violences, depuis une insulte jusqu'à une vraie attaque.

Qu'est-ce qu'une vraie attaque ?

À Hébron, l'un des objectifs était d'empêcher les frictions, alors ils ont séparé les routes entre Juifs et Arabes. Notre truc « préféré », c'était la visite de la casbah du vendredi après-midi. Les colons qui crachaient au visage des gens...

Les colons allaient dans la casbah le vendredi ?

Oui, il y avait une sortie régulière avec l'un des chefs de la colonie, ils partaient en excursion et on devait les protéger. En dehors du fait qu'il leur fallait le double de gens pour les protéger, c'était la chose la plus humiliante au monde. Pas tant pour nous, c'était plutôt ce qu'ils faisaient... Ils se mettaient à jurer et on essayait d'éviter les rencontres. On a dû vider une rue entière pour que ce groupe puisse passer.

Quelle est la procédure concernant la population palestinienne quand il y a une visite de la casbah ?

Il y avait une unité sur les toits pour monter la garde et une autre en bas avec le commandant de compagnie ou le sous-commandant pour entourer les colons et chasser tous les habitants de la rue.

Vous n'imposiez pas un couvre-feu ?

Non, on les écartait simplement. On essayait de rendre ça propre, stérile, de les déranger le moins possible, même si c'était impossible de ne pas les déranger. Je ne sais pas combien de temps ça a duré.

Vous avez assisté à de véritables violences de la part des colons, à part les insultes ?

Non. Je crois que même si je les avais vus ne serait-ce que gifler quelqu’un, j’aurais considéré ça comme un acte violent, parce que ce sont eux qui le font. C’est comme ça que je vois le monde. Quelle différence il y a si c’est un colon qui pousse, qui insulte ou qui frappe quelqu’un – c’est leur attitude qui pose problème.

Vous avez montré votre carnet à un officier ?

Non. À un moment, on a eu une discussion décisive avec le commandant de bataillon. Il était droit et honnête, et il a dit qu’on devait parler si on voyait des choses ou que lui-même faisait quelque chose... il voulait enquêter, révéler les choses. Il a dit qu’il enquêtait sur les choses dont il avait connaissance. On lui a parlé du fait de s’occuper des colons. On avait toujours l’impression que ce que l’armée attendait de nous n’était pas clair... où était la limite. On n’est pas la police bleue, on n’a pas les mêmes droits que la police, et les colons ne te voient pas comme une autorité. Les colons sont derrière toi quand ça les arrange, sinon... Donc notre commandant de bataillon a dit : « Même si les colons vous crachent dessus ou vous attaquent, essayez de les ignorer. » Il avait conscience que ça posait problème mais ce qu’il pouvait faire était assez limité, parce que c’est politique.

Que disaient-ils de votre autorité sur les colons ?

Ils disaient qu’on avait la possibilité de les arrêter s’il se passait quelque chose, mais en pratique c’est très difficile. Le sentiment général était qu’on ne savait pas clairement ce qu'on pouvait faire. La police a des ressources très limitées, et je veux croire qu’ils aimeraient en faire plus, mais je sais que c’est difficile pour eux en raison du nombre d’incidents qui avaient lieu.

Donc, en général, la seule chose que vous pouvez faire quand vous voyez quelque chose comme ça, c’est de vous y opposer ?

Non, on s’impliquait, mais on était limités dans ce qu’on pouvait faire. C’est difficile pour un gars de dix-neuf ou vingt ans de s’opposer à quelque chose comme ça. Je ne sais pas non plus quel pouvoir on avait de le faire.

Alors qu'est-ce que vous faisiez ?

On les séparait, les points de friction physique entre les gens étaient relativement peu nombreux. Quand il se passait quelque chose, on essayait de les séparer et on appelait la police. Il y avait des gamins qui montaient sur les toits à Avraham Avinu pour jeter des trucs ou crier des insultes, et les soldats devaient les chasser. J'ai l'impression que la loi est assez lacunaire, que ce qu'ils attendent de nous n'est pas clair.

122. Trois de nos soldats qui gardent une cabane

UNITÉ : PARACHUTISTES

LIEU : ELON MOREH

ANNÉE : 2002-2003

À Naplouse, il y a des colons d'Elon Moreh et tous les problèmes des Territoires. C'est vraiment différent là-bas parce qu'on n'est pas à l'intérieur de la ville, on l'entoure. C'est plus difficile à contrôler, même si on a le mont Gerizim et le mont Eval. On avait un tas de problèmes pour contrôler la zone à Naplouse à cause des fermes isolées des colons et parce que l'État a décidé que Tsahal les protégerait : trois ou quatre soldats qui gardent une cabane ou le sommet d'une colline qui est totalement exposé.

C'est dangereux ? Habituellement, les soldats en détachement de sécurité sont responsables de ce genre de chose.

C'est plus arbitraire que ça. Dès qu'il y a un ordre de la brigade régionale ou au-dessus, il descend à la brigade, au bataillon, à la compagnie, et pour finir à toi.

Vous savez si les colonies au sommet des collines étaient légales ? Parce qu'il y a toute la question des avant-postes illégaux.

Tu pars du principe que si la brigade régionale t'a donné un ordre, alors ça va. Quand tu es sur le terrain, tu ne sais pas ce qu'en pense la Cour suprême. Ça posait un tas de problèmes, parce que parfois ils ne

voulaient pas qu'on monte garder [les avant-postes], parce que dès que tu te mets à les surveiller, tu leur donnes une légitimité. Les colons veulent fixer les frontières, s'approprier des terres et établir une colonie. Ils se fichent que quelqu'un les protège. De toute manière, tous les colons sont armés. C'est un autre problème, parce que dans le noir tu peux identifier un homme avec une arme, mais il faut faire très attention. Il y avait aussi des problèmes de harcèlement des Palestiniens.

123. Toutes ces choses ne passent pas dans les médias

UNITÉ : PARACHUTISTES

LIEU : HÉBRON

ANNÉE : 2002

La pire chose que j'aie vue à Hébron est arrivée le lendemain de l'enterrement d'Elazar Leibowitz[47]. Je montais la garde au poste de Gross, qui est sur le toit d'un immeuble, pour guetter la place centrale d'Hébron. J'étais de garde là-bas, et au milieu de mon service, dans l'après-midi, je vois un vieil homme qui marche avec une canne, un Arabe d'Abu Sneina. Il paraissait avoir plus de soixante ans, avec une canne, il arrive au carrefour d'Abu Sneina, vers la place Gross, et d'un coup trois gamins de seize ou dix-sept ans lui sautent dessus, ils le poussent au sol en l'espace d'une seconde. Ils attrapent une pierre et lui ouvrent la tête. Ils se mettent à le rouer de coups de pied à terre, à le frapper à la tête. Il y a un homme de soixante ans avec un flot de sang qui jaillit de sa tête, du sang qui coule de sa tête. Tout s'est passé en quelques secondes, vraiment, juste quelques secondes. En une seconde il est par terre, puis ils tiennent une pierre, ils lui ont entaillé le cuir chevelu et un flot de sang coule de sa tête. Ils lui donnent des coups de pied et avant que les soldats qui se tiennent en dessous de moi, au poste, puissent les atteindre, ils se sont déjà enfuis. Un officier

[47] Un colon d'Hébron tué dans une attaque palestinienne alors qu'il rentrait chez lui de son service militaire.

de patrouille est arrivé, mais il ne savait pas ce qu'ils avaient fait alors il ne les a pas arrêtés. Ils se sont juste enfuis. L'infirmier de la compagnie est arrivé aussitôt et s'est mis à bander le vieux Palestinien, puis on l'a emmené vers une ambulance.

Vous savez ce qui lui est arrivé ?

Non. Je pense qu'il s'en est sorti, parce qu'ils ont arrêté le flot de sang de sa tête et l'ont envoyé à l'hôpital. C'était tellement choquant. J'étais choqué. Ensuite je suis allé voir l'officier, en larmes. J'étais soldat depuis sept mois, je ne comprenais pas ce qui se passait ici. J'ai dit que ça ne pouvait pas se passer comme ça, qu'on protège les colons, je ne comprenais pas pourquoi ça se passait comme ça. L'incident m'a vraiment choqué, pour moi, ça a tout détruit. Voilà le truc, le premier truc auquel j'ai comparé ça, j'ai immédiatement pensé au lynchage à Ramallah[48]. Les images me restent en tête, encore aujourd'hui. C'est dur quand j'y pense, ça me rappelle vraiment le lynchage à Ramallah, comment ils se sont comportés.

Puis vous êtes allé voir Carmela[49] *?*

J'ai raconté cette histoire à Carmela Menashe. Je n'en ai parlé à aucun soldat dans ma compagnie parce que ça ne me paraissait pas approprié, mais je me suis discrètement adressé à Carmela Menashe. J'avais son contact.

Il y avait d'autres soldats comme vous ?

Dans chaque compagnie je crois qu'il y avait un soldat qui avait un problème avec la situation. La majorité n'avait pas l'intelligence émotionnelle ou l'ouverture nécessaire pour en parler. Et puis on n'en parlait pas ente nous, parce que les soldats ne se parlent pas de ce genre de choses, il n'y a pas de discussions sérieuses dans une compagnie de soldats combattants. Toute cette atmosphère macho, tout est

---

[48] En 2000, deux réservistes israéliens ont été tués par une foule à Ramallah.

[49] Carmela Menashe, la célèbre correspondante militaire de la radio publique israélienne Kol Israël.

une blague, ils ne prennent rien au sérieux et au bout du compte, chacun essaie juste de surmonter cette merde ensemble. Parce que, encore une fois, comme j'ai dit, sur l'échelle des gens malheureux à Hébron, ce n'est pas super d'être soldat. Tu es sacrifié.

Que s'est-il passé quand vous êtes allé voir Carmela Menashe ?

Je lui ai raconté l'histoire par téléphone. Elle n'a pas été diffusée. Je n'en ai entendu parler nulle part. Ça a été un autre choc, parce que j'ai compris qu'en gros tout ce qui se passe là-bas, que des gamins innocents de quatorze ou huit ans meurent sans raison[50], que les colons entrent chez eux et leur tirent dessus, que les colons se déchaînent dans les rues, cassent les vitrines des magasins, frappent les soldats, leur jettent des œufs et lynchent des personnes âgées... toutes ces choses ne passent pas dans les médias. Hébron est un petit monde isolé, et le quartier d'Avraham Avinu est isolé dans Hébron, il y a plus de soldats pour le surveiller que d'habitants. Les gens du quartier font tout ce qu'ils veulent, les soldats sont obligés de les protéger. Les colons sont les plus grands nazis juifs que j'aie jamais rencontrés. C'est ici, dans l'État d'Israël, et personne ne le sait, personne ne veut savoir, personne n'en parle. Les gens préfèrent ne pas savoir, ne pas comprendre que quelque chose de terrible se passe juste à côté de nous. Vraiment, personne n'en a rien à faire. Les soldats là-bas sont malchanceux et les Palestiniens sont super malchanceux. Et personne ne les aide.

124. Une vieille femme... les gars l'ont tabassée

UNITÉ : BRIGADE NAHAL

LIEU : HÉBRON

ANNÉE : 2002

Comment se passaient vos rencontres avec les colons à Hébron ?

---

[50] Le soldat fait référence à une expédition de colons au cours de laquelle une fille palestinienne a été abattue et un garçon poignardé dans le dos.

Quand j’étais dans la compagnie de soutien, il y en avait davantage. À cette époque, on était à Jabal Juar. Avant, c’était une école arabe, mais depuis au moins quelques années c’est un poste de Tsahal. Il y a eu un incident là-bas, où des colons ont sauté sur une femme, une vieille femme. Elle était malade. Ils l’ont blessée au ventre, une blessure grave. Ce n’est que plus tard qu’on a compris qu’elle était malade. Mais à part ça, elle était très vieille et quelques colons lui ont sauté dessus dans la ruelle Erez.

C’étaient des gamins ? Des adultes ?

Des gars. Des jeunes. Ils l’ont frappée un peu et l’ont gravement blessée au ventre.

Avec quoi l’ont-ils frappée ?

On a entendu dire qu’ils l’ont frappée avec des pierres. Mais je ne sais pas exactement. On est arrivés après, elle était étendue là. On est arrivés avant l’ambulance – on avait appelé l’ambulance. Je crois que les jeunes hommes se sont enfuis à Kiryat Arba. Certains ont couru vers Avraham Avinu, d’autres vers Kiryat Arba. On l’a trouvée étendue là. Les Israéliens et les Palestiniens ont le droit d’aller dans la ruelle Erez. C’était comme la routine là-bas – cette femme étendue par terre et les colons qui passaient, on leur a demandé ce qui s’était passé, ils ont répondu qu’ils ne savaient pas et ont continué leur chemin. C’était une sale situation, on ne savait pas quoi faire. On a appelé une ambulance.

Quels étaient les ordres quand des colons blessaient des Palestiniens ?

Il n’y... il n’y avait pas vraiment d’ordres mais il y avait...

Mais que pensiez-vous qu’était votre devoir quand des colons attaquaient des Palestiniens ?

Ce que je pensais être mon devoir ? De les séparer.

125. Le mignon petit garçon a pris une brique et a cassé la tête de la petite fille

UNITÉ : BRIGADE NAHAL

LIEU : HÉBRON

ANNÉE : 2003

À Hébron, mon principal problème, c'étaient les colons, la communauté juive. J'avais l'impression qu'on protégeait les Arabes des Juifs. Aucun des deux côtés ne nous aimait, mais j'avais l'impression que les Juifs faisaient ce qu'ils voulaient et que tout le monde s'en fichait. On était pris entre les deux. Voilà un exemple de ce qui s'est passé juste à côté de moi : j'étais de garde, et un soldat d'un autre poste a appelé un infirmier par radio. Quelqu'un m'a remplacé au poste, j'ai couru voir ce qui s'était passé et je tombe sur une petite fille palestinienne de six ans, sa tête était une plaie béante.

Au poste 44 ?

Ouais. Ce gamin tout mignon qui venait régulièrement visiter notre poste a décidé qu'il n'aimait pas que les Palestiniens passent en bas de chez lui, alors il a pris une brique et l'a jetée sur la tête de la fille. Là-bas, les gamins font tout ce qu'ils veulent. Personne ne réagit. Tout le monde s'en fiche. Ensuite, ses parents l'ont félicité. Les parents encouragent leurs enfants à se conduire comme ça. Il y avait beaucoup de cas comme celui-là. Des gamins juifs de onze ou douze ans frappent des Palestiniens et leurs parents viennent les aider, lâchent les chiens – il y a mille et une histoires.

126. Les maisons des colons sont à l'intérieur de la base militaire

UNITÉ : BRIGADE KFIR

LIEU : HÉBRON

ANNÉE : 2006

Je me souviens du choc que j'ai éprouvé quand j'ai découvert que des colons habitaient à l'intérieur de la base. Il y a une maison, la caravane, une autre caravane qu'ils ont garée à l'intérieur de la base. Vous voyez de quoi je parle ?

Bet Romano ?

Non, Bet Romano est la yeshiva, avec les escaliers qui montent de la yeshiva à la base.

Des escaliers en métal ?

Ouais. Donc quand tu arrives en haut de l'escalier, il y a deux maisons en face de toi, deux familles habitent là. Ils appellent ça le quartier des caravanes, à moins qu'il ait un autre nom maintenant, je ne sais pas.

Ils se promènent dans la base ?

Oui, ils se promènent librement dans la base, ils sortent par la grille d'entrée. Pendant Shabbat, on n'a pas le droit de fermer la grille parce qu'ils doivent l'emprunter pour sortir. C'est incroyable, tu ne peux pas fermer la grille parce que c'est Shabbat, tu vois, alors tu ne peux ni ouvrir ni fermer la grille. Même s'il y a un soldat juste au-dessus, il doit laisser la grille ouverte pour qu'ils puissent sortir.

Ça vous dérangeait en tant que soldats ?

Ça me rendait fou. Ça me rendait vraiment fou. Je me rappelle aussi qu'une fois, un de nos commandants s'est disputé avec un soldat, il s'est mis à lui crier dessus. Le soldat avait la réputation d'être difficile et le commandant lui criait dessus. D'un coup, une fenêtre s'ouvre et un colon roux, vous savez de qui je parle, il était bien connu, passe la tête et crie au commandant : « Pour qui est-ce que vous vous prenez, à lui crier dessus comme ça ? » Le gars criait. Vous savez... « Venez là, dites donc, vous n'avez pas honte ? Qu'est-ce que c'est, votre problème ? Vous êtes ci, il est ça... » Comme s'il voulait protéger le soldat. Alors tout le monde, vous savez, tout le monde se met à se disputer avec lui et tout, puis l'un des sergents arrive et hurle au colon : « Taisez-vous, rentrez chez vous, pour qui est-ce que vous vous

prenez ? » Exactement la bonne réponse. Qui est ce colon pour ouvrir sa gueule ? Il aurait pu se contenter de dire : « Arrêtez de crier, vous faites trop de bruit. » J'aurais pu accepter ça, mais de quoi il se mêle ? Ensuite un officier est allé lui parler. Vous savez comment c'est. Finalement, il ne s'est rien passé.

Vous preniez le repas du vendredi soir avec les colons ?

Je n'étais pas d'accord pour y aller. Ils m'ont invité un paquet de fois, mais je ne voulais pas y aller. Pourtant, ils m'invitaient toujours... Parfois ils t'invitaient : « Viens, assieds-toi avec nous, viens pour le repas de Shabbat. » Je n'y suis jamais allé.

Quels étaient vos échanges avec eux ? La dernière fois que j'y suis allé, il y avait une grille.

Ils la franchissent. S'ils vont à Bet Hadassah, ils y vont à pied depuis cet endroit.

Où garent-ils leurs voitures ?

Je ne sais pas, je pense qu'ils les garent en bas, à Bet Romano, au poste 38. Je ne sais pas où ils se garent. Tu as quelques contacts, tu les vois passer.

Et leurs enfants ?

Ils courent dans le poste avec leurs vélos, entièrement libres. Je me rappelle aussi, c'était le plus incroyable, je me rappelle qu'on s'entraînait au poste, et je vois dix ou quinze religieux, je ne sais pas, ils étaient venus à Hébron pour voir le tombeau des Patriarches, et ils sont là à regarder. À l'intérieur d'une base, une base militaire de Tsahal, ils sont là à nous regarder. Vous savez, on s'entraîne au cas où quelqu'un vous attaque par le côté et ils sont tous, je sais pas, ils sont juste là à te regarder. D'un coup, tu sais, tu te dis : « Allez, c'est ridicule, complètement incroyable. Qu'est-ce qu'ils font là ? » Vous savez, ça ne paraît étrange à personne. Il y avait toujours des gens du

Chabad[51] qui se promenaient sur le poste : « Vous avez mis des tefillin[52] ? Vous avez mis des tefillin ? » Je me rappelle qu'un soir je me suis réveillé parce que j'ai entendu des filles – on se réveille tout de suite pour des filles –, et une fille religieuse américaine se promenait dans le poste, à poser des questions. Elle a montré mon badge d'Aleph et elle a dit : « Je veux ce badge. » C'est le badge de mon bataillon, le bataillon Aleph, elle le voulait. Elle se promenait librement, vous savez.

Les gens de Bet Romano aussi se promenaient comme ça ?

Tout le monde. Ce n'est pas... vous voyez ? Les colons se promènent partout. Personne n'avait de difficulté pour entrer sur la base.

Le commandant de compagnie ne disait rien ?

Il disait qu'on n'avait pas le droit de fermer la grille pendant Shabbat. On ne peut pas la fermer. Et tu dois l'ouvrir chaque jour pour les colons.

Il y avait des escarmouches à la grille parfois ?

Avec les colons ? Peut-être, je ne me rappelle pas. Je crois. Mais c'est incroyable, c'est complètement fou, comme ils sont dans tes pattes. Je ne les aimais vraiment pas. En plus, ils étaient nombreux. Je me souviens d'un épisode avec un distributeur de Coca. C'était genre après mon service de garde, et le truc qui me faisait tenir le coup, c'était la canette de Coca que j'allais boire après. Tu finis ton tour de garde le vendredi, le samedi après-midi, il fait chaud, ça pue, tu es debout depuis six heures du matin, tu rentres à midi et tu es crevé, tu arrives à la machine qui est éteinte avec un mot : « Cette machine ne fonctionne pas pendant Shabbat. » Fils de...

Vous avez rencontré des problèmes pour évacuer des avant-postes de colons, ils provoquaient d'autres perturbations ?

---

[51] Le Chabad-Loubavitch est un mouvement religieux juif orthodoxe. (N.D.T.)

[52] Objets de culte propres au judaïsme. (N.D.T.)

Alors voilà. Écoutez, pendant mon service là-bas, par exemple, le marché de gros a dû être évacué[53]. On ne l'a pas évacué, la police des frontières s'en est chargée, mais après l'évacuation il y avait beaucoup de tensions. Écoutez, les colons sont incroyables. Ils ne te respectent pas, ils ne te considèrent pas – au contraire, en fait, ils t'insultent dans la rue. Vous savez, après le désengagement, c'est incroyable. Je me rappelle toutes les disputes.

127. Tu détestes tout le monde

UNITÉ : BRIGADE NAHAL

LIEU : HÉBRON

ANNÉE : 2004-2006

Je me rappelle que j'ai vu ces gamins à Hébron, et j'étais fier qu'ils aient peur. Je parle de gamins, vraiment. Et de qui avaient-ils peur ? Des gamins juifs. Ils ne font rien, mais les gamins juifs leur jettent des pierres quand ils passent. Les parents juifs ne disent pas un mot. Les parents restent là, et tu vois un petit gamin juif qui jette des pierres et hurle sur des gamins arabes, c'était la routine. Quand tu arrives à Tel Rumeida, tu vois ça tous les jours et ça va, c'est acceptable. Et les parents, je ne sais pas si ce sont les parents, mais les adultes se promènent et ils ne disent pas un mot aux enfants.

Ça ne vous paraît pas bizarre qu'un enfant jette une pierre à un autre enfant ?

Parce que l'un est juif et l'autre palestinien, c'est comme si ce n'était pas grave.

Vous avez aussi vu l'inverse, un Palestinien jeter une pierre à un Juif?

---

[53] Le marché de gros historique d'Hébron a été occupé deux fois par des colons dans le but d'étendre leur présence dans la ville. Ils ont été évacués pour la deuxième fois en 2007.

Je me rappelle que je disais que c'était presque normal, mais au fond je pensais : « Allez, il est débile ou quoi ? » Ce gars ne lui avait rien fait. Je me disais, c'est ça qui provoque tout ce bazar, toutes ces petites disputes, ces incidents que créent les Juifs. Je sais que leurs parents leur apprennent à les détester, ils légitiment le fait de leur jeter des pierres et de les insulter. C'est le genre de chose que tu vois à la télé. Alors c'est clair que ça sera le bazar ensuite. Et tu ne comprends pas de quel côté tu es. À Hébron, c'est très bizarre, tu ne comprends pas de quel côté tu es. Je suis un soldat juif israélien, je suis censé être contre les Arabes parce que ce sont les ennemis, mais je suis là, à côté de la maison d'un colon dans la base, et je commence à me dire que je ne suis pas de leur côté, que les Juifs n'ont pas raison. Donc attends, non, je dois actionner un interrupteur dans mon cerveau pour continuer à détester les Arabes et justifier ce que font les Juifs. Mais non, attends, je ne peux toujours pas être d'accord avec les Juifs, parce que c'est eux qui ont commencé, c'est à cause d'eux qu'on est là, c'est à cause d'eux que tout ça se passe, parce qu'ils les dérangent et qu'ils ont peur. C'est terrible, tout ça...

Alors, pourquoi actionner l'interrupteur ?

Parce que tu dois être loyal à ton camp.

Quel âge ont les gamins dont vous parlez ?

Jeunes, genre cinq ou six ans. Ceux qui courent dehors.

Les adultes se montraient violents ?

Je me rappelle un incident. On était dans un bus, c'était pendant le désengagement, je ne me rappelle pas l'histoire, mais il y avait une femme colon dans le bus dont on disait qu'elle était folle. Son mari ou son copain avait été tué par un terroriste ou quelque chose comme ça, alors elle criait sur un soldat qui ne voulait pas lui laisser la place pour s'asseoir. Je me rappelle qu'il se concentrait pour se contrôler, se retenir, et elle le frappait, je crois. Il s'est retenu et retenu, puis à un moment il lui a crié : « Taisez-vous, c'est à cause de vous que je dois être là. » Ils détestaient être là.

Les soldats ?

Oui. Je crois qu'ils en voulaient aux colons et aux habitants d'Hébron. Ils étaient en colère.

Les colons ne vous amènent pas des pizzas au poste et des choses comme ça ?

Oui, mais j'entendais souvent les soldats dire : « C'est à cause de ces merdes qu'on est là, ils devraient dégager d'ici, ils devraient partir. » D'un côté, il y a ça – encore une fois, tu es en colère contre ton pays que les colons soient là, que les Juifs soient là. D'un autre côté, tu détestes aussi les Arabes parce qu'ils tuent tes amis et te causent des problèmes.

Donc vous détestez tout le monde ?

Oui. Je pense que tu ne réfléchis pas... tu dis juste ce qui te passe par la tête sur le moment : maintenant je déteste ci, alors je vais l'insulter, puis je déteste ça, alors je vais l'insulter, et maintenant je le déteste lui, alors je vais lui cracher dessus.

Vous avez craché sur des Juifs ?

Non, pourquoi ? Ils ne m'ont rien fait.

Et les Arabes ?

Mais c'est genre, des Arabes... Je ne sais pas, c'est vrai, le type sur qui j'ai craché ne m'avait rien fait. Je pense qu'il n'avait rien fait du tout. Mais encore une fois, c'était cool et c'était le seul truc que je pouvais faire, vous savez, je ne peux pas arrêter les gens et être fier d'avoir arrêté un terroriste, je ne peux pas tuer un terroriste et je ne peux pas partir en opération pour trouver des armes sous le carrelage d'une maison. Mais je peux leur cracher dessus, les ridiculiser et les humilier.

128. On confisquait des voitures et les colons les vandalisaient

UNITÉ : PARACHUTISTES

LIEU : RÉGION DE NAPLOUSE

ANNÉE : 2003

Quel était le problème avec les voitures confisquées ?

Il y avait beaucoup de routes, mais ce n'est rien comparé à tous les chemins de terre là-bas. À un moment, on avait l'ordre que si on trouvait quelqu'un en train d'essayer de contourner la route, ou de te contourner toi, et qu'on arrivait à l'attraper, on devait confisquer sa voiture.

Que faisiez-vous avec la voiture ?

Tu l'amènes à un terrain près du poste. Ils ont créé un terrain.

Qui ?

Je ne sais pas. Je pense qu'il était là avant qu'on arrive, on s'en servait comme parking. Le problème, c'est qu'il n'y avait personne pour surveiller les voitures, alors les colons d'Elon Moreh venaient détruire les voitures que tu avais confisquées et que tu avais l'intention de rendre à leur propriétaire le lendemain. Tu confisques des voitures, c'est une manière pour l'État de te menacer pour que tu ne recommences pas.

Vous regardiez aussi à l'intérieur des voitures ?

Oui. D'abord tu emmènes la personne pour un bref interrogatoire, puis il part en détention.

Où les emmeniez-vous pour l'interrogatoire ?

Tu les amènes au checkpoint, c'est là qu'ils les interrogent.

Les soldats de la compagnie les interrogent ?

Soit les soldats de la compagnie, soit, si nécessaire, tu les amènes aux interrogateurs de la brigade centrale. On ne fait pas ça. En général, on les relâchait au bout d'une demi-heure, ils s'en allaient et on leur disait de revenir chercher leur voiture dans un jour ou deux. Notre problème, c'étaient les colons qui descendaient d'Elon Moreh pour détruire les voitures. On les surveillait pour qu'ils ne cassent pas les vitres, ne les vandalisent pas. Les taxis sont l'une de leurs principales sources de revenus. Le type revient le lendemain matin avec son ticket ; tu pars avec lui, tu veux lui rendre sa voiture.

Donc il y avait vraiment un système organisé.

Oui, il avait un ticket et nous aussi, il signe et tu signes, puis il revient le lendemain pour récupérer sa voiture.

Qu'y avait-il d'écrit sur le formulaire ?

Son numéro d'immatriculation. Après l'interrogatoire, il recevait une feuille avec son numéro. L'idée était de ne lui prendre sa voiture que pour une journée. Il l'amenait jusqu'au parking, on l'escortait.

Donc vous jouiez au chat et à la souris avec les colons...

C'est ça. Le lendemain, tu restes impuissant devant le type, tu vas lui montrer la voiture et tu vois qu'elle est cassée : les pneus lacérés, les vitres brisées. Tu attrapes un colon de treize ou quatorze ans et là, tu as un problème. Tu vas à la colonie d'Elon Moreh et ils disent qu'ils ne sont au courant de rien, alors tu te retrouves dans une situation où la compagnie doit allouer un autre poste rien que pour surveiller les voitures. C'était vraiment pénible. On se battait tout le temps avec ces tarés de colons – on essayait de les protéger, mais ils ne faisaient que nous mettre des bâtons dans les roues. Tu attrapes une voiture et tu mènes un interrogatoire pour que les terroristes ne fassent pas de mal aux colons, tu dois tout le temps t'occuper des colons. Et il y a tous ces sales gosses de colons à qui leurs parents n'ont jamais rien appris quand ils étaient petits.

Mais vous connaissez la routine... vous voyez venir les colons...

Le plus absurde, c'est qu'on tendait des embuscades aux gamins

qui venaient détruire les voitures. Tu les attrapes, mais tu ne peux pas les arrêter parce qu'ils sont mineurs – la police ne peut rien leur faire.

Ils sont tous mineurs ?

Ouais, les colons ne sont pas idiots, ils envoient leurs gamins, ils ne se mettent pas en danger. Si tu en attrapes un, tu dois ouvrir un dossier. Puis tes supérieurs parlent aux chefs de la colonie, on était impuissants. Qui va réparer leurs voitures ? Parfois, les voitures étaient dans un tel état que ça ne valait même pas la peine de les réparer. Tu te sens vraiment comme une merde à devoir les protéger, et eux...

129. Les colons sont entrés dans la casbah, ils ont tué une petite fille

UNITÉ : PARACHUTISTES

LIEU : HÉBRON

ANNÉE : 2002

Les Juifs sont de loin les éléments les plus difficiles à Hébron, incroyable. C'est ce que tu découvres, après toutes leurs folies, alors que tu vis là, de cette manière hallucinante, juste pour les protéger. Tu es là dans leur quartier, dans leur rue, tu portes un casque et un gilet pare-balles pendant qu'ils se promènent normalement. Puis, soudain, il se passe quelque chose, comme le meurtre d'Elazar Leibowitz, qui a été tué dans la région de Carmel, pas loin d'Hébron. Il vivait dans le quartier juif d'Hébron, puis la fureur s'est déchaînée, la folie dans les rues. Lors de son enterrement, les Juifs sont entrés dans la casbah et se sont mis à tirer en l'air. Ils ont tué une fille, un garçon de huit ans a reçu un coup de couteau dans le dos, des trucs sidérants.

Quel était votre rôle dans l'histoire ?

J'essayais de les arrêter.

Quels étaient vos ordres ?

Essayer de les arrêter par tous les moyens. La force physique... mais ils ne nous ont pas donné l'autorisation, impossible, tu ne peux pas donner l'autorisation pour ça. Le problème, c'est que même si le soldat n'a pas envie, il se retrouve à protéger les colons pendant qu'ils font des choses horribles aux Palestiniens. Parce que si un Palestinien jette une pierre, tu peux aussitôt commencer à tirer en l'air et lui lancer des grenades incapacitantes, tu peux faire mille et une choses sans que personne ne dise un mot. Mais tu ne peux rien faire à un Juif. Tu peux seulement essayer d'attraper un colon et l'éloigner de force. Et normalement, les Juifs qui vivent là connaissent les tactiques des soldats. Quand ils vont détruire une maison dans la casbah, ils entrent, détruisent un mur. Ils ont détruit la maison Sharabati[54], c'est le bazar là-bas, encore aujourd'hui. Tu n'es qu'un misérable soldat parmi des centaines d'enfants, on dirait qu'on joue aux gendarmes et aux voleurs. Un soldat se tient à l'entrée de la casbah les bras écartés, et des gamins de sept ans passent dessous en courant dans tous les sens. S'il en attrape un, quatre autres arrivent. Il n'y a rien à faire, ils entrent en courant dans la casbah. Tu essaies de les arrêter et de les protéger, parce que, après tout, c'est la casbah, mais ils rentrent quand même, ils entrent dans les maisons, cassent toutes les fenêtres, cassent tout ce qu'ils peuvent, ils détruisent tout, puis ils déclarent que la maison est à eux, ils disent qu'ils ont pris une nouvelle maison dans Hébron. Leur attitude est stupéfiante. D'un coup, la police arrive, les colons leur jettent des œufs et tu te retrouves... je me suis retrouvé dans une situation où je marchais à côté d'une femme colon, à essayer de protéger le bébé qu'elle tenait dans ses bras pendant qu'elle marchait dans la foule. On est à l'intérieur d'une maison arabe, dans la casbah. Il n'y a pas d'Arabes sur place, bien sûr, mais une centaine de gamins juifs qui ont tout cassé dans la maison. Ils ont cassé le mur, ils ont percé le mur pour créer un passage de la maison vers leur quartier, parce qu'il n'y avait qu'un mur pour séparer cette maison de leur quartier. Je suis dans cette situation folle où les policiers essaient de faire sortir les enfants

---

[54] La maison, qui borde le quartier d'Avraham Avinu, a été plusieurs fois saccagée par les colons et rendue inhabitable pour la famille Sharabati. L'armée a soudé les accès à la maison pour la première fois en 2002.

colons, et je me tiens entre la police et cette femme avec son bébé. J'essaie de les protéger, elle et son bébé, et les colons me touchent avec un œuf alors qu'ils visaient la police. Les policiers se prennent un tas de coups, la patrouille féminine spéciale se fait frapper par les filles, à l'enterrement [de Leibowitz] on se bat avec tous les colons... et le lendemain ils t'amènent de la nourriture au poste.

Que s'est-il passé à l'enterrement ?

L'enterrement était complètement dingue. J'étais à l'intérieur du poste, et à un moment les colons ont tiré vers le poste. Pas des Palestiniens... des Juifs. Par accident, parce qu'ils venaient d'entrer dans la casbah et qu'ils commençaient à tirer en l'air. Ils tiraient en pilote automatique, sans réfléchir. À cause de ça, une petite fille a été tuée et un autre garçon a reçu un coup de couteau dans le dos. Une destruction insensée.

Où était la police ?

La police ne pouvait pas contrôler les colons, c'est impossible. Ils sont partout... la police ne peut pas contrôler une centaine de gamins qui courent dans la casbah. Deux soldats essaient de bloquer l'entrée, mais c'est comme s'ils jouaient à un jeu avec des gamins de sept ans. Tu ne peux pas contrôler un enfant de sept ans.

Et si c'était une centaine d'enfants palestiniens ?

Oh, il y aurait une différence énorme, c'est exactement ce que je disais. Pour commencer, les enfants palestiniens ne feraient jamais ça. Si une centaine de Palestiniens arrivaient, alors en principe ils pourraient aussi faire ce qu'ils veulent. Mais ils ne feraient jamais ça, parce que dès que des gamins palestiniens essayaient d'infiltrer le quartier juif, il y avait des tirs en l'air, des balles en caoutchouc, il y avait de bonnes chances qu'un d'entre eux meure, alors tous les autres s'enfuyaient. Mais un gamin juif... personne ne lui tirerait jamais dessus.

Donc vous n'avez pas l'autorisation d'utiliser toutes les formes de force contre les colons ?

Juste le contact physique.

Vous ne pouvez pas les arrêter ?

On pouvait. On les arrêtait parfois, mais c'est rare. Très rare. On les traite avec trop d'indulgence. En général on ne les arrêtait pas.

Qu'ont-ils fait avec tous les gens qui se sont déchaînés pendant la manifestation ? Il y a eu des procédures contre eux ? Vous saviez qui ils étaient ?

Pas toujours. Normalement, il y a un tas de gamins des collines qui viennent d'Itamar et d'Elon Moreh, et à Hébron personne ne les connaît. Donc un groupe de gamins de seize ou dix-sept ans est venu, a semé la pagaille puis est reparti. Personne ne savait comment les attraper ni comment les localiser, et la plupart des soldats n'avaient pas la motivation pour le faire. Tu n'as pas envie de faire le flic, ce n'est pas ton travail, ce n'est pas ton problème, tu es là pour essayer de protéger les... Je veux dire, peut-être que si tu voyais des gamins jeter des pierres sur un magasin palestinien tu essaierais de les arrêter, parce que ça paraît complètement déraisonnable, mais en général tu ne fais pas trop d'efforts pour les poursuivre et les arrêter. Ça ne se passe pas comme ça. Il y avait beaucoup d'hostilité. Pendant toute la cérémonie d'enterrement, c'était le chaos dans les rues, des officiers de tous rangs se sont physiquement battus avec des colons. Les colons sont venus cracher sur le commandant de bataillon – peut-être la pire chose qu'ils pouvaient faire. Encore une fois, comme je l'ai dit, et c'est important de le dire... à Hébron, les soldats sont les plus grandes victimes. Non, les Palestiniens sont les plus grandes victimes, mais les soldats viennent ensuite. Ils se retrouvent dans cet endroit où ils doivent aller contre leur gré et soutenir les colons qui peuvent faire ce qu'ils veulent, maltraiter les Palestiniens autant qu'ils veulent. Les soldats essaient d'arrêter les colons, mais ils n'ont pas le pouvoir de le faire.

130. Les colons ont fait un trou dans son mur

UNITÉ : BRIGADE NAHAL

LIEU : HÉBRON

ANNÉE : 2006

Un autre truc terrible qui s'est passé, c'était pendant la patrouille 30, un Palestinien s'est approché du poste 38, le passage entre la casbah et la colonie juive. Il est venu et a dit : « Ils sont en train de caillasser ma maison, ils bombardent ma maison. » Je fais : « Quoi ? » Et il nous dit qu'il habite sur la route de Zahav. La route de Zahav longe Bet Hadassah, puis il y a la grande route de Shalala et la petite route de Shalala. La route de Zahav est complètement fermée, sauf tout au bout, où il y a un bâtiment juste à côté de Bet Hadassah. Toutes les fenêtres sont fermées, bien sûr. L'armée a soudé les fenêtres pour que lui et sa famille ne voient pas ce qui se passe à Bet Hadassah, mais Bet Hadassah peut voir leur mur. Le type demande l'autorisation pour entrer dans leur territoire par la route de Sirena. Il entre avec nous, et il voit l'état de sa maison, deux pièces et une chambre, et toute sa famille est dehors, tremblante. Dans un coin de sa maison, près d'un pilier en métal, on voit le trou que les colons ont fait de l'autre côté avec un marteau de cinq kilos.

C'était quand ?

Il y a juste trois mois. Chaque pierre jetée contre ce pilier en métal résonne comme une explosion. Il est juste contre leur chambre. Cet incident m'a vraiment mis en colère. J'ai appelé le commandant de ma compagnie, enragé, j'étais vraiment en colère. Je n'ai pas pu lui parler par radio, alors je l'ai appelé au téléphone. Il dit : « Rappelez-vous juste une chose quand vous parlez au coordinateur de sécurité de la colonie, rappelez-vous qu'il est de notre côté. » Le commandant de compagnie comprenait ma colère. Lui aussi était énervé, parce qu'on voyait le trou qu'ils avaient fait avec le marteau de cinq kilos.

Je veux être sûr de comprendre, ils ont fait un trou dans le mur ?

Ils ont fait un trou dans le mur et ont jeté des pierres dans leurs fenêtres. Ça m'a vraiment mis en colère.

Vous vous rappelez le nom de la famille ?

Non, mais je crois que c'était la dernière famille dans la maison. La seule qui supportait la situation.

Vous savez comment est la situation aujourd'hui ?

Non. J'ai peur de savoir s'ils vivent encore là-bas.

Il y a eu une enquête après ?

J'en doute sérieusement.

Qu'avez-vous fait, vous avez appelé la police ?

J'ai appelé Yoni[55]. Eux aussi l'ont appelé. On arrive là, je vais à la maison dans Bet Hadassah pour rencontrer la patrouille de Hadassah dans la zone et leur raconter ce qui s'est passé. Entre-temps, je vois un groupe de gamins sur le côté qui disent : « Ouais, on a explosé leur maison. » Ils sont tous super contents. À ce moment-là, j'avais envie de faire je ne sais pas quoi à ces gamins, parce qu'ils étaient tellement heureux d'avoir explosé la maison, comme si c'était ce qu'ils avaient fait de mieux. C'est l'un des trucs qui m'a dérangé le plus. Une famille tellement...

Pourquoi avez-vous appelé Yoni, quelle était la procédure ?

C'était la procédure, appeler le coordinateur de sécurité de la colonie. Et bien sûr, tu appelles la police, mais ils mettent dix ans à venir, pour des raisons évidentes.

Donc le coordinateur de sécurité était le premier à arriver ?

C'était le premier à arriver.

Qu'est-ce qu'il a dit en arrivant ?

Il a regardé la maison et il a fait : « OK, je vois. » C'est tout.

Il a parlé aux gamins ?

Peut-être, je ne sais pas.

---

[55] L'un des coordinateurs de sécurité de la colonie, un civil.

Quelle autorité a le coordinateur de sécurité d'une colonie ?

Je n'en sais rien. C'est un homme bien, il est gentil, il soutient l'armée et tout, mais d'un autre côté il fait partie de cette colonie.

Où habite-t-il ? À Bet Hadassah ?

Ouais, un de ces endroits. Il a juste... je ne sais pas pourquoi ils l'ont appelé, c'est vraiment de la blague, parce qu'il ne fait rien contre les gens de sa colonie.

Mais il a l'autorité pour le faire, la responsabilité ?

Il est assujetti au ministère de la Défense. C'est son autorité.

Mais c'est la première personne vers qui vous vous tournez s'il se passe quelque chose ?

Non, ça dépend de l'incident.

Et dans un cas comme celui-là ?

Tu te tournes vers lui et vers la police. Tu t'adresses à lui parce qu'il est de la colonie, alors il peut parler aux gamins et tout. Parce que, en fin de compte, essaie de faire quelque chose à un gamin de moins de quatorze ans. Tu n'as le droit de rien faire. Peut-être qu'il y avait des gamins de quinze ou seize ans là-bas.

Que se passe-t-il s'ils ont plus de quatorze ans ?

Et alors ?

Donc vous dites que vous ne leur faites rien non plus. Qu'est-ce que ça vous fait ?

Qu'est-ce que je peux leur faire ? Je ne suis pas, je suis désolé... Mon commandant de compagnie était vraiment remonté parce que le même jour ils lui ont dit qu'il devait rester pour protéger la maison Sharabati. Ça l'énervait beaucoup. Il avait eu des discussions avec le commandant de bataillon, le sous-commandant de bataillon et le sous-commandant de brigade pour leur dire qu'il n'était pas là pour ça. Il a dit qu'il n'était pas là pour protéger leur maison. Il était là pour

protéger la colonie juive, pas pour protéger les Palestiniens de la colonie juive. Il a répété à quel point il était irrité. Ils comprenaient qu'il n'y avait pas d'issue, alors ils ont mis en place une unité de patrouille spéciale quand les ouvriers palestiniens étaient là.

131. Arrêter les colons ? L'armée ne peut rien faire

UNITÉ : BATAILLON LAVI

LIEU : COLLINES D'HÉBRON SUD

ANNÉE : 2003

Et les agriculteurs palestiniens ?

Qu'est-ce que vous voulez dire ?

Je sais qu'il y a des conflits pour la terre dans les collines d'Hébron sud.

D'abord, ce n'était pas notre secteur, alors j'étais moins impliqué dans l'histoire des colons qui empoisonnaient les moutons. Je parle des colons de Maon. Ils disent juste : « C'est ma terre ! » et ils expulsent tous ceux qui ne sont pas juifs, OK ? L'armée ne fait rien.

L'armée ne fait rien en public ?

J'imagine. Je n'ai aucune preuve, je suppose que tout le haut commandement du secteur est au courant qu'il y a un problème. Mais comment doit-on le régler ? Est-ce qu'il y a un plan pour régler le problème ? Non, je ne pense pas. C'est comme quand j'étais à Hébron, les colons là-bas sont comme les colons à Hébron. Ils jettent des pierres, ferment la casbah et gâchent la vie des Palestiniens qui vivent là-bas, d'accord ? Est-ce que l'armée fait quelque chose ?

Non.

Exactement. C'est la même chose ici, l'armée ne veut pas de confrontation... Ils prennent le contrôle d'une maison, une maison privée où vivait la famille Muasi. Une maison palestinienne, dont les Israéliens ont juste pris le contrôle. Elle n'était pas abandonnée,

d'accord ? Ils ont simplement expulsé la famille de la maison. Et qu'a fait l'armée ? Rien... Et la famille palestinienne ? Pourquoi l'armée ne les a-t-elle pas expulsés ? Ce n'est pas comme si on n'avait pas des unités qui peuvent aller là-bas... Comment l'armée s'occuperait-elle de Palestiniens retranchés dans une maison avec des armes ? Ils feraient effondrer la maison sur eux avec un bulldozer. C'est la même chose avec tous les colons de la région. Si un colon fait quelque chose de mal, il n'y a pas moyen d'appliquer la loi. Et les colons le savent : « Et alors, tu es un soldat, tu ne peux rien faire. Appelle la police. »

Ils vous disent ça ?

Ouais. Ils disent : « Va chercher la police. » Et tu sais, tu sais que la police est déjà là. Donc tu appelles la police, mais si tu signales un Juif, la police ne vient pas. C'est la même chose avec les Arabes israéliens, j'ai eu cette réponse de la police une fois : « On ne vient pas, relâchez-les. »

132. Le commandant de brigade ne voulait pas s'impliquer

UNITÉ : ADMINISTRATION CIVILE

LIEU : HÉBRON

ANNÉE : 2001-2004

Je faisais partie de ceux qui sont entrés et j'ai vu les enfants de colons qui traînaient autour de la maison Sharabati. On avait reçu la même plainte de plusieurs endroits, de la ville d'Hébron et du Waqf. Je crois que c'était le soir, ils m'ont envoyé là-bas la nuit. J'ai reçu la plainte, alors je suis allé voir ce qui se passait. J'ai surpris ces gamins là-bas, onze-treize ans, qui jouaient dans la maison Sharabati, à l'étage. Je ne me rappelle pas exactement ce qui se passait, mais je me souviens que certains d'entre eux fumaient. C'était un repaire pour fumer du shit. J'avais toujours soupçonné qu'ils se droguaient là-bas, mais ce n'est pas important, même si c'est vrai. J'ai fait mon rapport, mais je ne pouvais pas faire grand-chose d'autre.

Vous avez fait votre rapport à l'armée ou à la police ?

À l'armée, à la police, à tout le monde.

Que s'est-il passé ensuite ?

La maison Sharabati est compliquée. Le rapport est parti chez le commandant de brigade. Le commandant de brigade a fait traîner le processus très longtemps. Vous savez, il ne l'a pas gelé, mais il ne s'en est pas occupé pendant très longtemps. Il ne voulait pas entamer une confrontation avec la colonie juive ; c'était un moment sensible, après tout le reste.

Qui était le commandant de brigade à l'époque ?

C'était XXX. Il a retardé l'affaire. Personne n'a envie d'une confrontation avec les colons. Ce sont les gens les plus proches de toi, comme ton officier des opérations, c'est comme ça que ça marche. Au début, il a temporisé et ne s'en est pas vraiment occupé, mais il y avait une pression pour qu'il agisse. Il y avait une pression verticale du conseiller juridique, qui est allé clarifier les choses, ensuite le rapport n'a pas été transmis au capitaine conseiller juridique mais à XXX, un colonel, et XXX voulait des résultats. Là, les choses ont vraiment commencé à bouger. L'armée a bloqué la maison, ils ont mis un grillage, et aujourd'hui il y a des blocs en béton. Je ne me rappelle pas, mais je crois qu'ils ont bloqué le... peu importe, et pendant une période des soldats montaient la garde. Les gens entraient tout le temps par effraction, au moins une fois par mois.

Il y avait d'autres « maisons Sharabati » ?

Non, mais je me rappelle qu'une fois les colons ont brûlé une maison palestinienne un samedi. Une maison juste en face du cimetière. Je me rappelle que des gamins, douze ans au plus, ont entièrement brûlé la maison. Je ne sais pas à quoi ça ressemble aujourd'hui. J'ai pris des photos à l'intérieur. Je suis allé à Harat a-Sheikh pour escorter le camion de pompiers, des pompiers palestiniens qui ont éteint l'incendie, parce que Kiryat Arba refusait d'envoyer son camion. C'était Shabbat, et ils ont dit qu'ils ne conduisaient pas le camion de pompiers pendant Shabbat sauf si c'était une urgence.

Pendant ce temps, la maison continuait de brûler ?

Oui. Le feu était en train de ravager une maison en face du cimetière musulman.

La maison était vide ?

Non, elle n'était pas vide. Quand ils l'ont brûlée, il n'y avait personne, ensuite j'ai assuré la coordination avec les Palestiniens pour qu'ils puissent venir récupérer ce qui restait. Je les ai escortés et je les ai aidés à déplacer leurs objets.

Qui a pris les affaires ?

Les Palestiniens qui vivaient là. C'était leur maison.

Vous dites qu'il y avait de la nourriture dans le frigo.

Une femme vivait là. Elle n'était pas chez elle quand les enfants sont entrés pour brûler la maison. Elle était dans sa famille à Abu Sneina, peut-être avec son fils ou quelqu'un de sa famille.

Elle vivait là au quotidien ?

Non. Elle vivait là, mais pas tous les jours. La maison était en ordre, propre même, mais est-ce qu'on pouvait dire qu'elle était là toute la semaine, ou tous les deux jours ? Je ne sais pas. Après l'incendie de la maison, elle n'était plus là.

Vous vous êtes occupé du marché de gros pendant cette époque ?

Le marché de gros, j'y ai fait du travail juridique... Après l'incendie, qui a eu lieu en 2003, j'ai commencé à beaucoup travailler avec les colonies juives, pas avec elles, avec leur conseiller juridique, pour faire avancer la question des colonies juives et éviter la violence en travaillant en coopération avec la police israélienne. J'étais membre de comité, un comité militaire qui réunissait l'administration civile, la police, le conseiller juridique. On voulait trouver un moyen d'enrayer la violence, qui avait beaucoup augmenté en 2003... il y a eu une explosion soudaine de la violence.

Qu'est-ce qui a provoqué cette explosion soudaine ?

Je ne sais pas trop ce qui l'a provoquée... après l'incendie de cette maison, il y a eu un week-end de violences intense, je ne sais pas pourquoi. Peut-être qu'il y a eu un attentat terroriste, je ne sais pas, mais c'est sûr qu'il s'est passé quelque chose. Alors je me suis mis en colère et j'ai appelé XXX, j'ai parlé au coordinateur des opérations auprès du gouvernement des Territoires, et ils ont décidé de mettre en place un système pour s'en occuper, mais leur système n'a pas fonctionné parce qu'il n'avait pas de mordant.

La police d'Hébron avait du pouvoir ?

Non, la moindre décision pour réguler la violence au sein de la population juive doit venir d'en haut, la police ne peut rien faire. Tu dois juste décider, le commissaire de police doit dire : « Stop. » Et personne ne...

Mais il y a un représentant de la police dans le comité ? La police ne se plaignait pas de son manque de moyens ? Ils ne disaient pas qu'ils ne pouvaient pas travailler dans ces conditions ? Qu'ils avaient besoin de renforts ? Le représentant n'a pas dit ce genre de choses au comité ?

Non, il n'a rien dit de ce genre. La police se plaint toujours du manque de moyens, toujours, mais... Quelles étaient les plaintes du comité ? Le manque de moyens, alors ils ont discuté des jours où il leur fallait des hommes supplémentaires ou non, comment renforcer le commissariat, comment ne pas le renforcer – des questions administratives. J'étais impuissant, je n'avais vraiment pas mon mot à dire.

133. Ils ferment les magasins palestiniens même sans injonction

UNITÉ : ADMINISTRATION CIVILE

LIEU : HÉBRON

ANNÉE : 2001-2004

L'administration civile a un très mauvais rapport avec les colons.

Pourquoi ?

Ils nous traitent comme une autorité palestinienne.

Et l'armée ?

Je vous ai dit, le coordinateur de sécurité de la colonie est comme un officier des opérations. Il entre dans le bureau du commandant de brigade quand ça lui chante, comme ça lui chante. Ils se parlent tout le temps. C'est comme ça. Il participe à tous les points sur la situation, à toutes les discussions, il est au courant de plein de choses à l'avance.

Quel pouvoir ont les coordinateurs de sécurité sur les décisions prises pendant les réunions ?

Ils représentent une force de sécurité, ils sont traités comme tels. Ils constituent une équipe d'alerte qu'on traite comme une force de sécurité. Ils émettent beaucoup de requêtes pendant les réunions, un tas de requêtes.

Vous avez assisté à ces réunions ?

Très souvent.

Vous vous souvenez de requêtes spécifiques ?

Je n'étais pas avec XXX, seulement avec XXX. Des requêtes spécifiques ? Je crois qu'après la route des Pèlerins[56], il y a eu des discussions sur armes ou pas d'armes, combien d'armes et comment les utiliser... ils ont discuté de ces choses-là.

Ils discutaient des armes qu'ils allaient recevoir ?

L'entraînement des forces d'alerte. Des détails militaires techniques.

---

[56] Le 15 novembre 2002, un attentat terroriste a eu lieu sur ce qu'on appelle la « route des Pèlerins », dans lequel douze Israéliens – des soldats et des colons – ont été tués. La route est un raccourci qui relie Kiryat Arba au tombeau des Patriarches.

Il y avait des requêtes concernant la fermeture des magasins et des routes palestiniennes ?

Non, pour commencer, ce sont des lettres internes qui circulent dans la colonie. Ils remettent ces lettres personnellement au commandant de brigade, et pendant la réunion d'évaluation de la situation, ils exposent leurs plaintes. La lettre va directement au commandant de brigade, tu ne la vois pas, mais tu sais quelle existe. Eh oui, les colons se sont énervés plus d'une fois pour l'ouverture des magasins palestiniens dans la zone des routes de Shalala, il y a eu une période où on a essayé d'ouvrir les routes de Shalala et c'était très désagréable, les colons se montraient très désagréables pendant cette période. Pendant une réunion, ils ont exigé un repérage de la casbah. Les colons disaient que l'armée devait repérer la casbah pour voir quelles familles y vivaient. Et ils l'ont fait.

Donc leurs demandes sont acceptées ?

Oui, oui.

Ils ont fait un repérage...

Ça a commencé par là. Oui.

C'était quand ?

Ça a commencé en 2003. Je ne me rappelle pas ce qui se passait à l'époque, mais il y avait une raison. Personne n'a dit quelle était cette raison, mais c'était au moment où le comité pour l'amélioration de la vieille ville et l'Autorité palestinienne ont décidé d'embourgeoiser le quartier. C'était vers la fin 2002, ils venaient de recevoir de l'argent du gouvernement suédois, alors ils ont décidé d'embourgeoiser le quartier. Quand on regarde, fin 2002, début 2003, on voit plein de familles des camps de réfugiés, d'al-Fuar ou ailleurs, qui viennent vivre ici. Il y avait plein d'argent là-bas.

Quels étaient les rapports entre les colons et la police ?

Dans la ville elle-même, ils ne sont pas très amicaux, mais plus on monte dans la hiérarchie, plus les relations sont amicales. Allez voir le commissaire à Etzion, vous verrez qu'ils ont de bons rapports. Les

rapports amicaux n'existent pas au plus bas niveau, du moins d'après ce que j'ai vu. Ils n'étaient pas amis avec les [policiers] druzes. Mais plus haut, si.

Comment cela se traduit-il ?

Je ne sais pas, je ne suis jamais resté à Etzion et je n'ai jamais parlé au commissaire au téléphone, mais je savais, j'ai vu les lettres que les colonies lui envoyaient, ça veut dire qu'il savait, il était en contact avec les colons. Mais je ne sais pas comment ça se traduisait.

Comment le mouvement à Hébron a-t-il été contenu ? Comment avez-vous agi ?

C'était avant mon service. Quand je suis arrivé, la rue Shuhada était déjà morte, la seule chose qui a changé dans le quartier de Shuhada pendant que j'y étais, c'est que les tuiles de Fedesco [une station-service palestinienne fermée en 2000] sont tombées. C'est tout. À part ça, rien n'a changé pendant mon service là-bas.

Un danger pour la sécurité publique...

Oui, on ne sait pas trop qui les a jetées, mais on les a ramassées.

C'est-à-dire que quand vous êtes arrivé là-bas, la rue Shuhada était fermée aux piétons palestiniens. C'est encore...

Oui, c'est encore la situation actuelle.

Quand vous êtes arrivé sur place, qui vous l'a expliqué ?

Ce n'est pas quelque chose qu'on m'a expliqué – tu t'en rends compte par toi-même. Personne ne disait rien, ne te montrait rien. Après que Moshé « Boogie » Yaalon[57] est arrivé à la brigade, ils sont allés réorganiser des magasins qui avaient été fermés, avec ou sans injonction. Quand il est arrivé en 2003 et qu'il a nommé XXX, ce n'est qu'à ce moment-là qu'on a vu où il y avait une injonction et où il n'y en avait pas. Avant ça, il était plutôt naïf de penser qu'il y avait

---

[57] Le chef d'état-major de Tsahal à l'époque.

vraiment une injonction.

Qu'est-ce que vous voulez dire ?

Bougui est arrivé en 2003, je ne me rappelle pas, il y a eu un changement politique, il s'est passé quelque chose, je ne me souviens pas, qu'est-ce qui s'est passé en 2003 ? Peut-être que c'était la hudna[58], il y a eu un changement politique et il a visité les brigades, j'ai fait la présentation pour l'administration civile.

Une présentation sur quoi ?

Je ne me rappelle pas, plein de trucs, la fonction de l'administration civile, etc. Tout, en gros. Il a posé des questions sur la manière de calmer la situation à Hébron, et j'ai évoqué les fermetures. Ensuite il est venu à...

Quel genre de fermetures ?

Fermer les magasins et les rues avec des injonctions, rendre les choses officielles. Ce n'est qu'à ce moment-là qu'on a pris conscience du problème.

Conscience que les magasins et les rues avaient été fermés sans injonction ?

Oui.

Et qu'avez-vous découvert pendant l'enquête ? Quels endroits avaient une injonction ?

Aucun.

Aucun, y compris les magasins et les rues ?

Oui.

Alors ils ont émis des injonctions ?

Ça dépend, dans certains cas oui, dans d'autres non. Alors tu

---

[58] Une trêve négociée entre Israël et le Hamas en 2003.

transmets le cas au conseiller juridique, qui dit où c'est possible de fermer les magasins et où ça ne l'est pas, où il y a un besoin de sécurité immédiat et où c'est juste un besoin de sécurité normal... Il hiérarchisait les besoins de sécurité, comme des anneaux autour des colonies juives. À la fin, c'est comme ça qu'ils ont émis les injonctions.

Pour quels endroits ont-ils émis des injonctions ?

Je ne me rappelle pas, c'était sélectif. Ils ont émis des injonctions pour toutes les zones proches des colonies, je ne me rappelle plus trop.

Vous vous souvenez s'ils ont émis une injonction pour la rue Shuhada ?

Je ne me souviens pas d'une injonction pour la rue Shuhada.

Donc elle reste fermée sans injonction.

S'il y a une injonction aujourd'hui ? Je ne sais pas. Pendant mon service, je n'ai pas entendu parler d'une injonction.

Voilà la question : Vous menez une enquête dont le but est de...

L'objectif premier de l'enquête était d'alléger les choses pour la population palestinienne d'Hébron, à la lumière de la hudna et des autres événements politiques qui avaient eu lieu, ne me demandez pas lesquels. J'étais responsable de ça, j'ai fait un repérage de H2[59], [pour savoir] où il y a des injonctions, où il n'y en a pas. J'ai présenté mon rapport pendant une réunion, où le chef d'état-major a dit que les résultats que j'avais obtenus étaient impossibles, alors Boogie Yaalon a dit au commandant de brigade de vérifier, et lui aussi a découvert qu'il n'y avait pas d'injonctions. Il avait deux semaines pour vérifier, puis est arrivée la réunion d'évaluation de la situation devant le général du commandement central, je ne sais pas ce qui s'y est passé, je n'y étais pas. Puis, peu à peu, ils ont commencé à émettre des injonctions. Le commandant de brigade a émis toutes celles qu'il pouvait pendant quatre-vingt-dix jours, dans des zones très limitées. Ensuite

---

[59] La zone d'Hébron sous contrôle israélien.

ils ont commencé le travail administratif, qui a pris très longtemps, je ne sais pas s'il est fini aujourd'hui. À la fin, les choses sont restées telles quelles, même pour les endroits qui n'ont pas d'injonctions. La seule exception était pour les routes de Shalala.

Les routes de Shalala, c'est la seule chose qui a changé.

Les Shalala... personnellement, je trouvais que c'était un grand pas qu'elles aient rouvert. Je n'oublierai jamais le jour, un vendredi, où on a reçu l'autorisation d'ouvrir les routes de Shalala dès le dimanche.

Qui a donné l'autorisation ?

Le général du commandement central. Il a demandé à tout le monde par radio de dire aux commerçants de se rendre sur la gauche de la place, près du poste de police. Il y a six mille, huit mille personnes, et je leur crie dans le mégaphone de la jeep, tout seul, sans escorte militaire, rien, comme un fou tout seul, je leur dis qu'ils peuvent ouvrir leurs boutiques. Je crois que c'était un dimanche ou un lundi. En fait, c'était une scène très agréable.

À part les routes de Shalala, les endroits qui n'avaient pas d'injonction et qui n'en ont pas reçu pendant la réorganisation sont restés fermés ?

On n'a pas fini la réorganisation pendant mon service là-bas, et je ne sais pas comment est la situation aujourd'hui, mais oui, ils sont restés fermés, sans injonction. Ça, j'en suis sûr.

Et les maisons fermées, ou les habitants qui n'avaient pas le droit de rentrer chez eux s'ils habitaient près d'Avraham Avinu, par exemple ?

Vous parlez des soudures? Oh... les soudures se faisaient sans injonction, puis elles se faisaient avec une injonction. Quand on a vu que des endroits étaient à nouveau soudés sans injonction, ils ont commencé à émettre des injonctions qui, si je ne me trompe pas, venaient du commandant de brigade. Mais quand ils sont venus souder les maisons, elles étaient déjà scellées, alors ils recommençaient. À ce

moment-là, plus personne n’habitait ces maisons.

134. À chaque fois qu’ils allaient évacuer l’endroit, un ordre arrivait du ministre de la Défense

UNITÉ : ADMINISTRATION CIVILE

LIEU : HÉBRON

ANNÉE : 2002-2003

Qu’est-ce que vous vous rappelez de Hazon David[60] *?*

À part les nuits à Hazon David, elles m’ont achevé...

Les évacuations ont commencé pendant votre service là-bas...

Je me rappelle que je les ai évacués plusieurs fois. À chaque fois, on essayait de les piéger d’une manière différente, vous vous rappelez ? C’était n’importe quoi. Leur montrer qu’ils se faisaient évacuer ? On essayait toutes sortes d’astuces, ça ne marchait jamais.

Racontez une histoire.

Il n’y a pas vraiment d’histoire, Hazon David est toujours là.

Comment ont commencé les évacuations ? Quand ? Pourquoi est-ce que ça n’a jamais vraiment été évacué – comment ça s’est passé?

D’abord, je ne me rappelle même pas combien de fois ils m’ont dit d’évacuer l’avant-poste de Hazon David, mais au moins plusieurs, je crois. Il y a un jugement à ce sujet.

Quand a été fondé Hazon David ?

Je ne me rappelle pas exactement. Pendant mon service là-bas, fin 2002, début 2003, quelque chose comme ça. La raison pour laquelle

---

[60] Un avant-poste illégal à Hébron, dont on a ordonné l’évacuation et la destruction... plus de trente fois.

ils l'ont créé est claire. Ils ont toujours rêvé de relier la porte ouest de Kiryat Arba à la colonie juive. Ils te le disaient en face. La raison pour laquelle ils faisaient ça était claire. Hazon David est une histoire merdique... à chaque fois que l'armée allait l'évacuer, le ministre de la Défense donnait l'ordre de ne pas le faire. À chaque fois qu'ils l'évacuaient, l'avant-poste réapparaissait, toujours la même histoire. Je ne sais pas quelle était l'embrouille là-bas. Si je servais les intérêts de la colonie, j'aurais pu vous raconter l'histoire, mais ça ne m'intéressait pas. Je ne sais pas ce qui s'est passé là-bas.

Il y a eu des fois où vous êtes allés évacuer Hazon David et où le ministre de la Défense vous a ordonné de ne pas le faire ?

Le soir où on était censés l'évacuer, ils ont annulé l'opération une fois, ils l'ont annulée une deuxième fois, et la troisième fois on l'a évacué, mais l'avant-poste a été remis en place le lendemain. Je ne me rappelle pas ce qui s'est passé là-bas. J'ai perdu tellement de nuits à Hazon David.

Vous saviez depuis le début que l'avant-poste se trouvait sur un terrain palestinien privé ? Une propriété privée ?

Ce n'est pas pertinent, je ne me rappelle pas, je ne sais pas quoi vous dire. Je ne sais pas à qui appartenait la terre, je ne me rappelle pas. Mais ça n'a pas d'importance.

Pourquoi Hazon David n'est-il toujours pas évacué, vous avez une idée ?

Parce que... écoutez, voilà ce qui s'est passé. Mi-2003, plusieurs membres de la Knesset ont visité la colonie juive d'Hébron, après que Hazon David avait été créé, vous pouvez vérifier les documents. J'ai escorté leur visite. Tzachi Hanegbi était là, Ruby Rivlin[61] et toutes sortes de gens comme eux. Et il y avait Hazon David, un fait établi. Écoutez, quand on reçoit une légitimation verbale d'un membre de la Knesset...

---

[61] Membres du gouvernement, du Likoud, le parti de droite.

Des membres de la Knesset ont rendu visite aux colons ?

Ils ont visité toute la colonie juive, ils ont fait le tour, la porte ouest, ils ont vraiment fait le tour complet.

Ils sont venus à Hazon David et ont dit...

Je me rappelle que Tzachi Hanegbi a dit que l'un des buts était de relier la porte ouest à la colonie juive. Il a dit ça aux chefs de la colonie. Regardez dans un journal, Haaretz, de cette période et vous verrez. À un moment en 2003.

135. Ils m'ont craché dessus et m'ont insulté

UNITÉ : RENSEIGNEMENTS SUR LE TERRAIN

LIEU : ELON MOREH

ANNÉE : 2006

Au bout de plusieurs mois à accomplir diverses missions, vous avez suivi la formation de commandant d'équipe, puis vous êtes parti à Naplouse. Quel genre d'opérations meniez-vous là-bas ?

On était aussi à Elon Moreh, là-bas les opérations consistaient à protéger la colonie elle-même, à la défendre contre l'activité terroriste.

Comment faites-vous ça ?

On surveille les montées qui mènent à Elon Moreh, et tous ceux qui s'approchent de la colonie par en bas sont suspects.

Qu'est-ce que vous leur faisiez ?

Je peux vous raconter des histoires de ce secteur, mais pendant mon service là-bas, personne n'est monté à Elon Moreh.

Mais quels étaient les ordres si quelqu'un s'approchait ?

Si tu identifies un suspect, tu tires pour tuer. S'il est armé... tu tires pour tuer. Si c'est juste quelqu'un... tu déploies les unités, le coordinateur de sécurité de la colonie, tous ceux dont tu as besoin.

Vous déployez une unité civile ?

Le coordinateur de sécurité est comme un employé de Tsahal. En tout cas, il est lié à l'armée et il reçoit tous les rapports radio.

En théorie, si vous voyez une personne monter la côte sans rien sur lui, vous informez le coordinateur de sécurité ?

Non, d'abord tu informes le centre d'opérations de la brigade. Mais le coordinateur est le premier à réagir, c'est son rôle dans la colonie. Je peux vous dire qu'une fois on a identifié des hommes armés qui montaient la côte, mais il se trouve que c'étaient des gens de la colonie qui avaient décidé d'entraîner leurs enfants là, une sorte de camp d'entraînement où ils leur apprenaient à s'introduire discrètement dans des endroits. Ils ne se sont pas coordonnés avec l'armée, bien sûr, et ça a créé un sacré bazar.

Qui était armé ?

Les adolescents et leur éducateur.

Quel âge avaient les adolescents ?

De quinze à dix-sept ans, quelque chose comme ça.

Et que s'est-il passé ?

On l'a rapporté au centre d'opérations, ils ont envoyé une équipe et à la fin tout s'est bien passé, je ne me rappelle pas exactement ce qui est arrivé, mais les gars qu'on avait identifiés étaient israéliens, alors il ne s'est rien passé. C'était assez stupide de leur part de faire quelque chose comme ça, parce qu'une autre unité leur aurait tiré dessus.

Quelles autres missions meniez-vous à part ça ?

Depuis le poste d'Elon Moreh, tu surveilles aussi les quartiers est de Naplouse, et là tu accompagnes essentiellement des arrestations. La distance est assez importante, donc en gros tu assures la sécurité sur les toits, les fenêtres et tu accompagnes les arrestations. Et bien sûr, sécurité volante.

Qu'est-ce que ça veut dire ?

C’est une mission fixe, ce n’est le résultat de rien de spécial, c’est juste une unité militaire qui protège les colonies, qui assure la sécurité des colonies environnantes, qu’il s’agisse de Gidonim, Yitzhar, Har Bracha ou Elon Moreh elle-même. Essentiellement de la sécurité volante. C’est plus ou moins le genre d’opérations qu’on avait là-bas.

Et vous avez assisté à des actions de colons dans la région ?

Une fois, par exemple, on était censés assurer leur sécurité pendant une randonnée un matin de Shabbat, dans la vallée entre deux villages. Toute une compagnie a été affectée à leur randonnée rien que pour assurer leur sécurité. Vraiment, je parle de familles qui vont pique-niquer. Une unité militaire les a escortés parce que leur randonnée traversait une zone palestinienne. On assurait leur sécurité.

Ils ont vraiment mis en place une unité de reconnaissance et une escorte juste pour la randonnée ?

Oui.

Vous étiez stationnés précisément à Elon Moreh ?

Une partie de l’unité était à Elon Moreh, l’autre dans la brigade centrale.

Il y a eu des missions où vous étiez stationnés à Yitzhar, par exemple ?

Oui. L'unité stationnée à Elon Moreh reste à Elon Moreh. Elle n’en bouge pas. L’unité de la brigade centrale va à Yitzhar, Har Bracha, Gidonim, un tas d’endroits dans le secteur.

Vous avez rencontré une véritable activité terroriste pendant que vous étiez dans ces colonies ? Des tentatives d’incursion, des actions pour brûler leur terre ?

Non. Je ne suis pas resté longtemps. J’imagine qu’il y a eu des histoires de ce genre, mais pas pendant mon service.

Et le contraire ? Les colons contre les Palestiniens ?

Non. Pas pendant mon service. Mais il y avait des histoires qui

circulaient... c'était une période relativement sensible en ce qui concerne les relations de Tsahal avec les colons, parce que c'était après le désengagement. Je me souviens d'une histoire. Je n'étais pas là quand c'est arrivé, mais J'ai entendu dire que le sous-commandant de la brigade régionale de Samarie est arrivé à un séder[62] de Pessah avec un œil au beurre noir que lui avait fait un colon. Il y avait un tas de confrontations comme celle-là. Ce genre de choses arrive, même si personnellement je n'y ai pas assisté. Il y a des histoires sur des colons qui vandalisent du matériel militaire, crèvent des pneus, et il y a eu une histoire terrible à Yitzhar, qui a conduit l'armée à retirer son détachement de sécurité de la colonie. Des colons masqués se sont approchés de la porte, il y avait un soldat du détachement de sécurité, les colons masqués l'ont frappé et lui ont pris sa radio. Ça s'est passé quelques mois avant mon arrivée, je crois. Mon expérience personnelle, c'est que, une fois, à Elon Moreh, j'allais courir dans la colonie quand j'ai reçu un crachat et je me suis fait insulter. Les colons disaient des choses du genre : « Un Juif n'expulse pas un Juif », etc. C'est vraiment hypocrite, parce que d'un côté ils t'amènent du gâteau, et de l'autre tu sens la tension et tu supportes ce que tu supportes. Si je voulais que quelqu'un m'amène depuis le carrefour de Tapuach, ce qui est interdit mais tout le monde le fait, un habitant de l'une des colonies s'arrêtait, et la première question qu'il te posait, c'est où tu étais pendant le désengagement. C'est un peu le ticket pour monter dans sa voiture. Soit tu te justifies, soit tu caches des informations, soit tu fais ce que j'ai fait : tu claques la portière et tu lui dis de continuer sa route.

Vous en avez parlé à vos supérieurs ? Que les colons vous crachaient dessus.

Tu leur racontes ce qui s'est passé, mais le sous-commandant de brigade s'est fait frapper par des colons à Yitzhar. Tout le monde sait que la situation est tendue. Naplouse, Elon Moreh, Gidonim, Itamar et Yitzhar sont connus pour avoir été les secteurs les plus durs, vraiment un endroit difficile. 'Ariel n'est pas comme ça. Tu connais le caractère

---

[62] L'un des événements rituels de la fête de Pessah. (N.D.T.)

de la population, alors tu essaies de causer le moins de frictions possible. Les colons visitaient les postes, alors l'armée a interdit aux civils d'Elon Moreh de s'approcher des postes. Il y en a plusieurs par là-bas, et je crois que l'ordre les concernait tous.

136. Ils piétinent les mitsvot et la morale

UNITÉ : UNITÉ DU PORTE-PAROLE DE TSAHAL

LIEU : YITZHAR

ANNÉE : 2005

Pendant votre service, y a-t-il eu des incidents inhabituels qui vous ont vraiment laissé une impression... ?

Oui. Le premier a été l'évacuation de l'avant-poste de Shalhevet Yitzhar, le 3 janvier 2005. C'est la première fois qu'il y a eu de vraies photos de l'événement. Je n'avais jamais rien photographié de vraiment journalistique avant, où les événements étaient si intenses et si détaillés. Vous voulez que je vous décrive ce qui s'est passé ?

Oui. Pourquoi avez-vous choisi cet événement en particulier ?

Parce que l'incident m'a affectée personnellement, parce que j'étais impliquée, je n'étais pas juste une spectatrice. Et aussi parce que c'est vraiment la première fois que je me suis retrouvée dans une situation aussi intense, ça m'a poussée à m'intéresser à la situation politique du pays. Pourquoi sommes-nous comme ça, comment en sommes-nous arrivés là, qui sont ces colons, comment sont-ils devenus aussi puissants, qui sont ces gens, que se passe-t-il là-bas ?

Vous ne saviez pas tout ça avant ?

Ça m'intéressait, mais ce n'était pas ma principale préoccupation, je n'allais pas lire des livres sur le sujet. Maintenant, j'en suis au point où chaque – enfin, ça n'exprime pas vraiment le problème – mais chaque fois que je vois un colon dans la rue, je me retourne... Donc, que s'est-il passé là-bas ? Je suis arrivée le matin avec l'équipe de photographie – un cameraman, un preneur de son et une photographe.

J’étais la photographe, on est partis avec un convoi de soldats de la colonie, depuis la grille de la colonie jusqu’à l’avant-poste qui se trouvait un peu plus bas. Bon, à un moment on s’est trouvés séparés du convoi. En bref, il y a une pente qui descend vers l’avant-poste, qu’ils évacuaient et où il y avait un bazar sans nom. Quand on est arrivés, c’était le chaos, les coups pouvaient, c’était le massacre.

Entre Tsahal et les colons ?

Entre Tsahal et les colons.

La police était là ?

La police était là, ils avaient amené un tas d’engins lourds pour évacuer l’avant-poste, qui se résumait à une caravane. Puis à un moment, on s’est retrouvés séparés sur la pente. Les soldats se sont éloignés de nous pendant qu'on descendait. L’équipe photo ne bougeait pas, le cameraman et le preneur de son se tenaient en haut de la pente et ils filmaient quelque chose qui ne m’intéressait pas, alors j’ai commencé à descendre. J’étais seule, j’avais un appareil photo et un uniforme, ils ont vu que j’étais une soldate. Pendant que je descendais, cinq ou six colons sont arrivés, ils m'ont entourée et se sont mis à me crier dessus. L’équipe photo ne me voyait pas, les colons m’entouraient et me criaient dessus, je ne pouvais pas dire un mot, je suis restée là sans bouger et sans rien dire. J’avais deux appareils photo, un autour du cou et l’autre à l’épaule, et à un moment l’un des colons a attrapé celui qui pendait à mon épaule et a tiré. J’ai tiré, il a tiré. Ça a continué pendant une dizaine de secondes, sauf qu’il était plus fort. Il l’a pris, s’est enfui et voilà. Ensuite je me suis mise à crier, je crois. J’étais plutôt choquée.

Ils vous ont touchée ?

Non, mais la situation faisait peur. Ils m’ont entourée et je ne pouvais pas parler ni bouger. Mais je me rappelle que j’ai été plus choquée par ce qu’a fait un soldat. Il y avait un soldat près de moi, j’ai commencé à lui dire : « Aide-moi, ils m’ont volé mon appareil photo », et en gros il – j’imagine qu’il avait peur, parce qu’il n’a rien fait –, en gros il est parti.

Il est parti ?

Oui, il est parti. Ensuite j'ai commencé à crier à mes amis de l'unité : « Venez voir », et ils se sont mis à courir.

Comment avez-vous continué à travailler ensuite ?

J'avais un autre appareil photo.

J'imagine que vous n'avez pas photographié la foule.

En fait, ça m'a donné envie. Je voulais encore plus prendre des photos après, parce que ça m'avait mise hors de moi. Ensuite je... j'étais toujours sous le choc, mais j'étais hors de moi, ils m'énervaient. Qu'est-ce que ça veut dire ? Toute cette morale qu'ils prétendent avoir, ils la jettent juste comme ça. Toutes ces mitsvot[63] et cette morale au nom desquelles ils font tout ça, ici, ils les piétinent. Vous voyez?

137. Dans l'administration, les colons font ce qu'ils veulent

UNITÉ : ADMINISTRATION CIVILE

LIEU : GÉNÉRAL

ANNÉE : 2000-2002

Vous avez eu affaire aux questions qui touchaient aux avant-postes et à la terre ?

Non. Personnellement non, c'était le domaine de toute l'administration. Mettons que 90 % du travail se fait au niveau du quartier général, dans la branche des infrastructures. Le chef des infrastructures, un lieutenant-colonel, a été arrêté. C'était un colon. Il a été arrêté parce qu'il a vendu des terres, dont les propriétaires étaient absents, à des Juifs. Là-bas, tout est corrompu jusqu'au trognon, parce que ce sont des colons qui font tout ce qu'ils veulent.

---

[63] « Bonnes actions » en hébreu. (N.D.T.)

Les gens qui travaillent là ?

Oui. C'est choquant. Vraiment. Je pense que tout le monde le sait. Je ne comprends pas pourquoi il n'a été arrêté que maintenant.

138. Évacuer un avant-poste ? Ça prend des années

UNITÉ : ADMINISTRATION CIVILE

LIEU : GÉNÉRAL

ANNÉE : 2007

Tu reçois des appels de chefs de colonies : « Pourquoi vous avez fait ci, pourquoi vous avez fait ça ?... »

Comment ça ?

Ils veulent savoir pourquoi nous n'approuvons pas tel ou tel plan de construction, ou pourquoi la construction est retardée.

Le BCD approuve les plans de construction ?

L'administration sert d'autorité de planification, elle est responsable de la planification et de la construction dans les Territoires, comme son nom l'indique, l'administration civile. On recevait aussi des plaintes de l'autre côté : pourquoi vous n'évacuez pas cet avant-poste, pourquoi vous n'évacuez pas celui-là ?

Des plaintes de...

D'organisations de gauche, oui. Pourquoi l'administration n'évacue-t-elle pas telle ou telle maison ? Dans l'administration civile, on voit vraiment toutes les complexités d'une question, parce qu'on s'occupe de tout ce qui se passe sur place, on reçoit des rapports sur tout ce qui se passe. Tu vois la bureaucratie, à quel point l'administration est fermement retranchée. On est là depuis quarante ans, bon sang... annexez ou partez. Israël ne peut pas continuer comme ça, il y a tellement... Vous savez que la loi dans les Territoires n'est pas israélienne. Elle est jordanienne.

Jordanienne ? Je croyais que c’était un hybride de loi israélienne...

Non, c'est comme ça, c’est la loi jordanienne.

Pour quels cas ?

Pour tous les cas. Peu importe lesquels.

Les affaires pénales aussi ?

Aussi. Mais les ordonnances de sécurité signées par le major général, les injonctions du major général peuvent passer outre la loi jordanienne. En gros, le major général dirige la région. Bon, pour les questions de planification et de construction, la loi est jordanienne dans tous les cas. C’est-à-dire que pour tout le processus des permis de construire – pas tous, il y a aussi des ordonnances qui arrivent après – , mais la loi jordanienne reste la fondation.

Vous apprenez vraiment la loi jordanienne ?

Non. Mais certaines autorités de l’administration le font. Le département de planification la connaît parfaitement. Alors tu comprends qu’en gros... c’est comme un purgatoire qui dure depuis quarante ans. Il te faut une infinité d’avis juridiques sur chaque sujet, et rien n’est jamais fait. Il y a une telle agitation qu’à la fin tu t’énerves, même si tu fais partie du système. « Allez, décidez-vous, bon sang ! » L’administration ne décide rien.

Qu’est-ce que vous voulez dire par là ?

Ils ne décident rien, ils discutent, ils discutent, ils discutent sans jamais prendre de décision.

Des décisions à quel sujet ?

Tous les sujets : construction, planification, eau, électricité.

Mais en ce qui concerne les avant-postes illégaux, d’après ce que je vois sur le terrain, c’est assez rapide.

C’est compliqué. Très compliqué.

Quoi ? Pour les routes, l'électricité...

Évacuer un avant-poste, c'est compliqué... très compliqué. Il faut soumettre des injonctions, puis ils peuvent faire appel de l'injonction, ensuite ça passe devant le comité d'appel militaire, ça reste bloqué là pendant des mois, parfois. Et une fois que tu reçois l'approbation pour évacuer, ils vont à la Cour suprême. Et là il faut attendre que la Cour suprême ait terminé. C'est compliqué et tu te dis : « Je vais prendre un bulldozer et le détruire moi-même pour mettre un terme à tout ça. » Il y a des avant-postes qui génèrent sept, huit, neuf, dix classeurs de correspondance juridique. L'avant-poste de Beruchin a... dans mon bureau, il y avait dix classeurs et le conseiller juridique en avait encore plus.

Le processus d'évacuation est vraiment si compliqué ?

Oui. Ce sont des processus légaux compliqués, il faut prouver beaucoup de choses pour qu'ils vous laissent évacuer.

Mais vous avez des cartes qui montrent que les avant-postes ne sont pas sur votre terre... ce n'est pas simple ?

Pas du tout. Il y a beaucoup de choses que je ne peux même pas vous expliquer.

Vous vous êtes occupé des avant-postes dans les collines d'Hébron sud, par exemple ?

Pas trop. Je m'occupais plus de Beruchin... en principe, il y a plusieurs types de terre. Il y a la terre d'État, abandonnée en général et gérée par l'autorité des terres d'Israël. Et puis il y a les terres privées – juives et palestiniennes.

En termes juridiques, le premier type de terre est-il le même, mettons, que dans les régions de Hadera et de Modi'in, à Netanya et à Rishon Lezion[64] *?*

La terre d'État ? En termes de planification et de construction ?

---

[64] Des villes d'Israël.

Oui.

Non. Il y a plusieurs autres choses. On ne peut pas construire une maison dans les Territoires comme à Hadera.

Quelle est la différence ?

Il faut l'accord du ministre de la Défense et un tas de choses comme ça. Mais les avant-postes les plus problématiques sont ceux construits sur des terres privées palestiniennes. Ça devrait être plus simple, en fait, mais c'est beaucoup plus compliqué. Mettons que je construise une maison sur la terre d'État... l'État vient me faire un procès parce que j'ai construit une maison illégalement, mais il ne s'en préoccupe pas vraiment. C'est moins problématique. Le problème le plus urgent est d'évacuer les avant-postes sur les terres privées palestiniennes. Et mener toutes les procédures rapidement est impossible.

Pourquoi ?

C'est impossible. Parce que c'est protégé par la loi. Je vous présente une injonction d'évacuer la maison, vous me dites : « J'ai la preuve que la terre et la maison sont à moi. » Venez le prouver. Vous me soumettez la preuve et je dois attendre.

Mais la preuve... quelle preuve ?

Les preuves ne sont pas définitives, parce que n'oubliez pas que les cartes de 1948 ne sont pas exactes. C'est-à-dire que les cartes qui montrent la délimitation des terres ne sont pas exactes.

Mais vous avez des cartes...

Elles ne sont pas précises.

Et le BCD n'a pas...

Il n'existe pas de carte précise.

Alors comment pouvez-vous faire votre travail ?

Il existe de vieilles cartes, il y a ce qu'on appelle « l'équipe de la ligne bleue ». L'équipe de la ligne bleue est une unité qui redéfinit les

frontières, avec des corrections, de toutes les terres dans les Territoires. En fin de compte, elle est censée redéfinir les frontières, pas pour les zones où il n'y a pas de conflit, mais dans la majorité des zones à problèmes. Par exemple, il y a des colonies qui ont été construites sur la base d'injonctions militaires. C'est un tout autre problème.

Des colonies sur la base d'injonctions militaires ?

Ma'ale Efraim... une injonction militaire de saisie.

Qu'est-ce que ça veut dire ?

Une injonction de saisie. L'armée prend possession de la terre.

Mais il y a une base là-bas.

Non, ils ont construit une colonie.

Avec le soutien de l'armée ?

Sur la base d'une injonction signée par le major général. Le major général a signé l'injonction de saisie pour une certaine portion de terre, et ils y ont construit une colonie.

C'est un processus qui avance rapidement ?

Oui. Bien plus rapidement. Dès que l'injonction est signée, il suffit de soumettre les plans de construction, qui sont approuvés sur la base de l'injonction. Parce que c'est une injonction de saisie. S'il s'agit d'une procédure civile, c'est bien plus compliqué.

Mais l'injonction fait autorité sur quelle terre ?

Seulement sur la terre d'État.

Il y a plus de terre d'État que de terre privée ?

Oui, beaucoup plus.

Mettons que je vienne vous voir avec un groupe de personnes et qu'on veuille fonder une colonie. Que se passe-t-il si je viens sans

injonction ?

Sans injonction ?

C'est ça. Ce n'est pas une longue procédure ? Vous me suggéreriez de le faire avec une injonction ?

Mais ils ne donnent pas d'injonctions. Elles n'existent plus, elles ne concernent que les bases. C'est un problème juridique d'approuver une injonction pour construire une colonie. Maintenant il y a seulement une procédure juridique.

Qui est la même pour tout le monde ?

Oui. Mais les chances que votre plan de construction soit approuvé dans les Territoires sont très faibles, parce qu'il y a toujours des terres privées au milieu. Mettons que c'est la terre pour ma colonie. J'ai mis au point un plan sur toute la terre, mais il y a une terre privée... ils n'approuveront pas le plan. Essayez de trouver un terrain qui ne contient pas de terre privée. Bonne chance.

Mais on construit quand même des colonies.

Ils ne construisent plus de colonies légales.

Et les quartiers d'Efrat, par exemple ?

Je ne me rappelle pas exactement quel est le statut d'Efrat.

Ça se fait colonie par colonie ?

Oui, mais le plan de construction existe, donc il n'y a aucun problème pour y faire des ajouts. Si vous avez un plan de construction approuvé, alors il n'y a aucun problème pour bâtir un nouveau quartier, s'il est approuvé. Il vous faut également un permis de construire, mais ils vous le donneront – parce que le plan a déjà été approuvé. On ne construit pas de nouvelles colonies, on étend juste les anciennes. Il n'y a pas vraiment de nouvelles colonies.

Et Giva'at Sal'it au nord ?

Je crois que Giva'at Sal'it est un avant-poste.

C'est considéré comme un quartier éloigné.

Mais c'est un avant-poste. Giva'at Sal'it est un avant-poste.

Il est là depuis des années... ça prend vraiment des années pour l'évacuer ? Il y a un ordre d'évacuation pour Giva'at Sal'it ?

Je ne sais pas trop pour Giva'at Sal'it. Mais Migron, près de Ramallah, est un avant-poste sur lequel il existe un ordre d'évacuation depuis trois ou quatre ans, et l'affaire est toujours à la Cour suprême.

Il y a eu des décisions de la Cour Suprême pendant votre service ? Ils ont évacué des colonies ?

Quelques caravanes, des choses comme ça. J'en ai fermé quelques-unes.

Lesquelles, vous vous rappelez ? Par exemple, j'étais à l'évacuation de Gilad Farm.

Non. Qu'est-ce que c'était, Gilad Farm ? Une caravane, pas une structure permanente.

Mais tous les avant-postes sont essentiellement composés de caravanes.

Qu'est-ce que vous racontez ?

Comment peuvent-ils monter au sommet d'une colline autrement?

Ofra[65] est un gros avant-poste.

Ofra est un avant-poste ?

La majorité d'Ofra est un avant-poste. Vous pensez qu'on peut évacuer Ofra ?

Non.

---

[65] Une colonie emblématique de 3 200 habitants, l'une des premières, fondée en 1975.

Jamais de la vie.

Mais d'un point de vue administratif, je ne comprends pas ce qu'est un avant-poste. Si vous me disiez qu'Ariel[20] est un avant-poste, je vous croirais.

Ariel est légal à 90 %. Il y a quelques maisons isolées dans la zone industrielle, ce n'est pas qu'elles sont illégales, mais il y a une sorte de problème. Mais Ariel est légal.

Mais vous m'avez dit qu'Ofra est un avant-poste. C'est énorme.

Toute la colonie a été construite comme un avant-poste.

Quand ?

Il y a vingt ans.

Il y a vingt ans ? Il y a des affaires de la Cour suprême qui remontent à vingt ans ?

Il n'y a pas d'affaire. Personne ne l'évacuera. Où est-ce que vous vivez ? Tout le monde sait que c'est illégal, mais personne ne l'évacuera. On ne peut pas. On ne peut pas évacuer des endroits comme celui-là.

139. On ne savait pas trop où commençait la colonie

UNITÉ : BATAILLON CARACAL

LIEU : COLLINES D'HÉBRON SUD

ANNÉE : 2008

Quelle a été votre expérience dans les Territoires ?

J'y étais pendant ma formation d'officier de poste.

C'était quand ?

À Chavouot dernier. Je me rappelle parce que c'était une fête.

Vous y étiez en tant qu'élève officier ?

Oui.

Pour l'entraînement d'officier spécialisé ?

Oui.

Et dans quel but avez-vous été déployé ?

On nous a amenés là pour protéger la colonie de Susiya. Il y avait également des élèves féminines non combattantes dans notre groupe, qui avaient été commandantes d'équipe pendant les classes et avaient suivi la formation d'officier. C'était un peu bizarre de monter la garde avec elles.

Pourquoi ?

Parce que, habituellement, elles ne montent pas la garde. Elles ne connaissent pas vraiment la routine, le débriefing, recevoir les instructions sur le terrain, ce genre de choses. Ça ne fait pas partie de leur vie.

Mais monter la garde à Susiya faisait partie de la procédure de sécurité de routine, non ?

Oui. On était à l'intérieur d'une colonie. On ne sortait pas. C'est justement ça... c'est une colonie un peu bizarre, surtout étant donné l'endroit où elle se trouve. Elle soulève un tas de questions – s'il n'y avait pas toutes ces situations là-bas, ça pourrait même être un endroit très joli. Ça vous fait réfléchir. Toutes les quelques heures, tu vas monter la garde et tu réfléchis. Et puis, pendant notre première tournée, pour nous familiariser avec les postes de garde, le coordinateur de sécurité de la colonie a essayé de nous définir une ligne rouge, une ligne verte, etc.

Comment ça ?

Où les bergers peuvent faire paître leur troupeau dans le village sur la colline d'en face, où on devait les arrêter. Où la colonie commence et où elle finit.

Les limites de la colonie ?

Oui. Susiya n'a pas de grillage, c'est une colonie sans grillage. Parce que ça coûte cher et aussi parce que c'est une colonie rudimentaire.

Le coordinateur de sécurité vous a expliqué pourquoi ils n'avaient pas de grillage ?

Oui. D'abord parce qu'un grillage n'empêche pas vraiment les gens d'entrer, ça ne fait que les retarder – ceux qui veulent vraiment entrer trouveront toujours un moyen. Ensuite, parce qu'ils veulent sentir qu'ils n'ont pas besoin de grillage. C'est une sorte de déni du danger. Et vu la façon dont il a défini les choses, quelles lignes peuvent être franchies ou non, on ne savait pas trop ce qui faisait ou non partie de la colonie. Même s'il avait dit : « La colonie se termine là, dans le wadi, mais si vous voyez quelqu'un sur la colline en face du wadi, vous devez quand même l'éloigner. » D'un côté, il est évident que c'est pour cette raison qu'ils font ça, que c'est comme ça : ils font très attention que personne n'ose entrer dans leur colonie, ils ne veulent pas attendre que la personne franchisse effectivement la limite. D'un autre côté, qu'est-ce qui me donne le droit, ou à eux, de dire à quelqu'un : « Quittez cette colline » ?

Les collines où l'on voit le cairn de rochers ?

Oui, là où il y a le trou d'eau.

Donc vous êtes stationné là, ou est-ce le cairn qui marquait la limite ?

L'inverse... Il y avait un poste où la limite était très incertaine. Le terrain est plus bas et en fait le poste ne protège qu'une famille, dont l'un des membres a été assassiné.

Des Juifs ?

Oui. Ils sont de la colonie. Le poste est juste à côté de leur maison. À cause de ce qui leur est arrivé, le poste de garde a été placé juste là, pour leur donner un sentiment de sécurité. C'est sur la partie la plus basse de la crête. Donc la définition de là où [les Palestiniens] n'ont

pas le droit d'aller est : partout où tu les vois.

C'est ce qu'a dit le coordinateur de sécurité ?

Oui. Jusque là-bas...

À l'intérieur des limites de la colonie, il y a quelque chose qui appartient à quelqu'un d'autre ? Un trou d'eau, un arbre, un verger ?

Je ne crois pas.

Des maisons ?

Je ne crois pas. Il n'y avait rien.

Il n'y avait pas un seul trou d'eau dans la zone que vous surveilliez qui était hors limite ?

Je ne crois pas.

Vous connaissez le terme « zone de sécurité spéciale » ?

Qu'est-ce que ça veut dire ?

Le coordinateur de sécurité ne vous en a pas parlé ? Combien de temps avez-vous monté la garde là-bas ?

Une semaine. Tout était très vague. Qu'est-ce qui appartenait à qui, si ça faisait partie de la colonie ou non, parce que sans grillage...Moi-même, je ne lui faisais pas confiance. Il était un peu chafouin, tu ne savais pas quand il te disait la vérité et quand il te donnait sa propre interprétation. Je ne sais pas.

Il y avait une carte que vous pouviez consulter ?

Non.

Une salle de briefing ?

Non.

Qui était le commandant dans la colonie ?

Notre commandante de la formation d'officiers.

Et elle vous a montré une carte ? Que vous a-t-elle dit pendant le briefing ?

On n'avait pas de briefings. Elle était de la police des frontières, ils ne font pas de briefings de poste. Ils n'en font pas du tout.

140. C'était sa colonie et le fait est qu'on était ses subordonnés

UNITÉ : BRIGADE GIVATI

LIEU : GUSH ETZION

ANNÉE : 2007

Ils ont construit de grosses maisons pour les colons, mais les colons n'ont pas emménagé dedans pour ne pas devoir payer l'impôt sur le revenu, alors ils ont continué à habiter gratuitement à côté des bâtiments qui avaient été construits pour eux. Un endroit gris, sans couleur, des religieux qui marchent tête baissée. Un endroit bizarre et déprimant, avec un coordinateur de sécurité qui avait des cicatrices de la guerre du Vietnam. On était quatre et un commandant de section qui est parti au bout d'une journée pour revenir le week-end. Un autre type et moi commandions. Le coordinateur de sécurité nous a fait clairement comprendre que c'était sa colonie, et effectivement on était ses subordonnés.

Il vous a briefés au début ?

Oui.

Qu'est-ce qu'il a dit ?

C'était comme dans les films. Je ne me rappelle pas son nom, mais il a dit : « J'ai servi au Vietnam, j'étais dans les Marines et je vois que vous êtes dans l'infanterie, c'est bien, parce que j'ai deux garçons dans la Golani. » Il nous a dit que si quelqu'un voulait entrer dans la colonie, on devait vérifier ses papiers et que s'il était arabe, il ne pouvait pas entrer. Il commence à dire : « Je vois les gens au loin, s'ils veulent entrer, je leur tire dessus. » Il dit : « Si les gens arrivent en taxi,

il faut vous assurer que le chauffeur soit juif, parce que, une fois, quelqu'un de la colonie a pris un taxi à Jérusalem, il ne connaissait pas le chauffeur, le chauffeur est entré et je l'ai surpris dans la crèche en train de chercher des toilettes. Je suis allé le voir, il cherchait des couteaux, je l'ai envoyé au diable, je ne laisse personne avec un nom arabe entrer dans... » Ce type est fou.

Que faisiez-vous là-bas ?

On montait la garde. On attendait que des gens essaient d'entrer, personne n'est venu.

C'était calme, là-bas.

Oui. Une fois, avec les jumelles, on a vu qu'à trois kilomètres de la colonie un garçon amenait son troupeau de la zone d'Hébron vers la vallée. Le coordinateur de sécurité est venu, il a mis un chargeur dans son arme et l'a vidé dans sa direction, comme si ça pouvait porter jusque-là.

Il a tiré dans la direction du berger ?

Oui. Il a dit : « Cet Arabe collecte des informations, il veut infiltrer la colonie. » On le voyait à peine. La brume venait de se lever, alors on devait prendre les jumelles pour le voir.

Il a vidé un chargeur entier vers une personne à trois kilomètres ?

Oui, ce type était fou.

Vous avez vu le garçon ensuite ?

Il ne s'est même pas rendu compte que quelqu'un lui tirait dessus. Il était près d'Hébron, ils vident des chargeurs toute la journée, là-bas. Il est resté où il était avec ses moutons. Le plus drôle, c'est que le bataillon Haruv nous a relevés, et ils ont tous des noms arabes, alors que ce coordinateur déteste les Arabes et tous ceux qui parlent arabe.

141. Le coordinateur de sécurité s'est mis en colère, il lui a donné un coup de pied

UNITÉ : BRIGADE NAHAL

LIEU : ALEI ZAHAV

ANNÉE : 2008-2009

Vers midi, on a reçu un appel radio pour aller à Alei Zahav. On est montés dans le Hummer et on est partis. Je vois qu'un soldat qui s'occupe de la sécurité de la colonie et le coordinateur de sécurité ont sorti leurs armes. Il me dit qu'une femme a entendu des voix, qu'il est entré avec le doigt sur la gâchette de son arme, qu'il y avait deux hommes, et que maintenant ils sont attachés, les mains au sol, avec des liens.

Qui était là ?

Deux jeunes Arabes, environ notre âge. Le coordinateur leur a posé des questions, la femme a dit qu'ils lui avaient volé huit cents dollars, une somme astronomique. Il a demandé où était l'argent. L'un a dit : « Ici, là... » L'autre a dit à chacun de nous : « Toi, bois de l'eau, bois de l'eau, bois de l'eau. » On aurait dit qu'il voulait nous énerver, comme pour nous dire : « Du calme. » Puis, le coordinateur s'est mis en colère, il lui a donné un coup de pied et lui a marché sur le visage. Je ne sais pas si le commandant de section l'a vu, mais il s'est détourné, parce qu'il ne voulait pas voir ça. Je me suis dit : « Soit j'arrête le coordinateur, soit je me mets au travail et je cherche d'autres Arabes. » Pendant que le coordinateur le tabassait, il a mis le canon de son arme dans sa bouche ou sur sa tête puis il m'a dit : « Emmène-le dehors et tue-le. » Il disait seulement ça pour lui faire peur. Pour finir, l'Arabe avait bien une chaîne en or dans sa poche. On a inspecté les papiers dans leurs portefeuilles et on a trouvé une carte d'identité. L'Arabe a dit : « Mon ami a besoin d'eau. » Après avoir été tabassé, il avait arrêté de parler, on avait peur qu'il lui soit arrivé quelque chose mais il s'est adressé à nouveau au coordinateur, qui l'a encore frappé. Il l'a tabassé deux ou trois fois. L'une des fois, mon commandant de

section l'a vu, au moins une fois.

Ça s'est passé dans le salon de la femme ?

Oui.

Qui se trouvait dans la pièce ?

Les deux intrus arabes, la femme était dans la maison, le coordinateur, moi, un autre soldat et le commandant de section. Ensuite, la police est arrivée, des voisins aussi. On a amené de l'eau à l'Arabe, il était sonné, mais le coordinateur a dit qu'il faisait semblant. L'ami de l'Arabe a dit qu'il avait été mordu par un chien et qu'il devait aller à l'hôpital. On a contrôlé leurs papiers et alors on a vu que c'étaient des soldats d'Abu Mazen[66], c'étaient des soldats en uniforme. Quand ils leur ont demandé pourquoi ils avaient fait ça, ils ont répondu qu'ils n'avaient pas d'argent.

Ils parlaient hébreu ?

L'un des deux, oui... D'autres unités sont arrivées, les ont frappés un peu, à un moment le téléphone d'un des Arabes a sonné, alors l'un des éclaireurs lui a pointé son arme sur le ventre pour qu'il parle et qu'ils puissent obtenir des informations. Il lui a donné de l'eau, il dégageait une odeur horrible. Il puait, tout le temps où je nettoyais la mousse autour de sa bouche. Je pense qu'il ne pouvait pas contrôler ses gaz, il avait les yeux ouverts et de la mousse sortait de sa bouche. Peut-être qu'il avait quelque chose, peut-être pas. J'ai appelé une ambulance et deux types sont arrivés, ils lui ont donné quelques claques, je crois que c'était l'infirmier, il a répondu à quelques questions. Il pouvait faire semblant, mais peut-être pas. Il était sous le choc. Ils l'ont frappé – pas mortellement, mais il lui a donné des coups de pied et lui a marché sur la tête –, c'était surtout humiliant. Le coordinateur de sécurité ne l'a pas frappé trop fort.

Seul le coordinateur de sécurité l'a frappé ?

---

[66] La quatrième colonie la plus importante de Cisjordanie, fondée en 1978, avec une population de 17 600 habitants.

Oui. Ce qui s'est passé ensuite, c'est que l'infirmier de la compagnie est arrivé, le seul infirmier disponible était ce jeune gars, un peu choqué. On n'avait pas d'infirmiers dans notre compagnie, ils nous en amenaient toujours des nouveaux. Avant que l'infirmier commence à le soigner, je lui ai raconté ce qui était arrivé à l'Arabe. Le commandant de section a dit : « Personne ne l'a frappé. » J'ai dit : « Si. » On s'est disputés. Le commandant de section s'est mis en colère contre moi et m'a dit d'aller dans le Hummer. J'ai refusé. Je voulais rester là parce que le fils de la femme était arrivé, énervé, et j'avais peur qu'il essaie de tabasser l'Arabe. La police s'en fichait, ils voulaient juste récupérer leurs menottes.

Pourquoi lui avez-vous mis des menottes ?

Je lui ai mis des liens en nylon, pas des menottes. Quand la police est arrivée, on les a remplacés par des menottes. Je ne voulais pas quitter l'Arabe après avoir vu qu'il avait été tabassé et qu'il était peut-être malade. Je suis resté dans la maison, mais je ne voulais pas en parler devant tout le monde. J'ai dit [au commandant de section] : « Il faut qu'on parle. » On est allés dans le Hummer. Je lui ai dit : « Je ne vais pas rester dans le Hummer. » Il m'a menacé de trois jours de confinement sur la base, retirés à ma permission. Je suis retourné chez moi et on ne s'est jamais reparlé.

142. Les coordinateurs de sécurité se prennent pour nos commandants

UNITÉ : BATAILLON KFIR

LIEU : SUSIYA

ANNÉE : 2004-2005

Vous vous souvenez d'autres histoires sur Susiya ? Quels étaient vos rapports avec les colons là-bas ? Et avec les habitants de Susiya, les habitants des colonies et des autres avant-postes dans la région ?

Il y avait des hauts et des bas. Pour l'essentiel, pendant cette période, les colons nous respectaient, parfois ils nous gâtaient même,

c'est-à-dire qu'ils nous invitaient partout. Il y avait aussi des gens qui trouvaient que notre travail n'était pas assez dur, un tas de slogans du genre : « Nous voulons la sécurité, pas une protection. » Parfois les coordinateurs de sécurité, comment dire, ils se prenaient pour nos commandants à la place de notre commandant de compagnie. Ils essayaient de nous donner des ordres, de nous dire quoi faire, quand et où.

Et ils n'avaient pas leur mot à dire ?

Ils avaient de l'influence, mais pas leur mot à dire. Par exemple, ils disaient : « Vos gars n'ont pas éloigné les bergers quand ils se sont trop approchés », ou : « La prochaine fois que vous vous trouvez dans la même situation, faites ça bien et soyez plus agressifs. » Ce n'était pas comme s'ils disaient quoi faire au commandant de compagnie, mais ils avaient de l'influence. Je ne participais pas aux réunions, mais les colons avaient de l'influence à la fois dans les réunions avec le commandant de bataillon et certainement dans les réunions avec le commandant de compagnie. Les coordinateurs de sécurité des colonies rencontraient le commandant de compagnie au moins une fois par semaine pour une évaluation de la situation de routine, mais ils disaient aussi ce qu'ils pensaient de ce qu'on faisait et ce qu'ils voulaient qu'on fasse. Je ne sais pas à quel point la hiérarchie les écoutait. En bas de la hiérarchie, parfois le commandant de compagnie ne les écoutait pas du tout. Et puis il y avait des cas où on faisait exactement ce qu'ils disaient. Je ne sais pas ce qui était censé apaiser l'officier de sécurité et ce qui relevait de vraies considérations de sécurité, mais certaines choses étaient certainement influencées par le coordinateur de sécurité.

143. Le checkpoint n'est pas fait pour la sécurité israélienne

UNITÉ : BRIGADE NAHAL

LIEU : CHECKPOINT DE GITIT, VALLÉE DU JOURDAIN

ANNÉE : 2006

Moralement, ça a été un moment difficile. Tout ce checkpoint n'était là que pour des Palestiniens qui venaient travailler pour des Israéliens dans la vallée du Jourdain. C'était une question d'exploitation des Palestiniens par les Israéliens.

Vous avez vu ça au checkpoint ?

Vous connaissez la récolte des dattes ? Pendant la récolte des dattes, les Palestiniens sont payés quelque chose comme cinquante shekels.

Vous savez ça par le checkpoint ?

Bien sûr. Je sais combien ils sont payés. Ils viennent chaque jour à quatre ou cinq heures du matin et rentrent à sept heures du soir, épuisés. Tu vois un type épuisé d'avoir travaillé dur toute la journée, du travail manuel, et il reçoit cinquante shekels par jour. Super, enfin, c'est ce qu'ils reçoivent pour cueillir des dattes. C'est ce que reçoivent les travailleurs. Non seulement je sais qu'ils ne touchent que cinquante shekels pour une journée de travail, mais en plus de ça, vous savez, je suis là, ils doivent attendre à mon checkpoint et subir un contrôle humiliant. Je veux dire, tout ce checkpoint n'est qu'une infrastructure économique. Tu as l'impression d'être en service de checkpoint non pas pour la sécurité d'Israël mais pour son compte en banque.

Quel rapport avec le checkpoint ?

Qui passe par le checkpoint ? Rien que des Palestiniens qui travaillent dans la vallée du Jourdain. Ils n'ont aucune raison d'aller là-bas, c'est juste leur gagne-pain. Rien d'autre. Enfin, parce qu'ils gagnent leur vie là-bas, ils ont une famille dans la région, mais les gens d'Akraba et de ces villages n'ont aucune raison d'aller dans la vallée du Jourdain. Ce sont deux populations différentes. Tout est intimement lié, parce que quand tu travailles quelque part tu établis des contacts, tu fondes une famille, etc. Mais je suis au checkpoint pour que les Palestiniens qui travaillent sans permis ne passent pas. Qu'est-ce que ça peut me faire qu'ils n'aient pas de permis ? D'un point de vue sécuritaire, parce que ça veut dire qu'ils n'ont pas reçu l'approbation. Mais qu'est-ce que ça veut dire, qu'ils n'ont pas reçu

l'approbation ? Vous savez ce qui empêche quelqu'un d'obtenir un permis de travail ? Écoutez bien... si un parent au quatrième degré, c'est-à-dire le grand-père de votre oncle, a jeté une pierre en 1948 – je ne plaisante pas –, alors vous ne pouvez pas avoir de permis de travail.

Comment savez-vous ça ?

Parce qu'une fois on a demandé les critères à un agent du Shin Bet. Il nous a dit qu'il y avait une définition très claire. Si un membre de la famille – jusqu'au quatrième degré – a un jour été accusé d'un acte de violence contre Israël, pas de permis de travail. C'est l'un des critères. Maintenant, montrez-moi quelqu'un, je veux dire... quel est le pourcentage de la population ? Rien. C'est zéro. On est en guerre avec eux depuis plus de cinquante ans, alors clairement, quelque part dans l'arbre généalogique, quelqu'un a jeté une pierre à un moment ou à un autre, vous voyez ? Tout est archivé. Donc tu as un gamin de seize ans qui arrive au checkpoint tout souriant, et le grand-père du père de son frère a jeté un cocktail Molotov en 1962. Donc il ne peut pas avoir de permis de travail. Alors qu'est-ce qu'il fait ? Il contourne le checkpoint. Bon, pourquoi ce type-là contourne-t-il le checkpoint... pour faire un attentat? Non. Pour travailler. Donc en tant que checkpoint, je travaille pour des intérêts économiques. Cool. Super. C'est de la merde. À part le capitalisme, le socialisme, tout ça. Pourquoi est-ce que moi, en tant que soldat, je dois veiller sur les comptes en banque des colons de la vallée du Jourdain ? Pourquoi ? Il n'y a pas une seule raison au monde. C'est la corruption de l'occupation dans sa forme la plus évidente. Le pur intérêt économique.

144. Une colonie interdite aux soldats

UNITÉ : CORPS BLINDÉ

LIEU : DISTRICT DE RAMALLAH

ANNÉE : 2003

Une section montait dans environ huit jeeps de patrouille, des jeeps blindées et partait patrouiller, surtout pour faire de la recon-

naissance et des checkposts. Les checkposts étaient plus intéressants. Il y avait des vidages très hostiles par là-bas et plusieurs colonies illégales qui étaient aussi très hostiles, où on n'était pas censés entrer sans escorte.

Qu'est-ce que vous voulez dire ?

Il y avait cette colline là-bas, les ordres étaient de ne pas entrer parce que les colons n'aimaient pas les soldats. Ils sont fous là-bas.

Si les soldats entraient, que se passait-il ?

Je ne sais pas, on n'a jamais essayé. J'imagine qu'il y aurait une émeute. Je ne sais pas. On n'y va jamais.

Vous parlez d'une colonie ?

Oui.

145. La classe politique est très proche des colonies

UNITÉ : ADMINISTRATION CIVILE

LIEU : GÉNÉRAL

ANNÉE : 2001-2004

Quand vous changez de rôle pour travailler sur la question des colonies, en gros vous actionnez un interrupteur : au lieu de vous occuper de la population palestinienne, vous vous occupez des colons.

Oui.

Qu'est-ce que ça suppose ?

Pour commencer, la décision de construire des colonies n'est pas prise par l'administration civile. Pour l'essentiel, il s'agit de directives du conseiller du ministre de la Défense pour la question des colonies. Même si plus tard il s'est avéré qu'il y avait de la corruption là-dedans – c'était après mon départ de l'armée, vous pouvez chercher sur Internet comme j'ai fait. XXX a laissé un sacré bazar, il semble qu'il a

fait passer des choses, construit des maisons, transféré des terres, toutes sortes de trucs comme ça. XXX était le chef de la division infrastructure. Je ne suis même pas sûr qu'il ait été jugé. Bref, on s'occupe de questions assez techniques, de déplacer des mobile-homes d'un endroit à l'autre, des caravanes. Étendre le territoire d'une colonie spécifique, s'occuper du grillage autour d'Efrat ou de la sécurité de Kiryat Arba et de son grillage.

Qu'est-ce que ça veut dire « s'occuper de » ? Financer ?

Si seulement l'administration civile avait de l'argent pour ce genre de choses. C'est l'argent du ministère de la Défense.

Organiser les requêtes ?

Organiser les requêtes, parler avec les [colons], voir ce qui est raisonnable, ce qui ne l'est pas, toutes sortes de mesures défensives, etc. Tu t'occupes d'un tas d'incursions israéliennes, d'infractions israéliennes, toutes sortes de perturbations. Suivre une injonction émise par la branche de supervision, s'assurer qu'elle est vraiment appliquée. C'est le travail du superviseur, ce n'était...

Après avoir organisé les requêtes, quelles décisions étaient prises?

Le commandant de la branche peut faire des recommandations, mais on n'avait aucun poids. Vraiment aucun...

La recommandation joue-t-elle un rôle ?

La recommandation joue un rôle... Le chef de l'administration dit ce qu'il pense, oui ou non, mais la recommandation de sécurité joue un rôle. Qu'est-ce qu'on peut faire ? Il approuve l'emplacement du grillage.

Et de telles actions nécessitent l'approbation du ministre de la Défense.

Il faut l'approbation du ministre de la Défense pour les questions qui regardent les colonies. L'approbation de son conseiller suffit, il est censé informer le ministre. Censé, mais je ne sais pas s'il le fait.

Vous vous occupez également de définir les limites légales des colonies ?

Oui. C'est typiquement le rôle de l'administration civile. Vous pensez qu'on fait ça uniquement pour les colonies juives, mais non. Les Palestiniens aussi causent des problèmes : ils détruisent des maisons, infiltrent des territoires qui doivent ensuite être évacués, ils déracinent des vergers. Bien sûr, on s'occupe de tout ça.

C'est-à-dire la supervision des terres, des infrastructures et des colonies...

Les colonies en Zone C, certaines en Zone B, même si on ne s'occupe pas vraiment de la Zone B, mais ça arrive.

OK, commençons par les caravanes des colons. Comment déplacez-vous une caravane ? Qu'est-ce que ça implique ? Il vous faut une autorisation ? Qui la donne ?

Encore une fois, c'est le rôle du conseiller du ministre de la Défense pour les colonies, lui seul peut approuver chaque caravane. Chaque caravane peut potentiellement étendre une colonie. Réfléchissez, on ne peut rien faire. Pour le moindre changement, le conseiller du ministre de la Défense annonce une injonction, qui parvient à l'administration civile, qui vérifie que le changement a été appliqué comme il se doit... que la caravane a été déplacée au bon endroit et quelle ne s'est pas retrouvée dans une autre colonie – ça arrive. Parfois, des caravanes apparaissent sans qu'on sache pourquoi.

Comment est-ce que ça arrive ?

Parce que le soldat au checkpoint ne sait pas nécessairement qu'une caravane a besoin d'une autorisation. Les colons déplacent les caravanes sans autorisation, soit l'une de leurs propres caravanes, soit une caravane qu'ils déplacent d'une colonie à une autre. Dans les Territoires, il y a un tas de colonies avec des décharges, surtout dans la région de Naplouse, où ils prennent du matériel qu'ils utilisent pour construire une autre colonie. Ça arrive.

Et que se passe-t-il quand vous vous en rendez compte ?

L’unité de supervision émet une injonction. D’abord on émet une injonction pour enquêter, puis ils viennent au comité et vérifient qu’il n'y a vraiment pas d’autorisation pour cette caravane, et pourquoi ce n’est pas le cas. S’il n’y a pas d’autorisation, alors il y a deux options – soit ils obtiennent une autorisation, ce qui est une option tout à fait plausible...

Ça arrive souvent ?

Oui.

Qui siège au comité ?

Un représentant de l’administration civile, de la division infrastructure. Il y a un représentant du ministère de la Défense, un représentant de l’unité de supervision, et le comité dépend du chef de l’administration civile. Chaque décision est soumise au chef de l’administration civile, qui connaît la décision avant...

Mais les acteurs, normalement les représentants sont...

Très haut placés, des employés de bureau.

Y a-t-il des colons au comité ?

Je ne sais pas qui y est aujourd’hui, mais dans l’unité de supervision il y a beaucoup de gens qui vivent en Judée-Samarie, il y a des gens de l’armée.

Mais il y a plusieurs personnes de l’équipe qui viennent des...

Oui, des colonies, des kippas tricotées, on les trouve là-bas. Si tu regardes bien, tu les trouveras. Mais c’est comme ça dans tous les groupes.

La question est de savoir si les colons du comité influencent le processus de décision, parce que vous dites, par exemple, que beaucoup de caravanes situées quelque part sans autorisation reçoivent une autorisation rétroactive.

Qui leur accorde une autorisation rétroactive ? Pas le comité.

D'accord. Qui alors ?

Le comité examine les affaires puis les transmet. Ce que fait le comité, c'est dire : « Cette caravane n'a pas ce qu'il faut, nous devons clarifier son statut », alors le comité demande une clarification, il informe le conseiller du ministre de la Défense.

Qui appelle-t-on pour la clarification ?

Peu importe... il ne suffit pas d'une signature pour une caravane, ce n'est pas le rôle de l'armée.

Alors qui s'en charge ?

Normalement, si c'est à l'intérieur d'une colonie, alors le chef du conseil de la colonie s'en charge, mais...

La colonie où ils ont mis la caravane.

C'est ça, la colonie où ils ont déplacé la caravane... dans la plupart des cas, une caravane ne reste pas seule, d'autres la rejoignent. Ils ne décident pas, dans ce genre de cas, ils disent juste qu'il y a une caravane à... On émet une injonction de démolition ou d'évacuation, peu importe, en général c'est une injonction de démolition, mais peu importe. Une caravane, c'est déprimant, elle réapparaît ailleurs puis ils adressent l'affaire au conseiller du ministre de la Défense, qui peut décider que la caravane reste là. Ça fait partie de ses pouvoirs, ça arrive.

D'après votre expérience, ça arrive plus ou moins souvent que les ordres de démolition ou d'évacuation pour une caravane ?

Écoutez, on ne discute pas de la question de la colonisation en Judée-Samarie par écrit. Beaucoup de choses se décident oralement et pas à notre niveau. Puisque les choses se décident oralement, vous trouverez peut-être sept caravanes illégales, l'affaire ira jusqu'au conseiller du ministre de la Défense, qui dira : « OK, l'unité de supervision a trouvé ces caravanes, mais en fait je les ai approuvées verbalement », donc il les laisse en place. C'est comme ça que ça marche, c'est le processus.

C'est-à-dire que vous avez souvent des cas où les choses ont été mises au point verbalement, sans... ?

Oui, il y a un tas d'accords verbaux. Et puisque la classe politique est très proche des colonies, on ne peut rien y faire.

Vous n'avez jamais vu un document signé par quelqu'un ? Met-tons un document pour approuver une caravane ?

Non. Et je pense que si vous trouviez un tel document... Pendant mon service, c'était Fouad[67], habituellement les accords se faisaient par compromis avec la colonie, ils n'étaient pas mis par écrit, vous ne les trouverez pas par écrit, si vous les cherchiez, vous ne les trouveriez pas.

Donc il n'existe aucun document officiel, même pas...

J'imagine qu'il doit exister des documents internes au ministère de la Défense. Mais ils ne nous parviennent pas. « Il y a un ordre du ministère de la Défense, à la lumière de cet accord, évacuez X, Y et Z. » Mais le document ? Peut-être que le ministère de la Défense a ses propres procédures.

Mais vous ne les connaissez pas.

C'est un corps politique, il essaie d'être neutre mais...

Quels sont les paramètres de la juridiction d'une colonie ? Comment est établie la juridiction d'une colonie ? Qui la détermine ? Pourquoi ?

Qu'est-ce que vous voulez dire ? La juridiction d'une colonie, elle est clôturée, en vertu du fait qu'elle est clôturée, elle a une juri-diction définie, on parle de colonies existantes. Pendant mon service, il y avait peut-être Migron, qui n'a toujours pas de juridiction, je crois. Mais je me rappelle qu'on n'a jamais établi de nouvelle juridiction, ça s'est plutôt fait avec l'expansion de la colonie. Quand une colonie s'étend parce que des familles veulent la rejoindre, la juridiction de la

---

[67] Le ministre de la Défense travailliste Binyamin ben Eliezer.

colonie est définie en conséquence.

Vous travaillez aussi en coordination avec les agents de sécurité de la colonie ?

Non. Le commandant de brigade travaille main dans la main avec l'officier de sécurité. C’est son meilleur ami. L’administration civile ne s’occupe pas des officiers de sécurité.

Je veux revenir à la question des grillages. Quelle est l’histoire derrière la clôture d’Efrat ? De quelle période s’agit-il ?

On parle de l’année 2002. Le problème avec la clôture d’Efrat, c’est qu’il s’agit d’une colonie bien établie et que les bergers de la région entraient dans la colonie, ce qui constituait une menace, alors ils ont demandé des ressources spéciales, et maintenant encore je pense que c’est l’un des systèmes les plus avancés dans les Territoires – clôture, surveillance, caméras, détecteurs, le système est très avancé. Au moins, à Gaza, ce système a été utilisé pour approuver des mesures de sécurité. Et ils l’ont approuvé pour Efrat.

Et les zones agricoles affectées par la clôture ? Efrat est un bon exemple : des terres agricoles appartenant à des Palestiniens ont-elles été entourées par la clôture ?

Il faut être propriétaire, donc la question est de savoir à qui appartient la terre.

Donc vous avez mené une enquête, et maintenant la colonie...

Ce n’est pas difficile, il y a toutes ces cartes d’archives, ce n’est pas si difficile, ce n'est pas la peine de mener une enquête. Il y a la période ottomane, la période britannique, tout ce que vous voulez, des cartes qui tombent en morceaux dans le... peu importe, vous voyez à qui appartient la terre. Ce n’est pas si compliqué. Si la terre est très importante pour les routes de sécurité, ça arrive... quelques dunams[68]...

---

[68] Mesure de la terre employée sous l’Empire ottoman, correspondant à ce que l’on peut labourer en une journée. (N.D.T.)

c'est limité. S’ils décident qu’ils ont besoin de la terre, alors ils peuvent exproprier. Oui, pour raisons de sécurité.

Qui peut saisir la terre ? Vous ?

Oui, c’est par intérêt public, pour ainsi dire, c’est un peu différent.

Quelle que soit la raison, vous émettez une injonction ?

Le conseiller juridique émet une injonction, qui est signée par l’administration civile. Mais la source qui l’approuve légalement, c’est le... conseiller juridique, il doit s’assurer qu’ils recevront une compensation pour leur terre, et il saura comment répondre au tribunal quand l’affaire sera jugée. Il est subordonné au conseiller juridique du gouvernement, à travers le procureur général militaire, mais oui.

Et que se passe-t-il quand une terre est entourée par une clôture ? Comment vous en occupez-vous ? Il y a un accès ? Pas d’accès ?

Non, il n’y a pas d’accès. On incorpore cette terre à une colonie. Mais encore une fois, je n’ai jamais vu de terre agricole active, et je ne crois pas qu’il y ait eu de terres fertiles annexées par les colonies. Généralement, ce sont des terres qui ne sont plus utilisées depuis un certain temps, ils peuvent l’évaluer en fonction des mauvaises herbes sur place. Ce n’est pas si grave. Il y a des gens de l’unité de supervision qui savent comment déterminer si la terre n’a pas été travaillée depuis deux, huit ou dix...

Comment gérez-vous, quelle est la politique envers les Israéliens qui ont infiltré des terres dans les Territoires, ouvert une brèche pour une route, etc. ?

Des Israéliens ? Quelle est la politique ? D’abord, il faut que le coordinateur de supervision le constate. L’unité de supervision, les coordinateurs, un tas de gens qui connaissent la région. La politique est d’émettre une injonction indiquant que la brèche n’est pas... Je parle de gens qui connaissent incroyablement bien la région. Le plus jeune d’entre eux occupe le même poste depuis douze ans, parfois au même endroit. On émet une injonction pour la brèche, on voit si on peut convoquer quelqu’un, si c’est une incursion dans une colonie

alors il y a sûrement quelqu'un à convoquer. Si c'est juste une vieille brèche – et il y en a qui signalent une ouverture vers autre chose, on voit la brèche s'élargir et une route apparaître lentement... Ensuite, s'il y a quelqu'un à appeler, on l'appelle. S'il n'y a personne à appeler, alors on met en place une surveillance pour chercher le tracteur qui a ouvert la brèche. On fait très attention au moment où le tracteur est là ou pas, puis on attrape le tracteur et on enquête sur ce qui se passe, qui l'a envoyé, qui l'a fait, et on donne nos résultats aux enquêteurs.

Et que se passe-t-il si en cours de route vous identifiez la création d'un nouvel avant-poste ?

Ça dépend de la période. À l'époque de XXX, même s'ils établissaient un avant-poste, personne n'avait les couilles d'aller en parler à la classe politique. Il n'y avait pas de « nouvelles incursions ». Même s'il y avait une nouvelle incursion, personne n'avait les couilles de dire : « Il y a une nouvelle incursion, je vais la détruire. » La période suivante, celle de XXX, je ne sais pas s'il y a eu un changement politique ou si c'était de sa propre initiative, mais c'était différent, les nouvelles incursions étaient détruites. C'est vraiment arrivé.

Vous pouvez donner quelques exemples ?

Un bon exemple de nouvelle incursion est une caravane. Une maison n'est pas considérée comme une nouvelle incursion, parce que si tu passes du temps à construire une maison, alors c'est une « incursion vétérane », ce qui signifie qu'elle a été approuvée par la classe politique. Oui, je me rappelle plusieurs exemples, mais pour la plupart, c'était avec des tentes. Je ne me rappelle rien de précis, mais c'est arrivé.

Vous vous souvenez dans quelles régions c'est arrivé ?

Dans la région de Ramallah. C'était plus tard, j'étais à Hébron à ce moment-là, mais je me rappelle que c'est arrivé dans la région de Ramallah. En fait, c'est sur cette question que les [colons] étaient... On était en 2003, ils étaient devenus malins.

Au moment où ils repéraient une incursion, pourquoi n'était-elle

pas définie comme une nouvelle incursion ? Ils fermaient les yeux ?

Non, ils ne fermaient pas les yeux. Personne ne pouvait prendre la responsabilité de faire ça. Fermer les yeux, c'est quelque chose qu'on décide de faire. Même le coordinateur de supervision ne faisait pas ça. Peut-être qu'il ne le voyait pas, ce genre de chose arrive, il ne se promène pas sur le terrain toute la journée. Il y a un coordinateur pour chaque secteur et ce n'est pas une petite région. Il visite chaque région une fois par... Il voit chaque terrain une fois par mois, par mois et demi – c'est un problème. Si quelqu'un ferme les yeux, c'est la hiérarchie. Ne cherchez pas chez les employés, ça n'existe pas.

C'est-à-dire que les employés enregistrent et rapportent tout. Une pierre déplacée : un nouveau rapport.

S'il le voit. Il y a un rapport, qui est transmis aux commandants. Le commandant de division sait qu'une pierre a bougé, d'accord ? Ou le chef de l'administration civile découvre qu'une pierre a bougé et même s'il a l'autorité de la déplacer, il s'adressera d'abord aux colons pour leur dire qu'il va la bouger, puis il demandera l'opinion du conseiller du ministre de la Défense. Et si c'est une pierre qui a été déplacée il y a longtemps, il ne s'en occupera pas. Il ne prendra pas la responsabilité de mener une évacuation. Il faut des couilles pour faire ce genre de chose.

Comment est-ce que ça marche s'il s'agit de Palestiniens, pas de colons israéliens ?

Pareil. Ça marche de la même manière, sauf que la hiérarchie approuve l'évacuation... « Nouveau », ça n'a pas de sens, ça vient du directeur de l'administration civile, du commandant de division, du général du commandement, la décision d'évacuer passe sans problème... S'ils en parlent au conseiller, ça y est, c'est fait. Mais une incursion palestinienne, il y a des tas de constructions palestiniennes illégales, un océan, on ne peut même pas en saisir l'ampleur. Comment ça marche ? Supervision, injonctions, un comité d'enquête à Bet El, ils viennent, ils mettent en place un comité, ils décident quoi faire et, en attendant que ce soit fixé, ça remonte au chef de l'administration civile et au général du commandement. Il y a eu une époque où les

constructions illégales remontaient jusqu'au ministre de la Défense. C'était une période tendue.

Contrairement aux cas concernant des colons, où c'est le conseiller du ministre de la Défense sur les colonies...

Oui, c'est un niveau d'approbation inférieur.

Ici, c'est le directeur de l'administration civile ?

Non, c'est le général du commandement.

L'application ? Combien de constructions juives illégales...

Inutile de comparer les quantités. Si vous demandez combien de constructions palestiniennes illégales ont été détruites par rapport aux constructions juives, c'est un certain nombre. Je ne sais pas, je n'ai pas vérifié. En termes de violations, si je vous emmenais dans la région d'Hébron, je pourrais vous montrer cinquante emplacements de constructions illégales sur le chemin. C'est comme ça.

Et les autorisations dans la Zone C ?

On peut les obtenir, mais c'est un processus long.

Vous connaissez des cas où ils les ont obtenues ?

Ils les obtiennent, pas pour une nouvelle colonie, pour une expansion de la colonie, mais c'est un processus très long. Ça peut prendre cinq ou six ans.

Vous avez un exemple ?

Je me rappelle de fois où la construction avait été approuvée. Je me souviens avoir lu des documents où les constructions étaient approuvées. Ça passait par moi dans la chaîne administrative... c'était approuvé par l'unité de supervision de l'infrastructure, alors ça n'arrivait pas au directeur de l'administration civile. Ce n'est pas une décision – si c'est dans une région stratégique, la décision se prend en haut de l'échelle. Mais ça met vraiment longtemps, pendant l'Intifada ça prenait encore plus longtemps, dans certains cas ça durait cinq ans, mais ils finissaient par l'approuver. Ils obtenaient l'autorisation. S'il

s’agissait d’une colonie existante, on ne peut pas dire non. Mais normalement, les colons ne demandent pas notre autorisation : le processus était long, alors ils décidaient qu’on n’évacuerait pas les constructions illégales, du moins ils espéraient.

D’habitude, les colons font la demande ?

Pour l’expansion d’une colonie existante ? Oui.

Et pour les nouveaux avant-postes ? Ils ne vous demandent pas ?

Certainement pas à l’administration civile. Certainement pas à l’époque de XXX, impossible, les colons le détestaient, ils le haïssaient. Ils lui crachaient dessus. À l’époque de XXX, tous les contacts qu’avaient les colons avec l’administration civile, toutes ces conneries ont disparu dès l’arrivée de XXX. Ça n’existait plus.

Vous vous souvenez de vagues de violence ? Des violences de colons contre l'administration civile ?

Oui, à Hébron j’ai reçu des pierres, des œufs, certainement, bien sûr. Des commentaires racistes, tout.

Cartes

Les Territoires occupés de Cisjordanie

MER MÉDITERRANÉE

MER MORTE

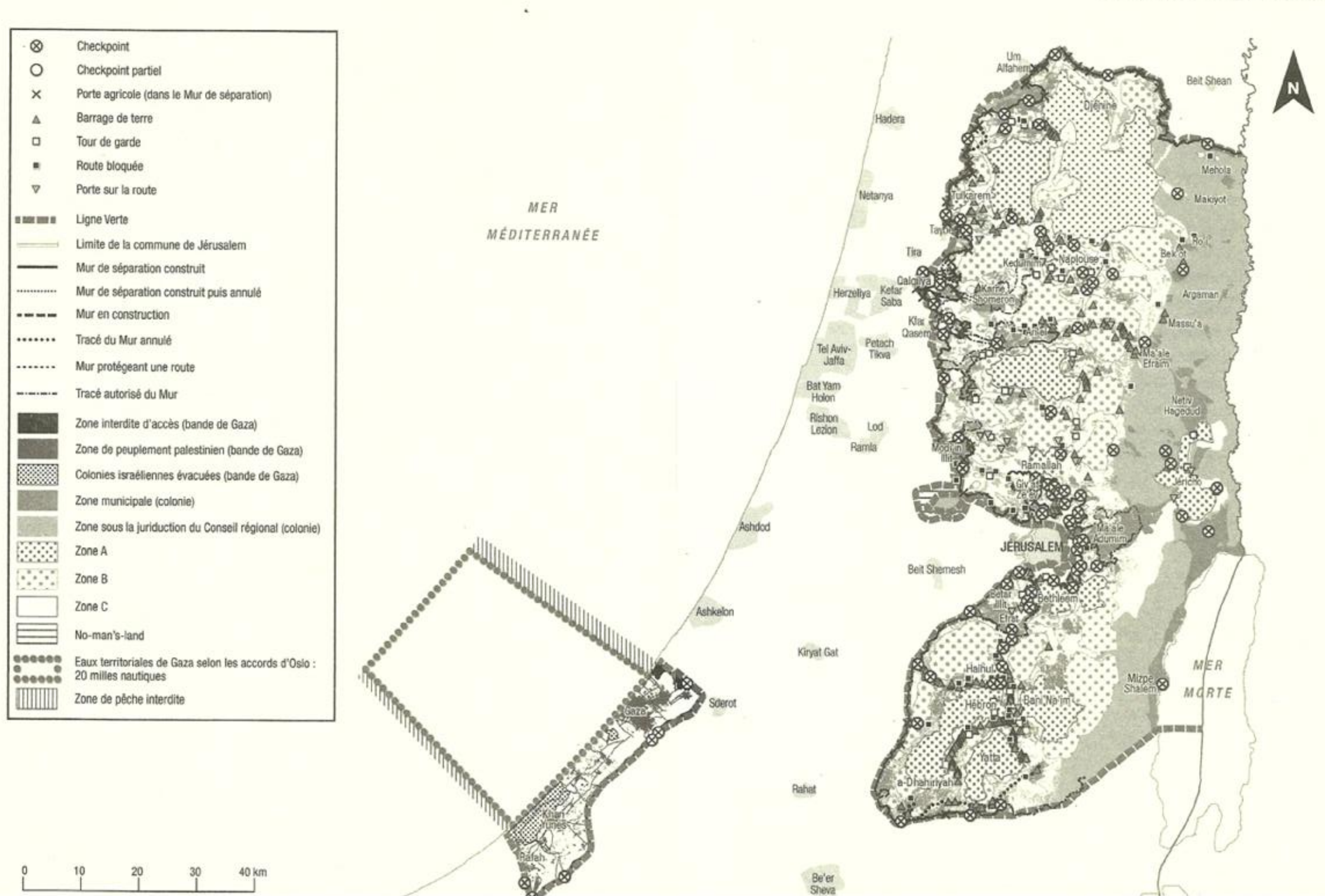
Hadera
Netanya
Tira
Raanana
Kefar Saba
Herzeliya
Hod Hasharon
Ramat Hasharon
Petach Tikva
Tel Aviv-Jaffa
Holon Bat Yam
Rishon Lezion
Lod
Ramla
Beit Shemesh
Um Alfahem
Beit Shean
JÉRUSALEM

Menashe regional brigade
Efraim regional brigade
Shomron regional brigade
Jordan Valley regional brigade
Binyamin regional brigade
Jerusalem envelope
Ezion regional brigade
Yehuda regional brigade

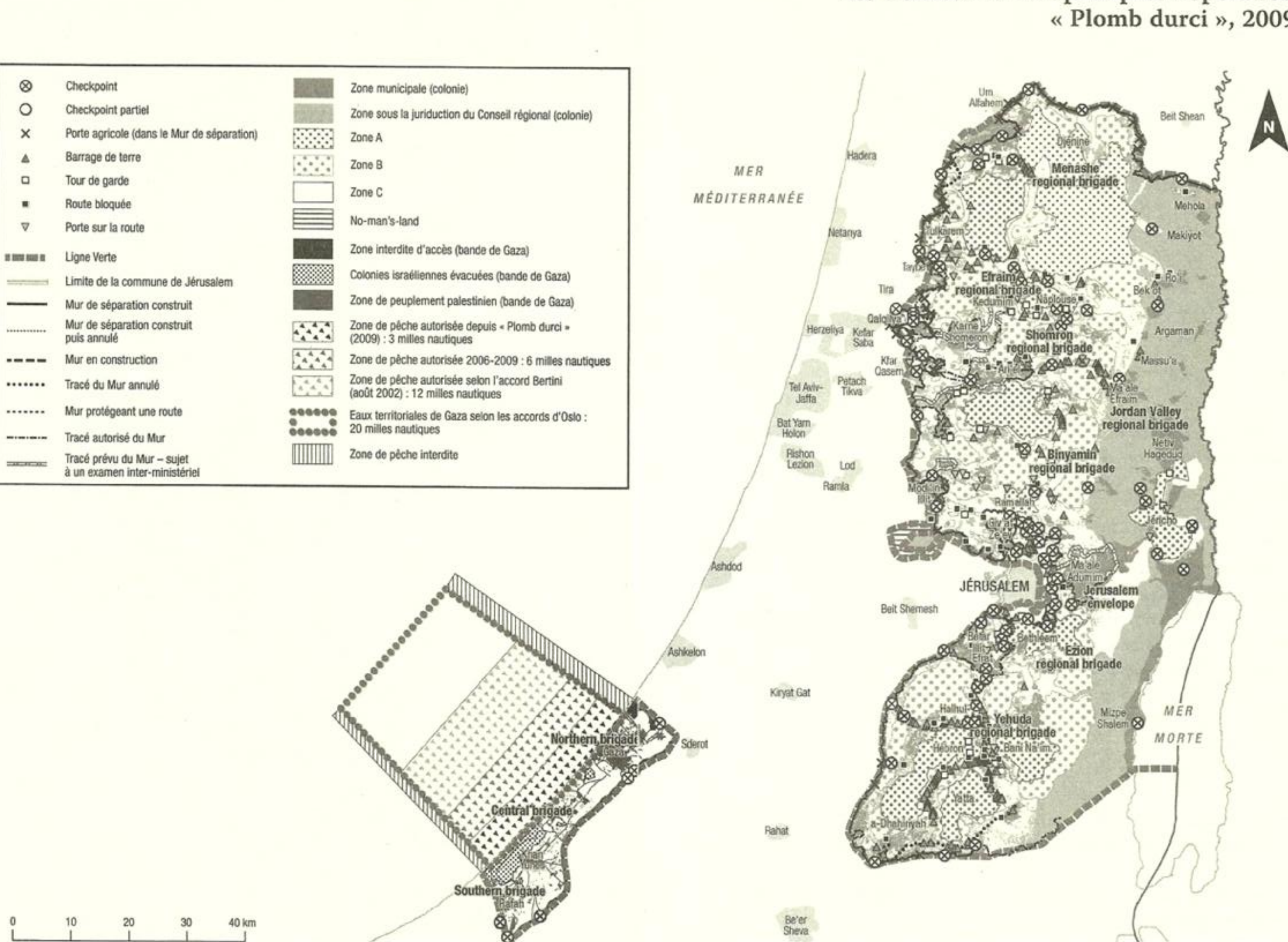
- Mur de séparation construit
- Mur de séparation construit puis annulé
- Mur en construction
- Tracé du Mur annulé
- Mur protégeant une route
- Tracé autorisé du Mur
- Tracé prévu du Mur – sujet à un examen inter-ministériel
- Ligne Verte
- Limite de la commune de Jérusalem
- Zone bâtie en-dehors de la zone municipale (colonie)
- Zone bâtie (colonie)
- Zone municipale (colonie)
- Zone sous la juridiction du Conseil régional (colonie)
- Zone A
- Zone B
- Zone C
- No-man's-land
- Zone d'entraînement de Tsahal (d'après « The Price of Security », Oren, 2005)

0 5 10 km

Territoires occupés, *checkpoints* et Mur de séparation



Les Territoires occupés après l'opération « Plomb durci », 2009



Glossaire

8/8 (ou toute autre combinaison de chiffres) : rapport entre le nombre d'heures de service et de repos (qui incluent un certain nombre de corvées).

Balles en caoutchouc : balles enrobées d'une enveloppe de caoutchouc. Elles sont considérées comme moins mortelles que les balles réelles et doivent être tirées par groupes de trois, retenus par une enveloppe en plastique. Elles deviennent plus mortelles quand elles sont séparées.

Bataillon : de trois à quatre cents soldats, commandés par un colonel.

BCD : bureau de coordination du district. Il s'agit d'une branche de l'administration civile en Judée-Samarie, un corps militaire chargé de la supervision des affaires quotidiennes des Palestiniens en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

Brigade : de mille à mille cinq cents soldats, commandés par un lieutenant général.

Brigade régionale : brigade composée de bataillons qui alternent pour maintenir le contrôle logistique et tactique des opérations dans une région donnée.

Compagnie : de cinquante à cent soldats, commandés par un

capitaine.

Coordinateur de sécurité d'une colonie : aussi désigné par l'acronyme hébreu Ravshatz, un civil employé par Tsahal et chargé de la sécurité d'une colonie.

Déploiement : période pendant laquelle une unité est envoyée sur le terrain pour mener des opérations de sécurité de routine. Les unités de combat sont généralement soit en déploiement, soit à l'entraînement.

Équipe : de cinq à dix soldats, commandés par un sergent.

H1/H2 : zones administratives d'Hébron définies par les accords d'Hébron de 1997. H1 englobe l'essentiel de la ville, administrée par l'Autorité palestinienne. H2 est le centre-ville, sous commandement israélien, également habité par des colons israéliens.

MAG : acronyme pour une mitrailleuse (machine gun), déployée au niveau de la section ; on en trouve également dans les véhicules blindés et les postes de garde. Cette arme offre une puissance de feu moyenne et n'est pas très précise.

Mouillé : argot pour les tirs à balles réelles ; contraire de « sec », c'est-à-dire sans coups de feu.

Officier de sécurité : civil chargé de la sécurité d'une certaine zone ou institution.

Ruger : arme de tireur d'élite utilisée pour le contrôle des émeutes. En 2001, l'avocat général de l'armée a déclaré que le Ruger était une arme mortelle et ne devait pas être utilisé comme outil antiémeute.

Section : de vingt à quarante soldats, commandés par un lieutenant.

Veuve de paille : maison palestinienne occupée par une unité, utilisée comme poste caché.

VTT : véhicule de transport de troupes blindé. Il en existe plusieurs variétés : le VTT standard s'appelle le Bardelas, il est assez vulnérable, bien que fréquemment utilisé par l'infanterie ; les VTT

lourds – le modèle Puma ou Achzarit (« méchante femme ») – sont moins courants et plus lourdement blindés.

Zone de sécurité spéciale : zone tampon autour d'une colonie ou autre installation israélienne dans les Territoires.

Remerciements

Nous remercions vivement les nombreux volontaires et les sympathisants qui ont rendu le travail sur ce livre possible. Sans leur aide, ces témoignages capitaux n'auraient pas pu arriver jusqu'à ceux qui doivent les entendre. Nous voudrions également remercier Shai Efrati, qui a établi les cartes ; les membres de B'Tselem et de « La Paix maintenant », qui ont fourni les informations sur lesquelles elles s'appuient ; Tal Haram, J.R., Amit Gvaryahu, Alexandra Polsky, Jerry Haber, et particulièrement Clare Needham pour leur aide à la traduction en anglais. Enfin, merci aussi à Riva Hocherman, chez Metropolitan Books, dont l'implication dans le projet a permis à ce livre de voir le jour en traduction.

Table des matières

20. Des coups, des bousculades, toutes sortes de choses comme ça. Tous les jours

21. Des arrestations inutiles

22. Les gars ont pissé dans la cour

23. Prendre le contrôle d'une famille

24. Un bouclier humain ambulant

25. On agitait notre arme pour montrer au garçon quoi faire

26. Tu pouvais faire ce que tu voulais, personne ne posait de questions

27. Ils lui ont jeté une grenade, puis ils lui ont tiré une balle dans la tête

28. Le commandant a dit : « Je veux des cadavres criblés de balles »

29. Le commandant de division a dit : « Vous êtes classés selon le nombre de personnes que vous tuez »

30. On a seulement tué quatre enfants

31. Ils détruisaient délibérément leur maison

32. On entre chez des innocents. Tous les jours, tout le temps

33. Grenades incapacitantes dans des lieux centraux

34. Entrer joyeusement avec des grenades incapacitantes

35. Ils sont venus, ils ont posé des explosifs, ils ont fait sauter la maison

36. On a tué des policiers désarmés

37. Visez les yeux pour arracher un œil

38. Une patrouille pour frapper des Arabes

39. On est entrés dans une maison pour que la télévision nous filme

40. Regarder le foot à Naplouse

41. La finale de Coupe du monde dans un camp de réfugiés

42. Tu peux saisir une maison pendant des années

43. Ça fait vraiment ressortir la folie en toi

44. Tu fourres tout ça dans ton sac à dos

Deuxième partie

Séparation : contrôle, expropriation et annexion

45. Je ne savais pas qu'il y avait des routes réservées aux Juifs

46. Le checkpoint détruit des vies

47. La ville est hermétiquement fermée

48. Si ce n’est pas un ghetto, qu’est-ce que c’est ?
49. Le commandant a dit de bloquer la route
50. Une route stérile
51. Hébron, une claque cuisante
52. Les manifestants se faisaient frapper, les officiers ouvraient des graines de tournesol
53. Ils fermaient les magasins comme punition collective
54. « Vous croyez vraiment que je vais attendre derrière un Arabe ? »
55. J’ai honte de ce que j’ai fait là-bas
56. Tu ne sais pas ce que tu fais là
57. Les soldats ont fait une blague, le permis de travail a disparu
58. Un os dans la gorge
59. Ils pointent leurs armes sur des étudiants
60. Service de garde dans le village palestinien
61. Chaque vendredi : zone militaire fermée
62. Ils ont fermé la route pendant un mois
63. On jouait à Tom et Jerry
64. On a reçu des ordres contradictoires
65. C'est complètement arbitraire
66. Informations incohérentes
67. Les ordres n’étaient pas clairs
68. Tout repose sur l’interprétation personnelle
69. La grande sagesse de Tsahal
70. Il n’y a pas des gens qui veulent juste travailler ?
71. Il est interdit de faire entrer certains produits en Cisjordanie
72. Ne laissez pas passer les ambulances au checkpoint
73. Vous allez dans la vallée du Jourdain ? Il vous faut une autorisation spéciale
74. Un camion qui entre à Ramallah ? Il vous faut une autorisation
75. Combien d’autorisations une personne doit-elle avoir?
76. Deux villages, deux BCD différents
77. Ça s’appelle de la « ségrégation »
78. Il n’y a rien à faire, les retardataires ne peuvent pas passer

107. C’est le pouvoir que tu as

108. Le commandant du checkpoint se faisait appeler « le docteur »

109. Tu sapes mon autorité

110. Tu as l'impression qu’une seconde de plus, et tu les arroses de balles

111. C’est quoi cette histoire de fermer le parking ?

112. On confisquait des clés et des véhicules

113. Fermer des routes ? C’est politique

114. Tu donnais de l’argent à Mohammed

115. Certains prisonniers n’étaient pas aptes médicalement

Quatrième partie

Application de la loi : un double régime

116. La mission : assurer la sécurité pendant que les colons se déchaînaient

117. On a tiré en l’air pour chasser les agriculteurs

118. Le coordinateur de sécurité de la colonie nous a dit ce qui était autorisé et ce qui ne l’était pas

119. En gros, c’est un civil et il dit à l’armée ce qu’est la loi

120. Un service de transport pour les colons

121. Les colons visitent la casbah, éloignez les Palestiniens

122. Trois de nos soldats qui gardent une cabane

123. Toutes ces choses ne passent pas dans les médias

124. Une vieille femme... les gars l’ont tabassée

125. Le mignon petit garçon a pris une brique et a cassé la tête de la petite fille

126. Les maisons des colons sont à l’intérieur de la base militaire

127. Tu détestes tout le monde

128. On confisquait des voitures et les colons les vandalisaient

129. Les colons sont entrés dans la casbah, ils ont tué une petite fille

130. Les colons ont fait un trou dans son mur

131. Arrêter les colons ? L’armée ne peut rien faire

132. Le commandant de brigade ne voulait pas s’impliquer

Quatrième de couverture

BREAKING THE SILENCE

LE LIVRE NOIR DE L'OCCUPATION ISRAÉLIENNE

LES SOLDATS RACONTENT

« C'est un monde complètement différent là-bas, avec des règles complètement différentes. Dans ce monde-ci, cette histoire est inacceptable, en tout cas pour moi... Là-bas, c’est tellement naturel.

Les règles sont tellement différentes. Personne ne comprend ça à moins d’avoir été là-bas. »

Réveiller un village en pleine nuit à coups de grenades pour faire régner la terreur, démolir des maisons au prétexte de chercher des armes qui ne s'y trouvent pas, passer à tabac des prisonniers menottés, participer à des opérations de vengeance meurtrière, arrêter des enfants, annexer des terres, tuer et s’en trouver félicité : dans les Territoires occupés de Palestine, l’insupportable est devenu banal.

En 145 témoignages, les soldats de l’armée israélienne racontent leur quotidien fait de violences ordinaires et de tensions permanentes. Dans ce que certains décrivent comme un Far West, les limites morales de chacun sont sans cesse mises à l’épreuve. Et tous sont marqués à vie. Dix ans d’enquête ont permis à l’organisation Breaking the Silence de récolter ces paroles de guerre qui disent les objectifs réels de la politique israélienne dans les Territoires : ren-

forcer son emprise sur la terre et contrôler la population palestinienne.

Breaking the Silence, l'une des ONG israéliennes les plus reconnues à l'étranger, a été fondée en 2004 à Jérusalem par des vétérans de Tsahal afin de recueillir les témoignages des soldats ayant servi dans les Territoires occupés de Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

Zeev Sternhell, le préfacier, est professeur émérite de sciences politiques à l'Université hébraïque de Jérusalem.

Traduction de l'anglais (États-Unis) par Samuel Sfez.

BREAKING THE SILENCE

LE LIVRE NOIR DE L'OCCUPATION ISRAÉLIENNE

LES SOLDATS RACONTENT

« C'est un monde complètement différent là-bas, avec des règles complètement différentes. Dans ce monde-ci, cette histoire est inacceptable, en tout cas pour moi... Là-bas, c'est tellement naturel. Les règles sont tellement différentes. Personne ne comprend ça à moins d'avoir été là-bas. »

Réveiller un village en pleine nuit à coups de grenades pour faire régner la terreur, démolir des maisons au prétexte de chercher des armes qui ne s'y trouvent pas, passer à tabac des prisonniers menottés, participer à des opérations de vengeance meurtrière, arrêter des enfants, annexer des terres, tuer et s'en trouver félicité : dans les Territoires occupés de Palestine, l'insupportable est devenu banal.
En 145 témoignages, les soldats de l'armée israélienne racontent leur quotidien fait de violences ordinaires et de tensions permanentes. Dans ce que certains décrivent comme un Far West, les limites morales de chacun sont sans cesse mises à l'épreuve. Et tous sont marqués à vie. Dix ans d'enquête ont permis à l'organisation Breaking the Silence de récolter ces paroles de guerre qui disent les objectifs réels de la politique israélienne dans les Territoires : renforcer son emprise sur la terre et contrôler la population palestinienne.

Breaking the Silence, l'une des ONG israéliennes les plus reconnues à l'étranger, a été fondée en 2004 à Jérusalem par des vétérans de Tsahal afin de recueillir les témoignages des soldats ayant servi dans les Territoires occupés de Cisjordanie et dans la bande de Gaza.
Zeev Sternhell, le préfacier, est professeur émérite de sciences politiques à l'Université hébraïque de Jérusalem.

Traduction de l'anglais (États-Unis) par **Samuel Sfez**.

ISBN : 978-2-7467-3507-1



22 €
Illustration de couverture :
© Alex Majoli / Magnum Photos (détail).
Imprimé et broché en Italie
–
Retrouvez toute notre actualité sur
www.autrement.com
et rejoignez-nous sur **Facebook**

